

سكس امارات

Le Monde

Gabriel
Initiatives-Métiers
30 jours d'offre d'emploi

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15907 - 7 F

MARDI 19 MARS 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Un SDF brûlé vif

Un sans domicile fixe est mort, brûlé vif, lundi matin 18 mars à Paris. Ses agresseurs, un groupe de trois ou quatre jeunes gens « de type européen », selon certains témoins, ont aspergé ses vêtements d'alcool et les ont enflammés. p. 30

L'Iran et le terrorisme

Yasser Arafat accuse Téhéran d'avoir « ordonné » la récente vague d'attentats-suicides dont Israël a été la cible. Le régime des mollahs est soupçonné de sauvegarder un « dialogue critique » avec l'Union européenne. p. 2 et notre éditorial p. 16

En Tchétchénie

Notre envoyé spécial raconte comment les Russes rétablissent l'ordre à Sernovodsk à coups de canon. p. 4

La pègre au Japon



Le récent scandale des connexions de crédit immobilier révèle une longue collusion entre banquiers, politiciens, affairistes et truands. p. 13

Menaces chinoises

Tandis que la Chine engageait, lundi 18 mars, sa troisième série de manœuvres dans le détroit de Formose, elle somnait Washington de rester à l'écart de la zone où se dirigeaient deux porte-avions américains. p. 3

Un entretien avec Robert Badinter

L'ancien président du Conseil constitutionnel prône le développement de l'arbitrage dans les relations internationales et dans les conflits sociaux. p. 14

Jalabert victorieux

La génération des coureurs cyclistes nés en 1968 arrive à maturité. Emmenée par Laurent Jalabert, elle a dominé Paris-Nice. En attendant le Tour de France. Notre rubrique Sports p. 20 et 21

Voitures de luxe

En 1995, quelque quatre mille personnes ont acquis un véhicule de plus de 350 000 francs. p. 22

Recapitalisation à GIAT Industries

La recapitalisation partielle, par l'Etat, du groupe d'armement porterait sur quelque 3,6 milliards de francs au titre des comptes de 1994. p. 30

Allemagne, 5 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Danemark, 2,25 S; Espagne, 220 PTA; France, 1 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,40 E; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 200 Kr; Suisse, 2,20 Frs; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 0319 - 7.00 F



Les principales mesures du plan de M. Bayrou pour lutter contre la violence à l'école

Les élèves difficiles pourraient être regroupés dans des « classes-sas »

FRANÇOIS BAYROU, ministre de l'éducation nationale, devrait présenter, mercredi 20 mars, lors du conseil des ministres, un plan de lutte contre la violence à l'école. Le Monde dévoile les principales mesures envisagées, dont deux ont été mentionnées par le premier ministre, Alain Juppé, dimanche 17 mars au cours de l'émission « 7 sur 7 » de TF1. L'intrusion d'une personne étrangère dans les établissements scolaires sera punie par une contravention de classe cinq, la plus lourde, et 2 200 appelés du contingent supplémentaires seront dépêchés dans les collèges et les lycées. Les autres mesures concernent le réaménagement de la carte des ZEP (zones d'éducation prioritaires) en deux ou trois ans, une mission confiée au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour tenter de limiter la violence à la télévision, un renforcement de l'inspection civique, la création de locaux de « médiation » dans les établissements scolaires, l'amélioration de la protection juridique des personnels, le renforcement des clôtures



autour des collèges et l'augmentation des effectifs des personnels de santé.

Par ailleurs, une circulaire commune aux ministères de l'éducation nationale, de la justice, de l'intérieur et de la défense prévoit de renforcer le partenariat entre ces différentes administrations. Ainsi devraient être engagées des actions de prévention et de formation école-justice-police, à l'instar de la politique menée en Seine-Saint-Denis.

Parmi toutes ces mesures, dont l'entourage du ministre assure qu'elles ne seront pas les seules, peu sont originales par rapport au plan d'urgence annoncé en mars 1995 par le gouvernement Balladur, mais qui n'avait pas été effectivement mis en œuvre. La seule nouveauté concerne pour l'instant les « classes-sas », des structures dans lesquelles les élèves réputés les plus difficiles pourraient être temporairement regroupés avant d'être réintégrés dans le circuit normal.

Lire page 10

Du rififi chez les maîtres espions français

A LA RETRAITE, les « patrons » des services spéciaux parlent. Ou plutôt, ils s'agressent les uns les autres. Après des années de silence, quel leur rôle dans la contre-espionnage tant qu'ils les exercent, ils n'hésitent pas ensuite à se chamailler sur la place publique. Au milieu des années 80, il y a eu, en France, le duel entre Pierre Marlon et Alexandre de Marenches ; par médias interposés, ils s'accusaient de n'avoir pratiquement rien entrepris de sérieux contre le terrorisme. Voilà que la confrontation Pierre Lacoste-Claude Silberzahn, tous deux anciens patrons de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure), éclate aujourd'hui. Sur le même mode aigre-doux. Avec le même débordement de phrases assassines. Comme s'ils s'étaient trop longtemps retenus d'exploser, les maîtres espions se laissent aller à un rififi hors de toute déontologie, avec le secret espoir d'avoir le dernier mot.

Il y a un an, M. Silberzahn, aujourd'hui conseiller-maître à la Cour des comptes, publiait aux éditions Fayard un livre, *Au cœur du secret*, sur son passage à la DGSE et devenait - après Pierre Marlon et Alexandre de Marenches - le troisième ex-chef des services spé-

ciaux français à se confier ainsi en moins de dix ans. Il y fustigeait un peu tout le monde, singulièrement les armées qu'il accuse d'être « un des appareils de l'Etat les plus insulaires » tant elles sont repliées sur elles-mêmes. Il en a profité pour rapporter des propos de François Mitterrand, qui, alors président de la République, considéreraient que les militaires ont une double fidélité, celle qu'ils doivent à l'Etat et celle - la plus déterminante, parce qu'elle contribue à faire leur carrière - qu'ils ont envers leur haute hiérarchie d'origine.

La polémique vient de rebondir. Dans le dernier bulletin de l'Amicale des anciens des services spéciaux, l'amiral Lacoste s'insurge. Verbalement. Sous le titre : « Le prurit antimilitariste ». « Un préfet [M. Silberzahn a été préfet] a pris la liberté de transgresser le devoir de réserve en publiant une autoglorification de son action, écrit Pierre Lacoste. Il en a profité pour critiquer des officiers, qui n'ont pas toute latitude pour lui répondre, et pour mettre en cause, dans des termes parfois inadmissibles, une institution dont une des obligations fondamentales est le silence. » L'amiral Lacoste dit vouloir s'élever « contre des affirmations répétées qui caricaturent l'armée en reprenant des

thèmes archaïques ». Il s'en prend notamment au propos de l'auteur de *Au cœur du secret*, selon lequel « la fidélité d'un officier vis-à-vis de l'armée est supérieure à toutes celles qu'il peut nourrir par ailleurs ».

Cette remarque de M. Silberzahn est jugée à la fois « injurieuse » et « mensongère » par Pierre Lacoste, au point que l'amiral la dénonce comme étant « une manifestation de l'antimilitarisme viscéral » d'un haut fonctionnaire de la République inspiré par « un a priori » idéologique.

L'amiral Lacoste, qui était le « patron » de la DGSE en 1985, a été remercié après l'opération montée contre Greenpeace. Il a sombré, tel un capitaine de bateau qui reste à la passerelle jusqu'au bout. Comme tous les chefs des services spéciaux, il a signé un engagement de discrétion et, depuis dix ans, il s'y est tenu, laissant, dit-il, « les historiens juger sur pièces quand le temps sera venu ». Aujourd'hui, il enseigne. Il vient d'ouvrir à l'université de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) un séminaire de recherche sur le renseignement pour des étudiants de troisième cycle.

Jacques Isnard

Le gouvernement a décidé de changer le statut de France Télécom

LE PREMIER MINISTRE a adressé, lundi 18 mars, à Michel Bon, président de France Télécom, une lettre de mission confirmant sa volonté de transformer le statut de l'entreprise : devenant une « société à capitaux d'Etat majoritaires », France Télécom serait partiellement privatisée. Toutefois, précise la lettre d'Alain Juppé, le statut de fonctionnaires des personnels serait maintenu et leurs retraites garanties. Insistant sur sa « volonté d'approche anti-Sécu, anti-SNCF », selon l'entourage du ministre des télécommunications, François Fillon, le gouvernement charge M. Bon d'ouvrir des discussions avec les syndicats, sans fixer de terme pour celles-ci, pas plus que pour la transformation du statut à laquelle les principaux syndicats demeurent opposés.

Lire page 17

et un point de vue page 15

L'architecture heureuse



CHRISTIAN DE PORTZAMPARC

RECONNU comme l'un des architectes les plus doués de sa génération, Christian de Portzamparc se voit consacré par une grande exposition au Centre Georges-Pompidou à Paris. Il est notamment l'auteur de la Cité de la musique, dont la construction, dans le 19^e arrondissement de la capitale, commencée avec le Conservatoire national de musique, inauguré en 1990, s'est achevée, il y a un an, avec l'ouverture de la salle de concerts. L'ensemble a été salué comme une réussite, tant pour l'objet architectural lui-même que pour sa manière de dialoguer avec un quartier qui souffrait jusque-là de sa position excentrée dans la capitale.

Projets pour New York ou Tokyo, réalisations à Paris et dans les villes nouvelles, mais aussi à Toulouse, Grasse et Rennes, l'exposition dévoile, sur vingt-cinq ans, la continuité d'un travail qui a l'ambition de réinventer la modernité. Premier Français à recevoir, il y a deux ans, le très recherché prix Pritzker, décerné par une fondation américaine, Christian de Portzamparc est à la fois un créateur original et un chercheur de solutions nouvelles en matière d'aménagement, tourné vers l'amélioration du bien commun dans les villes de demain et le plaisir retrouvé de l'urbanité.

Lire page 24

International	2	Agenda	23
France	6	Abonnements	23
Société	10	Météorologie	23
Carnet	12	Mots croisés	23
Horizons	13	Culture	24
Entreprises	17	Calendrier	27
Finances	19	Communication	28
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	29

Patrick Jarreau
Lire la suite page 16
et nos informations page 6

La droite remise en ordre

IL Y AURA DONC désormais un « avant » et un « après » l'affaire Aubergier. Avant que le rapporteur général du budget ne soit sanctionné par son parti, le RPR, pour avoir exprimé son scepticisme de-

vant les mesures gouvernementales destinées à encourager la consommation, le désordre régnait à droite. La chasse au premier ministre était devenue le sport favori des « poids lourds » de la majorité,

qui le pratiquaient avec un entrain proportionnel à leur désœuvrement.

Philippe Séguin se taisait bruyamment, François Léotard déplorait le manque de dimension

politique de l'occupant de Matignon, Charles Pasqua en appelait à Jacques Chirac, Alain Madelin aux patrons petits et grands, Nicolas Sarkozy prédisait trois fois par jour la déconfiture imminente d'Alain Juppé, tandis qu'Edouard Balladur se proposait tout simplement de suppléer le premier ministre dans la tâche de préparer la majorité aux élections législatives de 1998.

Puis vint le 7 mars, date à laquelle le secrétaire général du RPR fit savoir que Philippe Aubergier était déchargé de sa responsabilité de délégué général à la direction du parti. Cette sanction en laissait prévoir une autre : le député de l'Yonne, qui se disait volontiers, au printemps 1995, « chiraquien de cœur, mais balladurien de raison », risquait de perdre son poste de rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale pour avoir osé faire prévaloir, sur son cœur chiraquien et sur sa raison balladurienne, un instinct de conservation juppéiste.

Le message adressé à la majorité était en effet d'une simplicité biblique : hors du soutien au gouvernement, point de salut électoral.

Patrick Jarreau

PHILIPPE AZIZ
LE PARADOXE DE ROUBAIX
LA FRANCE MUSULMANE
PLON

Le grand débat

« Philippe Aziz démontre cette vérité : l'acquisition de la nationalité française n'est en rien un facteur d'intégration si ceux qui l'acquiescent ou la possèdent par droit du sol, n'acceptent pas le pacte culturel et juridique qu'implique cette citoyenneté. »

JEAN-FRANÇOIS REVEL, LE POINT

PLON

TERRORISME L'Iran, soucieux de sauvegarder le « dialogue critique » avec l'Union européenne, a réagi avec une certaine retenue, dimanche 17 mars, à la délivrance, par

la justice allemande, d'un mandat d'arrêt contre le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian, soupçonné d'être l'instigateur de l'assassinat, en 1992, à Berlin, de quatre op-

posants kurdes. La justice allemande « n'a absolument pas de preuves », a commenté le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères. ● A GAZA, Yasser Arafat a accusé

l'Iran d'avoir « ordonné » la récente vague d'attentats-suicides en Israël. Il a aussi critiqué le bouclage des territoires palestiniens autonomes et occupés. ● ISRAËL a décidé, di-

manche, de maintenir ce bouclage, ainsi que les mesures « punitives et dissuasives, telle la destruction des maisons » des militants islamistes (Lire notre éditorial page 16).

L'Iran tient à maintenir le dialogue avec l'Union européenne

Téhéran a réagi avec modération au mandat d'arrêt délivré, vendredi 15 mars, par la justice allemande, à l'encontre du ministre iranien des renseignements, accusé d'être l'instigateur de l'assassinat, en 1992, à Berlin, de quatre opposants kurdes

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale
Un modèle de sagesse et de pondération : jusqu'à l'aube de la rhétorique traditionnelle de Téhéran lorsqu'il est mis en accusation, la réaction officielle iranienne à la délivrance d'un mandat d'arrêt par la justice allemande contre le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian, est d'une très grande pudeur. « Un examen rapide, minutieux et juste de ce dossier aidera sans doute à démêler les faits et à dissiper les malentendus et les accusations contre l'Iran », a commenté le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Mahmoud Mohammadi. « Il n'y a absolument pas de preuves dans le dossier constitué par la justice allemande », a-t-il ajouté. Des groupes hostiles cherchent à saper les relations entre l'Iran et l'Allemagne.

Lorsqu'on se souvient du déchaînement des journaux à l'encontre de la Suisse en 1992, parce que Berne avait extradé vers Paris un iranien soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat, en France, de l'ancien premier ministre iranien, Chahpour Bakhtiar, les commentaires sur l'affaire Fallahian témoignent d'une certaine retenue. Le *Tehran Times* (conservateur) a invité le gouvernement allemand à « arrêter rapidement le comportement insensé » du parquet fédéral. « S'il est désireux de maintenir des relations cordiales avec l'Iran », Proche des intégristes, le quotidien *Jomhuri-Eslami* a invité l'Iran à « réviser ses relations commerciales privilégiées avec l'Allemagne ».

C'est que le mandat d'arrêt lancé contre M. Fallahian ne pouvait pas tomber plus mal pour le régime iranien, soucieux de maintenir son « dialogue critique » avec l'Union européenne (UE) et peut-être plus



singulièrement encore avec l'Allemagne, son premier partenaire commercial. Le malaise est d'autant plus grand que, après la récente réunion de Palerme, l'UE a durci le ton et entend demander des explications à Téhéran sur son soutien présumé au terrorisme.

MAUVAISE PASSE

L'Iran tient à ce dialogue, si « critique » soit-il, d'une part pour des raisons économiques et, d'autre part, pour échapper à l'état que les États-Unis et Israël veulent lui imposer.

En raison d'une très mauvaise passe économique et financière, Téhéran a besoin de la confiance des Européens pour se procurer le minimum de capitaux et de garanties

de crédit requis pour le fonctionnement de son économie. Ayant fait le pari d'avoir remboursé, d'ici à l'an 2000, la totalité des arriérés d'une dette de près de 30 milliards de dollars – dont 6 à 7 milliards pour les années 1996-1997 –, l'Iran s'impose une cure d'austérité draconienne, qui a fait chuter ses importations de 28 milliards de dollars en 1992-1993 à moins de 12 milliards pour l'exercice qui s'achève ; seul en deçà duquel, selon un expert occidental, Téhéran peut difficilement s'en sortir.

Car non seulement l'inflation est d'ores et déjà galopante et pénalise sévèrement la population, mais les circuits économiques courent au blocage, à cause du quasi-arrêt des achats de biens d'équipement et de

matières premières dont l'industrie et l'agriculture ont dramatiquement besoin. Toujours au nom d'une meilleure santé financière, l'Iran a pris d'autres mesures, telle la suppression, il y a dix mois, du marché libre des devises et la fixation d'un taux-plafond de 3 000 rials – deux fois moins que le prix atteint par le billet vert sur le marché parallèle – pour 1 dollar, ou encore l'obligation faite aux exportateurs iraniens de rapatrier la totalité de leurs devises. Résultat : les exportations de produits non pétroliers – notamment de tapis, qui représentent 40 % de ces revenus et dont le circuit de production fait vivre près de huit millions d'habitants – ont considérablement chuté.

Reste le pétrole, dont les exportations représentent 80 % du budget de l'État, et qui, selon les prévisions officielles, devraient s'élever, en 1996, à 14 milliards de dollars. Prévisions d'autant plus théoriques que non seulement les revenus peuvent fluctuer en fonction du marché pétrolier, mais aussi que la seule maintenance lourde des installations coûte près de 4 milliards de dollars. « Si la situation actuelle perdure plusieurs mois et si la couverture des compagnies d'assurance-crédit est toujours refusée à l'Iran, cela va casser », prévient un économiste.

Or, pour l'heure, à la différence de la Coface, après plus d'un an de suspension – non pour des raisons politiques, mais parce que la situation financière de l'Iran ne le permettait pas –, l'Allemagne a rouvert, il y a plus d'un an, une assurance-crédit limitée de ses exportations vers l'Iran. Hélas, l'organisme d'assurance-crédit gouvernemental allemand, n'assure, depuis février 1995, qu'une couverture de 150 millions de marks, soit quelque 105 millions de dollars. Des poussières.

MENACES AMÉRICAINES

Ce que les Iraniens souhaitent, c'est que l'ensemble des pays européens reprennent au moins l'assurance-crédit. « D'où la cour assidue qu'ils leur font. A ces derniers de décider s'ils consentent un crédit – au moins alimentaire – ou s'ils laissent les Iraniens désespérer », commente un économiste.

L'Iran a aussi besoin d'investissements dans le secteur pétrolier, et c'est là que le projet américain de sanctionner les sociétés étrangères qui investiraient pour plus de 40 millions de dollars blesse.

Pour la première fois depuis

l'avènement de la République islamique, en 1979, un appel d'offres international a été lancé, pendant l'été 1995, pour onze projets pétroliers et gaziers. Un séminaire, pour lequel la Société nationale iranienne des pétroles avait mis les petits plats dans les grands – documentation abondante, conférences de qualité, etc. – s'est réouvert comme page de chagrin.

Des sociétés japonaises et autres se sont abstenues de venir sur les conseils écrits du département d'État américain, raconte cet économiste. La presse, invitée, a été décommandée – la veille sans doute – par souhait de discrétion. Une quarantaine de sociétés étrangères étaient représentées.

Dès le deuxième jour, les conférences ont reçu instruction de ne plus parler des conditions du *buy back* – qui prévoit le paiement de l'investisseur en pétrole une fois le projet réalisé – parce que le gouvernement en discutait. Les entreprises ont été priées de remettre leurs propositions en janvier et, depuis lors, on n'en parle plus à Téhéran.

La compagnie française Total – qui a décroché, pour 600 millions de dollars, le contrat d'exploitation des gisements Shiri, dans le Golfe, avant que le projet américain de sanctions ne soit braqué – est en quelque sorte juridiquement à l'abri. Mais dans la mesure où la menace américaine pèse aussi sur les filiales aux États-Unis des sociétés opérant avec l'Iran, le climat est un peu maussade. Un exemple : selon une source, bien informée, Thomson a fait signer par l'une de ses filiales espagnoles un contrat pour une couverture radar au sol, pourtant destinée à la seule aviation civile iranienne.

Mouna Naim

Ne plus vivre en autarcie

Dix-sept ans après l'avènement de la République islamique, Téhéran semble avoir compris qu'il ne pouvait vivre en autarcie. Dans de récentes déclarations, le ministre des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, considéré comme un conservateur, expliquait que son pays ne pouvait vivre qu'en interaction avec l'Occident. C'est peut-être à travers cette grille de lecture qu'il faut comprendre les récents progrès, si minimes soient-ils, constatés dans le dialogue entre Téhéran et l'UE sur l'affaire Rushdie, l'autorisation donnée, en février, à Maurice Danby Copthorne, le représentant de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, de se rendre en Iran, ou la condamnation par les plus hautes autorités de l'État des actes terroristes qui tuent des « innocents » – même si ces mêmes autorités n'ont pas dénoncé les attentats qui ont eu lieu en Israël. Mais il est vrai qu'en Iran rien ne paraît jamais définitivement acquis.

Des familles marocaines réclament les corps de leurs proches morts au bagne de Tazmamart

RABAT

de notre correspondante
Huit femmes représentant les familles des prisonniers disparus au bagne de Tazmamart viennent de publier un communiqué dans lequel elles demandent qu'on leur rende les dépouilles de leurs proches afin de leur donner une sépulture décente, qu'on les dédommage et qu'on présente les auteurs de leur malheur à la justice. « Les responsables ont reconnu la mort des victimes en nous délivrant des certificats de décès », ajoutent ces femmes, qui s'étonnent donc que ne puissent leur être restitués les corps de leur mari, de leur fils

ou de leur frère. L'attitude évasive ou le silence des autorités, en dépit des promesses passées, traduisent, une nouvelle fois, « l'incapacité du régime à tourner définitivement cette page noire de l'histoire marocaine », comme l'ont souvent relevé les organisations marocaines des droits de l'homme.

DÉMARCHES VAINES

Plusieurs des survivants ont absolument besoin de soins très sophistiqués en Europe ou aux États-Unis. Certains veulent se rendre en pèlerinage à La Mecque. D'autres, enfin, voudraient tout simplement, après huit ans d'enfer, cesser

de vivre, comme ils disent, en « semi-liberté ».

Toutes leurs démarches sont restées vaines. Hormis une indemnité mensuelle de 5 000 dirhams versée par les œuvres sociales de l'armée en attendant le règlement définitif de leur dossier, ces anciens bagnards demeurent des parias dans une société qui les fuit.

Ceux qui réclament leurs droits s'exposent aux tracasseries et aux intimidations de la police ou des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. Si certains, traumatisés à vie, ne demandent plus rien, une majorité des vingt-huit survivants souhaitent vivre tout simple-

ment dans l'anonymat. Situé près de Rachidia dans l'est du Maroc, le bagne de Tazmamart, aujourd'hui détruit, avait été conçu pour recevoir cinquante-huit officiers subalternes et sous-officiers impliqués dans les deux tentatives de coup d'État de 1971 et de 1972 contre Hassan II, et condamnés à des peines supérieures à deux ans de prison.

Transférés clandestinement de la prison de Kénitra, en août 1973, vers ce bagne, ils n'en sortirent qu'en octobre 1991, mais trente y moururent dans des conditions épouvantables.

Mouna El Barna

Les Nations unies demandent une aide d'urgence pour les territoires palestiniens

Le gouvernement israélien a décidé de continuer à isoler la Cisjordanie et Gaza

JÉRUSALEM

de notre correspondant
Imposé le 25 février après le premier de la récente vague d'attentats-suicides qui ont tué une soixantaine de personnes en Israël, le bouclage des territoires palestiniens occupés et autonomes va continuer, a décidé, dimanche 17 mars, le conseil des ministres israélien. Aucun des 60 000 Palestiniens, sur 2,4 millions de résidents, qui possèdent un permis de travail régulier en Israël n'est autorisé à retrouver son emploi.

Le gouvernement de Shimon Pérès a porté à 100 000, la semaine dernière, le nombre de permis de travail réservés aux étrangers d'Asie du Sud-Est et d'Europe de l'Est. Le nombre de travailleurs illégaux en provenance de ces régions serait à peu près équivalent. Le gouvernement a aussi déci-

dé, dimanche, que « les mesures punitives et dissuasives, telle la destruction des maisons » familiales de militants islamistes morts, continueront, et M. Pérès a menacé de ne pas évacuer Hébron comme prévu, à la fin du mois de mars, si le chef militaire présumé de l'aile militaire du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), Mohamed Deif, ne lui est pas livré par les Palestiniens.

« ÉVITER LE PIRE »

Le gouvernement, par la voix de Yossi Sarid, ministre chargé de l'environnement, a appelé la communauté internationale à constituer un fonds de 100 millions de dollars – 500 millions de francs – pour éviter la faillite complète de l'économie des territoires.

La plupart des commentateurs estiment qu'à un peu plus de deux

mois des élections générales en Israël, M. Pérès ne prendra pas le risque de lever le bouclage. Or, le chômage touche déjà 60 % de la population active à Gaza et 30 % en Cisjordanie. Et le représentant des Nations unies à Gaza, Terje Larsen, a estimé que l'économie de l'enclave « ne tiendra pas » au-delà de trois semaines supplémentaires de blocus. Estimant à « 15 millions de francs par jour les pertes économiques de Gaza dues au bouclage », M. Larsen a expliqué que les donations internationales destinées à développer l'économie de l'enclave suffiront « tout juste à compenser les effets du bouclage ».

Pour « éviter le pire », le représentant des Nations unies, qui fut l'un des architectes norvégiens des accords israélo-palestiniens d'Oslo, a demandé une aide internationale d'urgence de 200 mil-

lions de francs. Les pays donateurs, en tête desquels ceux de l'Union européenne, se réuniront, cette semaine, pour étudier cette demande. A titre bilatéral, le ministre français de l'économie, Jean Arthuis, a signé, samedi, avec l'Autorité palestinienne à Gaza, un protocole financier de 80 millions de francs au titre de l'année 1996. Mais cette aide est essentiellement destinée à financer les études de faisabilité d'un port à Gaza.

NOUVEAUX CONTRÔLES

Plusieurs dizaines de camions israéliens chargés de biens alimentaires achetés par des firmes palestiniennes de Gaza ont été autorisés, dimanche, à décharger leurs marchandises aux barrières militaires, les transporteurs palestiniens devant les recharger sur leur véhicule pour les distribuer

aux commerçants de l'enclave autonome. A partir de la semaine prochaine, après trois semaines d'interdiction, certains produits agricoles palestiniens destinés au marché international pourraient de nouveau être acheminés vers le port israélien d'Ashdod.

Les marchandises devront être obligatoirement chargées, à la sortie de l'enclave, sur des camions israéliens, l'armée ayant précisé que dorénavant les opérations de fret ne pourront plus être faites directement de camion à camion. Plusieurs centaines de tonnes par jour devront ainsi être déposées à terre, contrôlées par des soldats, puis rechargées.

Les entrepreneurs palestiniens qui ont protesté, dimanche, en bombardant avec des fleurs et des pommes de terre – la récolte perdue de ces dernières semaines – les soldats israéliens qui tiennent les barrières estiment que ces nouveaux contrôles ne permettront pas le passage de plus d'une cinquantaine de camions par jour au lieu de quatre cents quotidiennement en pleine saison.

Patrice Claude

Un projet d'attentat contre Bill Clinton

Fondé, en 1979, dans la foi de la révolution khomayniste iranienne, le Djihad islamique palestinien aurait tenté, selon la police de Yasser Arafat, de tuer le président Bill Clinton lors de sa récente visite en Israël. Un kamikaze de ce groupe a été arrêté. Le même Djihad avait revendiqué l'attentat de Tel-Aviv qui, le 4 mars, avait fait treize morts. Ce kamikaze a été identifié et s'appelle Ramzi Obeid. Cet étudiant en arts plastiques de vingt-quatre ans avait fait six séjours dans les barreaux israéliens pendant l'intifada et vivait, depuis lors, avec sa famille. Au cours d'une manifestation contre le bouclage des territoires, M. Arafat a accusé l'Iran d'avoir « ordonné » la dernière vague d'attentats-suicides.

القدس

La France adopte un profil bas sur les droits de l'homme en Chine

Paris veut ménager Pékin avant la visite du premier ministre

Les travaux de la commission des droits de l'homme des Nations unies se sont ouverts, lundi 18 mars, à Genève, alors que circulent des rumeurs selon lesquelles la

France ne s'associera pas à une condamnation des violations des droits de l'homme en Chine à la veille de la visite du premier ministre chinois Li Peng, à la mi-avril.

GENÈVE
de notre correspondante
Alors que la France s'apprête à recevoir le premier ministre chinois Li Peng - visite prévue pour la mi-avril -, il apparaît de plus en plus évident, à Genève, que Paris ne s'associera pas à une résolution onusienne qui met la Chine sur la sellette pour violation des droits de l'homme. Les rumeurs de plus en plus persistantes qui ont circulé en ce sens, ces derniers jours, ont été confirmées de source diplomatique européenne. Cette défection de la France risque quelque peu d'assombrir l'atmosphère des travaux de ses assises mondiales sur les violations des droits de la personne qui se sont ouvertes, lundi 18 mars, au Palais des Nations. Il semble désormais acquis que la France se désolidarise du projet de résolution sur la Chine que doivent présenter conjointement l'Union européenne (UE) et les États-Unis. Sa signature ne figurera donc pas parmi les autres du texte européen.

La commission des droits de l'homme de l'ONU, s'appuyant notamment sur des témoignages accablants présentés par de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) - dont Amnesty International et la Fédé-

ration internationale des droits de l'homme (FIDH) - jusqu'à maintenant soutenue par l'UE dans son ensemble, a tenté, année après année, depuis le drame de Tiananmen en 1989, de faire condamner la Chine. Le 8 mars 1995, la Chine a échappé à la condamnation à une voix. L'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la France, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, les Pays-Bas, la Pologne, la République dominicaine, la Roumanie et le Royaume-Uni ont voté en faveur de la résolution. En revanche, l'Algérie, l'Angola, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cameroun, la Chine, la Côte d'Ivoire, Cuba, la Fédération de Russie, le Gabon, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, la Mauritanie, le Népal, le Pakistan, le Pérou, le Soudan, le Sri-Lanka, le Togo et le Zimbabwe ont voté contre. Douze pays se sont abstenus. Cette résolution avait été présentée et chaleureusement défendue par la France, le 7 mars 1995, au nom de l'UE.

La réunion de Genève, qui s'achèvera le 26 avril, revêt, cette année, une importance toute particulière. Pour la première fois de-

puis les cinquante ans d'existence de la commission des droits de l'homme de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, est intervenu en personne, et non pas à travers un message, à la séance d'ouverture. Dans son discours, il a rappelé que la réunion se consacrerait à la question de « la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où qu'elle se produise dans le monde ». Il a précisé qu'il convenait de dénoncer les violations « cas par cas », mais que « le processus de la démocratisation est indissociable de la protection des droits de l'homme ». Selon lui, la démocratie est un régime qui doit s'adapter à tous les peuples.

Pourtant, la commission des droits de l'homme de l'ONU n'a pas l'ambition de se poser en tribunal. Ce qui ne sera pas facile puisqu'il lui incombe d'étudier les conclusions de ses « envoyés spéciaux » sur la situation dans quatre régions du monde. Si la Chine ne figure pas sur cette liste c'est parce que la commission ne dispose pas d'une résolution recommandant de dépêcher un « envoyé spécial » dans ce pays.

Isabelle Vichniac

■ Réagissant aux rumeurs faisant état d'une évolution de l'attitude de Paris sur la répression en Chine, le comité de soutien au peuple tibétain (CSPT) « demande instamment » au gouvernement français d'« exprimer clairement sa position concernant les violations des droits de l'homme en Chine et au Tibet » qui, selon l'association, « n'ont jamais été aussi nombreuses depuis les événements de 1989 ».

En Algérie, Hocine Aït Ahmed a été confirmé à la tête du FFS

Le congrès du Front des forces socialistes propose l'organisation d'une « conférence de paix », ouverte à tous les « partis représentatifs », islamistes compris

EN DÉPÎT des discordances internes, l'aura du vieux *zaïm* (chef) est demeurée intacte. A l'issue de leur deuxième congrès, samedi 16 mars, à Alger, les délégués du Front des forces socialistes (FFS) ont fait un triomphe à leur chef de file, Hocine Aït Ahmed. De secrétaire général, ce dernier est devenu, après une modification des statuts, président. Figure historique de la guerre d'indépendance, cofondateur du FFS en 1963, le dirigeant kabyle, exilé volontaire en Suisse depuis des années, a été élu pour trois ans, par 603 des 668 suffrages exprimés.

Un conseil national de 120 membres a aussi été élu, parmi lesquels figurent des cadres connus du FFS, comme Ahmed Djedjal et Mustapha Bouadef. La désignation du bureau exécutif et du nouveau premier secrétaire national relève, en revanche, des prérogatives du président. M. Aït Ahmed devait quitter l'Algérie à l'issue du congrès, a-t-on confirmé dans son entourage.

Rien ou presque n'a filtré des débats. Réunis à huis clos, depuis jeudi, dans l'énorme bunker du Palais des Nations, situé à l'intérieur de la station balnéaire du Club des Pins, à l'ouest de la capitale, les délégués ont respecté les consignes de discrétion qui ont toujours caractérisé la culture partisane algérienne.

Selon le bureau algérien de l'AFP, le congrès a soigneusement évité d'aborder les questions qui ne font pas l'unanimité au sein du FFS. Celle, par exemple, de l'adhésion prolongée de M. Aït Ahmed, justifiée par des raisons de sécurité, mais qui n'est pas sans susciter le désarroi parmi les militants. Celle, plus sérieuse, du manque de débats internes : le

« contrat de Rome », signé, en janvier 1995, par plusieurs partis de l'opposition légale, dont le FFS et le FLN, et par la direction historique de l'ex-Front islamique du salut (FIS), « a engagé le FFS dans une dynamique qui n'a jamais été décidée par ses organes », a déploré un cadre contestataire du FFS, Hamid Louanaoui. Il en a été de même, selon lui, pour le boycottage de l'élection présidentielle du 16 novembre, que M. Aït Ahmed aurait décidé seul.

Ce sentiment de malaise latent s'est exprimé publiquement, à la veille du congrès. Dans une lettre publiée, mardi 12 mars, par la presse locale, M. Louanaoui et trois autres responsables du FFS, Saïd Khelil, Rachid Halet et Saïd Harmandi, ont dénoncé « l'exercice solitaire du pouvoir de décision », le maintien d'« instances alibis » et les entraves à « l'émergence des cadres » au sein du FFS. Et décidé, « pour ne pas cautionner » ce congrès, de ne pas y participer. Ce grain de sable protestataire n'a pas suffi à enrayer la machine. Mais il explique peut-être, en partie, le fort taux d'absentéisme qui a marqué ce congrès. Sur les 1500 délégués attendus, seuls 881 y ont assisté.

Conscient de l'inquiétude de ses troupes, M. Aït Ahmed a tenté, non sans habileté, de redresser la barre. Dès l'ouverture du congrès, il a lancé l'idée d'une « conférence de paix à Alger ou - pourquoi pas ? - à Batna [ville natale du président Liamine Zerrouk], avec tous les partis représentatifs, y compris avec le Mouvement pour une société islamique » (MSI-Hamas, qui a recueilli 25 % des voix, lors du scrutin du 16 novembre) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui a totalisé, le 16 novembre, un

peu plus de 9 % des voix, essentiellement en Kabylie. Les termes de la résolution politique relèvent du même souci de rassurer. Y est prônée la nécessité d'une « paix civile » qui ne soit soumise ni « aux diktats du pouvoir » ni à ceux « des branches violentes de l'islamisme politique ». Manière de réaffirmer l'ancrage du FFS dans l'opposition, mais aussi de lever l'ambiguïté qui pèse, depuis la rencontre de Rome, sur la nature de ses relations avec la mouvance islamiste. En condamnant la violence des « barbus », le FFS somme implicitement les « politiques » de cette nébuleuse de se démarquer de ses franges armées.

Les partisans d'une rupture avec le pouvoir n'ont pas dit leur dernier mot

Cette clarification ne remet nullement en cause la stratégie prônée par le FFS. Pour lui, la recomposition du paysage politique sur des bases pluralistes - seule à même d'éviter un tête-à-tête entre l'armée et les islamistes - reste, plus que jamais, à l'ordre du jour. Mais l'avenir de cette stratégie ne dépend pas seulement de ce parti, dont l'audience a du mal à dépasser les frontières de la Kabylie. Pour avoir quelque chance de réussir, elle doit trouver un relais au sein du FLN, seul parti jouissant encore d'une véritable implantation nationale. Les choses se joueront donc, en partie, au prochain congrès de l'ancien parti unique, prévu pour le 18 mai.

Nul ne peut prédire qui l'emportera, de la « ligne Mehri », du nom de l'ancien secrétaire général, partisan d'un ancrage du FLN dans l'opposition, ou de celle des « conservateurs » qui souhaitent faire de cette formation le parti du président Zerrouk - et viennent de placer, pour ce faire, Boualem Benhamouda à sa tête. Les partisans d'une rupture avec le pouvoir, majoritaires au bureau politique, dont ils occupent les deux tiers des sièges, n'ont pas dit leur dernier mot. Mais l'appui apporté par des pans entiers des anciens « organisations de masse » et une partie de l'appareil à M. Benhamouda risque de faire triompher les partisans d'un retour au parti-Etat.

Si cette hypothèse devait se confirmer, le FFS se trouverait alors privé de tout relais pour mettre en œuvre sa stratégie. On voit mal, dans ce cas, par quel moyen l'Algérie pourra échapper à la meurtrière polarisation armée-islamiste, qui a fait, depuis quatre ans, entre 50 000 et 70 000 morts.

Catherine Simon

Pékin somme Washington de rester à l'écart du détroit de Taiwan

ALORS QUE Pékin a entamé, lundi 18 mars, sa troisième série de manœuvres dans le détroit de Formose, la dégradation des relations sino-américaines vient de franchir un nouveau seuil. Le premier ministre chinois Li Peng a averti, dimanche, qu'un déploiement militaire américain dans le détroit - les porte-avions *Independence* et *Nimitz* font route vers cette zone - ne ferait qu'« aggraver » la situation. « La question de Taiwan est une affaire purement interne à la Chine. Aucune force étrangère ne devrait essayer de s'y ingérer », a déclaré M. Li Peng lors de la clôture de la session annuelle du Parlement à Pékin.

Cette mise en garde est la première intervention publique de M. Li Peng depuis le début de la campagne d'intimidation déclenchée par Pékin, le 8 mars, afin de peser sur le déroulement de l'élection présidentielle à Taiwan, dont le favori est l'actuel chef de l'Etat Lee Teng-hui, « bête noire » du régime communiste chinois. Afin de mieux afficher sa résolution dans cette crise, Pékin a, samedi, envoyé une lettre à Washington - comme l'avait déclaré un porte-parole du département d'Etat - l'assurance de ne pas attaquer l'île. A Taipei et dans les principales villes de Taiwan, plusieurs dizaines de milliers de ma-

nifestants ont défilé afin de protester contre l'actuelle campagne d'intimidation de Pékin. Hurlant des slogans hostiles à la « réunification » et à l'« agression » de la République populaire, les manifestants ont exprimé leur soutien à Peng Ming-min, président du Parti démocrate progressiste (DPP), candidat indépendantiste à l'élection présidentielle du 23 mars. De son côté, le chef de l'Etat Lee Teng-hui a indirectement accusé la Chine de faire usage d'un « terrorisme d'Etat » contre son pays.

La troisième série de manœuvres en cours, prévue pour s'achever le 25 mars, pourrait ne pas être la dernière. Selon l'agence centrale de presse de Taipei, le directeur du bureau de la sécurité nationale, Yin Tsong-wen, a indiqué que « la Chine communiste pourrait mener une quatrième série d'exercices après la troisième série ». Signe de la tension qui règne dans le détroit, Pékin vient d'ordonner aux habitants des îles situées dans la zone de ses exercices militaires, au large de Taiwan, de gagner le continent avant ce lundi, a déclaré un responsable de la station de radio officielle de l'île de Pingtan. L'île chinoise de Pingtan est l'un des centres de commandement des manœuvres de l'armée populaire de libération chinoise.

MOHAMED TAKI Abdoulkarim, soixante ans, a été élu, samedi 16 mars, président de la République fédérale islamique des Comores avec 64,29 % des voix, a annoncé, dimanche 17 mars, la Commission nationale électorale. Il a battu son adversaire du second tour, Abbas Djoussouf, candidat du Forum pour le redressement national, et va remplacer Saïd Mohamed Djohar, écarté du pouvoir après la tentative de coup d'Etat fomentée, le 28 septembre 1995, par le mercenaire français Bob Denard. Le taux de participation a été d'environ 62 %, au lieu de 64 % au premier tour, le 6 mars.

M. Taki, plusieurs fois ministre et ancien président de l'Assemblée nationale, qui se présentait sous les couleurs de l'Union nationale pour la démocratie aux Comores (UNDC), prend sa revanche sur l'histoire. Il avait été battu par M. Djohar au second tour de l'élection présidentielle de 1990, dont il avait toujours contesté les résultats.

Pour la première fois depuis leur indépendance, en 1975, les Comoriens

vont assister à une cérémonie de passation de pouvoirs, lundi 25 mars, d'un président à l'autre, au terme d'élections démocratiques. Jusqu'à maintenant, les coups d'Etat décidaient de leur sort. Les deux prédécesseurs de M. Djohar, les présidents Ali Solili et Ahmed Abdallah, ont été assassinés, l'un en mai 1978 et l'autre en novembre 1989.

M. Taki était arrivé en tête du premier tour, avec 21 % des voix, contre 15,6 % à Abbas Djoussouf. Il a ensuite bénéficié d'un jeu d'alliances, recueillant le soutien de douze des treize candidats éliminés au premier tour. M. Taki avait été brièvement nommé « coprésident » par les putschistes, en septembre, mais ses alliés, tout comme ses compatriotes, ne lui en ont pas tenu rigueur. Investi de la lourde responsabilité de redresser un pays en banqueroute, où la corruption fait la loi, M. Taki va devoir gérer ses alliances et payer ses dettes à l'égard de ceux qui l'ont aidé à remporter une victoire aussi nette.

Deux autres élections présidentielles se déroulaient également ce week-end. D'une part, en Sierra Leone, Ahmad Tejan Kabbah, soixante-quatre ans, le candidat du Parti du peuple sierra-léonais (SLPP), a été proclamé, dimanche 17 mars, vainqueur de l'élection présidentielle, par la commission électorale. M. Kabbah a obtenu 59,49 % des voix, au second tour de scrutin, organisé vendredi 15 mars, contre 40,51 % à son adversaire, John Karefa-Smart, quarante-huit ans, du Parti de l'union nationale du peuple (UNPP). Il est assuré d'un soutien au Parlement puisque son parti, la plus ancienne formation politique du pays, était arrivé en tête des élections législatives à la proportionnelle, les 26 et 27 février, avec 36,1 % des suffrages.

D'autre part au Zimbabwe, le président Robert Mugabe est assuré d'être reconduit dans sa fonction. Il était le seul candidat du scrutin présidentiel qui a eu lieu samedi 16 mars, les deux autres candidats s'étant retirés de la course quelques jours avant l'élection. - (AFP)

Trois élections présidentielles en Afrique

Suivez La ligne verte, le suspense ne fait que commencer...



Librio

100 titres à 10€

« Ça s'est passé en 1932, quand le pénitencier de l'Etat se trouvait encore à Cold Mountain. Naturellement, la chaise électrique était là... »



A Sernovodsk, les troupes russes ont « rétabli l'ordre » à coups de canon

Cette ville tchétchène est interdite à la presse et aux secouristes depuis le commencement de l'offensive engagée par Moscou, début mars. « Moins tu en sais, mieux tu dors », lâchent les soldats russes, alors que se multiplient les rumeurs d'exactions

L'aviation et l'artillerie russes restaient « engagées », dimanche 17 mars, contre les « nids de résistance » tchétchènes, selon le commandement russe. Outre Bamout, où la résistance tient depuis

un an grâce aux souterrains de cet ancien site de missiles, c'est à nouveau Samachki qui est bombardé. Il y a un an, ce village, situé à une dizaine de kilomètres de Sernovodsk, avait déjà été

« nettoyé ». Les troupes russes avaient alors brûlé et pillé le tiers de ses habitations, tuant une centaine de civils. Le président indépendantiste, Djokhar Doudaev, a déclaré, dimanche, qu'il

était « prêt à rencontrer quiconque [parmi les Russes] capable de tenir ses promesses », le président russe Boris Eltsine l'étant « moins que les autres », selon M. Doudaev. Ce dernier a aussi

affirmé à l'AFP : « Nous rejetons la démocratie occidentale, nous regardons vers les valeurs de l'Islam, et ce n'est que dans cette direction que nous voyons notre développement. »

Près de SERNOVODSK (ouest de la Tchétchénie) de notre envoyé spécial

Ici, tout a commencé de façon tragi-comique, avec une armée russe gavée de canons mais démoralisée, pas payée, et vendant tout, ou presque, comme au bazar. Une armée qui s'embourba à Sernovodsk, ce petit bourg tranquille de l'ouest de la Tchétchénie. Et tout a fini par une opération de « rétablissement de l'ordre » à coups de canon, dans les ruines et dans le sang. « On pensait que tout était terminé. C'était dimanche. On est sorti pour se défendre. Tout à coup, ils ont frappé à l'artillerie. Ma cousine a explosé en morceaux dans son jardin », raconte, la voix entrecoupée de râles de douleur, Aslan, un jeune Tchétchène qui git, gravement blessé par les éclats d'obus, dans un hôpital voisin. Salsika Salamonova, mère de trois enfants, a pris une balle dans le dos en partant. Elle était enceinte de huit mois. Jambes paralysées, un rein en moins, elle raconte, livide, sur son lit d'hôpital : « On m'a dit, lundi, qu'on ouvrirait un couloir humanitaire. Alors on est parti pour échapper aux bombardements, avec mon oncle au volant et mes trois enfants dans la voiture. Dès qu'on a démarré, les Russes nous ont tiré dessus. » Depuis ce jour fatidique du di-

manche 3 mars, on ne sait plus exactement ce qui se passe à Sernovodsk. Cela fait quinze jours que l'armée russe interdit l'entrée de la petite ville au Comité international de la Croix-Rouge, à Médecins sans frontières, à l'Office international des migrations (OIM), aux journalistes. Certains reporters, dont ceux

réchappés racontent les vaches carbonisées dans l'étable, la maison détruite, un parent tué ou blessé. Le pillage est en cours. Ce qui ne peut être emporté par les soldats russes est parfois détruit, affirment des témoins. Il y a des rumeurs de viols, d'arrestations, d'exactions.

Tout a commencé par quelques

combats, la petite ville de 15 000 habitants, qui hébergeait autant de réfugiés, les Russes se sont installés dans des postes. Après une relève, il y a près d'un mois, un soldat russe a sauté sur un champ de mines dont les soldats en partance avaient oublié de signaler les emplacements. Les gardiens entendant une explosion ont alors mitraillé à l'aveugle, achevant du coup le soldat blessé. L'affaire a été officiellement mise sur le compte d'une attaque tchétchène. « Ils m'ont dit que ce n'était pas grave, que le soldat tué appartenait à une autre unité », raconte, écorché, l'ambulancier.

Quelques jours plus tard, un autre incident va faire beaucoup plus de victimes. Un soldat russe déserte – ce qui est courant ici – pour aller rejoindre sa mère dans un village voisin. Son chef d'unité lui avait accordé une permission que le supérieur avait refusée. Le commandant a donc fait arrêter le chef d'unité. Sous la pression de ses hommes, il a été relâché quelques jours plus tard. Mais entre Russes, la tension est restée vive. Une nuit, une explosion déclenche une bataille rangée entre les deux postes. Se croient-ils attaqués par les indépendantistes ? Toujours est-il que le bilan est alors de neuf morts et vingt-sept blessés, selon

les habitants. Officiellement, on fait état d'une attaque tchétchène. Evidemment, personne ne dira si, perdant la nuit, des combattants tchétchènes n'ont pas joué quelques malins tours pour transformer en un enfer le cauchemar des soldats russes qui vivent dans la boue, le froid, la faim et la peur.

« NID DE BANDITS »

Mais il n'en fallait sûrement pas plus pour convaincre le commandement russe que Sernovodsk était un dangereux « nid de bandits ». D'autant plus qu'un article dans la presse de Moscou accuse la petite ville d'un grave crime : soigner des combattants blessés. Pire, le bourg compte officiellement vingt-cinq combattants tchétchènes, un groupe d'« autodéfense » créé en vertu de l'accord militaire signé en juillet 1995 pour négocier avec Moscou et qui a depuis longtemps captoté.

Plus urgent sans doute pour le commandement russe est le passage des colonnes de blindés qui veulent traverser Sernovodsk pour aller « pacifier » la Tchétchénie. Depuis mars, l'armée russe arrive aux portes de la ville. La population manifeste alors, bloquant pacifiquement le passage des chars russes. Les forces de Moscou encerclent Sernovodsk, déployant l'artillerie, et lancent un ultimatum : la ville doit se soumettre ou périr sous les bombes.

Selon l'adjoint du préfet, Ramzan Khadjiev, les autorités locales, proches du gouvernement russe installé à Grozny – alors que le cœur de la population bat pour les indépendantistes –, acceptent toutes les conditions russes : le passage des blindés, l'installation du FSB (ex-KGB) et des forces de l'ordre pro-russe à Sernovodsk. Mais elles refusent une chose : livrer les vingt-cinq membres du groupe d'« autodéfense » et vingt autres personnes soupçonnées d'être des combattants. « D'abord, il est difficile d'arrêter un homme armé. Ensuite, la population les aime. Ce sont eux qui ont sauvé les blessés, organisé un hôpital sous les bombes quand les Russes ont commencé à tirer », raconte M. Khadjiev.

Des négociations s'engagent, une délégation part pour Grozny le

samedi. Tout semble donc s'arranger. Le dimanche matin, Aslan voit sa cousine soudain fauchée par un obus dans son jardin, avant de tomber lui-même. Des maisons croulent sous les bombes, d'autres prennent feu. Salsika Salamonova, professeuse de littérature russe, perd tout : sa maison, ses vêtements, ses diplômes et ses livres russes qui, lance-t-elle, « brillent eux aussi ». Salsika Salamonova se réfugie dans une cave avec ses enfants. De son appartement, Salman, un commerçant, voit les premiers blindés entrer par la nuit : « Ils mitraillaient toutes les maisons en passant. » Au centre-ville, les blindés russes tirent sur une voiture, tuent trois femmes. Les membres du groupe d'« autodéfense » tchétchènes redeviennent des combattants et repoussent les Russes hors de la ville, avant de disparaître, plus tard dans la nuit. Le lundi matin, on annonce l'ouverture, pour trois heures, d'un couloir humanitaire. Près de 14 000 civils sur 30 000 réussissent à sortir. Salsika Salamonova sort de sa cave avec son gros ventre et ses trois enfants pour partir dans la voiture de son oncle. Elle ne fera pas dix mètres. Les habitants aux alentours ont soigné une cinquantaine de blessés, tous des civils.

Il ne leur reste peut-être à Sernovodsk, toujours sous blocus russe, que de nombreux morts calcinés, qui seront baptisés demain « combattants tchétchènes ». A quelques kilomètres, l'armée encercle d'autres bourgades, dont Samachki : le village martyr de la campagne militaire russe de 1995 est de nouveau bombardé, dimanche 17 mars. Dans l'est de la Tchétchénie, des scénarios identiques se reproduisent. C'est un des volets du « plan de paix » adopté, vendredi, à Moscou. L'armée russe est, selon les termes du général Simonov, chef de l'armée de terre, « un éléphant dans un magasin de porcelaine ». Nulle part, la presse et les secours ne passent. Surtout pas une caméra de télévision. Aux barages, les soldats russes, qui refoulent les médias et les organisations humanitaires, lâchent, fatigués : « Moins tu en sais, mieux tu dors. »

Jean-Baptiste Naudet



Aux longues thèses sur l'Economie, nous avons préféré une bonne synthèse.

10 000 F TTC
D'ECONOMIE SUR C15,
AX ENTREPRISE
ET ZX ENTREPRISE

14 000 F TTC
D'ECONOMIE SUR JUMPER
SANS COMPTER
L'AIDE DE L'ETAT



Soit C15
à partir de 47 109 F HT
(58 813 F TTC).



Soit ZX Entreprise
à partir de 58 009 F HT
(69 958 F TTC).



Soit AX Entreprise
à partir de 41 109 F HT
(49 577 F TTC).



Soit Jumper
à partir de 83 992 F HT
(101 294 F TTC).



Et toujours Jumpy
à partir de 77 200 F HT
(93 104 F TTC).

Offre non cumulable (sauf avec l'aide de l'Etat à vous en bénéficier) sur véhicules neufs dans les points de vente participants. Tarif conseillé au 15/02/96 : 3615 CITROËN 1,29 F/km.

CITROËN

LES JOURNEES UTILITAIRES

La Grande-Bretagne rend hommage aux victimes du massacre de Dunblane

LONDRES

de notre correspondant
A 9 h 30, dimanche 17 mars, toute la Grande-Bretagne s'est arrêtée, pendant une minute, en souvenir des victimes de Dunblane. Une heure plus tard, dans le gros bourg écossais écrasé de douleur après le massacre des innocents – seize enfants et leur institutrice abattus mercredi 13 mars par un tueur fou –, un service épiscopalien avait lieu dans la cathédrale gothique. Au lieu de célébrer la Fête des mères, qui, ici, tombait le 17 mars, les officiants ont commémoré la disparition des victimes et apporté leur réconfort aux familles touchées et à toute la communauté. Car il n'y a pas grand monde à Dunblane dont un voisin, un ami ou un parent n'ait été atteint par le drame dans le gymnase de l'école primaire.

S'adressant aux enfants, le révérend Colin McIntosh leur a dit, comme pour les rassurer, que « même les adultes ne comprennent pas ce qui est arrivé ». Mais c'est surtout dans le recueillement et le silence que les habitants ont passé ce dimanche. Les Ecossais ne sont guère expansifs, surtout en de telles circonstances, et c'est d'un geste, d'un regard, que les habitants se sont dit ce qu'ils avaient à se dire. Avant que l'un d'entre eux, George Robertson, responsable de l'Écosse dans le cabinet fantôme travailliste et dont les enfants ont étudié à l'école locale, avertisse la presse qu'il était temps qu'elle s'en aille. « Les gens ont été très compréhensifs parce

qu'ils savent que le reste du monde veut savoir. Mais le moment est venu de les laisser à leur peine. »

Avant de partir bagage, les médias auront rapporté la visite à Dunblane de la reine et de la princesse Anne, qui s'est en partie déroulée hors de portée des caméras de télévision. Sous un ciel gris, la souveraine a déposé des fleurs s'ajoutant aux longues rangées de bouquets devant l'école du bourg. Elle s'est ensuite rendue auprès des familles des victimes, de survivants encore hospitalisés et a rencontré, dans la cathédrale, les personnes impliquées dans le drame, enseignants, sauveteurs, membres du clergé.

Pendant ce temps, la polémique s'intensifie autour du meurtrier, Thomas Hamilton, qui s'est donné la mort après son crime. Était-il pédophile ? Pourquoi avait-il été autorisé à posséder des armes à feu ? Faut-il continuer de réglementer l'ouverture des clubs pour enfants ? Plusieurs députés ont réclamé des mesures très strictes sur le port d'armes ou même l'interdiction pure et simple de posséder des armes à feu. Au contraire, le chef du Parti libéral-démocrate, Paddy Ashdown, est défavorable à une interdiction qui, selon lui, pourrait priver la Grande-Bretagne de médailles de tir aux Jeux olympiques. Quant au député travailliste Denis McShane, il a écrit au speaker de la Chambre des communes pour demander que le stand de tir pour demander que la place à une crèche.

Patrice de Beer

Jeyi 10150

Deuxième tour de l'élection présidentielle au Bénin

COTONOU. Le président béninois, Nicéphore Soglo, et son prédécesseur, le général Mathieu Kérékou, devaient se retrouver face à face, lundi 18 mars, pour une revanche de la présidentielle de mars 1991, qui avait couronné le processus de démocratisation engagé un an plus tôt. Cinq ans plus tard, les données ont changé. Mathieu Kérékou, âgé de soixante-deux ans, est soutenu par une « coalition pour l'alternance démocratique » réunissant les principaux chefs de l'opposition, qui avaient pourtant combattu son régime militaire-marxiste instauré en 1972. Ces opposants, qui avaient fait bloc derrière Nicéphore Soglo en 1991, l'accusent aujourd'hui de dérive népotiste et totalitaire et voient en Mathieu Kérékou le « véritable père de la démocratie » béninoise. Le général Kérékou, qui a recueilli 33,94 % des voix au premier tour, le 3 mars, est mathématiquement favori, puisqu'il a obtenu le soutien des deux candidats arrivés en troisième et quatrième positions (totalisant 27,47 % des suffrages), M^r Adrien Houngbédji et Bruno Amoussou. Le président sortant, arrivé en tête au premier tour avec 35,69 % des voix, a appelé ses compatriotes à un « sursaut national » pour barrer la route aux « tenants de l'ancien régime » et déjouer le « complot international » visant à « mettre fin à l'un des rares processus démocratiques réussis » en Afrique subsaharienne. — (AFP)

EUROPE

■ **ALLEMAGNE :** le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a estimé, dimanche 17 mars, que les violentes manifestations kurdes de la veille en Allemagne constituaient une « déclaration de guerre » à l'Etat de droit allemand. « Les menaces des affrontements violents doivent être immédiatement éliminées », a-t-il déclaré. Quelque 10 000 policiers avaient été mobilisés samedi pour empêcher la tenue d'une manifestation kurde interdite à Dortmund (ouest), barrant l'accès de la ville aux manifestants qui affluaient. Les violents affrontements qui ont suivi ont fait au moins 22 blessés dans les rangs des forces de l'ordre et près de 300 parmi les manifestants. Quelque 1 200 personnes ont été placées en garde à vue. — (AFP)

■ **RUSSIE :** le président Boris Eltsine, candidat à sa propre réélection à la présidentielle du 16 juin, a progressé dans le dernier sondage, diffusé dimanche 17 mars, par la télévision russe. Mais avec 15 % des intentions de vote (+4 %), il est toujours devancé par le candidat communiste, Guennadi Ziouganov (25 %, +1 %). — (AFP)

■ **ITALIE :** l'accident d'un car transportant des touristes français, dimanche 17 mars à Mestre, près de Venise, a fait une vingtaine de blessés, dont quatre dans un état grave, selon un dernier bilan communiqué par les services de secours. Immatriculé en France, le car s'est retourné dans un virage. Le groupe de touristes, tous originaires de la région de Toulouse, était logé à Jesolo, au nord de Venise. — (AFP)

AMÉRIQUES

■ **CUBA - ÉTATS-UNIS :** des responsables de la CIA ont récemment rencontré, à New York, des membres des services de renseignements cubains pour leur présenter les preuves que la destruction, le 24 février, de deux avions civils par la chasse cubaine avait eu lieu dans l'espace aérien international, a indiqué, samedi 16 mars, le Washington Post. Selon le quotidien citant de hauts responsables de l'administration Clinton, cette rencontre a eu l'effet escompté : les autorités cubaines ne soupçonnent plus qu'elles disposent de « preuves » sur la destruction dans l'espace cubain des deux Cessna. — (AFP)

AFRIQUE

■ Les chefs d'Etat des cinq pays des Grands Lacs (Burundi, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zaïre) ont appelé les quelque 2 millions de réfugiés hutus rwandais et burundais à retourner dans leurs pays d'origine, dans des messages enregistrés sur cassette vidéo dimanche 17 mars, au deuxième jour du sommet réuni à Tunis, a-t-on appris de source proche de la conférence. Moyen de communication inédit auprès des réfugiés, cette cassette doit être largement distribuée dans les camps installés au Zaïre, en Tanzanie et au Burundi. — (AFP)

■ **ALGÉRIE :** une bombe a explosé, samedi 16 mars, dans une décharge publique à Baraki, dans la grande banlieue est d'Alger, faisant deux morts et cinq blessés, ont indiqué les services de sécurité. On ignore si cette bombe a été placée sciemment ou si, après y avoir été jetée, elle a explosé accidentellement. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL :** le procureur de l'Etat a demandé, dimanche 17 mars, une peine de réclusion à perpétuité pour l'assassin du premier ministre Itzhak Rabin, Ygal Amir, un extrémiste juif de vingt-cinq ans accusé de meurtre avec préméditation. Le jugement a été mis en délibéré. — (AFP)

■ **SYRIE :** le directeur général des relations extérieures à la commission européenne, Juan Páez, a estimé dimanche 17 mars à Damas des « discussions exploratoires » avec des responsables syriens sur un accord d'association avec l'Union européenne (UE), a-t-on appris auprès de la représentation de l'UE. — (AFP)

ASIE

■ **AFGHANISTAN :** une fosse commune a été découverte à proximité de Djallalabad, ville proche de la frontière avec le Pakistan, a annoncé, dimanche 17 mars, l'agence de presse afghane basée au Pakistan AFP. Ce charnier où cinq cents cadavres avaient été ensevelis daterait, selon l'agence, de la répression conduite par le régime communiste pendant la période 1978-1992. — (Reuters)

ÉCONOMIE

■ **JAPON :** l'excédent commercial a reculé de 45,8 % en février sous l'effet d'importations toujours aussi soutenues mais aussi, pour la première fois depuis trois ans, d'un petit recul des exportations à la fois vers les États-Unis et vers le reste de l'Asie. En février, le Japon a dégagé un excédent de 6,13 milliards de dollars (30 milliards de francs), pratiquement divisé par deux par rapport au résultat enregistré en 1995, a annoncé lundi 18 mars le ministère des finances. — (AFP)

■ **CÔTE D'IVOIRE :** la croissance économique devrait s'élever à environ 6,5 % en 1996, après avoir atteint 7 % en 1995 et 1,8 % en 1994, a estimé, samedi 16 mars à Abidjan, le chef d'une mission du Fonds monétaire international (FMI), Christian François. Premier exportateur mondial de cacao et septième pour le café, la Côte d'Ivoire tire de la vente de ces deux produits plus de la moitié de ses recettes d'exportations. — (AFP)

■ **UNION MONÉTAIRE :** Leon Brittan, le commissaire chargé des relations extérieures et de la politique commerciale de l'Union européenne (UE), s'est déclaré hostile à la mise en place d'un nouveau SME (système monétaire européen) pour gérer à partir de 1999 les rapports entre les pays qui auront constitué entre eux une union monétaire et ceux, qui n'ayant pas satisfait aux critères de Maastricht, resteront momentanément au-dehors. « Il n'est pas évident qu'un tel mécanisme serait approprié ou utile », a déclaré en fin de semaine dernière Leon Brittan en parlant du SME rénové auquel l'IME (l'institut monétaire européen) est en train de travailler. Le porte-parole de la Commission, Klaus Van der Pas, a précisé que Leon Brittan « avait exprimé des idées personnelles ».

Le redressement des finances publiques reste la priorité du futur premier ministre suédois

Göran Persson veut réduire le chômage de moitié

La direction du Parti social-démocrate suédois, au pouvoir, avait convoqué un congrès extraordinaire du 15 au 17 mars à Stockholm pour élire un

nouveau président (et premier ministre), Göran Persson, âgé de quarante-sept ans. La réunion, qui devait aussi définir les lignes directrices de la

politique du parti à l'aube de l'an 2000, n'a pas provoqué les affrontements attendus entre les « traditionalistes » et les « rénovateurs ».

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

Durant les trois jours du congrès des sociaux-démocrates, « traditionalistes » et « rénovateurs », qui s'affrontaient durement depuis des mois sur le bien-fondé de l'assainissement rapide des finances publiques, de la réduction des prestations sociales, de la lutte contre l'inflation et de l'adhésion à l'Union européenne, n'ont pas ouvert de bataille rangée. Pour la bonne raison que la plupart des questions sensibles qui opposaient les deux courants n'ont pas été tranchées, que certaines décisions — comme celle ayant trait à une imposition plus forte des hauts revenus — ont été remises à l'appréciation du congrès « ordinaire » de 1997 ou que des compromis bien vagues ont été trouvés.

Préserver l'unité du « mouvement ouvrier » et de ses deux branches (le parti et LO, la Confédération générale du travail) : telle a toujours été la préoccupation principale d'un dirigeant social-démocrate suédois.

Göran Persson ne fait pas exception à la règle et, pour tenter de mettre fin à des relations conflictuelles, ces dernières années, avec la centrale syndicale, ce ministre des finances sortant — et à poigne — a dû faire des concessions. Son programme de réduction des dépenses publiques et des prestations sociales, mis en œuvre depuis l'automne 1994, n'était pas du goût de LO, et il a accepté de faire un geste : l'indemnisation du chômage, qui avait été ramenée à 75 % du montant du dernier salaire, sera par exemple de nouveau portée à 80 % en 1998.

Le futur premier ministre — il sera désigné vendredi 22 mars — a aussi « flirté » dans son discours avec les jeunes et l'écologie de son parti en annonçant que la Suède allait entreprendre le démantèlement de l'énergie nucléaire en fermant un des douze réacteurs en service avant la fin de la présente législature (septembre 1998). Il a souhaité une croissance économique prenant en compte la protection de l'environnement.

Ces grandes déclarations louables

mises à part — il fallait contenir toutes les sensibilités du « mouvement » —, M. Persson est resté ferme sur plusieurs points : la politique de redressement des finances publiques sera poursuivie de même que la lutte contre l'inflation : « Il ne faut pas perdre de vue les réalités économiques. » Mais, a-t-il poursuivi, la priorité des priorités est le combat contre le chômage, et notre ambition est de le réduire de moitié d'ici à l'an 2000.

UTOPIQUE

Le chômage touche actuellement, au total, plus de 12 % de la population active en Suède, et la plupart des commentateurs locaux estiment que l'objectif fixé par le nouveau dirigeant social-démocrate est un tantinet utopique, d'autant plus qu'il n'a pas précisé comment il comptait atteindre son but, hormis par le biais d'un vaste plan de formation professionnelle et d'éducation.

Le débat sur l'Europe, qui divise tant la Suède et le parti au pouvoir, n'a pas non plus donné lieu à de vifs débats. Au contraire, les délégués

ont sur ce point suivi la résolution du bureau directeur. Celle-ci estime que la décision de participer à l'Union économique et monétaire ne doit être prise qu'en 1997 et elle rejette l'idée d'un référendum consultatif préalable sur le sujet. En matière de politique étrangère, elle n'exclut pas non plus un « adoucissement » du droit de veto « sauf dans les questions d'importance nationale et vitale » pour les Scandinaves.

Il convient enfin de remarquer que le nouveau « patron » des sociaux-démocrates suédois, contrairement à ses prédécesseurs Ingvar Carlsson et Olof Palme, n'a pratiquement pas évoqué dans son discours la solidarité avec le tiers-monde. Göran Persson a en revanche mis l'accent sur la nouvelle coopération européenne ainsi que sur les problèmes et le développement économique des proches voisins de la Suède, à commencer par les Républiques baltes et la région de Saint-Petersbourg.

Alain Debove

Le Mexique insolite 19 jours, 9200 F

Avant de partir,
venez lui en parler
à la Cité des voyages.



Teresa Cury
Conseillère
Voyageurs au Mexique
42 86 17 40

Chez Voyageurs du monde, nous venons de là où vous allez. C'est pourquoi nous pouvons vous aider à choisir votre voyage au Mexique, qu'il s'agisse d'un circuit organisé, d'un voyage sur mesure ou d'un simple vol. Exemple : "le Mexique insolite", une découverte originale avec la descente en rafting des rios Filobobos et Tomata et la visite de sites archéologiques méconnus. A la Cité des voyages, ouverte 7 jours sur 7, vous disposez également d'une librairie, de réunions d'information et de conférences pour préparer votre départ. Mais contactez-nous ou rendez-nous visite, nous vous en dirons plus long que dans cette annonce.

Demande d'information
Je souhaite recevoir votre brochure
Voyageurs au Mexique 1996

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Ville :

55 rue Sainte-Anne 75002 Paris - ☎ Pyramides ou Bourse - Lic. LI 075950346
Informations complémentaires sur <http://www.vdm.com> ou au 36 68 55 75 (2,23 F TTC la minute)

LM

POLITIQUE La gauche, réunie par le PS pour un colloque sur l'Europe, samedi 16 mars, au Palais de la Mutualité à Paris, enregistre un nouveau succès électoral avec la victoire

du candidat socialiste, Maurice Janetti, au second tour d'une élection législative partielle dans la 5^e circonscription du Var. ● **LES DÉBATS** du colloque organisé par le Parti so-

cialiste ont montré, à la fois, la cohésion de ce dernier sur les questions européennes et son aptitude à dialoguer avec d'autres composantes de la gauche - au premier rang des-

quelles le PCF - qui ne partagent pas totalement ses vues. Lionel Jospin a salué l'apparition d'un « nouvel état d'esprit à gauche ». ● **ALAIN JUPPÉ**, continuant l'offensive qu'il avait en-

tamée avec le « séminaire » gouvernemental du 14 mars, a réaffirmé, dimanche, sur TF 1, que l'amélioration de la « vie quotidienne des Français » est sa priorité.

Lionel Jospin salue l'apparition d'un « nouvel état d'esprit » à gauche

Victorieux dans le Var, département où il n'avait remporté aucun siège de député depuis 1988, le Parti socialiste est parvenu à réunir autour de lui, à Paris, l'ensemble de la gauche pour discuter de l'avenir de la construction européenne

SI ELLE N'EST PAS ENCORE en ordre de marche, loin d'avoir déterminé les nouvelles formes de son rassemblement, la gauche commence à se préparer à l'alternance en vue des élections législatives de 1998. Consciente qu'elle n'est pas perdue encore par l'opinion comme une véritable alternative, elle goûte les effets positifs, dans les sondages et les élections partielles, de l'impopularité persistante du gouvernement Juppé. A cet égard, elle vient de vivre un excellent week-end : dimanche 17 mars, elle a remporté sa huitième législative partielle depuis l'automne - la septième pour le Parti socialiste - avec l'élection surprise de Maurice Janetti dans le Var.

« **COURANT DE FRATERNITÉ** » La veille, au Palais de la Mutualité, à Paris, après des années de querelles et de boudoirs, elle « scellait ses retrouvailles », selon la formule de Jean-Christophe Cambadélis, à l'occasion du colloque du PS sur « la France, l'Europe, face à la mondialisation ». Après les ateliers du matin, où les socialistes ont confronté leurs vues sur la nation et l'Europe avec des intel-



lectuels et des syndicalistes, l'après-midi a pris l'allure d'une apothéose. Deux débats ont réuni, le premier, Jacques Delors, Charles Fiterman, membre de la CAP (Convention pour une alternative progressiste), Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement

des citoyens (MDC), Michel Rocard, Henri Emmanuelli et Noël Mamère, président de Convergences écologie-solidarité (CES); le second, Pierre Mauroy, Jean-Michel Baylet, Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, Dominique Voynet, porte-parole des

Verts, et Laurent Fabius. Greffier muet mais attentif, Lionel Jospin avait pris place à chaque « table ronde ».

L'assistance a été on ne peut plus bon public, distribuant avec une égale chaleur ses applaudissements, avec mentions spéciales pour M. Emmanuelli, une salve ponctuant chaque message de solidarité, et pour M. Delors, la salle étant visiblement au diapason de ses convictions européennes. En conclusion, M. Jospin résista à peine au lyrisme en parlant de « nouvel état d'esprit à gauche » et même de « courant de fraternité ». « Il est difficile de savoir où cela nous conduira, a noté le premier secrétaire du PS. Nous ne devons pas nous dissimuler les différences, sensibles sur la monnaie unique, ni les exagérer. Il ne s'agit pas de semer des illusions, mais il y a cet état d'esprit nouveau et l'impression que nous sommes en mouvement. Je veux m'en réjouir ».

M. Jospin a présenté « la nouvelle synthèse » du PS sur l'Europe, tout en se défendant d'avoir « la religion de la monnaie unique », dont la mise en place doit « être accompagnée par une politique économique et sociale plus tournée

vers les besoins des peuples ». En même temps, il a souligné que « la France est un thème qui ne doit pas, en ces moments de perte de repères, être abandonné aux nationalistes de la droite extrême ». Les deux débats n'ont pas gommé les divergences au sein de la gauche mais celles-ci ont semblé un peu atténuées par la présentation apaisée qui en a été faite, à travers une succession de monologues.

M. CHEVÈNEMENT « CATALYSEUR »

M. Rocard a répété sa conviction que « nous souffrons de pas assez d'Europe », tout en s'interrogeant sur un « divorce à l'amiable » avec une Grande-Bretagne décidément peu européenne. Avocat du salaire minimum européen, M. Emmanuelli a souligné que, « s'il n'y a pas un geste fort sur le plan social au moment du passage à la monnaie unique, je crois qu'après il sera trop tard ». « Si je ne peux pas le faire en France, a ajouté l'ancien premier secrétaire, je demanderai l'asile politique dans un pays voisin et je me battrai là-bas ».

M. Chevènement a interpellé directement l'ancien président de la Commission européenne. Présentant le MDC comme « un cataly-

seur des débats au sein de la gauche », le maire de Belfort a redit tout le mal qu'il pensait de Maastricht et de la monnaie unique - qui « suppose des plans Juppé à répétition » - avant d'évoquer un référendum pour « construire une Europe des peuples ». Dimanche, au « Grand Jury RTL-Le Monde », il a insisté sur « l'indépendance » du MDC. « Je ne suis pas favorable à l'hégémonie du PS, a-t-il déclaré. Je pense que la gauche est plurielle ».

M. Delors a mis d'emblée les rieurs de son côté : « Chevènement avait dit que la chute du mur de Berlin avait fait un seul mort : Delors. Depuis, je suis un resuscité qui goûte chaque moment de la vie d'une manière différente. Oui, Jean-Pierre, il y a une Europe et je l'ai rencontrée. (...) Cette Europe ne peut survivre qu'en s'unissant ! »

Plaidant pour une « mondialisation-coopération », M. Hue est apparu sous son jour le plus ouvert, ponctuant ses propos de formules du type « Voyez, nous réfléchissons de manière constructive » ou « Il n'y a rien dans ma démarche d'une crispation doctrinaire », semblant même s'excuser lorsqu'il énonçait des différences. « Je ne dis pas non à la mondialisation, a lancé M. Hue. Je ne dis pas non à l'Europe. Je le dis avec force. Je suis pour une vraie communauté. Nous les communistes, nous sommes fondamentalement inscrits dans une volonté de construire l'Europe ». M. Hue a plaidé pour « un instrument monétaire commun », en assurant, à propos de la « ligne de divergence majeure », que « la monnaie unique permet à la guerre économique de se déployer ».

Des propos qui ont conduit M. Fabius à faire la leçon à M. Hue - qu'il ne manquait pas d'appeler « Robert » - sur les avantages comparés de la monnaie unique et de la monnaie commune, à partir d'un argumentaire que M. Jospin a jugé « excellent ». « Il faut faire le nécessaire pour construire l'Europe malgré Maastricht, au-delà de Maastricht », a proclamé M. Voynet, qui se voulait, là aussi, rassurant, après un virulent réquisitoire contre la mondialisation.

Michel Noblecourt

La majorité perd un siège dans le Var au profit du Parti socialiste

TOULON

de notre correspondant

L'élection législative partielle du Var s'est conclue, dimanche 17 mars, par un cinquième échec pour la majorité. En conquérant la circonscription laissée vacante par l'élection au Sénat d'Hubert Falco (UDF-PR), président du conseil général du Var, proche de François Léotard, président du Parti républicain, le socialiste Maurice Janetti, ancien député, permet à la gauche d'exister à nouveau dans un département qui ne comptait plus de députés de gauche depuis 1988. Alors que l'opposition n'avait totalisé que 40,56 % des voix au premier tour, M. Janetti devance la candidate de la majorité, Josette Pons (UDF-PR), arrivée en tête au premier tour, de 528 voix. M. Janetti a bénéficié d'un bon report des voix communistes et du surcroît des suffrages exprimés.

Mieux implanté dans les communes rurales, M. Janetti arrive pourtant en tête dans certaines villes importantes comme Cuers (55,35 %) ou Brignoles (50,58 %). M. Pons

en revanche a souffert de mauvais reports de voix dans son propre camp. Ainsi à Belgentier, dont le maire, Bruno Aycard (RPR), était candidat dissident au premier tour, M. Pons avait obtenu 445 voix le 10 mars ; elle n'en a plus eu que 234 au second tour, ce qui la place derrière Maurice Janetti (288 voix).

Les résultats connus, les dissensions ont surgi au grand jour dans la majorité. M. Pons a « regretté de n'avoir pas été soutenue par le secrétaire départemental du RPR [Jean-Pierre Giran, maire de Saint-Cyr-sur-Mer, NDLR] » et l'a accusé de « de ne pas avoir joué le jeu ». « Josette Pons n'a pas perdu, a déclaré M. Falco, on l'a fait perdre. La gauche a bien reporté ses voix mais on ne peut pas en dire autant de nos partenaires. Vous voyez que le crime est signé ! »

M. Pons a également pâti de l'appel au boycott qu'avait lancé le Front national. En déplacement à Toulon, vendredi 15 mars, Jean-Marie Le Pen avait appelé ses électeurs à ne pas « voter au secours de la majorité », et n'avait pas dissuadé « les plus hardis »

de voter pour le candidat socialiste. Les 9 999 électeurs de Monique Lesieur (FN) au premier tour ne se sont pas tous retrouvés dans l'augmentation (+2 594) du nombre de bulletins blancs et nuls.

Les autres scrutins organisés dimanche conduisent à nuancer l'impression de déroute pour la majorité laissée par la législative partielle du Var. Ainsi à Sète (Hérault), où les électeurs étaient appelés à élire de nouveau leur maire, la gauche, représentée par une liste unique, ne retrouve pas son niveau de 1995, même si la liste conduite par

François Liberti (PC) arrive en tête du premier tour, devant celle du maire sortant, Yves Marchand (UDF-FD). De même, la majorité s'est bien tenue dans les élections cantonales qui avaient lieu dimanche. A Clisby (Seine-Denis) cependant, le divers gauche Gilles Catoire, maire de la ville, arrive en tête du scrutin organisé pour remplacer Didier Schuller (RPR), recherché par la justice, et semble en bonne position pour l'emporter au second tour.

José Lenzini

VAR 6^e circonscription
(Le Beausset, Brignoles, 2^e tour).
L., 118 077 ; V., 56 610 ; A., 52,05 % ; E., 52,55 %.

Maurice Janetti, PS, c. g., m. de Saint-Julien-le-Montagné, 26 539 (50,50 %)... ELU.

Josette Pons, UDF-PR, c. g., m. du Beausset, 26 011 (49,49 %).
[10 mars 1996 : L., 118 473 ; V., 52 632 ; A., 55,57 % ;

E., 51 266 ; Josette Pons, 11 790 (22,91 %) ; Maurice Janetti, 10 475 (20,43 %) ; Monique Lesieur, FN, c. c. 9 999 (19,90 %) ; Guy Gulgou, PC, c. g., m. de Cuers, 9 801 (19,11 %) ; Bruno Aycard, RPR diss., c. g., m. de Belgentier, 6 496 (12,87 %) ; Denis Ciel, V., 1 462 (2,85 %) ; François Bouchet, div., 861 (1,67 %) ; Bertrand Dutheil de La Rochère, MDC, 422 (0,82 %).

28 mars 1995 : L., 111 610 ; V., 74 116 ; A., 55,59 % ; E., 60 613 ; Hubert Falco, UDF-PR, 43 382 (71,57 %) ; Monique Lesieur, FN, 17 251 (28,42 %).

M. Juppé martèle son message sur la « vie quotidienne »

APRÈS DIX MOIS de gouvernement, Alain Juppé martèle sa nouvelle philosophie politique : « Faciliter et améliorer la vie quotidienne des Français ». Commencée au lendemain du troisième séminaire gouvernemental organisé depuis son entrée à l'hôtel Matignon (Le Monde du 16 mars), la médiatisation de ce message a continué, dimanche 17 mars, sur TF 1, où le premier ministre a été invité, in extremis, à l'émission « 7 sur 7 », à la place de Michel Rocard. Pendant une petite heure, le chef du gouvernement a confirmé, à plusieurs reprises, ses propos du vendredi précédent : « Pour moi, le printemps, ce n'est pas une figure de style. Les conditions du rebond sont maintenant réunies ».

Pour autant, il ne faudrait pas s'y tromper. Ni le premier ministre ni les membres de son gouvernement n'ont « en tête (...), jour après jour », les élections législatives de 1998, à travers la diffusion pressante de cet optimisme retrouvé. Car « il serait tout à fait absurde de s'engager maintenant dans une campagne électorale », assure M. Juppé. L'explication est plus simple, et il ne faut pas inverser l'ordre des facteurs. L'équipe gouvernementale cherche à « prendre des mesures, faire des propositions, discuter de réformes qui visent à améliorer la vie quotidienne des Français ». Conclusion logique : « Si nous y arrivons dans les mois et les années qui viennent, comme je le pense, nous serons jugés là-dessus, et cela peut être bon pour les élections législatives ; mais c'est la conséquence, ce n'est pas l'objectif ».

Interrogé sur la possibilité de le voir conduire la majorité pour cette échéance électorale, M. Juppé a répondu : « On verra bien », avant d'ajouter : « Toutes les formations politiques de la majorité mèneront ensemble la bataille. Ce n'est pas un homme seul, je ne suis pas un homme seul. Je suis dans une équipe de ministres : beaucoup travaillent avec énormément d'efficacité et de dévouement, et cela se passe bien ». Pour montrer qu'il n'est pas isolé dans le bateau, M. Juppé s'est félicité d'avoir à ses côtés une majorité, certes « diverse et parfois critique », mais qui a « toujours été loyale ».

CLIMAT DE CONFIANCE

Plus encore, le premier ministre s'est déclaré satisfait qu'un « vrai climat de confiance » s'établisse entre les Français et le président de la République qui, contrairement à lui, bénéficie d'un redressement de popularité. N'ayant jamais douté que ce serait le cas, a-t-il dit, M. Juppé en tire « un sentiment de satisfaction et même un peu de bonheur ». Pour ce qui le concerne, il reste très pragmatique : « Je fais ce que je crois devoir faire. J'ai peut-être été maladroit à tel ou tel moment. Je veux bien le reconnaître. On l'a beaucoup dit. Il y a une chose que j'ai essayé de faire, c'est de dire la vérité et de me comporter avec franchise ».

Conduit à évoquer les grands problèmes de l'heure, comme la réforme fiscale, celle de l'éducation nationale ou de l'Union européenne, M. Juppé a repris son leitmotiv sur l'amélioration de la vie quotidienne. Pour la fiscalité (lire ci-contre), il faut « simpli-

fier et alléger ». Pour l'école (lire page 10), le gouvernement adoptera au prochain conseil des ministres des mesures pour lutter contre la violence dans les établissements scolaires. L'automatisme d'un référendum sur l'éducation nationale n'est plus de saison.

Pour l'Europe, il s'agit de remettre « l'homme au cœur de son dispositif », conformément au vœu exprimé par M. Chirac, qui fera des propositions à la conférence intergouvernementale de Turin « pour qu'il y ait un vrai dialogue social en Europe ». Cette volonté de tranquillité dans la gestion du quotidien, le premier ministre l'a évoquée aussi pour la Corse. L'idée d'octroyer un statut de département d'outre-mer à l'île n'est pas « à l'ordre du jour du gouvernement », mais le but de M. Juppé est de « faire de la Corse un département possible et prospère ».

Olivier Biffaud

Sondage : le premier ministre à son plus bas niveau

L'écart de popularité se creuse entre le chef de l'Etat et le premier ministre. Perceptible dans la plupart des enquêtes d'opinion depuis un mois (Le Monde du 2 mars), ce mouvement est confirmé par le dernier sondage réalisé par l'IFOP du 7 au 14 mars auprès de 1 578 personnes, et publié par Le Journal du dimanche du 17 mars. Jacques Chirac enregistre un taux de satisfaction de 38 % (+2 points en un mois), tandis que 51 % de personnes interrogées se déclarent mécontentes (54 % en février). Depuis le mois de novembre, il a regagné 11 points de satisfaction. A l'inverse, 64 % de Français se disent mécontents d'Alain Juppé, tandis que 27 % seulement se déclarent satisfaits (-2 points depuis février). Pendant encore du terrain parmi les sympathisants du RPR et surtout de l'UDF (32 % de satisfaits), le premier ministre retrouve pratiquement le niveau de satisfaction très bas qu'il avait enregistré en novembre 1995 (26 %).

ALAIN JUPPÉ s'est appliqué à convaincre les Français que le gouvernement allait entamer une nouvelle phase de son action. Après avoir multiplié les mesures de redressement des comptes publics, et donc relevé de nombreux impôts, il va bientôt pouvoir se fixer un nouvel objectif, celui de la baisse des prélèvements. Au cours de son entretien sur TF 1, le premier ministre a donc fixé les grandes lignes de la « réforme fiscale à cinq ans » qu'il souhaite pouvoir engager.

Cette réforme, a-t-il expliqué, devra avoir un double objectif : « alléger et simplifier » les prélèvements. La formule dit bien ce qu'elle veut dire : alors que durant de longues mois le gouvernement a agité la menace d'un grand Meccano fiscal, au risque d'inquiéter les contribuables, le nouveau souci du premier ministre est visiblement de rassurer l'opinion, quitte à présenter un projet moins ambitieux.

Concrètement, cette réforme fiscale s'articulera autour de trois projets. Le premier, a indiqué M. Juppé, visera à « supprimer les augmentations exceptionnelles d'impôts qui avaient été décidées l'an dernier pour combler les déficits ». Même si le chef du gouvernement n'a pas apporté plus de précisions sur ses intentions dans ce domaine, celles-ci sont transparentes. Lors du collectif budgétaire du printemps 1995, trois augmentations « exceptionnelles » avaient été décidées. D'abord, le taux normal de la TVA avait été relevé de 18,6 % à 20,6 % à compter du 1^{er} août, pour un gain annuel de 56,8 milliards de francs. Ensuite, le gouvernement avait instauré une majoration de 10 % de l'impôt sur les sociétés (12 milliards de francs) et de l'impôt sur la fortune (880 millions de francs).

ALLÉGER ET SIMPLIFIER

Pour chacune de ces trois mesures, le projet de loi de finances rectificative précisait déjà qu'il s'agissait d'une hausse « à caractère temporaire » qui « sera rapportée lorsque le déficit public au sens du traité sur l'Union européenne sera inférieur à 3 % du produit intérieur brut ». Alors, que signifie la petite phrase de M. Juppé ? Faut-il y voir seulement une confirmation que le gouvernement respectera son engagement ? Sans doute apporte-t-elle une précision supplémentaire : l'annulation de ces hausses se fera progressivement, sur cinq ans, en fonction des marges de manœuvre budgétaires dont disposera le mi-

nistère des finances. Le deuxième projet vise, là encore, à « alléger et simplifier » l'impôt sur le revenu. A ce sujet, le premier ministre a seulement indiqué que ce prélèvement, « c'est deux choses » : l'impôt sur le revenu lui-même, et aussi la contribution sociale généralisée (CSG). Mais, en pratique, comment ces deux prélèvements seront-ils modifiés ? Le gouvernement souhaite-t-il pouvoir baisser les taux de l'impôt sur le revenu, à commencer par le plus élevé, celui de 56,8 % ? Veut-il toujours supprimer progressivement tous les abattements et déductions multiples actuellement en vigueur ? La CSG sera-t-elle élargie à de nouveaux revenus, sur le modèle du remboursement de la dette sociale (RDS) ? S'il a affiché son ambition, M. Juppé a laissé de côté de nombreuses questions, politiquement très sensibles.

Le troisième projet évoqué par le chef du gouvernement est mieux connu. Estimant que le financement de la protection sociale repose trop fortement sur le travail, le gouvernement souhaite progressivement diminuer certaines cotisations sociales, assises sur les salaires, pour y substituer un prélèvement dont l'assiette sera plus large, en l'occurrence la CSG. Mais quand ce mouvement de bascule sera-t-il engagé ? Le projet versera-t-il un début d'application dès l'automne ? S'il s'est voulu apaisant, M. Juppé a laissé dans l'ombre de très nombreuses interrogations.

Laurent Mauduit

Service

FRANCE

LE MONDE / MARDI 19 MARS 1996 / 7

M. Chevènement dénonce l'« emballement » de la justice dans l'affaire Gigastorage

Le maire de Belfort défend l'action des élus en faveur de l'entreprise

Après la mise en examen pour escroquerie de Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort, incarcéré à la prison de

Mulhouse le 15 mars, Jean-Pierre Chevènement a dénoncé, dimanche 17 mars, au « Grand Jury RTL-Le Monde », une « erreur judiciaire » dans

cette affaire qui tourne autour de l'entreprise Gigastorage, soupçonnée d'abriter des fonds d'origine douteuse.

BELFORT
de notre envoyé spécial

Le chemin qui monte vers la citadelle de Belfort s'appelle l'allée de l'Option. Une plaque bleue rend hommage à ces Alsaciens qui, au lendemain de la défaite de Sedan, choisirent d'être français. Avec l'affaire Gigastorage, la « ville aux trois sièges » est brutalement projetée dans l'économie-monde, un système de création de richesses dominé par les capitaux flottants, les investisseurs sans frontières à la nationalité incertaine, les technologies les plus pointues de la Silicon Valley manipulées par les mains les plus fines de l'ancien empire malais.

Depuis plusieurs semaines, Belfort vit au rythme des sirènes de police, des allées et venues devant le palais de justice, des incarcérations et des rumeurs souvent malveillantes. Gigastorage devait créer 270 emplois d'ici au printemps, 600 dans les deux ans à venir, avant de donner naissance à un pôle informatique qui aurait occupé quelque 2 000 personnes. La firme apparaît désormais comme une météorite de la mondialisation, fondée sur un espoir, celui d'une « option française ».

Trois protagonistes sont incarcérés : le fondateur de Gigastorage, Biser Dimitrov, d'origine bulgare, mais bénéficiant depuis 1983 d'un statut de « résident privilégié » aux États-Unis ; le directeur de l'Adelt, une agence de développement liée au département, Jean-Pierre Maillot ; le président du conseil général du Territoire de Belfort, Christian Proust (Le Monde daté 17-18 mars). Les chefs d'accusation sont graves : escroquerie, abus de biens sociaux, faux et usage de faux en écritures

de commerce pour M. Dimitrov ; escroquerie et complicité d'escroquerie pour MM. Maillot et Proust. Ici, on veut lutter contre les « pions » qui feraient d'un ex-Bulgare un ancien agent du KGB, et de ses capitaux les fonds blanchis de la mafia tchèque. Le projet Gigastorage, centré sur les disques durs à haute capacité de mémoire, paraît solide. D'emblée, toutefois, certains aspects intriguent. Pour répondre à une commande de 40 000 disques passée par une firme allemande, M. Dimitrov « importe » cinquante Malais. Plusieurs fois, M. Proust a saisi l'autorité préfectorale afin de solliciter son approbation. Pourquoi ne pas recourir à une main-d'œuvre locale ? M. Dimitrov plaide le professionnalisme de sa spécialité informatique, dit-il, qui n'existe qu'en Malaisie et à Singapour. Cependant, les Malais, qui n'ont pas de papiers en règle, repartent comme ils étaient venus.

LE RÔLE DE BERCY

D'autres ratés apparaissent. Quand « Biser » est présent à Belfort, il est reçu avec empressement ; c'est une sorte de coqueluche. Dès qu'il retourne en Californie, pour gérer la filiale de Gigastorage, BMI, rien ne suit. La société invoque un blocage administratif, qui empêcherait la venue d'ingénieurs américains, dont la présence est indispensable pour démarrer la production. Le 31 janvier, la police a emmené au poste la trentaine de personnes présentes sur le site de Gigastorage. Toutes ont été relâchées après les contrôles d'usage.

Au conseil général, on s'indigne de ces méthodes, qui, dit-on, vont

donner une curieuse idée de la France dans la Silicon Valley. Et chacun de s'interroger : pour déclencher une telle action, le juge d'instruction, Christiane Schlumberger, a sûrement de bonnes raisons, mais lesquelles ? Un responsable du département assure qu'elle travaille en concertation avec le préfet. Rien ne le prouve, mais une autre dimension de l'affaire apparaît ainsi : les partisans du projet dénoncent une manœuvre du ministère des finances, qui serait hostile à l'octroi de la prime à l'aménagement du territoire (PAT), pourtant accordée en comité interministériel et officiellement approuvée par le gouvernement.

Pour l'heure, le préfet, Jacques Reiller, est un acteur muet. « Il a cru qu'il arrivait en Colombie, il n'est que sur le territoire de Belfort », persiste Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort, député et « homme fort » du département, qui, dimanche 17 mars, au « Grand Jury RTL-Le Monde », a dénoncé « une erreur judiciaire » et mis en cause l'« emballement » de la justice. Ce préfet aurait des raisons de lui plaire : ancien conseiller de Jean Arthuis à Bercy, il avait dû quitter cette fonction sous la pression d'Alain Juppé, qui le soupçonnait de « séguinisme » (Le Monde du 30 septembre 1995). Les amis du maire le soupçonnent, pourtant, d'attaquer la gauche pour s'acheter une conduite auprès du premier ministre, à moins qu'il ne relaie simplement, sur place, les vœux hostiles de Bercy au sujet de M. Dimitrov.

Si le préfet s'interdit de répondre, l'Etat n'est pas absent du dossier Gigastorage. Là se situe

l'ambiguïté. Parmi les actionnaires de la firme informatique figure la Sybel, une société chargée de la reconversion du site industriel après la fermeture de Bull. La Sybel ne peut décider d'aucun investissement sans l'avis d'un comité d'engagement composé, entre autres, du préfet, du trésorier-payeur général et du directeur de la Banque de France, tous trois agissant comme représentants de l'Etat. Or le comité a toujours soutenu Gigastorage.

Le procureur de la République s'est référé à un rapport du groupe Tracfin, rattaché à Bercy. Les enquêteurs auraient des doutes sérieux sur M. Dimitrov, sur d'autres actionnaires bulgares et sur l'origine de certains capitaux. Pourquoi, alors, avoir accordé la fameuse PAT de 13,5 millions de francs ? « Lors de sa récente visite à Besançon, M. Chirac m'a dit qu'il avait donné des directives pour que soit assuré le succès de Gigastorage », affirme M. Chevènement. En réalité, M. Chirac a nettement séparé le projet économique et sa dimension judiciaire : si la firme est viable, qu'elle vive, mais sans escrocs ni violations des règles du jeu.

Une fois encore, l'attention se porte sur M. Dimitrov. Les élus de Belfort ont vu en lui l'incarnation de cette économie-monde avec laquelle il faut savoir composer pour enrayer l'hémorragie de l'emploi. Sans doute l'ont-ils aidé, dans son entreprise, à leurs risques et périls. Comme si, entre deux maux, le chômage ou un subtil chantage, ils avaient cru choisir le moindre. Les « complices » ont, pour l'instant, des allures de victimes.

Eric Fottorino

Le FN manifeste contre un projet de mosquée à Paris

PRÈS DE TROIS CENTS PERSONNES avaient répondu, samedi 16 mars, à l'appel du Front national à manifester contre le projet de construction d'une mosquée dans le 19^e arrondissement de Paris. Les manifestants d'extrême droite, conduits par Martine Lehideux, secrétaire de la fédération FN de Paris et conseillère régionale, ont défilé de la place Stalingrad à la mairie du 19^e arrondissement, en scandant – malgré la réprobation de leurs responsables politiques sur place – « La France aux Français ! ». Le parti de Jean-Marie Le Pen affirme dans ses tracts que le projet vise « à rendre définitive l'installation de populations immigrées ».

Trois cents contre-manifestants, emmenés par la section PS du 19^e, les Verts, l'UNEF-ID, la Licra, le MRAP, Ras l'Front, SOS-Racisme et les Verts, et séparés des premiers par un important dispositif policier, se sont réunis pour rappeler leur attachement au « pluralisme culturel et religieux ». Le maire PS du 19^e arrondissement, Roger Madec, a qualifié la manifestation frontiste de « grave provocation » pour un quartier « attaché aux valeurs démocratiques ».

DÉPÊCHES

■ **MPF** : Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), a indiqué, dimanche 17 mars, que l'élection d'Alain Madelin à la présidence de l'UDF, le 31 mars, signifierait la fin de son mouvement. Si M. Madelin l'emporte, « c'est terminé pour ce qui concerne » le MPF, a affirmé le député européen sur Radio-J. « Le MPF a pour ambition, précisément, de recueillir et d'accueillir tous ceux qui ne se reconnaissent plus dans un RPR aseptisé et dans une UDF sous vide. »

■ **UDF** : François Léotard, président du Parti républicain, a jugé « dangereuse » l'idée « populiste », défendue, d'après lui, par Alain Madelin, son concurrent pour la présidence de l'UDF, selon laquelle « le peuple a toujours raison et ses dirigeants toujours tort ». « J'entends un peu ça dans certaines musiques aujourd'hui, c'est déjà la musique de [Jean-Marie] Le Pen, de [Philippe] de Villiers », a indiqué, dimanche 17 mars, l'ancien ministre au « Club de la presse » d'Europe 1, en estimant que M. Madelin « rassemble un certain nombre de mécontents par rapport à l'action gouvernementale ».

■ **PME** : le moral des patrons de petites et moyennes entreprises s'est amélioré au cours du mois de mars, selon le baromètre mensuel American Express-Europe 1-La Tribune. Établi à partir des réponses de 300 chefs d'entreprise, ce baromètre progresse de 5 %, après une hausse de 2 % en février, et retrouve son niveau du mois de juillet 1995. L'indicateur de la demande augmente de 9 %, celui des effectifs salariés de 1 %, mais celui des achats d'équipements recule de 3 %.

■ **SOCIALISTES** : François Hollande, porte-parole du PS, a jugé, lundi 18 mars sur RTL, que « l'optimisme du premier ministre à tous égards, sur le plan politique ou sur le plan économique, paraît sans fondement ». Le succès socialiste dans l'élection législative partielle du Var confirme, a-t-il estimé, que « c'est encore l'hiver pour le gouvernement ». Le 17 mars, à l'émission « Dimanche soir » sur France 3, Laurent Fabius a souligné que, à « 7 sur 7 », M. Juppé a donné « l'impression d'un premier ministre un peu fatigué, un peu à bout de souffle ».

■ **MARSEILLE** : sept syndicats de la Régie des transports de Marseille ont déposé un préavis de grève de 24 heures reconductible pour le mardi 19 mars, a indiqué dimanche la direction de la RTM. Une réunion tripartite entre la direction, les syndicats (CGI, CFDT, FO, CSI, CFTC, Syndicat autonome et SUP/Indépendant) et le médiateur, Henri Loisel, nommé par le maire UDF-PR de Marseille Jean-Claude Gaudin, devait se tenir la veille.

Les Engagements de France Télécom.



“C'est l'histoire d'un homme enthousiaste.

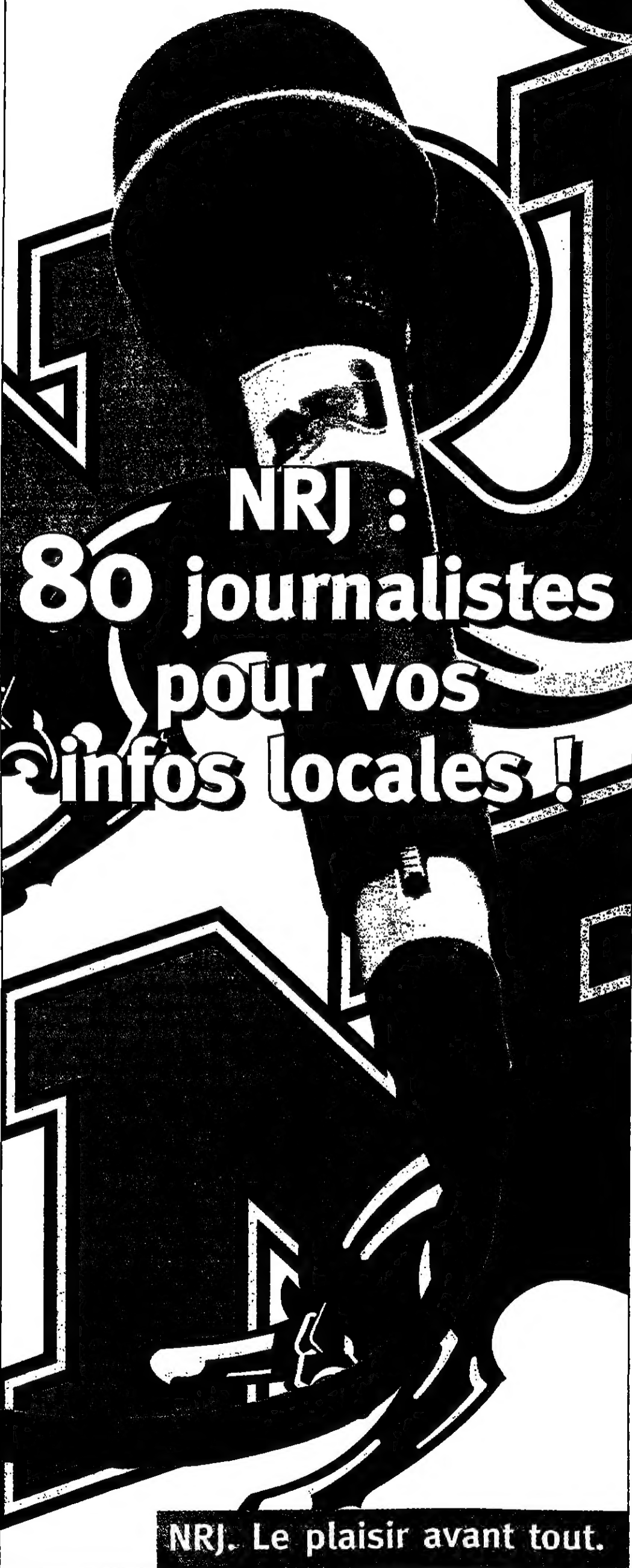
Il crée son entreprise. Il va chez France Télécom. Pour parler de ses projets, de ses besoins de communication,

d'accueil téléphonique, de la meilleure façon d'être joint en déplacement. Il est écouté, conseillé par un spécialiste. Comme vous le serez, pour vos besoins professionnels. France Télécom s'y engage.”

Nous sommes faits pour vous entendre.

 France Telecom

80 journalistes
dans toute la France
VOUS livrent chaque jour
vos informations locales :
7h/9h 12h/13h
18h/20h.



NRJ. Le plaisir avant tout.

A la Réunion, le président de la République se met à l'écoute de l'outre-mer

Les élus font ensemble le bilan de cinquante ans de départementalisation

En visite à la Réunion du 17 au 19 mars, Jacques Chirac célèbre le 50^e anniversaire de la loi sur les départements d'outre-mer. Le chômage, le développement économique et le renforcement de la politique sociale, dans une optique d'égalité des chances avec la métropole, sont au cœur des rencontres avec les élus.

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

La promesse a été tenue. En décembre 1994, celui qui n'était encore qu'un candidat mis à mal par les sondages s'était engagé à la Réunion à parachever « l'égalité sociale », visant à aligner le niveau des prestations sociales versées dans les départements d'outre-mer sur la métropole. C'est désormais chose faite. Depuis le 1^{er} janvier, le SMIC a rattrapé le retard de près de neuf points qu'il avait il y a un an, soit une augmentation non négligeable de quelque 800 francs par mois.

Ce n'est donc pas un hasard si le président de la République a choisi la Réunion pour sa première visite officielle outre-mer depuis son élection, à l'occasion du 50^e anniversaire de la loi du 19 mars 1946 sur la départementalisation des « quatre vieilles colonies ». Les discours du candidat Jacques Chirac avaient au comble d'aise la présidente (div. g.) du conseil régional de la Réunion, Margie Sudre, devenue depuis lors secrétaire d'Etat (div. d.) à la francophonie, aussi bien que Paul Vergès, député (RL) et président du Parti communiste réunionnais (PCR).

Au Port, l'un des fiefs du PCR, où M. Chirac devait visiter le 18 mars une entreprise spécialisée dans la fabrication industrielle de dessins animés, de grandes affiches célèbres la mémoire des deux députés communistes de la Réunion, Léon de Lepervanche et Raymond Vergès, le père de Paul, qui, avec Gaston Monnerville en Guyane et Aimé Césaire à la Martinique, furent les pères fondateurs de la loi. Contre les représentants des colons qui redoutaient de perdre certains de leurs privilèges, la gauche de l'époque avait fait le pari de la décolonisation, non par la voie de l'indépendance, mais par celle de l'égalité des droits avec la métropole. Sur le plan social cependant, il a fallu attendre cinquante ans pour que la loi de 1946 trouve enfin toute son application.

« Il ne faudrait pas encore attendre cinquante ans pour mettre en œuvre l'égalité des chances », a affirmé M. Chirac, dimanche 17 mars, lors de sa première et brève intervention publique, en

réponse au maire socialiste de Saint-Denis, Michel Tamaya. La Réunion détiendrait en effet un record national avec un taux de chômage supérieur à 37 %. Cela tient pour une large part aux effets à retardement d'une forte croissance démographique qui ne s'est ralentie que récemment.

L'île (650 000 habitants) compte plus de 100 000 chômeurs - dont la moitié ont moins de vingt-cinq ans - et près de 50 000 RMistes. Premier vice-président du conseil régional, M. Vergès s'alarme : « Nous aurons bientôt plus de chômeurs que d'actifs. On risque l'explosion sociale. »

« TROP D'INACTIFS »

« Il est inadmissible de faire entrer dans la tête des enfants l'idée que l'argent peut rentrer à la maison sans provenir d'un travail », ajoute le député (UDF-FD) Jean-Paul Virapoulle, pour lequel « le RMI a créé une masse trop grande d'inactifs ».

A la veille de l'arrivée du président de la République, qui a décidé de recevoir leurs représentants, l'ensemble des organisations syndicales de l'île ont appelé à un rassemblement le 18 mars à Saint-Denis, pour rappeler leurs revendications, parmi lesquelles le rattrapage du nombre de postes dans la fonction publique, notamment à l'éducation nationale, et la titularisation de 13 000 agents communaux que les collectivités locales ne peuvent embaucher au niveau de rémunération pratiqué dans les DOM.

Voilà le thème favori du débat politique. La rémunération des fonctionnaires, liée au coût de la vie mais aussi hétéroclite de divers avantages concédés à l'époque co-

loniale, est supérieure de 53 % en moyenne à la Réunion par rapport à la métropole. Sur la pression des syndicats, ce système s'est progressivement étendu au secteur parapublic et à une large fraction du secteur privé.

« Pendant les « trente glorieuses », la métropole absorbait deux tiers de chaque classe d'âge. Mais, aujourd'hui, c'est fini. Il ne faut plus compter sur la France pour absorber notre trop-plein de main-d'œuvre », rappelle Paul Vergès. M. Virapoulle propose de son côté de limiter à six mois ce qu'il appelle, en se moquant, « les primes de chaleur » des métropolitains nommés dans les DOM. M^{me} Sudre trouve « lamentable » qu'au nom de la même logique - les spécificités de l'outre-mer - les gouvernements successifs aient pu justifier à la fois la réduction de 20 à 30 % des revenus des plus défavorisés et la surémunération de plus de 50 % de ceux qui ont la sécurité de l'emploi.

Comment avancer dans ce dossier délicat ? Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer, a déjà indiqué qu'il faudrait « se hâter lentement », et à deux conditions : sauvegarder les avantages acquis des salariés qui en bénéficient déjà et réinvestir dans le développement économique local les masses financières dégagées par la suppression de ces primes pour les nouveaux embauchés. M^{me} Sudre, qui a déjà parlé de cette perspective au président de la République, l'a trouvé hésitant. La présidente du conseil régional, qui ne désespère pas, toutefois, de le convaincre, estime qu'« on ne peut pas perdre encore sept ans ».

Jean-Louis Saux

Le chef de l'Etat et les deux complices

A sa descente d'avion, dimanche 17 mars, le président de la République a embrassé Margie Sudre, secrétaire d'Etat à la francophonie et présidente du conseil régional de la Réunion, avant de serrer longuement la main de Paul Vergès, premier vice-président de cette même assemblée, député (RL) et président du Parti communiste réunionnais. Jacques Chirac apprécie ces deux complices qui échappent aux clivages politiques traditionnels de la métropole. Le président s'est ensuite employé à serrer les centaines de mains qui se tendaient vers lui. A un petit groupe d'agriculteurs qui manifestaient contre la concurrence européenne, il a lancé « A demain ! ». En fait, M. Chirac recevra séparément mardi les représentants du monde agricole, des associations familiales et des syndicats ouvriers.

Louis Le Pensec, délégué national du PS aux DOM-TOM

« M. Chirac flatte des clientèles »

« Quel bilan dressez-vous de la loi de 1946 qui devait résorber l'écart économique et social entre les DOM et la métropole. Faut-il une politique inégalitaire au profit de l'outre-mer ? »

« Si on juge cette loi à l'aune des écarts de développement économique et social qui subsistent, on pourrait dire : bilan contrasté. Je préfère retenir que ce fut une loi de justice, donc de progrès. Je note aussi que ce fut une loi de la gauche. C'est une logique constante qui sous-tend l'action de la gauche à l'égard de l'outre-mer : celle de l'émancipation. C'est dans cette lignée que se situent les avancées historiques de l'abolition de l'esclavage, de la départementalisation, de la décentralisation, de l'égalité sociale. Cette action peut se résumer en une formule : autant d'égalité que nécessaire, autant de différence que possible. »

« Achèvement de l'égalité sociale, organisation d'assises : le gouvernement semble mettre les bouchées doubles pour favoriser le développement des DOM. Comment jugez-vous cette politique ? »

« Puis-je corriger votre appréciation ? Le chantier de l'égalité sociale, exigence de justice républicaine, fut décidé et très largement engagé par François Mitterrand, sous les vives critiques de la droite. Jacques Chirac a apporté la dernière pierre à ce chantier. S'agissant des assises, je crains qu'une fois éteints tous les feux de cette grande-messe parisienne, ne

reste qu'une immense déception. Je prête l'oreille, je n'entends pas à droite de projet pour l'outre-mer. Je rappelle que l'égalité des chances, c'était la priorité de Lionel Jospin. Sous M. Balladur, ce qui était présenté comme la pièce maîtresse, la loi Perben, est tombé aux oubliettes de l'Histoire. Depuis, je n'ai vu germer aucune idée nouvelle et n'ai perçu aucun message lisible. M. Chirac, lui, flatte des clientèles. »

« Etes-vous favorable à une mise en cause de la surémunération des fonctionnaires des DOM afin de ne pas freiner l'emploi ? »

« Les rémunérations des fonctionnaires sont, outre-mer, un facteur de croissance parmi d'autres. Elles ne sont pas en soi un frein au développement. Elles engendrent, par certaines de leurs modalités, des effets inégalitaires que le rapport Ripert a bien illustrés. La large concertation que j'avais engagée pour gommer ces effets avec les syndicats et les élus n'était pas allée à son terme. Le gouvernement a dit sa volonté de se saisir à nouveau de cette question. Je note que cette fois certains élus lui font écho. »

« Appliquez-vous le droit d'initiative à votre gestion des DOM et quelles sont vos propositions, notamment sur les institutions ? »

« Ce droit, les électeurs d'outre-mer l'ont déjà exercé lors des présidentielles en donnant l'avantage à Lionel Jospin ! Mais le droit d'in-

itiative peut évidemment être revendiqué pour soi-même. Cela me semble une saine exigence de regarder lucidement sa propre gestion pour préparer l'avenir. J'ai bénéficié de la durée et d'une large confiance de François Mitterrand et de trois premiers ministres. Cela m'a permis notamment d'établir un dialogue fécond entre l'outre-mer et l'Europe. Aux retards sociaux, j'ai apporté la réponse de dignité de la République. J'ai eu aussi le souci constant que nos politiques respectent l'identité particulière de l'outre-mer. J'aurais voulu assurer plus solidement les bases d'un développement économique équilibré des DOM et mieux les insérer dans l'environnement régional. Il demeure là, comme sur le front de l'emploi, des éléments de grande fragilité qui me préoccupent. »

« Je travaille sur cette question notamment, en lien étroit avec Lionel Jospin et nos amis des DOM, à la mise au point de notre projet pour l'outre-mer. Sur les institutions, force est de constater que la vision de l'avenir n'étant pas identique dans chacun des DOM, la formule à choisir devra prendre en compte la diversité des situations. A ce titre, la proposition de Lionel Jospin d'une évolution institutionnelle différenciée garde toute sa pertinence. Ceci étant, la priorité ne me semble pas être à la question institutionnelle. »

Propos recueillis par Michel Noblecourt

مكتبة من الاصل

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 19 MARS 1996 9

L'ÉVÉNEMENT !

La Nouvelle Édition de L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

entièrement révisée et actualisée par
4 000 chercheurs et savants.

* 24 grands volumes (21 x 30 cm) * 6 000 articles
* 24 000 pages * 30 000 illustrations * Bibliographie internationale
de 80 000 ouvrages

Acceptez le volume 1
pour un examen gratuit
de 15 jours, chez vous

La plus grande encyclopédie de langue française
vient d'être entièrement révisée et actualisée par 4 000 chercheurs et savants de renommée mondiale.

Moderne et même projetée dans le futur grâce à son complément CD-ROM, elle n'en conserve pas moins ses qualités de toujours : son approche sérieuse et scientifique, la densité de ses articles, la clarté de ses explications, les liens infinis qu'elle tisse entre les connaissances, son pluralisme et son indépendance intellectuelle.

... sans le moindre engagement !

Demandez vite votre volume 1 en examen gratuit de 15 jours chez vous, sans le moindre engagement d'achat. Si vous le désirez, vous pouvez aussi recevoir le CD-ROM de démonstration, utilisable aussi bien sur PC avec Windows que sur Macintosh. Il comporte également une partie audio que vous pouvez écouter sur un lecteur de disques compacts.

Si vous décidez ensuite de souscrire à la collection, vous bénéficierez d'un prix exceptionnel assorti d'avantageuses conditions de crédit, ainsi que de deux Grands Atlas Universalis d'une valeur de 1 032 F, en cadeau.

OFFRE SPÉCIALE

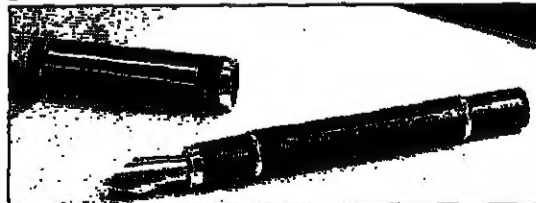
Pour une durée limitée, nous vous réservons des conditions spéciales de souscription et des taux avantageux de crédit. Voici un exemple pour le corpus de la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 24 volumes avec le CD-ROM (toutes les possibilités et conditions vous seront détaillées dans la documentation accompagnant le volume 1).

Nombre de numéros	Vernacule à la commande	Montant de la commande	T.E.G.	Montant du crédit	Coût du crédit
3 MOIS	2 500 F	2 500 F	GRATUIT	6 900 F	GRATUIT
6 MOIS	1 500 F	1 350 F	8,75 %	7 900 F	200 F
12 MOIS	850 F	747 F	8,83 %	8 550 F	414 F
24 MOIS	500 F	409 F	9,59 %	8 900 F	916 F
36 MOIS	340 F	291 F	9,82 %	9 050 F	1 436 F

(Prix en comptant les corpus de l'Encyclopædia Universalis avec le CD-ROM : 11 400 F.)

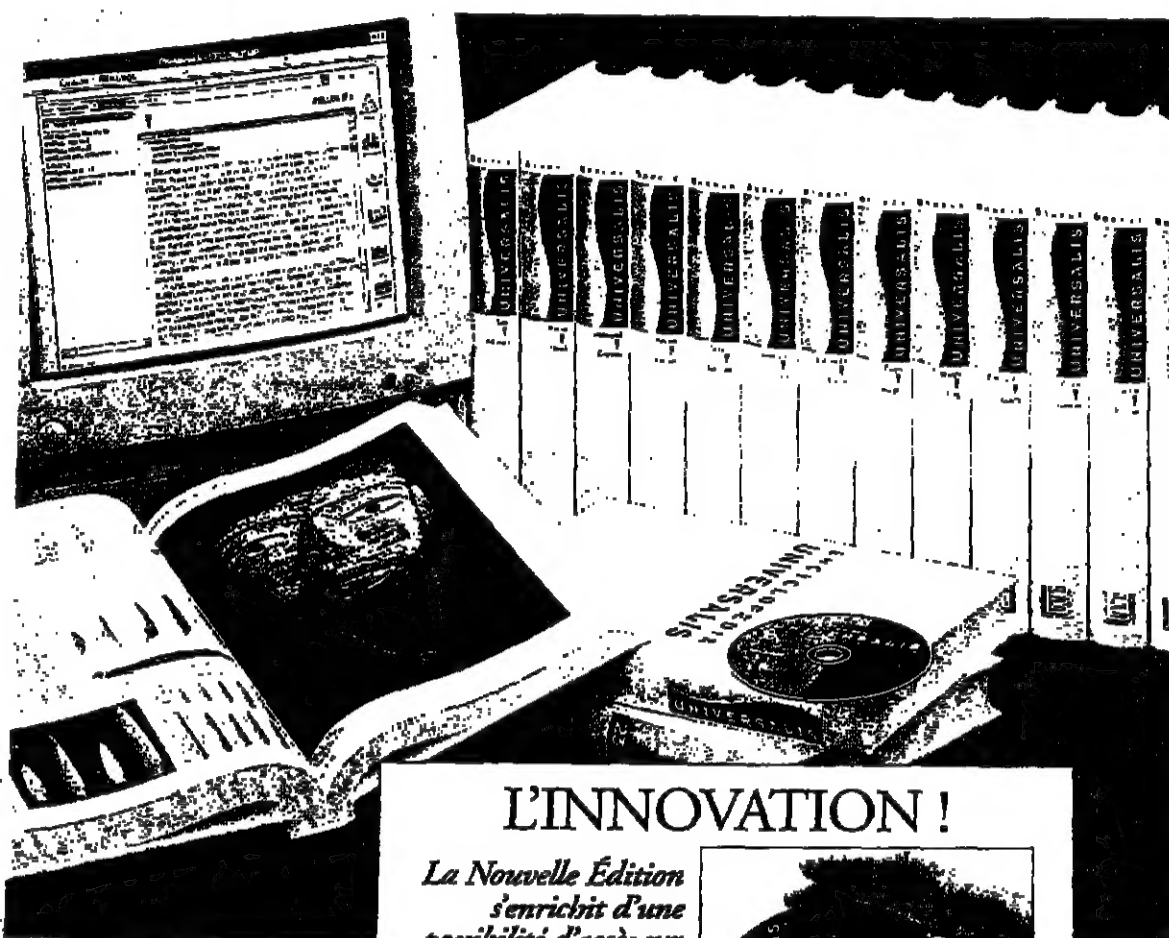
EN CADEAU définitif,
si vous renvoyez ce Bon dans les 8 jours.

Ce luxueux stylo-plume
UNIVERSALIS,
dont l'élégant corps noir est
rehaussé de bagues dorées et
dont la plume est en iridium.



CFL-ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS, 40 avenue Hoche, 75008 PARIS.
Service Relations Clients : B.P. n° 238, 21005 DIJON Cedex.
Tél. : (16) 80 78 48 48. R.C. Paris B 672 019 809.

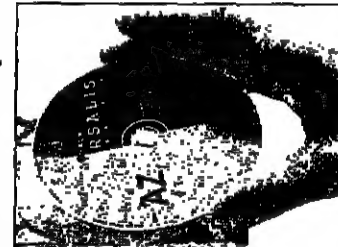
Selon la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978, la CFL vous garantit son droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant. Vos coordonnées peuvent être communiquées à nos services internes et aux organismes liés contractuellement avec la CFL, sauf opposition de votre part.



L'INNOVATION !

La Nouvelle Édition
s'enrichit d'une
possibilité d'accès sur
CD-ROM.

Ce petit disque de 12 cm de diamètre, qui contient les 45 millions de mots de la collection, vous ouvre des milliers de nouvelles portes d'accès dans l'édifice Universalis. Vous pouvez l'acquérir quand vous le voulez et si vous le voulez, dans le cadre d'un Privilège de 10 ans.



"La meilleure réalisation française contemporaine dans le secteur,
et l'une des plus remarquables au monde".
(Septembre 1995) **Le Monde**



BON D'EXAMEN GRATUIT du volume 1

044 2-00 020

OUI, envoyez-moi par la poste pour un examen gratuit de 15 jours, sans aucun engagement, le volume 1 du Corpus de la Nouvelle Édition de l'Encyclopædia Universalis en 24 volumes.

Joignez également le luxueux stylo-plume en cadeau ainsi que la documentation sur la collection.

Si je ne suis pas conquis par la Nouvelle Édition de l'Encyclopædia Universalis, je vous renverrai le volume 1 par la poste, sans frais. J'utiliserai pour cela l'étiquette adhésive de port gratuit jointe à mon volume 1.

Le stylo-plume et la documentation me resteront en cadeaux définitifs.

Au contraire, je recevrai le reste de la collection, ainsi que deux Grands Atlas Universalis d'une valeur de 1 032 F en cadeau. Mes conditions exceptionnelles de souscription me seront détaillées dans la documentation accompagnant le volume 1.

☐ Je souhaite également recevoir, avec mon volume 1, le CD-ROM de démonstration en cadeau définitif.

☐ M.

☐ Mme

☐ Mlle. Nom _____

Prénom _____

N° _____

Rue/Au/Bld _____

Localité _____

Code postal _____

Pour recevoir votre stylo-plume EN CADEAU, renvoyez ce Bon dans les 8 jours sous enveloppe non affranchie à :

SIGNATURE _____

(Laissez en tuteur pour les mineurs)

CFL-ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS, Libre Réponse 08 75 Nord, 75385 PARIS Cedex 08.

ÉDUCATION Ainsi que l'a précisé le premier ministre Alain Juppé, dimanche 17 mars, à « 7 sur 7 », François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, devrait annoncer mercredi

prochain, lors du conseil des ministres, les mesures qui ont été arrêtées par le gouvernement pour lutter contre la violence à l'école. ● CE PLAN, dont Le Monde révèle l'essen-

tiel, ressemble beaucoup à celui qu'avait annoncé sans le mettre en œuvre le gouvernement Balladur début 1995. Il prévoit, entre autres mesures, des contraventions de 5^e classe

pour les intrusions dans les établissements ; l'affectation de 2 200 appels du contingent supplémentaires ; l'intervention du CSA afin qu'il réduise la violence à la télévision. ● UNE CIR-

CULAIRE CONJOINTE éducation-justice-police, prévoyant la création de classes-relais avec la protection judiciaire de la jeunesse et de « classes-sas », sera mise en œuvre.

M. Bayrou engage un plan de lutte contre la violence à l'école

Parmi les mesures qui seront rendues publiques lors du prochain conseil des ministres - et que « Le Monde » révèle - la création de « classes-sas » et de « classes-relais » ainsi qu'une demande adressée au CSA pour qu'il limite la violence à la télévision

LE PREMIER MINISTRE a levé un coin du voile, dimanche 17 mars sur TF 1, au cours de l'émission « 7 sur 7 », en annonçant deux des mesures contre la violence à l'école qui seront présentées dans leur ensemble mercredi 20 mars, en conseil des ministres. Comme prévu, François Bayrou a rendu sa copie à Alain Juppé dans un délai d'environ trois semaines après la table ronde qui s'est tenue à Matignon le 20 février, en présence de six ministres et des représentants des enseignants, des chefs d'établissement, des personnels administratifs et des parents d'élèves. Au total, ces mesures devraient être au nombre de dix. Prises dans l'urgence, elles ressemblent à s'y méprendre à celles que le gouvernement d'Edouard Balladur avait annoncées il y a un an et se situent dans la ligne de ce qu'Alain Juppé avait déclaré avant la table ronde. Le Monde les révèle, telles qu'elles étaient arrêtées quelques jours avant le conseil des ministres du 20 mars (dans l'entourage du ministre de l'éducation nationale, on indiquait, lundi 18 mars au matin, qu'on se réservait d'ici mercredi la possibilité d'arrêter des mesures supplémentaires) :

● **2.200 appels du contingent supplémentaires** seront affectés dans les établissements. ● **La carte des ZEP (zones d'éducation prioritaire)** sera réexaminée progressivement en deux ou trois ans. ● **Le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel)** devra intervenir pour réduire la part de la violence dans les émissions de télévision. ● **L'instruction civique** sera « revitalisée ». ● **Un local de « médiation »** sera, chaque fois que possible, créé dans les établissements pour permettre le dialogue entre parents, enseignants, élèves. ● **La protection juridique des personnels** sera renforcée, notamment grâce à la signature d'une convention avec la MAIF (Mutuelle assurance des instituteurs de France) destinée à accélérer le dédommagement des préjudices subis par les personnels. ● **Les collectivités locales** (en particulier les conseils généraux pour les collèges) seront sollicitées pour clore davantage les établis-

sements. ● **Un renforcement des personnels de santé scolaire** est prévu. ● **Une circulaire commune éducation-justice-police** s'ajoutera à ces mesures. Elle recommandera le signalement systématique des faits délictueux et la multiplication des actions de prévention et de formation, dans le droit fil de la politique menée en Seine-Saint-Denis (Le Monde du 31 janvier). Ce texte propose également la constitution de « groupes académiques techniques d'accompagnement » (professeurs, chefs d'établissement, services de police, services sociaux...). Il préconise aussi la constitution de « classes-relais » avec la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et de « classes-sas ». Cette dernière proposition est sans doute la plus neuve, la plus originale, mais elle peut conduire au meilleur comme au pire. Au total, un catalogue de mesures ayant un air de « déjà vu » - il est le décalque quasi parfait de celui annoncé l'an dernier - mais dont il est impossible, a priori, de mesurer l'efficacité. Au-delà du débat que ne manquent pas de provoquer ces annonces, toute la question est de savoir si elles seront, à la différence de ce qui s'est passé l'année dernière, effective-

ment mises en œuvre. Dans les « fiches techniques » qui accompagnent les mesures d'urgence de mars 1995, on pouvait lire par exemple : « pour mieux compenser les dommages subis par les professeurs et les ATOS (...) une convention entre l'Etat d'une part, la MAIF et la GMF d'autre part a été préparée. (...) Le projet de convention a été soumis début 1994 à la direction du budget ». On pourrait encore citer le cas de l'intrusion, au sujet duquel le ministre écrivait déjà en mars 1995 : « Des mesures nouvelles à caractère juridique doivent être prises pour conférer un caractère délictueux à l'entrée d'éléments extérieurs dans les établissements par manœuvres, voies de fait ou contraintes. Un an de perdu ? L'échéance électorale majeure qui se profilait après ce plan d'urgence - la présidentielle avait lieu un mois et demi plus tard - et l'immobilisme qu'elle a déclenché expliquent pour une bonne part le retard pris. Les lourdeurs de l'éducation nationale, aussi. Aujourd'hui, la prise en compte de ce problème ne peut plus attendre. Les mesures envisagées par le ministère de l'éducation nationale sont-elles suffisantes ? On peut craindre que, prises isolément, en dehors du contexte d'une vaste réforme de l'école et du collège,

elles ne répondent qu'imparfaitement à la gravité de la situation. L'exemple de l'intrusion » permet d'enrichir la discussion. Selon Jacques Pain, chercheur en sciences de l'éducation à Nanterre, qui vient d'étudier deux cent quarante faits de violence, un quart d'entre eux relève de l'intrusion. « L'éducation nationale ne peut pas continuer à faire l'autruche et à laisser des collèges se ghettoïser »

Même si cette statistique ne peut revêtir de caractère général, elle montre l'importance du phénomène, « toujours lié à des événements réels ». « On trouve systématiquement la cause d'une intrusion, souligne Jacques Pain, c'est une manifestation de haine, ou de vengeance, qui désigne le problème que l'établissement a avec le quartier, avec son environnement. » On ne peut donc pas penser l'intrusion en dehors de la politique de la ville, du quartier, sans se poser la question de l'image et de la signification de l'établissement dans son milieu. « L'éducation nationale ne peut pas continuer à faire l'autruche et à laisser des collèges se ghettoïser, en laissant partir la moitié des profs et les catégories les plus favorisées de la population. Elle ne peut plus éviter la question de la solidarité et de la compétence sociales des équipes de direction », ajoute Gérard Chauveau, auteur d'un livre intitulé *L'école des banlieues* (ESF, 1995). Bien souvent, les intrusions sont liées aux sanctions d'exclusion prononcées par les conseils de discipline et au sentiment d'injustice qui les accompagne. Sans prétendre qu'il ne faut pas exclure, Jacques Pain rappelle que les conseils de discipline sont des « instances éducatives » et non des tribunaux de droit qui auraient à juger ce qui peut ressortir du domaine pénal. Face à cette tentation, certains parents n'hésitent d'ailleurs pas à répondre, toujours selon Jacques Pain, de façon plus juridique encore en envoyant au conseil de discipline... des avocats, qui s'appuient sur la Convention européenne des droits de l'enfant et sur le droit des mineurs à être assistés.

Béatrice Gurrey

Les « classes-sas », une vieille idée à risques

QUE PENSER des « classes-sas », ces regroupements temporaires d'élèves en voie de déscolarisation, auxquels les enseignants ne peuvent plus ou ne veulent plus enseigner ? Ces élèves que, souvent depuis l'enfance, l'institution ne sait pas traiter et qui lui renvoient sa propre violence. Les premières « classes-sas » telles que les conçoit le ministre sont apparues au début des années 90 à Mantes-la-Jolie, au collège André Chénier. Le rôle de la « structure-sas » consiste à encadrer des élèves « en période pré ou post conseil de discipline », pour une durée qui ne devait pas excéder un mois. Ses objectifs, avoués, sont : « empêcher les élèves en période d'échec ou de révolte de gêner le bon fonctionnement d'une classe et d'éviter à ces élèves des errances dans le quartier ». De façon plus positive, les initiateurs de cette

expérience insistent sur « l'aspect psychologique et affectif de l'encadrement ». Dans cette petite structure, limitée à cinq élèves, un éducateur suit l'enfant en dehors des heures de cours et celui-ci a l'obligation de participer à des tâches périscolaires : entretien des locaux, rangement des livres, etc. L'équipe pédagogique, naturellement composée de volontaires, doit comporter des membres de l'établissement d'origine de chaque élève, puis ceux-ci proviennent de différents collèges du département. La réinsertion dans le circuit « normal » implique un « accompagnement » de la part des enseignants. Fondée sur la pédagogie du contrat (signé par l'élève et les parents), la « classe-sas » ne peut admettre d'élève qui ne souhaite pas de lui-même y venir. Face aux obstacles sur lesquels elle bute, l'institution scolaire a souvent

montré son goût pour la création de structures nouvelles : ainsi des fameuses CLAC, ou classes d'accueil du second degré, dans les années 70, comme le rappelle Yves Dutercq, chercheur à l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP). « RISQUE DE STIGMATISATION » En remontant à l'origine du collège unique, on retrouve la « système de rattrapage », comme aussi des autres vocables, sorte de propédeutique du collège, de laquelle on pouvait être retiré en cours d'année pour regagner une scolarité normale. On pouvait aussi citer les SES (sections d'éducation spécialisée) et autres CLIN (classes d'initiation). « S'il s'agit de traiter les problèmes scolaires, pourquoi pas, suggère l'historien Alain Prost, mais s'il faut par là traiter des problèmes de caractère ou de comportement, le risque de stigmatisation est évident. »

Pour le chercheur Gérard Chauveau, penser en termes structurels est sans doute la plus mauvaise façon de considérer la question : « Les décideurs observent toujours le même mouvement de balancier. On crée une structure au nom de l'adaptation, de l'intégration, de l'insertion et, cinq ou dix ans plus tard, on la dénonce comme classe-poubelle ou classe ghetto ». De surcroît, il est impossible de réfléchir au problème de la structure sans dire précisément avec quelle pédagogie et avec quels pédagogues ou quels éducateurs elle fonctionnera. C'est aussi tout le problème de la transposition de l'innovation qui se trouve posé. La « culture de résistance à l'innovation » est si forte dans l'éducation nationale, analyse Yves Dutercq, que l'on ne peut que donner quelques idées, à adapter avec précautions. Ce que quelques personnalités charismatiques réussissent, ici et maintenant, peut très bien produire un effet inverse ailleurs.

Ici ou là, certains enseignants commencent déjà à établir des listes d'élèves faiseurs de troubles qu'ils ne veulent plus voir dans leur classe. Alors que la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) d'Île-de-France prévoit déjà que trente-cinq « classes-sas » ou classes-relais devraient ouvrir prochainement dans la région, les chercheurs ne manquent pas de s'inquiéter de cette généralisation à grande échelle : « Tout le monde s'entre-tue à faire », s'interroge l'un d'entre eux.

B. G.

Prison ferme pour violences à un professeur

NANCY de notre correspondante Farid, un collègue de quatorze ans, a été condamné mardi 12 mars à deux mois de prison, dont quinze jours ferme et 5 000 francs de dommages et intérêts, par le tribunal pour enfants de Briey. En octobre dernier, l'adolescent avait frappé un professeur du collège Joliot-Curie de Tugueux (Meurthe-et-Moselle). Adolescent sans histoires, Farid était en cours d'instruction civique. Soudain une discussion animée l'opposait à son voisin. Le professeur, une jeune femme qui assure également les cours de français et d'histoire, s'interpose, demandant aux deux garçons de se calmer. Farid se lève, saisit la jeune femme au col, la secoue et la frappe à coups de poing à deux reprises devant la classe médusée. Absent Très choqué, le professeur fera immédiatement une crise de tachycardie. Le principal du collège, Daniel Genet, s'efforce de dédramatiser

les faits. Tout comme l'inspecteur départemental d'académie, Michel Dambresse, il se refuse à évoquer le versant judiciaire du dossier. Farid a été exclu du collège après être passé devant le conseil de discipline et est aujourd'hui scolarisé dans un établissement voisin. « J'ai un principe et je m'y tiens, fait observer l'inspecteur d'académie. Aucune agression verbale, aucune agression physique sans dépôt de plainte. Il ne faut pas monter cet incident scolaire en épingle et confondre information et médiatisation. » Le tribunal de grande instance de Briey et le tribunal pour enfants sont connus pour leur sévérité. On a déjà vu des peines ferme prononcées à l'encontre de mineurs. Mercredi, à l'audience, Farid n'était pas là pour s'expliquer devant le juge des enfants, M. Clerc. Ses parents non plus n'étaient pas venus. Le professeur était représenté par M^{re} Gérard Kremzer. « Peut-être que si l'adolescent était venu s'expliquer les choses en seraient allées autrement... », déclare l'avocat.

Monique Raux

Les trois élèves de Péronne mis en examen

Les trois élèves du lycée Mendès-France de Péronne, un mineur et deux majeurs, qui, jeudi 14 mars, avaient fait exploser une bombe dans les toilettes du lycée Pierre-Mendès-France à Péronne (Somme) (Le Monde daté 17-18 mars) ont été mis en examen, samedi 16 mars, pour « destruction par l'effet d'une substance explosive » par le juge d'instruction du tribunal de grande instance d'Amiens, Xavier Straaselle. Pour ce dernier, il y a « qualification criminelle, d'autant que l'explosion a entraîné, pour deux élèves de l'établissement, une incapacité de travail de dix jours. » Selon Marie Durand-Besse, substitut du procureur de la République à Amiens, les trois élèves ayant reconnu leur participation à l'affaire affirment « avoir agi pour protester contre le régime de l'internat et pour s'amuser ». Conduits à la maison d'Amiens, les coupables présumés peuvent encourir, théoriquement, une peine de vingt ans de prison. (Corresp.)

EUROSTAF
Europe Stratégie Analyse Financière

Secteurs en émergence, marchés en retournement stratégique, secteurs à fortes opportunités. EUROSTAF réalise chaque année plus de 40 études sur les secteurs clés de l'économie :

Industrie :

- Le marché mondial de l'ingénierie
- Les groupes électroniques face au multimédia
- Les repercussions de la nouvelle donne militaire
- Les emballages des produits de luxe
- Les Groupes français indépendants du BTP

Distribution :

- La distribution des pièces et accessoires automobiles
- Le commerce de centre ville
- La V.P.C. en Europe
- Nouveaux rayons, nouveaux services de la grande distribution

Biens de consommation :

- Le marché mondial des articles de sport
- La filière textile habillement en Europe
- L'électroménager en Europe
- Vins, Bières et Spiritueux en Europe

Pharmacie-Santé :

- Le marché français des médicaments hospitaliers
- La logistique de distribution des produits pharmaceutiques
- Les intermédiaires de gestion des dépenses de santé
- Les maisons de retraite et résidences avec services

Services :

- L'infogérance
- La route intelligente
- La banque à distance

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contactez :

EUROSTAF
60-62, rue d'Hautville - 75010 PARIS
Tél. : 44.79.91.20 - Fax : 47.70.11.93

ADMISSIONS PARALLELES
dans les
GRANDES ÉCOLES
de GESTION

Bac+2
Passerelle
Profils
Tremplin
ESC Lyon

Bac+3
HEC-ESSEC-ESC
Sciences-Po

Bac+4
ESSEC

Toutes informations
IPESUP
18, rue du Cloître Notre-Dame 75004
43.25.63.30 3615 IPESUP®
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ (L28 FAN)

PREFECTURE DU NORD
SERVICE DE LA COORDINATION ET DU CONTENTIEUX
AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES
DEVIATION DU BOULEVARD
PERIPHERIQUE EST DE LILLE

entre le carrefour Pasteur et la porte sud de LILLE
sur le territoire des communes de LILLE et RONCHIN

Monsieur le Préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais, Préfet du Nord, informe le public que, suite à l'arrêté du Conseil d'Etat du 12 avril 1996, l'avis d'opportunité publique de la déviation du boulevard périphérique est de LILLE entre le carrefour Pasteur et la porte sud de LILLE, il est procédé à de nouvelles enquêtes publiques du 18 avril 1996 au 18 mai 1996 (selon la loi du 12 juillet 1983).

1) enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux, valant pour l'enquête prévue par la loi du 12 juillet 1983.

2) enquête préalable à l'attribution du caractère de route express.

3) enquête préalable à l'attribution du caractère de route express.

Ces enquêtes sont conduites par une commission d'enquêtes composée de :

- Monsieur Daniel DELEVALLE, Président honoraire du Tribunal Administratif de PARIS, désigné en qualité de président.
- Monsieur Jean RICOUART, Ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat en retraite, membre titulaire.
- Monsieur André HERMANT, Ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat en retraite, membre titulaire.
- Monsieur Paul BURY, Chef de circumscription du cadastre en retraite.
- Monsieur Jean ALFFRET, Ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat en retraite, secrétaire suppléant.

Pendant la durée des enquêtes, le dossier d'enquêtes ainsi que les réponses destinées à recueillir les observations du public sont disponibles en mairie de LILLE, siège des enquêtes, les jours ouvrables, de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Les observations peuvent également être adressées par écrit, en mairie de LILLE, à Monsieur le préfet de la commission d'enquêtes.

Un des membres de la commission d'enquêtes se tiendra à la disposition du public en :

- Mairie de LILLE : le vendredi 12 avril 1996 de 9h à 11h le vendredi 19 avril 1996 de 9h à 11h, le samedi 27 avril 1996 de 9h à 11h, le vendredi 10 mai 1996 de 9h à 11h.

A l'issue des enquêtes, le rapport et les conclusions de la commission d'enquêtes seront remis à la disposition du public pendant un an en mairie de LILLE et RONCHIN. Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions à la Préfecture du Nord.

Joyeux Noël

Sous la pression du SNES, le ministère de l'éducation défait la réforme du BTS

« Les esprits n'étaient pas prêts », fait-il valoir

ÉDIFIANTE MÉTHODE : par un décret paru le 15 mars au Journal officiel, le ministère de l'éducation nationale vient de défaire la réforme du BTS qu'il avait pourtant promulguée le 9 mai 1995 par la même voie. Sous la pression du SNES (Syndicat national des enseignants de second degré), malgré deux votes du Conseil supérieur de l'éducation, qui s'étaient prononcés à une écrasante majorité pour la réforme, François Bayrou a donc cédé.

Régi jusqu'à l'année dernière par un texte de 1986, le BTS, ce diplôme de l'enseignement technique passé à bac + 2, devait être réaménagé pour se rapprocher de l'entreprise et mieux répondre aux besoins des étudiants. Aussi sa version 1995 introduisait-elle trois nouveautés : une part de contrôle en cours de formation destinée à évaluer, par exemple, la période passée en entreprise ; des enseignements « à la carte » avec allègements d'horaires ou de programmes selon le parcours individuel des candidats ; le remplacement des stages par des « périodes de formation en entreprise », tendant à reconnaître la valeur formative de cette dernière. Enfin, le diplôme pouvait être obtenu par unités compensables entre elles. Ces nouvelles possibilités permettaient, par exemple, à des jeunes qui se seraient fourvoyés dans des DEUG de revenir à un BTS sans « repartir de zéro », même si l'offre scolaire ne permettait pas de constituer une classe entière de STS pour eux.

De l'aveu même d'Alain Boissonnot, directeur des lycées et collèges, ces dispositions n'étaient que « l'aboutissement d'une démarche de redéfinition des diplômes professionnels pour tenir compte des dispositions de la loi sur la validation des acquis professionnels et de la loi quinquennale sur l'emploi » (Le Monde du 22 juin 1995).

Largement approuvé par les syndicats et les représentants des associations de parents d'élèves, un nouveau texte avait été voté dans ce sens par le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) et publié le 9 mai 1995. Mais le SNES, principal syndicat d'enseignants du second degré, appuyé par FO, continuait à s'y opposer, car ces

nouvelles modalités risquaient « d'aboutir à l'éclatement et la dévalorisation du diplôme national ». En particulier, le SNES refusait le principe du contrôle en cours de formation. Admis pour le BTS, ne risquait-il pas de s'étendre au baccalauréat ?

Dès le mois de juin, à la suite d'une grève des correcteurs du BTS d'Ile-de-France, qui représentaient les arguments du SNES, le ministre affirmait que le texte paru n'était « pas intangible ». Inquiets de la réouverture de négociations qui ne leur paraissaient pas justifiées, car la nouvelle réglementation avait fait l'objet d'une « concertation soutenue et ample », le SGEN-CFDT, la FCFP, la FEN, le Syndicat des enseignants, la Ligue de l'enseignement, la PEEP, notamment, publiaient une lettre ouverte au ministre, martelant : « Le texte est publié, il faut l'appliquer. » Alors que le décret « favorise l'insertion professionnelle des jeunes », les signataires ne comprenaient pas que les mesures annoncées ne soient pas « traduites en actes ».

RETOUR EN ARRIÈRE

Un nouveau CSE fut néanmoins convoqué le 16 novembre, au beau milieu de la tourmente étudiante, pour examiner des amendements revenant sur ces innovations. Le vote fut encore plus net que quelques mois auparavant : 43 voix contre, 16 voix pour (FSU, SNES, Snaic, autonomes), 3 abstentions (CGT, enseignement privé, syndicat des principaux et proviseurs).

C'est néanmoins ce texte fortement amendé qui vient d'être publié au JO. Il supprime le contrôle en cours de formation, remplace la « période de formation en entreprise » par des « stages » et n'impose plus de proposer des parcours souples pour des étudiants qui auraient fait fausse route.

Rue de Grenelle, on estime que l'on a « voulu griller les étapes alors que les esprits n'étaient pas prêts ». Au-delà de la méthode, on peut s'interroger sur ce retour en arrière, alors que le ministre promet depuis de longs mois une remise à plat de la filière technologique, un des chantiers désignés comme prioritaires, dimanche soir, à « 7 sur 7 », par le premier ministre Alain Juppé.

B. G.

De nouveaux incidents se sont produits à Reims

DES INCIDENTS ont à nouveau éclaté dimanche 17 mars au soir à Reims (Marne), où quatre voitures ont été incendiées par des jeunes dans les quartiers Orgeval, au nord de la ville, et Wilson, au sud. Deux personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre.

Depuis les premiers incidents, mercredi 13 mars aux Epinettes, un quartier du nord-est de Reims, durant lesquels quatre policiers et un pompier avaient été légèrement blessés par des jets de pierres, près de vingt véhicules ont été incendiés dans la périphérie de la ville. Selon Ziad Echikoury, directeur de cabinet à la préfecture de la Marne, « les jeunes, qui se réunissent par petits groupes de quatre ou cinq, cassent les pare-brise avant de jeter de l'essence à l'intérieur du véhicule et mettent le feu ».

130 POLICIERS

La présence des forces de l'ordre - 130 policiers et CRS - a néanmoins permis de ramener globalement le calme. « Les jeunes sont moins nombreux dans les rues. La tendance est à l'amélioration », a précisé dimanche Ziad Echikoury. Les chauffeurs d'autobus, qui s'étaient mis en grève samedi 16 mars pour protester contre l'agression d'un des leurs, blessé par des tirs de pistolet à grenaille, et dont le véhicule avait été incendié, ont repris le travail dans la soirée de dimanche sous protec-

tion policière. Leurs premières tournées n'ont été émaillées d'aucun incident.

Ces actions spectaculaires ont été qualifiées dimanche d'« inexcusables et inacceptables » par le maire (RPR) de Reims, Jean Falala. « Reims est une des villes de France où il y a le plus de centres sociaux. Elle possède quinze maisons des jeunes et de la culture, qui se trouvent essentiellement dans les quartiers périphériques. Encore faut-il vouloir les fréquenter et participer à la vie de la cité. Dans le quartier Croix-Rouge, nous avons prévu d'installer une médiathèque, un gymnase supplémentaire et des salles de musique pour que les jeunes puissent répéter, à poursuivre M. Falala. Mais certains souhaitent bénéficier d'une liberté totale. Tant que je serai maire, il n'y aura pas d'équipements livrés sans encadrement car je suis responsable de l'argent des contribuables. »

Certains jeunes n'auraient pas apprécié les conditions de réouverture d'un centre social du quartier des Epinettes, qui avait été fermé à la suite de nombreuses dégradations.

C'est d'ailleurs aux abords de ce centre qu'ont eu lieu mercredi les premières violences : les véhicules de deux journalistes du quotidien régional l'Union ont été incendiés alors que leurs propriétaires assistaient, dans le centre, à une rencontre entre une quarantaine de jeunes et un responsable associatif - (AFP, Reuters).

Les malversations de l'affaire Testut conduisent Bernard Tapie devant le tribunal de Béthune

L'ancien ministre, et ancien PDG de l'entreprise, encourt une peine de cinq ans de prison

Bernard Tapie comparait, à partir du lundi 18 mars, devant le tribunal correctionnel de Béthune, pour abus et recel d'abus de biens so-

ciaux dans l'affaire Testut. Cette entreprise de pesage dont l'ancien ministre a été le PDG, de 1987 à 1992, a été gravement fragilisée par des

opérations financières destinées, selon l'ordonnance de renvoi, à « épargner à M. Tapie des problèmes d'ordre pécuniaire ».



PROCHÈS

dans l'affaire du match Valenciennes-Olympique de Marseille, l'ancien ministre comparait devant le tribunal correctionnel pour abus et recel d'abus de biens sociaux.

Au centre des débats se trouve la société Testut, un établissement béthunois spécialisé depuis 1820 dans la commercialisation de petits matériels de pesage qui avait été racheté en 1983 par Bernard Tapie. Et, à travers elle, la galaxie Tapie, un univers judicio-financier fortement personnalisé, bâti essentiellement au cours des années 80 autour de quatre pôles principaux : les articles de sport (Adidas), le pesage (Testut, Terrallon, Scatime), l'alimentation naturelle (La Vie Claire) et la communication.

C'est dans un enchevêtrement de sociétés que la justice, sur plainte, en décembre 1992, d'un ac-

tionnaire minoritaire de la société Testut, Alain Géniesse, a débusqué des méandres jugés délictueux. Il est reproché aux dirigeants de Testut, et entre autres à Bernard Tapie, PDG de 1987 à avril 1992, d'avoir commis un certain nombre d'opérations fort éloignées de l'intérêt économique, social ou financier de la société. Autrement dit, d'avoir dépouillé Testut afin d'assurer la sauvegarde des intérêts patrimoniaux de l'ancien ministre, même lorsqu'il n'était plus PDG de la société de pesage.

« PASSE-PASSE »

Ainsi Bernard Tapie devra-t-il s'expliquer sur les tribulations suspectes, entre 1990 et 1992, d'une société de pesage du groupe, Trayvou. Initialement détenue par une société en nom collectif, la Fondrière et immobilière Bernard Tapie (FIBT), Trayvou connaît de graves difficultés financières lorsqu'elle est rachetée en 1990, toutes dettes comprises, sans audit préalable et pour le franc symbolique, par la société Testut. Selon l'ordonnance de renvoi, ce rachat - un « tour de passe-passe » - a constitué pour Testut « un sacrifice anormal, excédant manifestement ses possibilités financières », et ce « dans le seul intérêt de M. Tapie », qui n'aurait pas voulu assumer seul les pertes an-

seins de la FIBT, déjà affectée fin 1990 par 50 millions de francs de pertes et 154 millions de francs d'endettement. En trois ans, ce seul rachat fera perdre 85 millions de francs à Testut.

De même en 1992, Bernard Tapie ainsi que les dirigeants de Bernard Tapie Finance (BTF) et Testut auraient procédé à un « subtil montage » pour « épargner », une fois encore, « à M. Tapie des problèmes d'ordre pécuniaire ». D'une part, un système de location-gérance du fonds de commerce de Trayvou confié à Testut aurait permis aux dirigeants de la nébuleuse Tapie de masquer l'endettement massif du « boulet » Trayvou, alors virtuellement en état de cessation de paiement ; d'autre part, Testut revenait cette fois Trayvou à l'autre société « patrimoniale » en nom collectif de Bernard Tapie, le Groupe Bernard Tapie (GBT), toujours pour un franc symbolique, en abandonnant au passage... 43 millions de francs de créances.

Pour conclure d'irrégularités, l'affaire Testut permettra également de se pencher sur les pratiques curieuses qui prévalaient au sein de la sphère Tapie, et notamment chez Testut. Ainsi, cette avance de trésorerie de 21 millions de francs consentie en 1989 par la société de pesage, hors comptabilité et sans

autorisation du conseil d'administration, afin de permettre à l'Olympique de Marseille d'« acheter » les joueurs Amoros et Mozer. Ou ce don de 190 269 francs accordé par Testut, décidément bonne fille, pour financer les frais de campagne du professeur Léon Schwartzberg, porteur du flambeau Energie Sud lors des élections régionales de 1992, c'est-à-dire des listes emmenées par... Bernard Tapie.

Enfin, les débats porteront sans doute sur le rôle du partenaire « quasi exclusif » du groupe Tapie, la Société de banque occidentale (SDBO), filiale du Crédit lyonnais, dont le PDG d'alors, Michel Gallot, est renvoyé pour complicité d'abus de biens sociaux. Bien qu'alertés par la situation « catastrophique », voire « incontrôlable », de la société Trayvou, les dirigeants de la SDBO ont toujours apporté leur concours financier à l'ancien ministre de la ville, qui était le principal client de la banque. « La SDBO était trop impliquée, eu égard à la dérive financière de l'ensemble des sociétés concernées, note l'ordonnance, pour ne pas suivre avec la plus extrême attention la situation des comptes à la notoriété certaine ».

Jean-Michel Dumay

RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire de Rhône-Poulenc S.A.

Les actionnaires de Rhône-Poulenc S.A. sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire de la société, qui se tiendra le mercredi 10 avril 1996 à 10 h au Palais des Congrès, Salle bleue - niveau 5 - 2, place de la porte Maillot - 75017 Paris. Les actionnaires seront accueillis à partir de 9 h 30.

POUR ASSISTER ET/OU VOTER À L'ASSEMBLÉE

Si vous êtes actionnaire nominatif, vous recevrez directement de Rhône-Poulenc toutes les informations relatives à cette Assemblée.

Si vous êtes actionnaire au porteur, vous pouvez vous procurer le dossier de convocation à l'Assemblée, soit auprès de l'établissement qui gère votre compte-titres, soit auprès de la :

Société Générale Service Assemblées BP 1135 44024 NANTES Cedex 01

qui est mandatée par Rhône-Poulenc S.A.

Si vous désirez assister personnellement à l'Assemblée, votre établissement transmettra votre demande avec le certificat d'immobilisation de vos titres, à la Société Générale, qui vous adressera en retour, à votre domicile, la carte d'admission à présenter à l'Assemblée.

PRINCIPAUX POINTS À L'ORDRE DU JOUR

Assemblée Générale Ordinaire

- Rapport de gestion et rapport des Commissaires aux comptes.

- Approbation des résolutions et des comptes de l'année 1995.

- Affectation des résultats et fixation du dividende.



- Imputation sur le poste « prime d'émission » du prix d'acquisition de certificats de droits de vote.

- Autorisation d'opérer en Bourse sur les actions ordinaires « A » de la société pour régulariser leur marché.

Si vous ne pouvez ou ne souhaitez pas assister personnellement à l'Assemblée, vous pouvez exercer vos droits de vote en utilisant la formule de pouvoir ou de vote par correspondance, jointe au dossier de convocation ; elle sera transmise, par votre établissement, à la Société Générale, accompagnée du certificat d'immobilisation de vos titres. Pour être pris en compte, les votes par correspondance devront parvenir à la Société Générale trois jours, au moins, avant la date de l'Assemblée.

Pour être admis à assister à cette Assemblée, il faut posséder au moins 10 actions.

Si vous souhaitez recevoir :
- une synthèse du compte-rendu de l'Assemblée,
- la lettre aux actionnaires (trimestrielle),
- « Rhône-Poulenc en Bref », (résumé du Rapport Annuel),
veuillez contacter le service des relations avec les actionnaires, Rhône-Poulenc, 25 quai Paul Doumer, 92408 Courbevoie cedex N° Vert : 05.40.53.43

Minitel 3616 CLIFF Rhône-Poulenc Internet <http://www-rhone-poulenc.com>

RHÔNE-POULENC

Le tribunal de Rouen examine un système de corruption et de fraude sur les marchés publics de Seine-Maritime

Le préjudice a été évalué à près de 50 millions de francs par le ministère de l'intérieur

Quatorze prévenus, dont quatre fonctionnaires du conseil général de Seine-Maritime, deux architectes et plusieurs dirigeants de

sociétés informatiques, comparaissent, à partir du lundi 18 mars, devant le tribunal correctionnel de Rouen. La justice leur reproche

d'avoir organisé, de 1989 à 1993, un vaste système de corruption et de fraude sur les marchés publics du département. Le préju-

dice de cette affaire dans laquelle le conseil général s'est porté partie civile, a été évalué à près de 50 millions de francs.

LE TRIBUNAL correctionnel de Rouen devait commencer l'examen, lundi 18 mars, d'une affaire de corruption qui aurait permis à quatre fonctionnaires du conseil général de Seine-Maritime et à leurs complices de se livrer, de 1989 à 1993, à un véritable pillage du matériel et des finances de l'assemblée départementale. Le préjudice se chiffre en dizaines de millions de francs.

Quatorze personnes - quatre fonctionnaires, deux architectes et des représentants de sociétés informatiques - sont prévenus dans ce dossier où le conseil général, représenté par M. Pascal Dewinter, du barreau de Paris, s'est constituée partie civile.

L'affaire débute par une lettre datée du 14 septembre 1993 dans

laquelle le nouveau président du conseil général, André Martin (UDF), qui succède à Jean Lecanuet, dénonce au procureur de la République de Rouen « des pratiques inacceptables s'exerçant depuis de nombreux mois au sein du service informatique des services départementaux (...) susceptibles de relever de la corruption, du détournement de biens publics [et] reposant sur une organisation comportant des ramifications extérieures ».

Mis sur pied par Denis Noteris, le chef de la gestion informatique du conseil général, avec la complicité du directeur du service, Jacques Roussel, et de deux autres responsables du secteur, Emmanuel Liminana et Jean-Pierre Vigier, un système de corruption fonctionnait pendant cinq ans

au sein de l'une des six directions du conseil général, la direction des moyens et matériels. Le 16 décembre 1993, les quatre hommes sont mis en examen et incarcérés pour abus de confiance, faux et usage de faux, infraction à la transparence des marchés et corruption.

MARCHÉS « SAUCISSONNÉS »

Il leur est reproché d'avoir systématiquement contourné les procédures de marchés publics pour favoriser des fournisseurs en contact avec d'avantagés divers. Ils auraient ainsi « saucissonné » les marchés et utilisé des fausses factures et des sociétés écran; violé la réglementation sur les appels d'offres; encouragé les surfacturations; accepté des avenants infor-

bolants; laissé détourner des stocks importants ou encore favorisé la vente de logiciels surpayés et parfois inutilisés. Il en allait de même pour des contrats d'embauche et de nettoyage dont les prix semblaient avoir été systématiquement gonflés.

Les principaux bénéficiaires de ces pratiques ont été des sociétés informatiques - Computer Associates, B2M, Rank Xerox, Japy Hermès, IBM, Scripta, etc. -, mais aussi deux associations contrôlées par les principales personnes mises en examen, MM. Noteris, Liminana et Vigier. L'une de ces associations, Handitel, s'occupe de formation professionnelle pour les handicapés et bénéficie des subventions du conseil général. L'autre, Comutair, également sub-

ventionnée, aurait fait payer au prix fort des heures de vol souvent fictives.

En contrepartie, les quatre fonctionnaires ont bénéficié de nombreux avantages personnels offerts par les sociétés attributaires de marchés, notamment sous forme de voyages annuels à l'étranger, parfois avec femmes et enfants.

Selon une étude du ministère de l'intérieur, le préjudice global direct serait, de quelque 50 millions de francs. Le préjudice indirect serait plus élevé encore: de 1988 à 1993, le budget informatique est ainsi passé de 13 à 44 millions. Quant au préjudice moral, il est incalculable.

Roland-Pierre Paringaux

■ PRISE D'OTAGES : un homme armé a pris en otage trois clients et quatre employés d'un restaurant McDonald's, dimanche 17 mars en fin de matinée à Montpellier (Hérault), après avoir fait évacuer la majeure partie des clients qui se trouvaient sur place. Agé de trente ans, sans travail ni domicile fixe depuis huit mois, Christian Rossignol s'est rendu aux forces de l'ordre peu avant 14 heures. Ses otages ont indiqué qu'il n'avait aucune revendication précise, si ce n'est « de dénoncer la société ». Placé en garde à vue, Christian Rossignol devait être présenté mardi 19 mars au parquet.

■ VIOLENCES : un skinhead a lâché son chien sur un jeune homme de dix-huit ans, dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 mars à Strasbourg. L'animal a mordu sa victime à la cuisse et au torse. L'agresseur était membre d'un groupe de neuf skinheads, qui circulaient à bord de deux véhicules dans le quartier HLM de l'Esplanade. Le groupe a apostrophé quatre jeunes gens, dont trois d'origine maghrébine, qui s'éloignaient lorsque le chien a été lâché sur eux. Les skinheads ont été interpellés par les policiers et placés en garde à vue. Un drapeau nazi et des bombes lacrymogènes ont été saisis dans l'un de leurs véhicules.

DISPARITIONS

Marcel Reggui

Le culte de l'amitié

L'INTÉGRATION figure parmi les vertus dont s'enorgueillit notre République. Marcel Reggui, décédé jeudi 14 mars, en fut le produit le plus accompli.

Né en 1905 à Guelma (Algérie) dans une famille de commerçants tunisiens musulmans, Marcel Reggui fait trois rencontres décisives: Jean Arrouche, chrétien kabyle, qu'il côtoie à l'école normale d'instituteurs à Tunis, Louis Massignon, qui le parraine lors de sa conversion au christianisme - Mahmoud devient Marcel -, et Emmanuel Mounier, dont il pratiquera la philosophie au quotidien. Avant la guerre, il enseigne à Sfax, d'où il correspond pour la revue *Esprit*. Durant les massacres de mai 1945 en Algérie, deux de ses frères et sa sœur - une des premières musulmanes à faire des études secondaires - sont victimes de la répression coloniale. En 1947, il obtient un poste à Aïre-sur-l'Adour (Landes) et termine sa carrière professionnelle à Orléans, menant en parallèle une tâche bénévole d'ant-

mateur culturel, créant notamment les Semaines musicales d'Orléans, avec Jean-Etienne Marie, et l'Association populaire d'art et de culture (APAC). Engagé au PSU, militant de la cause algérienne, jamais il ne rejoindra le PS en raison de l'attitude de Guy Mollet et de François Mitterrand dans le conflit.

Grand, charmeur, Marcel Reggui pratiquait surtout l'amitié, une valeur qui peut paraître surannée dans un monde sans pitié. Il l'avait érigée en règle de vie et l'exerçait à l'antique, en cénacle ou par lettres, comme devait le faire Sénèque avec Lucilius, ou au moyen du téléphone, outil plus prosaïque. Comme Albert Kahn, il faisait se rencontrer les hommes, en une véritable « noia », avec cet espoir que le dialogue finirait par créer des brèches dans l'injustice. « Je n'existe que par les autres », disait ce don Juan de l'amitié. Et encore: « L'autre m'oblige à renoncer à mes propres certitudes. »

Régis Guyotat

Ross Hunter

Le producteur de Douglas Sirk

ROSS HUNTER, producteur américain, est mort dimanche 10 mars à Los Angeles. Il était âgé de soixante-neuf ans.

De son vrai nom Martin Fuss, Ross Hunter était né le 6 mai 1926, à Cleveland (Ohio). D'abord enseignant, il est acteur dans quelques films de série B produits par la Columbia dans les années 40, avant de revenir à l'enseignement. De retour à Hollywood, où il est engagé comme *dialogue director*, il trouve bientôt sa voie en devenant producteur. Son désir de travailler avec de grandes vedettes féminines le conduit à produire en 1953 deux films réalisés par Douglas Sirk, *Take Me to Town* (avec Ann Sheridan) et *All I Desire* (avec Barbara Stanwyck).

C'est le début d'une collaboration fructueuse avec le metteur en scène d'origine allemande, dont il produit également le western *Taza, fils de Cochise* (1954), et auquel il permet surtout de s'imposer comme le maître du mélodrame hollywoodien flamboyant, avec notamment *Le Secret magnifique* (1954, avec Jane Wyman et Rock Hudson), *Tout ce que le ciel permet* (1956, avec les mêmes vedettes), *Les Amants de Salsbourg* (1957) et *Mirage de la vie* (1959, avec Lana Turner).

Ces deux derniers films sont des remakes, et Ross Hunter devient spécialiste du genre. Avec *Confidences sur l'oreiller* (1959, avec Doris Day et Rock Hudson, réalisé par Michael Gordon), il offre à la Universal un des plus grands succès de

son histoire. Il récidive huit ans plus tard avec *Millie* (George Roy Hill, 1967), puis en 1970 avec *Airport* (George Seaton). Mais le remake musical du film de Frank Capra *Les Horizons perdus* (1977), qu'il produit en 1972 et que réalise Charles Jarrott, est un échec cuisant: Ross Hunter quitte alors la Universal pour la Paramount, où il ne produira que pour la télévision.

P. M.

■ CLAUDE MARCY, actrice, est morte dimanche 10 mars, à Honfleur. Elle était âgée de quatre-vingt-dix ans. Née le 7 septembre 1905 à Lons-le-Saunier, Claude Marcy était, pour les spectateurs français, la voix de Blanche-Neige et celle de Greta Garbo, qu'elle doublait dans tous ses films parlants. Elle était également celle de Marie Bell dans *Le Grand Jeu*, de Jacques Feyder (1933). Le scénario du film était cosigné par Charles Spaak, alors le mari de Claude Marcy, qui devait ensuite épouser Henri Jeanson. Actrice (*Plaisir aux as*, en 1933, *Bonsoir mesdames, bonsoir messieurs*, en 1943), dont elle cosigna le scénario et les dialogues avec Robert Desnos, *Sylvie et le fantôme*, en 1945), elle était également romancière (*Corvée de famille*) et auteur de chansons, notamment pour les films *Les amoureux sont seuls au monde* (Henri Decoin, 1947, scénario d'Henri Jeanson), et *Lady Paname*, unique réalisation d'Henri Jeanson (1950).

AL CARNET DU « MONDE »

Naissances

Catherine et Emmanuel ROUSSET sont heureux d'annoncer la naissance de Marie, le 15 mars 1996, à Poitiers.

Mariages

Catherine HEUVE-MÉRY et Olivier LAIR ont le joie d'annoncer la naissance de Simon, le 7 mars 1996, à Paris.

Décès

Julien Bernard a la douleur d'annoncer le décès de son père, François BERNARD, dans sa cinquante-troisième année, le 6 mars 1996.

Anniversaires de décès

La levée du corps aura lieu mardi 19 mars, à 15 h 15, à l'Institut médico-légal, 2, place Mazas, 75012 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

AL CARNET DU « MONDE »

Naissances

Catherine et Emmanuel ROUSSET sont heureux d'annoncer la naissance de Marie, le 15 mars 1996, à Poitiers.

Mariages

Catherine HEUVE-MÉRY et Olivier LAIR ont le joie d'annoncer la naissance de Simon, le 7 mars 1996, à Paris.

Anniversaires de décès

La levée du corps aura lieu mardi 19 mars, à 15 h 15, à l'Institut médico-légal, 2, place Mazas, 75012 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

AL CARNET DU « MONDE »

Naissances

Catherine et Emmanuel ROUSSET sont heureux d'annoncer la naissance de Marie, le 15 mars 1996, à Poitiers.

Mariages

Catherine HEUVE-MÉRY et Olivier LAIR ont le joie d'annoncer la naissance de Simon, le 7 mars 1996, à Paris.

Anniversaires de décès

La levée du corps aura lieu mardi 19 mars, à 15 h 15, à l'Institut médico-légal, 2, place Mazas, 75012 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

AL CARNET DU « MONDE »

Naissances

Catherine et Emmanuel ROUSSET sont heureux d'annoncer la naissance de Marie, le 15 mars 1996, à Poitiers.

Mariages

Catherine HEUVE-MÉRY et Olivier LAIR ont le joie d'annoncer la naissance de Simon, le 7 mars 1996, à Paris.

Anniversaires de décès

La levée du corps aura lieu mardi 19 mars, à 15 h 15, à l'Institut médico-légal, 2, place Mazas, 75012 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

Anniversaires de décès

75, rue de Turenne, 75003 Paris.

HORIZONS

ENQUÊTE

Banque et pègre nippones : les noces de plomb

La quarantaine, petite moustache et cheveux ras, celui que nous appellerons Yamamoto est en liberté provisoire. Il est descendu de son appartement dans le bar que tient sa femme au rez-de-chaussée d'un immeuble de la banlieue nord d'Osaka et raconte : « A la fin des années 80, on « chassait » le terrain pour les promoteurs en expulsant par la menace ou la force les locataires. Le terrain libéré était aussitôt emporté dans une spirale de hausse des prix. »

Yamamoto et des semblables encaissaient une commission ou participaient à la faise des transactions. Le prix montait en passant d'une main à l'autre : plus sa valeur était élevée, plus on pouvait obtenir de crédit des banques et plus on pouvait spéculer. « On a fait beaucoup d'argent. Aujourd'hui, la « bulle » s'est dégonflée, les prix des terrains se sont effondrés et les organismes de crédit sont en faillite. Alors, on occupe les immeubles hypothéqués, bloquant leur vente jusqu'à ce qu'on nous les cède à bas prix. C'est dur, mais on s'en sort. »

Yamamoto est représentatif de ces maquignons des affaires à la lisière de la légalité (et le plus souvent en deçà) qui sont apparus à la faveur de la frénésie spéculative dont le Japon n'a pas fini d'essuyer les plaques. Après avoir organisé des paris clandestins dans le quartier chaud de Shinjuku, à Tokyo, il s'est installé à Osaka et s'est reconverti dans l'immobilier au plus fort de la spéculation.

Cu faisait alors beaucoup d'argent dans la seconde « capitale » du Japon, une ville de commerçants connue pour son sens des affaires ainsi que pour son goût du profit et également pour être le fief de puissants syndicats du crime.

Plus ouvertement qu'à Tokyo s'est développée dans le Kansai (région d'Osaka-Kyoto-Kobe) une « économie noire », formée d'une multitude de sociétés naviguant en eaux troubles et sur laquelle règne un gotha interlope, composé de spéculateurs sauvages, dont, en l'occurrence, on dirait qu'ils sont « en odeur de mafia », et de truands affranchis. « L'argent propre s'est fait rare avec la récession, et ceux qui peuvent déplacer d'énormes liquidités d'argent sale tiennent le haut du pavé », estime Retsuke Miyawaki, ancien chef de la brigade antigang, aujourd'hui consultant auprès des entreprises.

Le scandale des *jusen*, organismes de crédit immobilier, en faillite avec 8 000 milliards de yens (400 milliards de francs) de dettes, dont 70 % sont irrécouvrables, révèle chaque jour davantage la collusion entre banquiers, spéculateurs de tout crin, administration des finances, politiciens alimentant leurs « caisses noires » et milieux les plus louches du sous-bois social.

Les dettes des *jusen* représentent un quart du total des mauvaises créances des banques (officiellement, 40 000 milliards de yens, sans doute le double) et l'on estime que 10 à 30 % de ces mauvaises créances sont tirées sur des entreprises de la frange grise de l'économie. Sur les trois cents entreprises débiteuses des *jusen*, ce sont celles du Kansai qui ont l'endettement le plus élevé.

ALORS que le gouvernement cherche à faire éponger une part des dettes des *jusen* par le contribuable, c'est la loi de la jungle sur le marché immobilier d'Osaka. Les entreprises immobilières, dont les actifs se sont effondrés avec le dégonflement de la « bulle » spéculative, sont aux abois. Et le monde « gangstero-affranchiste » étend son influence. Après avoir spéculé à la hausse (flage), il spéculé à la baisse (fisque) : les voyous occupent des locaux hypothéqués soit pour le compte du propriétaire, afin de bloquer leur vente, soit pour monnayer leur départ ou racheter le bien à meilleur prix. Devant l'impuissance de la justice, un promoteur de Tokyo, Kichinosuke Sasaki, contre-attaque en employant éga-



La frénésie spéculative qui s'est emparée du Japon à la fin des années 80 a permis à la mafia d'envahir l'économie nipponne. Le grand scandale des « jusen », organismes de crédit immobilier en faillite, constitue la partie la plus visible de la collusion entre banquiers, politiciens, affairistes et truands

lement des « gros bras » pour évacuer les locataires indésirables. Autre médiation de la pègre : en cas de bien hypothéqué plusieurs fois et dont la vente ne bénéficiera qu'au premier créancier, les moins bien placés préfèrent céder leur créance aux voyous pour qu'ils bloquent la vente ou obtiennent, avec leurs méthodes, la coopération du premier.

« La police connaît les noms de ceux qui tirent encore aujourd'hui les ficelles, mais leurs entreprises sont théoriquement légales. Et puis au cours de la « bulle », il y a eu trop de complaisances et de complicités de la part des milieux d'affaires, trop d'opérations louches pour lesquelles ils ont demandé l'intervention des truands pour qu'aujourd'hui ils puissent se retourner contre eux. Ici, on se sert moins d'un revolver que de l'information comme arme de persuasion », explique un journaliste travaillant pour des feuilles à scandale.

Comment s'est constituée cette « économie secondaire », la débâcle des *jusen* révélant que les secteurs sains de la société et ceux qui le sont moins ont partie liée ? Lorsque, à partir de 1986, le Japon commença sa flambée, le Japon pratiqua une politique de quasi-gratuité du crédit. Les banques avaient mis leurs caisses sur le trottoir, et d'énormes quantités de liquidités commencèrent à circuler. La Bourse montait au zénith et le prix du terrain faisait de même.

Ce fut la grande époque des spéculateurs sauvages et raiders de tout poil sur les marchés boursier et immobilier, ainsi que sur celui

des œuvres d'art (Les Noces de Stravinsky, de Picasso, a attiré entre les mains d'un affairiste douteux avant d'être saisi dans la cave d'une banque).

La fièvre spéculative a accentué la pénétration de l'économie par la pègre. Le Japon a le taux de criminalité le plus faible des sociétés industrialisées, mais il a aussi de puissantes bandes de truands (le Yamaguchi-gumi, qui a son fief dans le Kansai, compte 33 000 membres).

Les deux phénomènes ne sont pas contradictoires : peu meurtriers, les grandes bandes conte-

est devenu un intervenant dans la compétition économique.

Ces yakuzas entrepreneurs trouvaient des alliés naturels chez les hommes d'affaires peu scrupuleux qui ont fleuri sur le terreau de l'amoralisme lié à la rage de profit de l'époque. Ils avaient en commun le goût du risque et du gain ainsi qu'une aussi grande absence de scrupules. Les voyous leur apportaient ce qu'ils n'avaient pas : la violence ou sa menace pour « accélérer » la conclusion d'une affaire. Ces arnaqueurs du business, truands bon teint ou non mais nageant tous en eaux

nétration du monde des affaires par la pègre, a mis hors la loi les principales bandes (supposées être auparavant des « associations d'entraide »), mais elle a, du même coup, rendu le monde de la pègre plus opaque. Une partie des truands ont formellement quitté les bandes, ce qui ne signifie pas qu'ils se soient « lavés les pieds » (rangés).

Certains ont formé de nouvelles bandes, plus petites et plus violentes, et d'autres, dépourvus de casier judiciaire, ont formé des sociétés écrans, les « entreprises des jeunes frères » (*shatei kigyō*). « Nous ne pouvons pas apparaître directement dans le monde des affaires. Mais nous opérons par des intermédiaires », nous dit Tokutaro Takayama, chef du Aizu Kotetsu, bande de yakuzas régnant sur Kyoto.

Selon la police, vingt-cinq entreprises immobilières impliquées dans le scandale des *jusen* sont liées à la pègre. Mais la frange grise de l'économie dépasse de beaucoup ces sociétés étiquetées. La liste des principaux débiteurs des *jusen* dans le Kansai offre un édifiant tableau : Kenichi Sueno, président de la société immobilière Sueno Kosan, au départ un petit agent immobilier qui possède aujourd'hui cent quatre-vingts immeubles dans le centre d'Osaka, est connu comme l'« empereur de la nuit » dans les cabarets de la ville pour les liasses de billets qu'il porte sur lui. Ce flambeur est notamment lié à la pègre. L'intéressé s'insurge devant de telles « calomnies ». A la police, un inspecteur

fait un signe d'impuissance : il n'y a pas de preuve.

Il en va de même pour Asahi Juken, dont le président, Kizo Matsumoto, aurait appartenu au Yamaguchi-gumi. Le patron de Fuji Juken, Osamu Yasuhara, aurait, lui, des accointances avec la pègre coréenne... Une chose est certaine : tout ce beau monde s'est livré à la spéculation sauvage, avec, à la clef, des violences pour lesquelles ils avaient besoin de « gros bras ».

Lorsque éclata en 1990 le scandale Itoman (respectable maison de commerce d'Osaka entraînée dans l'« économie de casino » par des personnages interlopes, une saga qui se solda par une faillite de 700 milliards de yens), on pensa qu'on avait atteint un sommet. Erreur : la débâcle des *jusen* témoigne du caractère endémique des malversations qui se sont poursuivies après le dégonflement de la « bulle ».

Au cours de la fièvre spéculative, les *jusen* ont fait comme tous les organismes financiers : ils ont prêté à tout-va. En même temps, ils changeaient de nature : filiales d'établissements bancaires, créés pour financer l'acquisition de logements par les ménages, ils étendirent leur clientèle aux promoteurs, aux salles de pachinko (billard électrique nippon), etc., bref à tous ceux qui voulaient de l'argent.

Lorsqu'en 1990 le ministère des finances décida d'enrayer les excès de la « bulle » et d'encadrer le crédit, les *jusen*, qui n'étaient soumis à aucune réglementation spécifique (ni capital minimum ni ratio de solvabilité), poursuivirent leur aventureuse politique de prêts.

LES banques mères leur recommandaient leurs clients douteux et les *jusen* étaient peu regardants : un promoteur de Sendai, Takamatsu Kosan, a ainsi reçu en 1992 un prêt de 12 milliards de yens d'un *jusen*. Un an plus tard, son président était arrêté pour des incendies criminels à Sapporo. Tout le monde faisait de la « cavalerie » : les promoteurs, dont le patrimoine s'effondrait, et les *jusen* pour satisfaire les banques mères, qui recevaient des commissions avec de moins en moins de garanties, sur la valeur réelle du bien en gage. « Ils ne venaient même pas voir le terrain garantissant le prêt », rappelle, avec nostalgie, Yamamoto.

Or, dès cette époque, les banques et le ministère des finances savaient que l'on allait à la catastrophe. Les fonctionnaires des finances en retraite, « parachutés » à la tête des *jusen*, pratiquaient la fuite en avant, et les banquiers pensaient que les coopératives agricoles finançant les *jusen*, l'Etat ne les laisserait pas sombrer étant donné le poids électoral du monde paysan. Un calcul qui se révèle juste. Tout aussi cynique est aujourd'hui la réflexion d'un banquier : « L'Etat a encaissé des milliards en impôts sur les plus-values des terrains. C'est normal que les derniers publics servent à liquider les *jusen*. De toute façon, les créances sont irrécouvrables : pour recouvrer 10 %, on devra dépenser la moitié en action judiciaire. Cela n'en vaut pas la peine. »

Les lenteurs de la justice, le manque des droits des locataires, qui peuvent bloquer la vente d'un immeuble hypothéqué, et les menaces (l'assassinat en 1994 du directeur de la banque Sumitomo à Nagoya, qui avait dirigé celle d'Umeda à Osaka, haut lieu de la spéculation sauvage) ont donné à réfléchir.

Les truands maîtres du jeu ? Ils sont puissants dans l'« économie secondaire », mais ils ne sont pas les seuls. Surtout, ils n'ont pas provoqué l'« économie de casino », mais ont simplement nagé dans le courant. « Le plus souvent, nous avons travaillé à la demande de banques ou de promoteurs qui sont encore plus gourmands que nous : ce n'est pas nous qui avons gagné le plus. Beaucoup d'entreprises sont plus délinquantes que nous », affirme le « parrain » de Kyoto, Takayama.

Persone dans les milieux politiques ou économiques ne souhaite vraiment crever l'abcès, ce que sait parfaitement le gotha gangstero-affranchiste d'Osaka.

Philippe Pons

Dessin : Damien Chavanat

« Le Rendez-Vous des politiques »/Robert Badinter, ancien président du Conseil constitutionnel

« Nos sociétés sont de plus en plus soumises au contrôle de la justice »

L'ancien garde des sceaux souligne que les démocraties modernes sont désormais saisies par le droit. Il considère toutefois que le « tout-judiciaire » est impossible et doit laisser place au développement de l'arbitrage dans les relations internationales comme dans les conflits sociaux

ROBERT BADINTER, ancien président du Conseil constitutionnel, était l'invité, dimanche 17 mars, sur France-Culture, du « Rendez-vous des politiques », émission mensuelle organisée en association avec Le Monde. Les écrivains Danièle Sallenave et Philippe Sollers, le chroniqueur et historien Alain-Gérard Slama participaient également à cet entretien, dont nous publions de larges extraits.

« On assiste depuis quelques années à une « judiciarisation » de la vie politique et sociale en France, les juristes occupant une place croissante dans le règlement des conflits, soit par l'intervention directe de la justice, soit par le recours à des procédures plus souples comme la médiation ou l'arbitrage. Que pensez-vous de cette évolution ?

« Nous vivons en effet dans un univers dans lequel la production des normes s'accroît sans cesse. A l'inflation des lois, règlements, arrêtés, s'ajoute la masse énorme de la législation européenne. Nous sommes une société saisie par le droit. Ce n'est pas le propre de la France, c'est vrai aussi de toute l'Europe occidentale et plus encore des Etats-Unis. Cela fait partie de notre civilisation fin de siècle : nos sociétés sont désormais « hyperjuridicisées » et, par voie de conséquence, de plus en plus soumises au contrôle de la justice.

« Cette montée en puissance de la justice ne comporte-t-elle pas des dangers pour la démocratie ?

« Avant d'en évoquer les dangers, il faut en souligner les bienfaits. Vous parlez de montée en puissance, mais ce n'est pas le juge qui, par une sorte de coup de force juridique, se serait emparé du pouvoir. C'est la conséquence du rôle de plus en plus important joué par l'institution judiciaire. Les citoyens, auxquels sont reconnus de plus en plus de droits subjectifs, sont enclins à les faire valoir, dans un monde où ils se sentent désemparés. Le recours en justice reste leur

arme ultime. La réponse du juge, de surcroît, a d'autant plus de force qu'aujourd'hui la justice est extrêmement médiatisée. Les décisions de justice, dans tous les domaines, prennent une importance considérable, dès le moment où elles sont largement diffusées et commentées.

« Dites-vous, comme certains, que c'est cette conjugaison du pouvoir des juges et de celui des médias qui peut mettre en péril la démocratie ?

« On a souvent parlé, à propos du Pentagone, du complexe militaro-industriel. De la même manière, la conjonction médiatico-judiciaire détient une puissance considérable, sinon insaisissable, dans la démocratie moderne. L'interrogation majeure vient de ce que ces deux pouvoirs s'exercent avec d'autant plus de force qu'on voit mal où se situe leur responsabilité. L'erreur ou la faute de la presse peut être, dans certains cas, sanctionnée par la justice, mais cette possibilité ne paraît guère en prévenir le renouvellement. Quant à la responsabilité du juge, où est-elle ? Que le juge méconnaisse une règle de procédure pénale dont le respect s'impose à lui, que la Cour de cassation déclare nul, des années plus tard, l'acte du juge qui a pu causer à son tour, à son honneur, un tort considérable, quelles en seront les conséquences pour le juge lui-même ? Qui jugera le juge incapable ou malveillant dont l'erreur ou la faute professionnelle est prouvée ? La question de la responsabilité du juge, d'un juge de plus en plus puissant dans notre société, est esquivée.

Alain-Gérard Slama. — Nous entrons dans une société dans laquelle on invoque souvent le droit contre la loi. Le droit ne risque-t-il pas de devenir l'outil d'une remise en cause de la loi, dès le moment où des droits particuliers s'affirment contre le principe général posé dans la loi ?

« Je ne comprends pas comment on peut opposer le droit à la loi. Si cela veut dire que, lorsque la loi est votée, elle doit être conforme aux droits fondamentaux, alors l'on se réfère au contrôle de constitutionnalité des lois, et j'en suis partisan. Si cela veut dire que les droits peuvent méconnaître la loi, alors que les droits sont établis par la loi, je vois mal comment cette contradiction peut naître.

Philippe Sollers. — N'y a-t-il pas, au-delà de cette extension du droit, quelque chose de plus inquiétant, qui serait comme une crise de la loi elle-même ? Je pense, pêle-mêle, à l'actuelle épandage de suicides de policiers. Ou au général Mladic qu'on a vu apparaître à la télévision, faisant du ski, alors qu'il est poursuivi pour crimes de guerre. Ou encore au terrorisme à propos duquel vous avez récemment dénoncé au Sénat le renforcement de l'arsenal répressif qui, dites-vous, pourrait susciter des réactions de révolte. Parions concrètement de ces divergences entre la loi et son application.

« Il est toujours hasardeux d'interpréter les suicides. Mais il est vrai que le métier de policier s'exerce dans des conditions difficiles. Beaucoup d'entre eux sont transplantés de la province en région parisienne, ce qui peut entraîner, étant donné les tensions de leur milieu, des conséquences dépressives.

« Quant aux criminels de guerre qui font du ski, c'est une provocation électorale. Non pas qu'ils fassent du ski, mais qu'ils ne soient pas là où ils devraient être, c'est-à-dire devant le Tribunal pénal international de La Haye. Les voir ainsi filmés complaisamment à la télévision, faisant un pied de nez à la justice internationale, c'est insupportable quand on sait ce qu'il s'est passé en Bosnie. Néanmoins, l'instauration de ce tribunal pénal est un réel progrès. A Nuremberg, on avait une justice de vainqueurs. A La Haye, il s'agit d'une véritable justice internationale qui offre des garanties objectives.

« Je suis un de ceux qui ont plat-

de la plus fermement pour la création de ce tribunal. Même si quelques criminels seulement doivent être jugés, au moins la conscience morale de l'humanité n'aura pas été absolument betonnée. L'institution existe, elle dispose de magistrats de grande qualité et a déjà obtenu des résultats. Je sais bien qu'on ne met pas toujours une grande énergie pour faire ce qu'il faut. L'objet d'un mandat, mais il faut prendre en compte un facteur décisif : c'est l'imprescriptibilité, c'est le temps. Tel général peut piastromer et faire le fignafion devant la caméra, mais il ne peut pas sortir de la région dans laquelle il se trouve et, au long de sa vie, partout où il ira, il risquera de voir apparaître un gendarme pour l'arrêter. C'est un pas très important. Je suis plus inquiet pour le tribunal chargé de juger les crimes au Rwanda, qui dispose de très peu de moyens, dans une sorte d'indifférence.

Danièle Sallenave. — Finalement, pourquoi faut-il des arbitres ? Le choyen moyen ne va-t-il pas se dire que les affaires de ce monde sont un jeu dans lequel des personnalités plus compétentes que lui prennent en charge ce qui lui est inaccessible ? N'y a-t-il pas le risque d'une dérive, d'un abandon de vigilance derrière la figure rassurante de l'arbitre ?

« La différence majeure entre un juge et un arbitre, c'est que vous ne choisissez pas le premier, alors que le second est choisi par un accord

entre les parties. Il y a là une sorte de contrat de confiance. Nous sommes, je crois, à un moment décisif de l'histoire de la justice : je suis convaincu que le tout-judiciaire est impossible et qu'au fond il n'a pas de raison d'être. Il n'est pas nécessaire d'être passé par l'école de la magistrature pour décider si la garde d'un enfant doit être attribuée à la mère plutôt qu'au père. Il est va de même pour les questions de loyers, de troubles de voisinage et bien d'autres litiges quotidiens. La justice, parce qu'elle est lourde, formaliste, lointaine, coûteuse, lente, n'est pas vouée à régler tous les conflits dans une société. Ce qui demeure, en revanche, la fonction irremplaçable du juge, c'est de veiller au respect de la loi et à celui de la liberté individuelle.

« Je pense que toutes les forces de médiation sont utiles. Certains types de conflits appellent ce que je dénommerai des circuits de dérivation. C'est notamment vrai des rapports entre les Etats. Il suffit de regarder l'Europe centrale et orientale, où se posent des problèmes de libre circulation des personnes, d'accès aux sources de l'énergie, de respect des langues minoritaires, etc., pour le comprendre. Vous n'allez pas soumettre ces litiges à la Cour internationale de justice. En recourant à une médiation internationale, c'est-à-dire à des personnalités choisies pour examiner les moyens d'apaiser la crise et concilier les parties, vous éviterez l'affronte-



ment direct entre deux Etats.

« Il en va de même pour les conflits sociaux. L'affrontement social doit être l'ultime recours. Il faut d'abord épuiser toutes les formes possibles de solution du conflit, notamment par la voie de la médiation.

D. S. — On peut imaginer en effet que, dans une société qui n'est pas en proie à la haine des classes, l'affrontement laisse place à la conciliation, mais entre deux nations décidées à se battre, comme dans l'ex-Yougoslavie, comment faire pour que l'arbitrage ne reste pas impuissant ?

« Vous ne résoudrez pas par l'arbitrage le conflit armé qui existe déjà : quand on échange des obus et des balles, on échange rarement des conclusions. Quand le conflit a éclaté, il est pratiquement impossible de recourir à l'arbitrage. C'est pourquoi il faut que l'obligation de recourir à la médiation ou à l'arbitrage préexiste à la naissance du conflit. De même que, dans un contrat, vous prévoyez une clause d'arbitrage, de même, dans l'ordre international, il est important que les parties s'obligent, à la demande de l'une d'elles, à aller devant une commission de conciliation. C'est le cas de la Cour européenne de conciliation et d'arbitrage, dont j'ai, avec une petite inflexion, obtenu la création au sein de l'OSCE par la convention de Stockholm en 1992, signée par trente-trois Etats européens et ratifiée par quatorze d'entre eux. Mais encore faut-il que l'utilité de telles institutions pénètre la conscience des gouvernements. La tâche n'est pas finie tant s'en faut.

E. S. — Revenons à la question du terrorisme. La démocratie n'a-elle les moyens de lutter contre le terrorisme, sans entrainer des effets contraires à ses buts recherchés ?

« Pour vaincre le terrorisme, il faut prendre en considération des données fondamentales : le terrorisme ne peut prospérer qu'à la condition de bénéficier de relais souterrains dans la population. Donc, lorsqu'on prend des mesures d'ordre législatif, il convient de faire bien attention à ce qu'elles soient exactement proportionnées à ce qui est nécessaire.

« Les textes qui ont été votés paraissent parfaitement inutiles au regard de l'actuel arsenal législatif. Ils risquent d'être utilisés en priorité contre les populations issues de l'immigration, qui se sentent, du même coup, rejetées, exclues, visées par la loi. Le risque est alors de voir monter une solidarité redoutable entre les terroristes et les jeunes de ces communautés. L'Etat de droit doit, tout en restant ferme, refuser l'exces des commodités répressives qui engendrent, chez ceux qui en sont la cible, le sentiment qu'ils sont persécutés. Car cela, c'est le terrain qui nourrit le terrorisme. »

Propos recueillis par Thomas Ferençik

L'avocat devenu conciliateur

EN ABANDONNANT en 1986 ses fonctions de garde des sceaux, Robert Badinter laissait pour principal héritage l'abolition de la peine de mort, dont la gauche, au moment du bilan, devait tirer une juste gloire. Devenu président du Conseil constitutionnel, il le quittait en 1995, son mandat achevé, après avoir donné à cette institution un lustre et un prestige inégalés.

A près de soixante-huit ans (il est né le 30 mars 1928), l'ancien ministre ne manque pas d'activités. Il est l'auteur d'une pièce à succès consacrée au procès d'Oscar Wilde.

Elu au Sénat en septembre 1995, il sait l'utiliser comme une tribune politique : il y a un mois, il dénonçait l'« inflation répressive » du gouvernement, en réponse à Jacques Toubon qui présentait un projet de loi tendant à inclure parmi les actes de terrorisme « l'aide à l'entrée, à la circu-



ROBERT BADINTER

tion ou au séjour irréguliers d'un étranger ». Mais sa grande affaire, c'est la mise en place de la Cour européenne de conciliation et d'arbitrage, créée en 1992. Cette institution, présidée par Robert Badinter, aura pour mission de régler les différends entre les Etats européens.

L'ancien président du Conseil constitutionnel croit beaucoup, explique-t-il, au développement de la fonction d'arbitrage afin de prévenir les conflits. Dans un tout autre domaine, il a été choisi il y a un mois par le tribunal de commerce de Paris, avec le Britannique Lord Wakeham, comme « mandataire ad hoc » pour tenter de concilier les intérêts d'Eurotunnel, ceux de ses actionnaires et ceux de ses banquiers.

T. F.

Worldwise

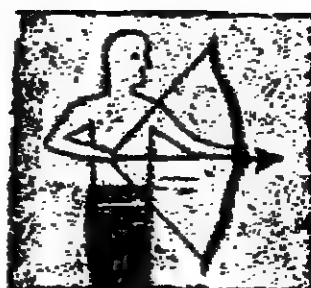
Le Monde

MUTATIONS
Pour réussir,
l'automatisation
doit être conçue
avec les
utilisateurs
page IV



PORTAIT
Bernard Lemée, un tacticien
au service de la banque
page III

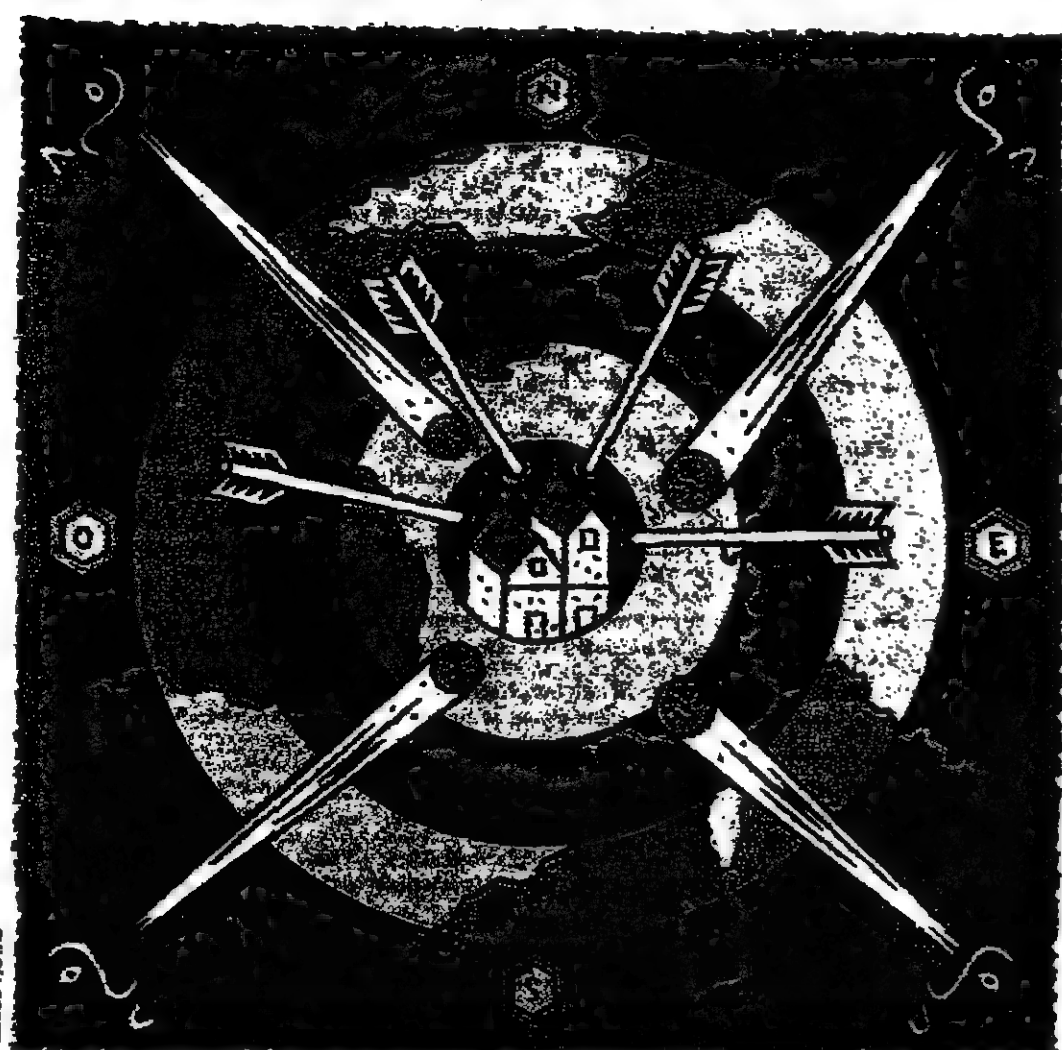
Le Monde des INITIATIVES



**DEMAIN
DANS
INITIATIVES
EMPLOI**
Réveiller
les projets
dormants

ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XII

MARDI 19 MARS 1996
METIERS



Le marketing s'allie à la géographie

Gardé
jalousement
secret dans
certaines entreprises,
le géomarketing
permet d'affiner
et de visualiser
les informations
commerciales

teur. En intégrant au logiciel des données propres à son secteur, l'entreprise possède alors une mine d'informations aux applications multiples. D'abord, la visualisation d'un réseau de vente ou d'un portefeuille de clients.

« Grâce à une fonction zoom avant et zoom arrière l'utilisateur quelle implantation géographique choisir? Comment se positionner par rapport à la concurrence? Si l'ordinateur ne décide pas à la place du responsable, il peut livrer des indices convaincants. Certains l'ont bien compris. La toute nouvelle association Retail GIS (Geographic

La France vue à la loupe

Jusqu'où peut-on glaner des données sans porter atteinte à la vie privée? Cette question connaît une acuité nouvelle avec le développement du géomarketing, fondé sur l'utilisation des typologies sociodémographiques toujours plus fines. La CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a émis un avis à l'égard de l'Insee à propos des agrégations de données qui résultent du recensement de la population.

Dans les communes de moins de 5 000 habitants, le niveau d'agrégation des données ne peut être inférieur à l'échelle de la commune et dans les communes plus grandes ce niveau ne peut être inférieur à 5 000 habitants. Par ailleurs, la directive européenne d'informatique et de libertés du 23 novembre 1995 vise à renforcer la protection de l'individu en posant notamment le principe d'un droit d'opposition à figurer sur un fichier. Elle devra être transposée dans le droit des Etats membres de l'Union européenne au plus tard dans les trois ans.

choisit l'échelle de carte adaptée à sa recherche. Sur un territoire sélectionné, il peut transposer un fichier clients en un nuage de points sur la carte. Ceci grâce à une technique de géocodage», décrit, enthousiaste, Christophe Girardier. Le SIG représente un précieux outil pour une entreprise qui souhaite développer son réseau.

Information System) créée en janvier 1996 a intégré des données et indices au SIG des professionnels de la distribution spécialisée (les enseignes type ETAM, Nicolas...) située en centre ville et périphérie.

Clarisse Fabre
lire la suite page III

Sil existe une formule résumant à elle seule le concept de géomarketing, c'est « Dis-moi où tu habites, je te dirai qui tu es ».

Ce concept n'est pas nouveau. Les spécialistes du marketing se sont toujours appuyés sur la géographie et l'analyse sociodémographique du territoire pour définir une stratégie commerciale», explique Denis Bled-Charreton, directeur de Line Data Core, cabinet d'études spécialisé dans le géomarketing.

En revanche, la possibilité de visualiser sur l'écran d'un micro-ordinateur une carte de France interactive, à laquelle sont associées des bases de données essentiellement sociodémogra-

phiques, fait son apparition. Le tout se nomme Système d'information géographique (SIG).

Venu des Etats-Unis, le SIG est utilisé en France depuis le début des années 90 dans le marketing, bien sûr, mais aussi dans d'autres domaines, notamment public (la préfecture de Bordeaux a utilisé le SIG pour assurer le suivi d'événements exceptionnels comme des manifestations). Théoriquement, ses utilisateurs doivent au préalable soumettre un dossier à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Véritable « secret défense » dans certaines entreprises, le SIG permet de compiler un grand nombre de données, parfois à l'échelle très fine d'un quartier, et d'obtenir un maillage du territoire digne des campagnes napoléoniennes! A condition toute-

fois d'intégrer les informations pertinentes, et elles seules. C'est là que les cabinets d'étude spécialisés interviennent et vendent leur savoir-faire aux entreprises.

Le moteur du SIG c'est le logiciel cartographique. « A l'origine est la conviction que 75 % des données dans une entreprise ont une composante géographique. Les SIG constituent de nouvelles clés pour valoriser ce capital informations », estime Christophe Girardier, directeur commercial et marketing de la société Alsoft, un des principaux éditeurs de logiciels cartographiques en France. Son produit, Géoconcept, comprend deux types de cartes : les cartes scannées et les cartes vecteurs disponibles à toutes les échelles du territoire, depuis la France entière jusqu'aux plans de rues. Les premières sont tout simplement

des cartes « papier » qui ont été scannées et restituées sur l'écran de l'ordinateur avec une très grande qualité visuelle mais elles ne sont pas interactives et, dans un sens, sont muettes. D'où l'invention de la carte vecteur « intelligente » conçue par ordinateur. Beaucoup plus abstraite, elle comprend trois types d'éléments (le découpage administratif du territoire ; les points représentant les villes ; enfin, les lignes indiquant les routes, fleuves et voies ferrées) livrés avec des données de l'Insee.

Concrètement, il suffit de cliquer sur une ville et de « sortir » sa fiche signalétique pour voir apparaître des informations essentielles (nombre d'habitants, solde migratoire, etc.). Les cartes « papier » et vecteurs sont superposables sur l'écran de l'ordi-

**Ingénieur.
Pour
quel monde ?**

Rendez-vous en dernière page.

**HEWLETT
PACKARD**

EUMETSAT

EUMETSAT est une organisation
intergouvernementale regroupant
17 Etats européens
• Allemagne • Autriche • Belgique
• Danemark • Espagne • Finlande
• France • Grèce • Irlande
• Italie • Norvège • Pays-Bas
• Portugal • Royaume-Uni
• Suède • Suisse • Turquie

Établie en 1986 et située à Darmstadt
en Allemagne, EUMETSAT est chargée
de la mise en place, du maintien et de
l'exploitation de systèmes européens de
satellites météorologiques.

Nous recherchons

**INGÉNIEUR SPECIALISTE
DES PLATES-FORMES
SATELLITAIRES**

**INGÉNIEUR EN
TELECOMMUNICATIONS**

**INGÉNIEUR TRAITEMENT
DES DONNÉES**

**INGÉNIEUR STATION
SOL**

**INGÉNIEUR SECTEUR
SOL**

ESSEC

PROGRAMME DOCTORAL

*Pour devenir professeur,
chercheur, conseiller en gestion
et économie d'entreprise*

■ Programme Post-DEA de préparation à une thèse de
Doctorat IAE d'Alx-ESSEC ou autre université
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Economie
■ Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
Durée des travaux : 2 à 3 ans
Possibilités de bourses de recherches significatives

■ Pré-recrutement possible en DEA « Sciences de Gestion »
IAE d'Alx-ESSEC ou Paris X - ESSEC - HEC
Diplôme requis : 2^e cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion.

■ Date limite des candidatures : 15 juin 1996

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC • BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex France
Téléphone : 33 (1) 34.43.30.85

* Etablissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles
Programme bachelier du secteur de la PNEC
(Fédération Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises)
Groupe ESSEC, Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé.

Les nouvelles formations d'ingénieurs ont attiré moins de monde que prévu

Créées en 1990 à la suite du rapport Decomps, elles ont cependant permis à 1 453 techniciens de changer de statut

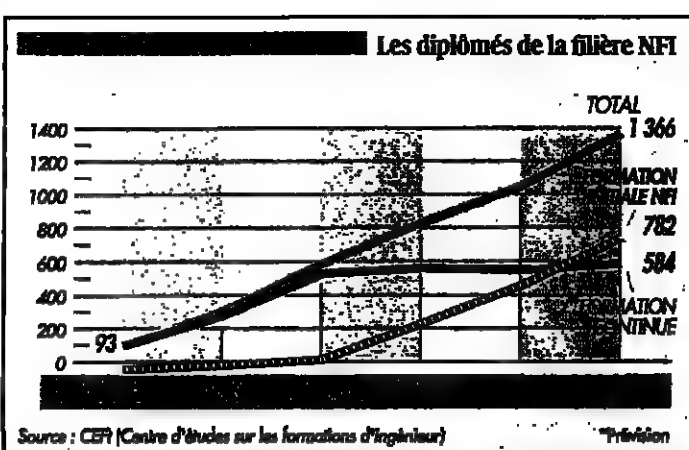
BERNARD MAGAND avait délaissé les maths et la physique depuis belle lurette lorsqu'il a décidé, à quarante-deux ans, de préparer un diplôme d'ingénieur par la voie de la formation continue. C'était en 1991. « Je commençais à m'essouffler, je plafonnais », confie ce titulaire d'un DUT de génie électrique, alors responsable de maintenance chez GIAT Industries. Après avoir obtenu le feu vert de sa direction, il a, pendant trois ans, mené de front les cours à l'Institut supérieur des techniques productives de Saint-Etienne (ISTP) (le vendredi et le samedi matin) et dans son entreprise la réalisation d'un projet lié à cette formation tout en assumant sa charge de travail habituelle. « Ça a été un énorme sacrifice, reconnaît l'intéressé, trois ans, c'est long et il a fallu renoncer à pas mal de soirées et de week-ends... ». Devenu responsable d'une ligne de fabrication comptant une centaine d'opérateurs, l'ancien technicien assure toutefois que le jeu en valait la chandelle. L'obtention du diplôme d'ingénieur lui a permis de valoriser son statut, d'augmenter son salaire, d'offrir ses perspectives d'évolution mais aussi de changer d'air, d'ouvrir son champ de vision et de prendre du recul : « A la fin de la formation, j'étais un peu épuisé mais maintenant je sais que si c'était à refaire, je le refaisais... ».

Bernard Magand fait partie des 1 453 techniciens qui, depuis cinq ans, ont décroché le titre d'ingénieur par la voie de la formation continue grâce aux nouvelles formations d'ingénieurs (NFI). Lancées en fanfare en 1990, suite au

rapport de Bernard Decomps, ces nouvelles filières prévoyaient alors de former 8 000 ingénieurs par an à l'horizon de l'an 2000, le tiers par la voie de la formation initiale et les deux autres tiers par la voie de la formation continue. Il s'agissait, à cette époque de reprise de la croissance et de pénurie d'ingénieurs, de répondre à la fois aux besoins grandissants des entreprises et de remédier au problème des techniciens qui, après trente-cinq ans, se retrouvent fréquemment bloqués dans leur carrière. Le tout en valorisant un nouveau profil d'ingénieur davantage axé sur la production et le terrain, sanctionné par un diplôme reconnu nationalement et habilité par la commission des titres.

Six ans plus tard, force est de constater que, sur le plan quantitatif, les résultats ne sont guère à la hauteur des prévisions et que la formation initiale a complètement supplanté la formation continue. En 1995, seuls 1 643 stagiaires ont rejoint l'une de ces nouvelles filières et, parmi eux, un tiers seulement l'ont fait par la formation continue. Mis en parallèle avec les 800 000 techniciens concernés, ces chiffres donnent la mesure du décalage existant. Pourtant, si l'on s'intéresse aux techniciens qui ont tenté l'aventure, le bilan est loin d'être aussi déprimant. Le taux d'abandon en cours de route, par exemple, s'avère extrêmement faible. A l'ENIC (Ecole nouvelle d'ingénieurs en communication), sur les 260 stagiaires accueillis en formation continue depuis 1990, seuls trois d'entre eux n'ont pas obtenu le diplôme. A l'ISEP (Institut supérieur des techniques électroniques de Paris), on ne signale que le cas d'une personne qui a été amenée à reporter d'une année le passage de l'examen. Des chiffres d'autant plus surprenants que, comme le raconte Bernard Magand, l'effort demandé est loin d'être négligeable. Marie-Pierre, trente-huit ans, qui a démarré sa formation à l'ENIC début janvier, confirme d'ailleurs ses dires : « C'est vrai que je me suis dit qu'il allait être difficile de tenir trois ans... ». Titulaire d'un DUT informatique et décidée à décrocher un titre d'ingénieur pour garantir la seconde partie de sa vie professionnelle, cette mère d'un enfant commence néanmoins à trouver sa vitesse de croisière : « C'est surtout une question d'organisation... ».

Autre motif de satisfaction : l'implication des entreprises dans le processus de formation. « Elles délèguent des tuteurs, participent aux réunions et assurent le reclassement à la sortie », confirme Jamila Ouzahra, responsable du service formation continue et des NFI au CNAM. De fait, à la sortie de l'école, le technicien, envoyé par son entreprise, n'a généralement aucun problème pour se voir reconnaître le statut d'ingénieur. Marie-Pierre, employée dans une entreprise de services informatiques, sait déjà que son employeur lui réserve, à l'issue de sa formation, un poste d'informaticienne en recherche et développement. « C'est dans la logique des choses, commente Claude Boyer, directeur de l'ISTP. Envoyer un technicien en formation coûte cher et si l'entreprise le



Source : CEF (Centre d'études sur les formations d'ingénieurs)

La filière nouvelles formations d'ingénieurs a permis de former 8 000 techniciens par an à l'horizon de l'an 2000.

« Trois ans, c'est long et il a fallu renoncer à pas mal de soirées et de week-ends »

fait c'est qu'elle a quelque chose à lui proposer derrière... ». En dépit des aides de l'Etat, variables selon le nombre de salariés, le coût reste effectivement élevé : l'investissement moyen se situe aux alentours de 350 000 francs par personne formée. Sans compter les problèmes d'organisation liés à l'absence de la personne.

EFFECTIFS RÉDUITS

Des facteurs qui expliquent qu'en dépit du bilan qualitatif très positif, tant du côté des employeurs que des techniciens, les flux ne suivent pas. Le ralentissement de la croissance doit aussi y être pour quelque chose. Tout comme l'augmentation considérable d'ingénieurs formés par les grandes écoles qui diminue d'autant le nombre de postes à pourvoir dans les entreprises.

« D'autre part la gestion des ressources humaines est rarement planifiée à moyen terme et il est souvent difficile pour une entreprise de savoir si elle aura ou non besoin d'un ingénieur d'ici trois ans », indique Dominique Catter, responsable des rela-

tions entreprises et de l'alternance à l'ENIC. Enfin comme le souligne Maurice Pinkus, directeur emploi formation à la FIEE (Fédération des industries électriques et électroniques), les candidats ne se sont pas non plus bousculés au portillon : « Contrairement à ce qui a été dit, ça n'intéresse pas autant de monde que ça. Le nombre de techniciens est peut-être élevé mais tous n'ont pas le potentiel pour devenir ingénieur et tous ne sont pas non plus suffisamment motivés pour, en plus de leurs vies professionnelles et familiales, s'engager dans ce type de démarche... ».

En France, on sait surtout faire de la formation initiale axée sur des profils classiques. C'est dommage. Peut-être serait-il bien de réorienter certaines filières traditionnelles vers l'apprentissage ou les NFI. Ce serait une façon de diversifier les profils d'ingénieur mais aussi d'inciter les écoles à inventer des dispositifs nouveaux, d'innover sur le plan pédagogique et d'élargir leur réflexion... Une piste à cogiter...

Nathalie Mlekuz

Un an pour faire le tour des métiers

Quand un jeune n'aime pas l'école, se frotter aux réalités peut l'aider à s'orienter

LS ont quatorze ans et ils en ont par dessus la tête de l'école. Certains n'y mettent d'ailleurs plus les pieds depuis bien longtemps. Il était urgent de concevoir une solution pour eux, de les aider à retrouver le goût d'apprendre en se frottant à la vie concrète. C'est ainsi que les collèges se sont dotés récemment de « troisièmes d'insertion », tandis que la loi quinquennale sur l'emploi de décembre 1993 donnait la possibilité aux régions - désormais en charge de la formation professionnelle des jeunes - d'ouvrir des « classes d'initiation préprofessionnelle par alternance » (CIPA ou CLIPA : le sigle n'est pas encore fixé. Ce sera sans doute CLIPA).

Les troisièmes d'insertion sont encore trop récentes pour qu'on puisse mesurer leur efficacité. Et le fait qu'elles fassent partie des collèges relativise leur nouveauté : même si elles incluent des temps en entreprise, elles restent dans un cadre classique. En revanche, les CIPA-CLIPA constituent une nouveauté radicale : elles permettent à des centres de formation d'apprentis (CFA) d'accueillir des moins de seize ans.

C'était une demande récurrente d'un certain nombre de secteurs artisanaux que de pouvoir de nouveau embaucher des apprentis dès quatorze ans, plus faciles à intégrer, moins marqués par les années d'échec scolaire et d'inactivité. Plus dociles aussi. La loi de 1993 ne va pas jusque-là.

Mais elle crée des situations qui y ressemblent et qu'il faut bien baliser si l'on veut éviter les dérives. La mise en place des CIPA-CLIPA s'est donc faite dans un contexte de grande prudence, voire de réticence. Les décrets d'application de la loi ne sont pas encore parus.

L'île-de-France a obtenu l'autorisation d'expérimenter la formule voilà bientôt deux ans, mais elle reste seule à ce jour. « Nous nous sommes mis d'accord sur certains principes de base avec la ré-

gion, explique-t-on à la direction des lycées et collèges. Les jeunes restent sous statut scolaire et nous suivons ces statuts scolaires de près. Nous attachons la plus grande importance à ce que toutes les possibilités d'orientation leur restent ouvertes. Ces classes ne doivent pas être une voie de pré-recrutement pour l'apprentissage de telle ou telle profession... ».

« Ces classes ne doivent pas être une voie de pré-recrutement pour l'apprentissage de telle ou telle profession »

Le principe est de faire découvrir à chaque jeune plusieurs métiers tout en l'aidant à mûrir son choix. L'année 1994-1995 a connu des points faibles : il n'a pas été possible, par exemple, d'empêcher certains CFA de l'aillement de ne recruter que pour leur spécialité au lieu de se comporter en sas d'orientation : « Difficultés de démarrage », dit-on à la région. En revanche, certains résultats ont encouragés : en s'associant avec quatre autres CFA de la métallurgie, des transports, du bâtiment et de la réparation automobile, le CFA parisien de la vente a permis à une trentaine de jeunes en difficulté d'expérimenter une grande variété de métiers. En définitive, la majorité d'entre eux s'est orientée vers l'apprentissage, mais en faisant des choix très divers : deux ont opté pour le report au collège. Sur les quelques cent-quarante jeunes de la première « tournée », ils sont onze à avoir fait ce dernier choix.

Marie-Claude Bettender

PORTES OUVERTES. Le groupe Essec organise, le 23 mars prochain, une journée portes ouvertes sur les formations complémentaires dans les locaux de l'Essec-IMD au CNIT à la Défense. C'est l'occasion d'obtenir des informations sur les admissions en titre en deuxième année, les masters spécialisés (il y en a dix allant des techniques financières à la gestion marketing en passant par le management et l'ingénierie logistique, le droit des affaires internationales, etc.) et l'Institut de management hôtelier international.

CADRES DIRIGEANTS. Le groupe Edhec, en collaboration avec son homologue berrichon l'Eshec, vient d'ouvrir un nouveau programme en formation continue : le DSMA, diplôme spécial en management avancé destiné aux cadres dirigeants. Au programme : des modules de trois jours par mois, se déroulant à Lille ou à Bruxelles, pouvant être suivis de façon indépendante et présentant des expériences d'entreprise, des études de cas et des outils logiciels. Edhec, 58, rue du Fort, 59046 Lille Cedex.

DIPLÔME FRANCO-MEXICAIN. Dès la rentrée d'octobre 1996, l'ICN, école de commerce implantée à Nancy, proposera, grâce à un accord conclu avec l'université de La Salle à Mexico, un double diplôme franco-mexicain en management des affaires internationales. Objectif : former des cadres export spécialisés dans les relations Amérique-Europe, susceptibles d'intégrer de grands groupes industriels français souhaitant développer leurs activités en Amérique latine ou des PME françaises ou mexicaines désireuses de s'ouvrir à l'export. Ouverte à tous les étudiants français ou étrangers titulaires d'un diplôme bac + 4, la formation est prévue sur douze mois, dont deux au Mexique. Contact : ICN, pôle Jorain de gestion, 13, rue Michel-Ney, 54057 Nancy Cedex.

NOUVEAUX MÉTIERS DU BOIS. Les PME du bois se tournent vers le métier porteur de l'agencement (commerce et bureaux, halls d'accueil, cuisines...). Pour répondre à leur demande, l'AFPA propose depuis janvier 1996 une formation de menuisier d'agencement de niveau V qui s'acquiert au travers d'un parcours personnalisé. Cette formation permet d'évoluer ensuite vers des fonctions d'ouvrier hautement qualifié, de chef d'équipe, de technicien. Ce perfectionnement peut être préparé par correspondance. Contact : AFPA, tél. : (06-71) 48-70-50-50.

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE
Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1978
• Classes Prépa. ESC et classes pilotes HEC
• Corps professoral réputé
• Suivi personnalisé et groupes homogènes
• Admission sur dossier pour bacheliers S, ES, L
Glasses "pilotes" HEC
Conditions d'admission
• Voies scientifiques et économiques pour les bacheliers titulaires d'une mention et les admissibles aux concours
PCS Groupe ESLSICA
1, rue Bouguenille 75007 Paris
Tél. : (1) 45.51.32.59
Enseignement Supérieur Privé

INSAM
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT
4 ans de formation internationale au management
Études à Paris, États-Unis, Europe
Admission 1^{re} année : bac + concours, 2^{me} année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).
eslsica
1, rue Bouguenille, 75007 Paris - France
Tél. : (1) 45.51.32.59
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FONDÉ EN 1949 - RECONNU PAR L'ÉTAT

INA PG
Au moment où de nouvelles mesures concernant l'apprentissage sont en discussion au Parlement, Michel MAISONNIAL (1), président de l'association pour le développement de l'apprentissage dans les sciences et technologies du vivant (ADASEV) et Paul VIALLE, directeur de l'Institut National Agronomique Paris Grignon (INA PG) remercient les entreprises qui, en 1996, comme déjà en 1995, ont accepté d'être leurs partenaires dans la mise en oeuvre d'une formation par alternance de qualité entre Ecole et Entreprise : la formation d'INGÉNIEURS de l'INA PG(2) par l'APPRENTISSAGE, assurant ainsi la promotion de cette modalité de formation au plus haut niveau !
Entreprises partenaires : Altis Conseil, Anchan, Bongrain, Clause, Conseil Général des Hauts de Seine, Danone, Ducros, Eridania Beghin Say, Générale Sucrière, IBM, ITCF, L'Oréal, Madison France, Nestlé, Pernod Ricard, Rhone Poulenc Agro, Rhone Poulenc Rorer, Sagal Guyomarc'h, Secodip, Sodexho, Sopra, Uniparc, Unilever, Ville de Paris.
(1) M. MAISONNIAL est Président directeur général de SOPRA, filiale ZENECA.
(2) 45 apprentis-ingénieurs de l'INA PG suivent actuellement ce cursus spécifique de formation.

Etudiants Bac + 1 à Bac + 5 !
Retrouvez en direct sur Minitel
3615 LEMONDE
des milliers d'offres de stages en entreprise
STAGETUD
MNEF

BOURSE
Les cours des entreprises privatisées
3615 LE MONDE

Journal de la vie

Bernard Lemée, directeur des relations et des ressources humaines de la BNP

Un tacticien au service de la banque

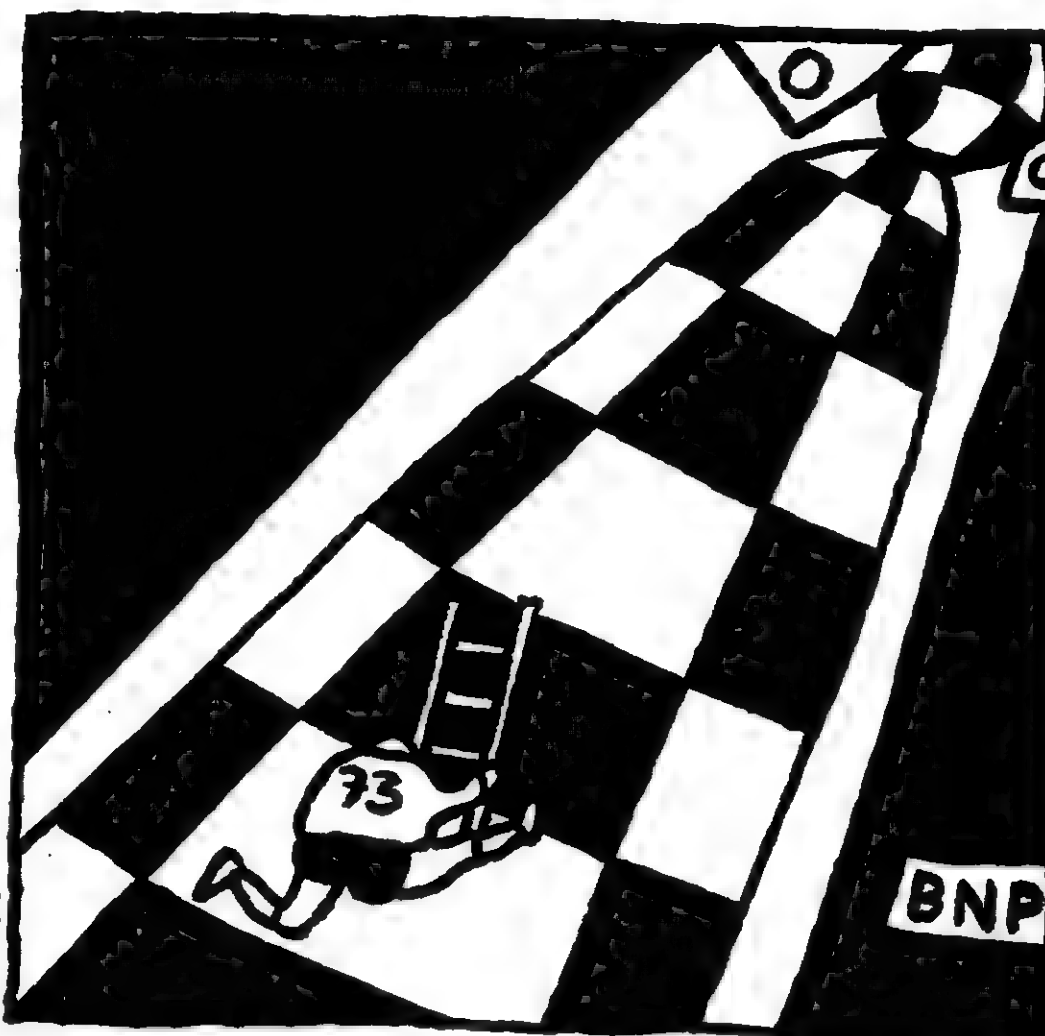
AU psychologue qui, lors de l'entretien d'embauche, lui demandait quel était son plus grand défaut et sa plus grande qualité, Bernard Lemée fit la même réponse lapidaire : l'observation. La réponse eut l'heur de plaire : entré en 1973 à la Banque nationale de Paris, l'homme est aujourd'hui directeur des relations et des ressources humaines de la BNP. Remarquable fidélité professionnelle, censée conjurer une « enfance itinérante », passée à bousculer aux quatre coins de ce qu'on appelait alors l'Afrique-Equatoriale française, dans le sillage d'un père ingénieur des Eaux et Forêts.

De retour en France à l'adolescence, le jeune homme accumule les peaux d'âne : bac philo, licence de droit public, certificat de l'Institut d'administration des entreprises, diplôme de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et doctorat en droit.

De mai 68, l'étudiant n'écrit qu'il était alors n'a, semble-t-il, pas gardé un souvenir impérissable : « Ça reste un drôle de moment dans ma vie. Pour la première fois, je me suis exprimé en public. Mais il y avait dans cette période trop de doctrines et d'idéologies. » En 1973, bardé de diplômes, Bernard Lemée entre à la BNP « un peu par hasard », confie-t-il aujourd'hui. C'était l'époque bénie où il suffisait d'envoyer des CV pour obtenir un rendez-vous. J'ai trouvé du travail

général, directeur de succursale, directeur adjoint des ressources humaines : en moins de vingt ans, l'homme a accompli un parcours sans faute, même s'il n'a pas hésité, à deux reprises, à trayer hors des sentiers battus. Ainsi en 1984 accepte-t-il de se consacrer aux problèmes d'organisation du réseau France, avant d'être promu, deux ans plus tard, à la direction de la succursale de Cannes. « Le fait d'avoir eu des responsabilités commerciales, au contact direct du client, m'a été très utile : je connaissais les difficultés et les satisfactions d'un directeur d'agence », confie-t-il. Nouvelle rupture en 1989 : nommé adjoint au directeur de l'organisation, Bernard Lemée est chargé de gérer les équipes informatiques, soit environ 700 personnes. « Outre qu'elle m'a permis de rencontrer des gens qui n'avaient pas la même culture que moi, cette étape a été très valorisante, tant sur le plan de la gestion des hommes que sur celui de la méthodologie », analyse-t-il aujourd'hui.

C'est donc au terme d'une carrière riche d'une multiplicité d'expériences que Bernard Lemée accède, en mars 1992, à la fonction ressources humaines, en tant que directeur adjoint. Six mois plus tard, il succède à Guy Lapomme au poste de DRH. « C'est dans cette fonction-là que j'apporte le plus de valeur ajoutée », clame-t-il, tout en affirmant haut et fort qu'« on ne peut concevoir de déve-



derbe. Comme s'il cherchait à se protéger ou à dissimuler une gêne, Bernard Lemée porte la main à hauteur des sourcils. Et d'expliquer : « Les diminutions d'effectifs sont la conséquence des gains de productivité inhérents au développement de l'informatique. Comme nous sommes capables de quantifier très précisément ces gains, il nous appartient de réduire les effectifs de manière régulière, en nous efforçant d'anticiper. » L'année 1996 devrait donc se solder par la suppression d'un millier d'emplois à la BNP.

Prétraités dès l'âge de cinquante-sept ans et cinq mois avec 65 % du salaire, mesures de reclassement individuelles, plan social baptisé « plan d'adaptation de l'emploi » (PAE) qui a permis le départ de 1 500 personnes en trois ans : la panoplie des mesures mises en place pour inciter les salariés à partir repose exclusivement sur le volontariat, souligne

Bernard Lemée. C'est sur la question du PAE que les syndicats se montrent le plus critiques. Ainsi Pierrick Toutin, délégué CFDT, dénonce-t-il la « volte-face » de Bernard Lemée, consécutive à la privatisation de l'établissement à la fin de 1993 : « Alors qu'il nous expliquait, au temps de René Thomas, que le PAE ne visait qu'à rajeunir la pyramide des âges, le même DRH affirme, après l'arrivée à la tête de la BNP de Michel Pébereau, que le même PAE est désormais destiné à réduire les effectifs ! »

Représentant syndical CGT, Georges Corotier n'est guère plus tendre lorsqu'il qualifie le fameux PAE de « Canada Dry de plan social », tout en reconnaissant au passage à Bernard Lemée les qualités d'un « très habile tacticien qui sait amener ses partenaires à réfléchir aux conditions qu'il propose ».

« Convivial dans l'approche, l'homme peut aussi se montrer très dur lorsqu'il s'agit de conclure une

négociation », renchérit Pierrick Toutin. Allusion à l'échec des négociations salariales du mois dernier. Résultat : les employés de la BNP devront se contenter de l'application de l'accord de branche en la matière, avec prime majorée pour les bas salaires. Même s'il ne montre pas l'exemple (la journée de douze heures constitue son ordinaire), Bernard Lemée semble moins trébucher sur la question de la réduction de temps de travail : « C'est une tendance qui va dans le sens de l'histoire. Et je ne vois pas pourquoi le temps partiel serait un problème de femmes, de mercredi et d'enfants à garder. » Depuis la fin 1995, la BNP expérimente une formule de « temps à la carte » qui offre aux volontaires la possibilité de s'octroyer des jours de congé supplémentaires, moyennant retenue sur salaire.

Si les sujets de divergence ne manquent pas, les représentants syndicaux reconnaissent néan-

moins de grandes qualités humaines à Bernard Lemée : courtoisie, sens de l'écoute, respect d'autrui, loyauté, connaissance très pointue des dossiers et... simplicité. Pour preuve, il fréquente assidûment le restaurant d'entreprise ! Pur produit de la BNP, l'homme passe pour être un proche de Michel Pébereau : « J'ai vraiment le sentiment d'avoir la confiance du président », déclare-t-il. Très réservé, cet ancien sprinter, qui se souvient avoir participé à deux championnats de France universitaires, ne parle que du bout des lèvres de l'importance qu'il attache au sport : « Je cours beaucoup le week-end dans les bois. Pour moi, c'est une sorte de pratique méditative, une relaxation totale. »

Philippe Baverel

Parcours

● Bernard Lemée est né à Pointe-Noire, au Congo, le 26 février 1948. Son père, ingénieur des Eaux et Forêts est originaire du Maine-et-Loire. Second d'une famille de quatre enfants, titulaire d'un doctorat d'Etat en droit (auteur, à ce titre, d'une thèse sur les holdings publiques), il entre le 4 septembre 1973 à la BNP où il a effectué toute sa carrière.

● En septembre 1974, il devient sous-directeur de l'agence de Villefranche-sur-Saône (Rhône), avant de prendre la direction de l'agence d'Albertville (Savoie) en 1976.

● Promu inspecteur en 1979, puis chef de mission à l'inspection générale de la BNP, il est nommé directeur de la succursale de Cannes en 1986. Retour à Paris, en 1989, en tant qu'adjoint au directeur de l'organisation. En mars 1992, Guy Lapomme, alors DRH de la BNP, le choisit comme directeur adjoint. Six mois plus tard, il est promu directeur des relations et des ressources humaines.

● Membre du comité de direction générale de la BNP depuis janvier 1994 et président de la caisse de retraite de l'établissement bancaire, Bernard Lemée anime un groupe de réflexion paritaire sur l'annualisation du temps de travail et le compte épargne temps à l'Association française des banques (AFB).

« La réduction du temps de travail est une tendance qui va dans le sens de l'histoire. Et je ne vois pas pourquoi le temps partiel serait un problème de femmes, de mercredi et d'enfants à garder »

en un mois, alors que je n'avais pas encore ma thèse. » Vingt ans plus tard, le DRH ne peut s'empêcher de faire la parodie avec les difficultés des jeunes diplômés d'aujourd'hui : « qui nous valent bien ». Mais il y a un tel décalage entre la qualité de leurs études et les débouchés qu'on peut leur offrir. »

Directeur d'agence, inspecteur puis chef de mission à l'inspection

l'opement d'entreprise sans développement social. » A ce propos, l'examen de l'évolution des effectifs de la BNP laisse plutôt songeur : alors que le nombre de salariés en métropole était de 41 606 collaborateurs au 30 juin 1994, il tourne aujourd'hui autour de 40 000. Lorsqu'on soulève la question, le regard bleu du DRH, jusque-là très direct, soudain se

Le marketing s'allie à la géographie

Suite de la page 1

Pourquoi la distribution spécialisée ? Parce que chaque enseigne manque d'informations conjoncturelles sur son secteur, contrairement à la grande distribution. La librairie

papeterie Plein Ciel, le prêt-à-porter Weinberg font notamment partie de cette association qui espère compter une trentaine de membres fin 1996.

Dans les quartiers les plus commerçants des grandes villes, Retail GIS a identifié chaque magasin et intégré l'ensemble des données à son système d'informations géographiques. A Paris, 45 % du territoire a été ainsi quadrillé. Simultanément, l'association a recueilli deux types d'informations : des données publiques (nom et adresse du magasin, surface de vente, valeur locative

d'une rue, évolution du chiffre d'affaires d'un secteur de distribution...) et des informations spécifiques à chaque adhérent comme, par exemple, le chiffre d'affaires de ses boutiques. Une fois centralisées, ces données ont été intégrées au SIG des membres sous forme d'indices globaux. Un distributeur n'a donc pas accès aux informations précises de la concurrence.

En pratique, un membre de l'association qui souhaite ouvrir un magasin en plein centre-ville va pouvoir « descendre dans la rue » depuis l'écran de son portable : zoomer la grande rue commerçante, localiser tous les magasins de la concurrence et recueillir les informations correspondantes. Il peut même cliquer sur l'un d'entre eux et faire apparaître la photo de la vitrine ! De même, un distributeur situé en périphérie peut visualiser sur écran sa zone de chalandise (l'espace à l'intérieur duquel un point de vente est accessible aux clients, en moins de 10, 20 ou 30 minutes) et mieux cibler son public.

Par ailleurs, certains cabinets d'études marketing ont mis au point des typologies sociodémographiques très fines qui complètent les données de l'INSEE. Line Data Cores a identifié 300 000 « biotypes » (microquartiers se réduisant parfois au pâté de maisons) intégrés à son SIG Géobase. Les Brasseries Heineken, qui ont 180 000 points de vente en France, se servent de la carte des biotypes dans la ville de Béziers. Autre « décortiquage » réalisé par ce cabinet d'études : la France des « pays » dits encore « bassins de vie », espaces géographiques homogènes. Constitué autour d'une ville pôle, le bassin de vie est défini à partir d'une série de critères : identifica-

tion des axes, domicile, travail, taux d'attraction des villes entre elles, enquête de consommation etc.

La société Havas Media Communication (HMC) utilise ce concept pour rationaliser la diffusion de la presse gratuite locale. L'utilisateur superpose, sur l'écran de l'ordinateur, la carte des bassins de vie d'une région et les points de distribution du journal en question. Dans un seul coup d'oeil, il se rend compte si la diffusion du média est adaptée ou non à sa cible. « Le SIG permet d'affiner l'analyse marketing. Mais, souvent, il est gâché par le vide des choix faits par des hommes de terrain. Car longtemps on a fait du géomarketing sans le savoir ! », explique Xavier Guillo, directeur des études du cabinet Comareg, qui dépend d'HMC.

Finalement, le géomarketing semble élargir la palette, déjà riche, des métiers qui gravitent autour du marketing, à des professions jusque-là lointaines : ingénieurs informatiques, géographes et, pourquoi pas, les historiens, dont l'éclairage sur l'identité d'un « pays » pourrait être fort intéressant. « Et cette tendance à la pluridisciplinarité ira croissant », ajoute Denis Bied-Charreton. De cette nébuleuse, le commercial restera-t-il le noyau dur ? Pour Jean-Marc Zeller, directeur des études marketing des Brasseries Heineken, la réponse est claire : « Le géomarketing ne doit surtout pas remplacer le bon sens et l'action de terrain des commerciaux. Ces derniers visitent régulièrement les cafetiers qui sont heureux de recueillir de l'information sur leur environnement. Du vécu qu'un ordinateur ne sait pas encore transmettre ! »

Clarisse Fabre

Votre choix professionnel

ESSEC

Dix Formations de 3^{ème} cycle

- M.S. Gestion Marketing
- M.S. Management et Ingénierie Logistique
- M.S. Droit des Affaires Internationales et Management
- M.S. Techniques Financières
- M.S. Vente Internationale et Stratégie des Changements
- M.S. Gestion des Ressources Humaines
- M.S. Gestion des Entreprises Agro-Alimentaires
- M.S. Gestion des Entreprises de Services
- M.S. Assurance - Finances
- M.S. Gestion des Collectivités Locales et Environnement Urbain
- M.S. Management des Systèmes d'Information Reporters

Journée Portes Ouvertes
samedi 23 mars 1996
(10h-19h) à l'ESSEC IMD
(CNIT - La Défense)



Ciège des Inscriptions
vendredi 10 mai 1996

Demandez votre dossier d'information à Claire Delorme : (1) 34 43 30 83

ESSEC • Collège des Hautes Études
Avenue Bernard Hirsch • B.P. 105 • 95021 Cergy - Pontoise Cedex
Téléphone : (1) 34 43 30 83 • Télécopie : (1) 34 43 30 30

SPECTACLES

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

3615 LEMONDE

221/1996

Institut Supérieur de Technologie et d'Innovation

Samedi 23 mars à 15h00 précises

DÉBAT EXCEPTIONNEL SUR LE THÈME :

L'HOMME FACE AUX TECHNOLOGIES COMPLEXES

Animé par Jean-Claude LEWANDOWSKI, rédacteur en chef des Echos Sap.

Avec :

- Jean-Pierre HAIGNERE, (CNES) : cosmonaute (mission ALTAIR)
- Yves KERHERVE, (Dassault aviation) : chef pilote d'essais du Rafale
- François FABRE, (CEV) : pilote d'essais d'Airbus

Pôle Universitaire Léonard de Vinci
12, rue Berthelot - 92400 Courbevoie
RER A - Métro ligne 1
La Grande Arche de la Défense
Parking à disposition

Journées Portes Ouvertes
22 et 23 mars 1996
Tél : (1) 31 16 73 33

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'environnement devient de plus en plus un moyen de mobiliser les salariés

Resté longtemps le monopole des juristes, ce domaine commence à intéresser les managers qui y voient un moyen d'améliorer l'image de leur entreprise

PENDANT longtemps, ce ne furent que de belles paroles. Les entreprises qui prônaient officiellement le respect de l'environnement ne s'en montraient pas moins polluantes. Et l'on continuait à découvrir dans le sous-sol des bidons de matières toxiques qui ne devaient pas y être ou à comprendre que telle délocalisation en Asie tient en partie à une main-d'œuvre moins coûteuse... mais aussi à une législation plus laxiste sur le traitement des eaux usées. Le dossier prendrait aujourd'hui une autre tournure. Tous les industriels ne vont pas se mettre à devancer les réglementations, il ne s'agit pas de cela, mais plutôt certains d'entre eux ont réalisé que l'environnement pouvait être un thème aussi fédérateur et mobilisateur dans les années à venir que l'est actuellement la qualité. « C'est une approche transversale qui concerne les salariés du terrain. Comme à l'occasion d'une démarche qualité, il leur est demandé de proposer des initiatives concrètes, bref de participer à l'amélioration de l'ensemble du processus », confirme Pierre Saunier, directeur à Insep, société de conseil et de formation. A l'AFAPQ-environnement, organisme habilité à délivrer des certifications internationales, Sylvie Rolland, l'une des responsables, explique que 25 % des entreprises qui déposent un dossier expliquent le faire « dans le but d'accroître la motivation de leur personnel ». « C'est tout simple, vous savez, lance-t-elle. Un ouvrier sur le site est souvent un peu absent à la ligne du dimanche. Il est sensible à la nature qui l'entoure. »

PIONNIÈRE
Ce n'est d'ailleurs sûrement pas un hasard si, parmi les quatre premières entreprises françaises à avoir obtenu la norme ISO-14001 - qui permet, selon une procédure en boucle (planification, mise en œuvre, évaluation, amélioration du

système), d'optimiser dans son organisation la prise en compte de l'environnement -, on trouve Lexmark International.

Basée à Orléans, la PME, qui fabrique des imprimantes et les fournitures qui les composent, a déjà joué les pionnières en matière de qualité. « Entre les deux démarches, la synergie est évidente, explique l'un des animateurs du projet environnement. Elles obligent, l'une comme l'autre, à réfléchir en termes d'amélioration permanente et mobilisent bien les énergies. Elles sont aussi des segments sûrs en matière de communication extérieure. » Aussi bien auprès des collectivités locales, qui accueillent les sites industriels, que de l'opinion publique, que l'on sait capable désormais de se mobiliser pour boycotter un produit toxique ou une entreprise polluante.

Pour en arriver là, un certain nombre d'étapes ont d'ores et déjà été franchies. L'environnement a d'abord longtemps été la chasse gardée des juristes chargés d'éclairer les entreprises sur les réglementations en vigueur. Il l'est encore. Mais ce monopole a éclaté, au profit en particulier des ingénieurs et des techniciens spécialisés dans l'analyse des procédés, aptes donc à conseiller les industriels sur les nécessaires modifications de fabrication. Puis à celui des fiscalistes qui ont pu mettre en avant les incitations financières dont bénéficient les chefs d'entreprise qui respectent scrupuleusement la législation. Désormais, ce sont les cabinets-conseils en management qui s'intéressent de plus près à la question, voyant là un développement possible à leur activité : « Les entreprises viennent de plus en plus nous consulter pour que nous les aidions dans leur démarche de changement, laquelle se heurte fréquemment à la résistance du personnel », constate Laurent Elbaz, consultant associé chez Ernst & Young Conseil. L'environnement est un thème suffisam-

ment mobilisateur pour réussir à emporter malgré cela l'adhésion des salariés. » Le marché est en devenir. Personne n'est donc capable de dire aujourd'hui combien de millions de francs sont réellement consacrés chaque année à l'environnement, ni quel chiffre d'affaires il pourrait générer auprès de l'ensemble des intervenants du marché. Et ceux-ci sont nombreux visiblement. Car si

Les consultants aussi

L'environnement intéresse la profession des consultants. Syntec Conseil a sondé à ce sujet les cinquante-six cabinets adhérents à son comité de management. 70 % de ceux qui ont répondu disent avoir déjà une activité dans le domaine en général. 25 % expliquent « avoir intégré l'environnement dans leur plan de développement », tandis que les 5 % restants déclarent ne pas envisager d'activité dans ce secteur dans les deux ans à venir.

Parmi les cabinets-conseils déjà expérimentés en environnement, environ la moitié se sont spécialisés dans les audits, les études stratégiques, les diagnostics, la communication et l'animation ainsi que les systèmes de management. Les trois quarts envisagent de continuer à progresser dans l'activité, notamment à travers le suivi des démarches déjà mises en place (tableaux de bord, indices...) et la formation. Autres chantiers possibles : le développement des compétences liées à l'environnement et l'élaboration de chartes.

Les grands groupes se dotent en interne d'un directeur de l'environnement, les PME ont en revanche généralement recours à des consultants extérieurs indépendants.

L'adoption en 1993 par Bruxelles d'un règlement européen (applicable depuis juin 1995) qui offre aux sites industriels volontaires la possibilité de mettre en place un système de gestion et d'audit de leur environnement a également largement contribué à dynamiser les pratiques. Des opérations pilotes ont été menées en Allemagne pour beaucoup, mais aussi en France. Avec à chaque fois des répercussions évidentes sur l'organisation du travail et la responsabilisation des opérateurs. « Nous sommes dans le pragmatique, reprend Pierre Saunier, qui a accompagné un certain nombre de

PME dans la démarche. Qu'il s'agisse d'une meilleure surveillance d'un bac de rétention ou d'imaginer en équipe comment refroidir autrement une pièce sans verser des eaux dont la température élevée va perturber l'équilibre naturel d'une rivière... »

Pour autant, pas question de crier victoire. Actuellement, les entreprises convaincues du bien-fondé de la démarche restent nettement

minoritaires, comme on le confirme, tout en le regrettant, à l'AFAPQ-environnement. Le chantier, tout comme celui de la qualité - qui d'ailleurs n'est pas au bout de ses peines -, va prendre du temps avant de convaincre les plus récalcitrants. Cinq ans, tel est le délai le plus fréquemment avancé. « En réalité, insiste Laurent Elbaz, un pas déterminant sera franchi lorsque les industriels cesseront de considérer l'environnement comme un coût pour l'analyser plutôt comme un investissement qui, sur le long terme, s'avère financièrement payant. Parce qu'il a l'aval du personnel et que les clients s'y retrouveront en termes de communication-produit. » Deux arguments qui pourraient bien effectivement peser dans la balance.

Marie-Béatrice Baudet

Marie-Béatrice Baudet

Les chaussures du cordonnier

C'EST une histoire qui s'inscrit dans une série dont on se souvient en principe facilement. De celles que nos grands-parents finissaient, pédagogues, par un : « Tu vois, ce sont toujours les cordonniers les plus mal chaussés ! » Jean-Pierre n'est pas un chômeur. Il est « en disponibilité » de l'un de ces grands groupes qui lui laissent un peu de temps pour rebondir, soit en interne, soit en externe. A quarante ans, il n'a pas vraiment de raison de s'inquiéter car son parcours est suffisamment éloquent pour intéresser. Son carnet d'adresses vaut de l'or. Mais Jean-Pierre sait qu'il doit définir ce qu'il a envie de faire dans le futur, à quel poste et dans quelle structure il se sentirait le mieux. Méthodiquement, il va donc prendre conseil auprès des spécialistes du recrutement et de l'orientation de carrière. Bien accueilli en plus d'être recommandé, au début, sagement, il interroge et écoute. Petit à petit, la conversation prend des allures d'entretien d'embauche. Le professionnel des ressources humaines qu'il a en face de lui trouve son profil « intéressant », le rend complice « en toute confidentialité » des projets de développement du cabinet.

Il est assez persuasif pour que le soir même Jean-Pierre, de retour chez lui, arbore le sourire de l'optimisme. Le cabinet est réputé dans le milieu. Son interlocuteur, qui fait figure de numéro deux, a d'ailleurs été recruté par le numéro un en personne, dont l'une des qualités reconnues - jusqu'à maintenant - est de ne jamais traiter les hommes comme des numéros. Les rencontres se succèdent. On y parle définition de poste, salaire, contrat. Jean-Pierre n'hésite plus et annonce à son groupe d'origine un départ imminent, commence à le négocier. Il appelle celui qui devrait être dans le mois qui vient son futur patron et lui demande - une simple formalité - le modèle de son contrat, histoire de vérifier que tout est bien en ordre. « Le fax, lui répond-on, va sonner dans les heures qui viennent, aucun problème. » Puis, rien. Des heures d'attente, une première nuit au sommeil agité à se demander pourquoi le fax est resté silencieux. Des angos balayées du revers de la main : « Il était débranché, c'est pour cela qu'il a besoin d'un assistant... », et puis le docteur, le premier appel où « on lui dit qu'on le rappelle ».

Une semaine qui s'écoule sans signe de vie malgré les messages laissés, fixés, répétés. Et puis la certitude d'avoir été mené en bateau par un spécialiste des ressources humaines qui n'a pas compris que la mégamallée et la désinvolture dans le domaine sont aussi handicapantes que la surdité pour un tambour-major. Qui répète, pourtant, à l'envi que, dans cette période de crise, la richesse humaine est essentielle et patati et patata... Une musique que certains devraient arrêter de jouer pour changer de métier. Cordonnier peut-être !

Des heures d'attente, une première nuit au sommeil agité à se demander pourquoi le fax est resté silencieux

Pour réussir, l'automatisation doit être conçue en liaison avec ses utilisateurs

Bousculés par les robots, les ouvriers de l'usine LU de Nantes ont obligé la direction à revoir avec eux les systèmes de production

Ulramoderne, l'usine se dresse au milieu d'un champ situé aux abords de la petite commune de La Haye-Fouassière, à 15 kilomètres de Nantes. En grosses lettres, l'enseigne annonce gaillardement les embruns : LU. Mais à l'intérieur du bâtiment, une histoire houleuse s'écrit depuis quelques années.

C'est en 1986 que débute les travaux de la nouvelle usine LU de La Haye-Fouassière. Jusque-là la célèbre maison familiale des Letré-Villie (LU) - l'appellation date de 1860 - se pavait depuis 1846 sur les bords de l'Ère, en plein cœur de la cité nantaise. Destinée au départ à satisfaire la demande de « biscuits de mer » pour les marins partis au large, l'activité prend rapidement sa vitesse de croisière.

A la fin des années 70, l'entreprise avait fusionné avec d'autres marques au sein de la Générale biscuit. En 1986, elle est finalement rachetée par le groupe BSN (Boussin, Soufflet, Neuvès). « Le groupe a alors décidé de poursuivre la construction du nouveau site de La Haye-Fouassière engagé par ses prédécesseurs un an plus tôt », souligne Claude Delaunay, directeur de l'usine LU. L'esprit, surtout, est conservé : faire de la nouvelle unité

de production « un modèle de technologie à l'échelle européenne ». L'objectif est bien atteint. En 1987, l'inauguration - le groupe compte deux autres usines LU en France - a lieu en grande pompe. 4 hectares de surface au sol dont 2 sont consacrés à la fabrication et au conditionnement. A l'intérieur des bâtiments les lignes de production s'étendent chaque 200 mètres de long et se déroulent sur trois niveaux.

UN RÊVE DE MODERNITÉ

Des pétits à l'emballage, en passant par les longs fours de cuisson, les automatisés sont partout présents, symbolisés par des écrans d'ordinateurs répartis tout au long des chaînes. On avait promis aux ouvriers du site LU de Nantes que leur nouvelle usine serait un véritable « paradis terrestre ». Apparemment, on ne les avait pas trompés : automatisation, modernité, ergonomie. Au total, ce sont 350 salariés qui arrivent ici en 1987 : 80 % d'entre eux sont des anciens de l'usine LU de Nantes et 20 % de jeunes nouvellement recrutés. Pour les autres - ils étaient 450 à Nantes - un plan social et des départs volontaires sont organisés. Rapidement pourtant les ouvriers déchantent. « Quand je suis arrivé ici en 1991 l'usine souffrait, précise Claude Delaunay. La production

avait été automatisée à outrance et le climat interne frôlait la crise technique et sociale. » Dysfonctionnements en cascade, tant sur la fabrication qu'au conditionnement, arrêts fréquents des lignes, etc. : la misère en route de l'usine a engendré un malaise collectif.

« Les ouvriers ont rapidement été rebutés par leur nouvel outil de travail », souligne Alain Mousnier, responsable de la production en 1991 et organisateur industriel de l'usine depuis 1994. Ajoutez à cela de jeunes diplômés embauchés pour leur connaissance des automatisés et qui ont d'emblée des salaires supérieurs à ceux des ouvriers les plus anciens, et vous obtenez les ingrédients d'un mécontentement profond.

Résultat : alors que la vieille usine de Nantes souffrait d'obsolescence une expression circule dans l'usine de La Haye-Fouassière : « A Nantes c'était le paradis, ici c'est l'enfer. » Conséquence : les débrayages se multiplient et la GGT devient rapidement majoritaire dans l'usine. « Au début des années 90, la situation était bloquée, raconte Claude Delaunay. Il a donc fallu diagnostiquer le mal et trouver une thérapie. »

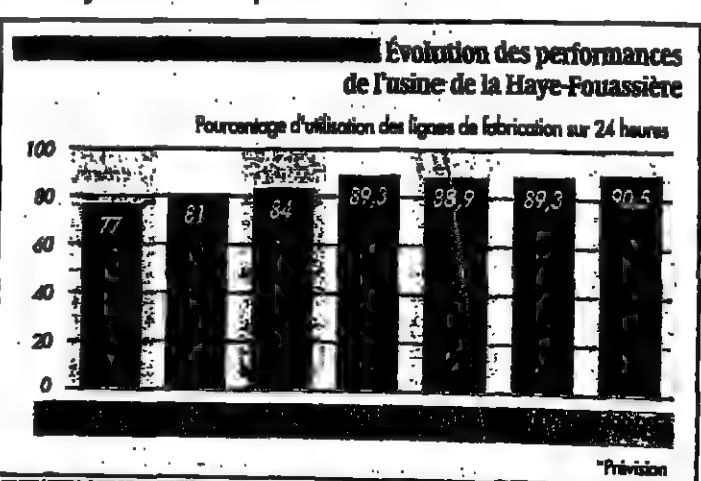
Comment ? « En revoyant d'abord le lien entre les opérateurs et les automatisés », reconnaît-il. Car le mé-

contentement des ouvriers n'a pas pour seuls motifs les dysfonctionnements de la « belle » mécanique robotisée. Chacun était détenteur d'un savoir-faire spécifique en ardoisant ici. « C'est précisément ce métier qui permettait jusqu'ici aux opérateurs d'avoir un contact direct avec le produit, explique Claude Delaunay. Ils pétrissaient, pesaient, malaxaient, etc. Ramené à un seul contrôle des automatisés et des écrans d'ordinateur, leur travail leur échappait. La robotisation leur donnait le sentiment qu'ils étaient tout à coup dépossédés de leurs compétences. »

RETOUR AU SAVOIR-FAIRE

A La Haye-Fouassière des écrans sont venus remplacer les fenêtres par lesquelles les fournisseurs pouvaient contrôler la cuisson. Et les colonnes de chiffres s'affichent. « En somme, l'erreur a été de ramener d'emblée le travail des opérateurs à des tâches de presse-bouton », souligne Dominique Clément, responsable de la production. Il s'agissait dorénavant de permettre aux salariés de se réapproprier le processus de fabrication.

« J'ai acquis une conviction dans mon métier, précise Alain Mousnier. L'opérateur est celui qui maîtrise le mieux son processus. Il est donc suicidaire de ne pas partir de ses re-



marques et de ne pas compter sur son implication. » C'est en revenant au savoir-faire des individus que l'équipe de Claude Delaunay a réussi à remonter la pente au cours des quatre dernières années. Automatisés simplifiés par endroits, réunions de concertation avec les opérateurs pour les associer aux évolutions, suppression de l'ensemble des dysfonctionnements : trois années de travail ont été nécessaires pour qu'ils arrêtent de

nourrir le « mythe » de la vieille usine de Nantes. « L'automatisation de l'usine a été conçue dès le départ par des ingénieurs qui fantasmaient sur le tout-automatique, conclut Claude Delaunay. Mais l'homme doit rester une dimension essentielle. C'est parfois en reculant sur certaines fonctions automatisées que l'on prépare au mieux, à terme, le tout-automatique vraiment efficace. »

Olivier Piot

FORMATION

PROF

SSIONNELLE

Créons ensemble votre site Internet !

- Démarche marketing
- Outils de navigation
- Création de pages Web

Net Cristal Communications
Conseil - formation - Assistance
42 avenue Montaigne 75008 Paris
(1) 53 67 54 83
E-mail: ncc@net.fr

Formation de Formateurs

PCM Process Communication

ETE 96

Renseignements :
Kahler Communication France
Tél : (16) 32.53.82.45
Fax : (16) 32.52.21.82

L'ÉCOLE MULTIMÉDIA

Concepteur-rédacteur multimédia

Secrétaire de rédaction
Graphiste-maquetiste PAO/IMD
Éditeur un magazine on-line
Les outils du multimédia
Formations professionnelles

44 54 29 09

204, rue Saint-Martin PARIS 2^e

CFD

L'école des métiers de l'information

Centre de formation
Polytechnique-Université
277, rue de Valenciennes
59000 Lille
Tél : (03) 20 42 30 30

Quatre filières de formation intensive de sept à dix semaines :

- secrétaire de rédaction
- journaliste rédacteur
- maquettiste-graphiste
- secrétaire d'édition

« CFD » une école de haut niveau de formation et de hauts salaires pour transmettre leurs savoirs et leurs savoir-faire :

- 10000 heures de formation
- 10000 heures de formation
- 10000 heures de formation
- 10000 heures de formation

2016, rue de Valenciennes 59000 Lille
Tél : (03) 20 42 30 30

Je vis ici

Service Info

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 19 MARS 1996 / V

INFORMATIQUE / RÉSEAUX / TÉLÉCOMMUNICATIONS

Aller plus loin dans l'innovation en restant plus près de la vie quotidienne. C'est la vocation de Philips Electronique Grand Public. Nous l'avons démontré sur tous les marchés de l'électronique de loisirs (TV, audio, hi-fi, vidéo, autoradio...) comme pour les produits d'information personnelle (téléphone, fax, moniteur...). Autant de domaines dans lesquels le talent et la créativité de nos professionnels ont réalisé des avancées indiscutables. Dans le cadre de l'expansion internationale de ses activités de téléphones mobiles, notre centre de compétence international du Mans renforce ses équipes.

3 Consultants informatiques

- Distribution logistique
- Logistique industrielle
- Finance et comptabilité

Vous participez à la mise en œuvre du système TRITON. Vous organisez le transfert de ces activités vers les autres unités Philips Consumer Communications dans le monde. Par ailleurs, vous assurez la maintenance et le support aux utilisateurs. De formation supérieure (bac +4 minimum), vous possédez une expérience de 3 ans de la fonction dans un environnement client/serveur. Vos compétences techniques sont complétées par vos qualités de communication et votre pragmatisme. Des déplacements à l'étranger seront à prévoir.

Réf. DPC

Architecte des systèmes d'information

Au sein d'une équipe chargée de garantir la cohérence des systèmes d'information, vous participez à des projets qui s'articuleront autour de l'architecture fonctionnelle des projets (applications et données) et de l'architecture technique, en relation constante avec les utilisateurs et les fournisseurs. De formation scientifique supérieure (Bac +4/5), vous avez une solide expérience dans les méthodes de conception et la pratique d'environnements informatiques hétérogènes (client/serveur). Professionnel reconnu, vous travaillerez dans un environnement international qui vous amènera à vous déplacer.

Réf. ISA

Chef de projets systèmes d'information

Dans le cadre de l'organisation et de l'évolution de nos systèmes d'information, vous assurez la conduite de projets. De formation supérieure scientifique (bac+4/5), vous avez une expérience préalable de la fonction. Extrêmement disponible dans les périodes d'activité intense, vous faites preuve d'une ouverture d'esprit qui vous aidera à vous intégrer dans une équipe multi-culturelle et à travailler avec différentes entreprises à l'étranger.

Réf. ISPM

Pour ces postes basés au Mans, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à réf. choisie à Philips Electronique Grand Public - DRH Route d'Angers, BP 184, 72004 Le Mans Cedex.

Faisons toujours mieux.



PHILIPS

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER

Notre stratégie de développement nous conduit à mettre en place des projets d'envergure exceptionnelle et à intégrer au sein de notre direction de l'organisation et de l'informatique :

DIRECTEUR DE GRANDS PROJETS

De formation bac + 5 et âgé de 40/45 ans, vous avez au moins 15 ans d'expérience en conduite de projets dans le domaine de la banque à réseau en tant que responsable des études informatiques au sein d'une banque ou directeur de grands projets en SSII. Réf. DPIN 396

ARCHITECTES DE SYSTEMES D'INFORMATIONS

De formation bac + 5 et âgé de 35/40 ans, vous avez au moins 10 ans d'expérience en conception de systèmes d'informations bancaires (épargne, clients, moyens de paiement, crédit, réseau d'agences...) sur de grands projets transversaux. Réf. ASIN 396

ORGANISATEUR BANCAIRE

De formation ingénieur grande école et âgé de 30/35 ans, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans des métiers de l'organisation sur d'importants projets dans une banque à réseau. Une bonne connaissance des domaines tenue des comptes clients et référentiels clients serait fortement appréciée. Réf. ORGIN 396

Ces postes basés à Paris présentent de réelles opportunités d'évolution de carrière pour des candidats de haut niveau à très fort degré d'implication.

Nous vous remercions d'adresser, en précisant la référence choisie, lettre de motivation manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à notre conseil EUROSERV, 121, bd Diderot 75012 Paris.

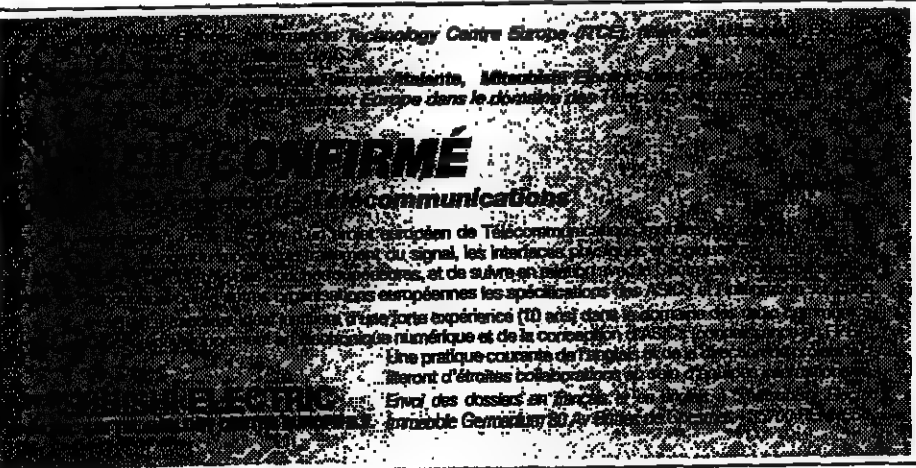
EuroServ

Ingénieurs chefs de projet SNA

Constructeur informatique implanté sur la région Rhône-Alpes, notre entreprise s'affirme comme le leader du monde UNIX. Le centre de Recherche et Développement de notre division Réseaux et Sécurité est au cœur des technologies d'avenir dans le domaine de la communication des données (ATM, X25, ISDN et serveurs de terminaux). Notre forte croissance nous amène à étoffer nos équipes pour développer une famille de produits de qualité capable de communiquer de manière transparente avec les réseaux SNA de nos clients et maintenir notre famille existante en évoluant vers APPN. Dans ce contexte, notre équipe SNA développera une triple expertise : drivers sous UNIX, réseaux SNA et OSI.

Diplômé école d'ingénieurs, vous bénéficiez d'une expérience confirmée en développement de produits réseaux et SNA, de drivers sous UNIX. Votre réactivité, votre adaptabilité, votre capacité à prendre des décisions en toute autonomie et votre mobilité vous distinguent. Vous rejoindrez un pôle de compétences international qui nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. 94244, à Euro RSCG Futurs, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

ING



FILIALE DU GROUPE LVMH.
LEADER SUR SON MARCHE.
6 MILLIARDS DE FR\$ DE CA.

Hennessy
COGNAC

UN PARC DE 600 MICROS
CONNECTÉS.
30 SERVEURS, 10 RÉSEAUX
INTERCONNECTÉS.

recherche son

ARCHITECTE RESEAUX

Au sein du Département Systèmes d'information, vous aurez la responsabilité :

- de la supervision et de l'administration des réseaux existants,
- de l'étude et de la proposition des évolutions des équipements et des outils d'administration associés,
- de la coordination des interventions des fournisseurs extérieurs.

Ingénieur Grande Ecole, votre expérience de 2 à 4 ans vous confère de solides compétences techniques : réseaux locaux, serveurs réseaux, accès aux systèmes centraux. Vous possédez en outre des connaissances en télécommunications et téléphonie. Autonome, d'une grande disponibilité, vos aptitudes à la résolution de problèmes vous permettront de prendre la pleine mesure de votre fonction au sein d'un groupe à forte renommée internationale.

Les contacts internationaux liés à ce poste basé à Cognac nécessitent la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, en mentionnant la référence DSI/01, à Hennessy - Département Ressources Humaines - Rue de la Richonne - 16101 COGNAC Cedex

Le Monde
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-77-34

FAX : 44-43-77-32

INFORMATIQUE / RÉSEAUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

INFOGÉRANCE ET TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS...

**Filiale d'IBM France et membre
de l'IBM OUTSOURCING GROUP,
AXONE est le leader français
de l'infogérance, avec 1 600 collaborateurs
et une forte croissance.**

**Au delà de l'externalisation,
notre vocation est de faire évoluer
les systèmes d'information
de nos clients, au service
de leur compétitivité.**

**Notre fort développement
dans les domaines
de l'infogérance d'applications
et de l'infogérance globale
nous conduit à rechercher
plusieurs professionnels de haut niveau :**

CONSULTANTS MANAGERS

en stratégie des systèmes d'information

Votre mission : En coopération avec nos Directeurs d'Affaires, vous pilotez des projets d'avant-vente de très grande ampleur. Vous conduisez la phase d'évaluation et analysez le contexte global de l'Entreprise : médier, stratégie, organisation, système d'information existant, opportunités et risques... Vous identifiez les zones potentielles de productivité, les possibilités d'accroissement de la contribution du système d'information aux performances de l'Entreprise. Véritable « Chef d'orchestre », vous coordonnez une équipe pluridisciplinaire capable de traiter l'ensemble des dimensions du projet (volets fonctionnels, techniques, financiers, juridiques, ressources humaines) et participez activement à la négociation.

Votre profil : Agé de 35 à 45 ans, de formation Grande Ecole (X, Mines, Centrale, HEC, MBA, ...), vous disposez d'une solide expérience acquise idéalement au sein d'un grand cabinet de conseil. Vous avez conduit des projets de transformation d'organisations et possédez une bonne culture en systèmes d'information. Vous êtes capable d'appréhender des situations complexes et de dialoguer à très haut niveau.

Votre potentiel et votre personnalité seront déterminants : fort esprit de synthèse, sens des priorités et du résultat, leadership, charisme, engagement total. L'anglais courant est indispensable, des projets internationaux pouvant vous être confiés. Postes basés en Région Parisienne.

RÉSPONSABLES TECHNIQUES SUPPORTS/VENTES

Votre mission : Vous jouez un rôle essentiel dans la préparation de nos propositions. Vous comprenez le métier et les enjeux stratégiques du client, vous qualifiez l'existant, proposez des solutions et construisez une proposition technique « sur mesure », en prenant en compte les autres aspects du projet (financiers, humains...).

Vos compétences en architecture de systèmes d'information et en maîtrise d'œuvre de projets d'intégration de systèmes vous permettent d'être le garant de la faisabilité de l'opération dans ses aspects applicatifs. Vous suivez également la phase de transition jusqu'au démarrage opérationnel du contrat.

Votre profil : Agé de 30 à 40 ans, Ingénieur Grande Ecole, vous possédez une solide expérience acquise de préférence en SSII, en tant qu'architecte, responsable technique d'avant-vente ou directeur de projet. Vous avez déjà bâti et rédigé des propositions dans le cadre de projets d'envergure. Une expérience en intégration de projets serait un atout. Rigueur, esprit d'analyse, flexibilité, forte implication sont les qualités essentielles requises pour cette fonction.

L'anglais courant est indispensable.
Postes basés en Région Parisienne.

MANAGERS DE CONTRATS

Votre mission : Vous prenez la responsabilité de la gestion, des leur signature, d'un ou plusieurs contrats d'infogérance d'applications et en assurez la maîtrise globale. Votre objectif : la totale satisfaction du client dans une relation de partenariat inscrite dans la durée.

Conseil privilégié de votre client, vous anticipez ses besoins et l'aidez à faire évoluer son système d'information, tout en assurant la gestion des applications existantes. Vous managez votre équipe (20 à 50 personnes) et en optimisez en permanence la performance dans un souci constant de qualité de service.

Votre profil : Agé de 30 à 40 ans, Ingénieur Grande Ecole, vous disposez d'une solide expérience acquise en SSII (en tant que chef de projet ou directeur de projet) et/ou en Entreprise (au sein d'une direction des études ou direction informatique).

Vos qualités personnelles : forte personnalité, sens du dialogue et de l'écoute, aisance, capacité d'encadrement, réactivité et « entrepreneur ».

L'anglais courant est indispensable.
Postes basés en Région Parisienne.

En vous orientant vers l'infogérance, vous découvrirez un métier particulièrement riche et évolutif. Votre réussite vous permettra d'évoluer rapidement au sein d'un Groupe en plein développement, dans un contexte pluridisciplinaire de haut niveau.

AXONE

Merci d'adresser rapidement votre dossier complet (lettre, CV, rémunération actuelle) à notre conseil MERCURI URVAL - 14 bis, rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence choisie portée sur lettre et enveloppe. Totale confidentialité assurée.

INGÉNIEURS



"Utilisez vos compétences dans un environnement international"


FORMATEURS TECHNIQUES

Bilingues anglais/français

Nous sommes un des leaders mondiaux dans le domaine des télécommunications. Nous recherchons pour notre Centre Technologique Européen basé à Marne-la-Vallée des formateurs techniques. En étroite collaboration avec nos structures internationales, vous assurerez auprès de nos clients européens une formation technique de haut niveau sur notre gamme de produits d'autocommutation privée (Système Meridian 1). De formation supérieure technique, vous justifierez d'une expérience réussie d'au moins deux ans en formation informatique et si possible dans un environnement Télécom. Vos connaissances UNIX, Réseaux, PABX, ACD... vous permettront de vous adapter rapidement à nos produits. Doté d'un très bon sens relationnel, vous devrez faire preuve de rigueur et d'une grande disponibilité. De nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. NOEC à Françoise BARDET, E.C.R.H., 92/98, boulevard Victor Hugo, Batiment A3, 92115 Clichy.

NORTEL
NORTHERN TELECOM
Un monde de réseaux



Nous sommes l'une des plus grandes firmes d'audit et de conseil dans le monde avec 14 500 collaborateurs en Europe et plus de 1 300 en France.

DIRECTEUR DU SYSTÈME D'INFORMATION

Rattaché à notre associé en charge du département informatique, vous avez la responsabilité du fonctionnement et de l'optimisation de notre système d'information (encadrement des équipes, qualité des prestations, gestion du système et de sa sécurité).

Vous définissez les objectifs, les missions et les services en assurant le respect du contrat de service interne qui lie le département aux utilisateurs. Vous participez à la définition des orientations stratégiques du système d'information. Vous êtes le représentant pour la France auprès des instances techniques de la firme européenne. Vous participez enfin au choix des fournisseurs et des prestataires dans le respect du budget du département.

A 40 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieur, vous possédez une expérience confirmée et réussie du management d'un département informatique.

Vous disposez bien entendu des qualités d'animateur, de sens relationnel et d'écoute indispensables à ce poste. La maîtrise de l'anglais est impérative.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. DSAM à Brigitte CONSTANS, PRICE WATERHOUSE, Tour AG, 34 place des Corolles, 92908 PARIS La Défense 2 (Courbevoie).

Price Waterhouse

Service 1500

الخدمة العامة

REPRODUCTION INTERDITE

MARDI 19 MARS 1996 / LE MONDE / VII

INTERNATIONAL



EUMETSAT est une organisation intergouvernementale regroupant 17 États européens. Établie en 1986 et siégeant à Darmstadt en Allemagne, EUMETSAT est chargée de la mise en place, du maintien et de l'exploitation de systèmes européens de satellites météorologiques opérationnels. L'organisation prépare actuellement la composante européenne d'un système commun Europe/États-Unis de satellite météo. Il est prévu d'embarquer des instruments EUMETSAT sur le satellite Système Polar EUMETSAT (EPS)/Metop, qui sera développé en coopération avec l'Agence Spatiale Européenne (ESA), en vue d'un lancement en 2001. EUMETSAT demande aux personnes ayant le profil requis de poser leur candidature aux postes suivants, relevant du programme EPS.

INGENIEUR SPECIALISTE DES PLATES-FORMES SATELLITAIRES

Réf. Nr EUM/VN(96)9

- Responsable de l'établissement des spécifications techniques et du suivi du développement de la plate-forme du satellite, il sera chargé de :
- L'expertise technique pour les questions relatives aux spécifications et aux performances de la plate-forme du satellite, l'accent étant mis sur les aspects mécaniques et thermiques et sur le système de correction d'attitude et d'orbite.
 - La participation à l'élaboration et aux mises à jour de la documentation technique de base.
 - Le support technique pour le suivi de certaines activités industrielles.
 - La surveillance et l'évaluation de la réalisation industrielle du satellite.
 - La liaison avec l'ESA pour l'orientation des travaux confiés à l'industrie.
 - Le support technique pour l'acquisition du lanceur et la campagne de lancement.

La personne retenue devra posséder une formation supérieure, assortie d'au moins cinq ans d'expérience en conception et fabrication de satellites, acquise par la participation directe à un projet de développement de satellite, de préférence en contexte européen. Une spécialisation en conception mécanique et thermique et/ou en systèmes de correction d'attitude et d'orbite est souhaitable, ainsi que la capacité et la motivation pour assurer la responsabilité d'activité au niveau système.

INGENIEUR EN TELECOMMUNICATIONS

Réf. Nr EUM/VN(96)11

- Ses responsabilités, concernant les systèmes de communication et les réseaux, comprendront :
- La définition des choix techniques optimaux relatifs à l'architecture.
 - La définition des spécifications techniques (conception, budgets, interfaces et disponibilité).
 - Le support technique pour la définition des interfaces externes.
 - La planification et la coordination de la mise en place des réseaux et systèmes de communication.
 - La gestion des contrats industriels pour l'acquisition des éléments des réseaux et systèmes de communication.
 - La supervision de l'intégration, des essais et de la validation des réseaux et systèmes de communication internes et externes.
 - La participation à la préparation opérationnelle du réseau du secteur sol.

La personne retenue devra posséder une formation supérieure en télécommunications, assortie d'au moins cinq ans d'expérience dans le domaine, notamment en gestion d'activités industrielles. Ce poste implique la maîtrise des systèmes de transmission de données à haute vitesse, des transmissions de données internationales, ainsi que des systèmes de communication terrestre et par satellite. Des connaissances techniques en systèmes VSAT, en réseaux de communication, en réseaux locaux (LAN), en réseaux à grande distance (WAN) et en protocoles sont impératives.

Les candidats doivent maîtriser le français ou l'anglais et avoir une connaissance pratique de l'autre langue. Ils doivent posséder la nationalité de l'un des États-Membres d'EUMETSAT.

INGENIEUR TRAITEMENT DES DONNEES

Réf. Nr EUM/VN(96)10

Ses responsabilités, concernant les équipements informatiques, comprendront :

- La définition des choix techniques optimaux relatifs à l'architecture.
- La définition des spécifications techniques (conception, budgets, interfaces et disponibilité).
- La planification et la coordination de la mise en place des installations de traitement de données.
- La supervision de l'intégration, des essais et de la validation.
- La participation aux activités de développement industriel, par la conduite d'études liées aux domaines spécifiques du traitement du signal associé aux données-images.
- La gestion des contrats industriels pour l'acquisition des installations de traitement de données.
- La simulation et l'essai de nouveaux algorithmes.
- L'assistance, en matière d'analyse et pour les questions théoriques, aux activités de développement.

La personne retenue devra posséder un diplôme universitaire ou équivalent d'ingénieur en électronique ou en physique atmosphérique, assorti d'au moins cinq ans d'expérience dans le domaine, notamment en gestion d'activités de développement industriel à grande échelle de logiciel. Une expérience spécifique en traitement d'images et de données satellitaires est requise, ainsi que des bases théoriques en théorie du signal, en traitement des signaux numériques, en reconnaissance et/ou corrélation des formes et en déconvolution.

INGENIEUR STATION SOL

Réf. Nr EUM/VN(96)12

Ses responsabilités, concernant les Stations Sol (stations TTL, d'acquisition des données de la charge utile et d'utilisateurs), comprendront :

- La définition des choix techniques relatifs à l'architecture.
- La définition des spécifications techniques (conception, budgets, interfaces et disponibilité).
- La planification et la coordination de la mise en place des stations sol.
- La planification et la coordination de la mise en place des interfaces sol et le satellite.
- L'expertise dans les domaines relatifs aux radiocommunications (VHF, bandes L, S et X), aux TWTTC, aux données de la charge utile et à la poursuite (par mesure de distances et Doppler).
- La gestion des contrats industriels pour l'acquisition des éléments des stations sol.
- La supervision de l'intégration, des essais et de la validation.
- La participation à la préparation opérationnelle des stations sol.

La personne retenue devra posséder un diplôme universitaire ou équivalent d'ingénieur en électronique ou en télécommunications, assorti d'au moins cinq ans d'expérience dans le domaine, notamment en gestion d'activités industrielles. Une expérience en antennes et/ou en réception, en acquisition de données à haut débit et en stations potes constituerait un avantage.

SECTEURS DE POINTE



des DOCTORANTS

pour ses Centres de recherche :
Chimie-fine, pharmacie, agro-alimentaire
Matériaux - Génie Industriel
Énergétique-environnement

Envoyer lettre de motivation + CV à
M. le Directeur de la Recherche
Ecole des Mines d'Albi
81013 ALBI cedex 09
Renseignements : T. 63.49.30.51

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE CLASSE
PARMI LES DIX PREMIERS EN FRANCE

Chimie/Biotechnologie
Juriste
bilingue anglais
(allemand apprécié)

Ingénieur Brevets

Formation : Chimiste avec connaissances étendues en biotechnologie - CEPI - MANDATAIRE EUROPEEN (ou examen en cours) - Maîtrise de droit (ou expérience équivalente).
Profil : Agé de 30/40 ans, d'une très bonne présentation, parlant et écrivant couramment l'anglais, le candidat est doté d'une excellente culture générale et est très rigoureux. Il est particulièrement attiré par l'aspect juridique de la profession. Il possède en outre des qualités relationnelles reconnues et un esprit d'analyse et de synthèse.

Expérience : 8 à 10 ans avec expérience approfondie dans le domaine des consultations et litiges.
Poste d'avenir pour candidat(e) de valeur.
Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence PBC 1903 à notre Conseil
EGGO Conseils - 10, rue de Pouy - 75013 PARIS. Fax : 45.89.88.87. **Illustration totale assurée.**

EGGO Conseils

Sony... et votre engagement prend du sens.

Jeunes ingénieurs Outils et méthodes d'information

SONY FRANCE (5 000 personnes, 6,9 milliards de CA) fabrique et commercialise des équipements de haute technologie à usage grand public et professionnel. Notre service grand public a pour mission d'assurer la formation et le support technique à l'ensemble des distributeurs et des stations techniques chargés de la maintenance de nos produits électroniques de loisirs.

Au sein de cette équipe, vous serez responsable du traitement et de la gestion de l'information technique, et concevrez et développerez les outils d'enseignement assisté par ordinateur. Vous interviendrez également dans le développement d'outils fonctionnels tels que les outils d'évaluation des compétences, le développement des guides pratiques et des standards d'intervention dans le domaine de la maintenance.

De formation ingénieur grande école, vous avez si possible acquis une première expérience, vous possédez de solides compétences en informatique et en électronique et maîtrisez la langue anglaise. Votre créativité, votre curiosité intellectuelle et votre excellent relationnel vous permettront de réussir dans cette fonction.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous la réf. IM/1903, à SONY FRANCE, Sophie Worms, 15 rue Floréal, 75531 Paris Cedex 17.

SONY

SECTEURS DE POINTE



Dans le cadre de son partenariat avec Ernst & Young, EUREXPERT CONSEIL poursuit son développement et renforce sa structure commerciale

COMMERCIAL SENIOR

réf. CC1

Vente de projets stratégiques à forts enjeux

Rattaché au Directeur du pôle commercial, vous gérerez un portefeuille de propositions que vous devrez transformer en commandes fermes et, dans le même temps, vous alimenterez ce portefeuille en contacts nouveaux que vous aurez à qualifier (nature, importance, etc.). Vous bénéficierez du support des consultants lors de la phase de construction des projets et d'avant-vente.

Vous êtes de formation Ingénieur, ESC, MIAGE ou équivalent. Vous disposez d'une expérience commerciale d'au moins 4 ans acquise chez un éditeur de progiciels, chez un intégrateur ou pour le compte d'un cabinet de conseil comparable et vous connaissez la clientèle des grands groupes et des grosses PME (1 MdF CA mini) qui seront votre cible naturelle.

JEUNE COMMERCIAL

réf. CC2

Vous disposez d'une première expérience commerciale de 2 ans acquise chez un éditeur de progiciels ou chez un intégrateur et vous aimez prospecter afin de détecter et qualifier les besoins en projets organisationnels de nos futurs clients.

Vous êtes de formation Ingénieur, ESC, MIAGE ou équivalent. Nous vous formerons à notre métier (les projets organisationnels à fort enjeu avec une part progiciel importante) et nous vous ferons évoluer en fonction de vos résultats et au fur et à mesure de notre propre croissance.

Ces 2 postes vous donneront l'opportunité d'acquérir des compétences sur un marché porteur. Vous aimez travailler en équipe, vous voulez vivre au rythme d'une entreprise à taille humaine (moins de 100 personnes) et dans un contexte de forte responsabilité.

L'environnement des progiciels intégrés (SAP, ORACLE, JDE, TRITON) et des projets à fort enjeu vous attire : envoyez votre CV + photo + lettre manuscrite et niveau de salaire sous la réf. choisie à Euxpert Conseil - Isabelle Liguoro - 17, rue Louis Rouquier - 92300 LEVALLOIS.



Notre groupe, filiale de la Générale des Eaux (5 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs) est spécialisée dans l'ingénierie électrique et l'industrie.

Dans le cadre du fort développement de notre département Automatique et Informatique Industrielle, nous recherchons pour notre site basé en banlieue parisienne Ouest :

INGÉNIEUR D'AFFAIRES GTC À FORT POTENTIEL

■ Votre mission : vous assurez la responsabilité technique, financière et humaine des projets de gestion technique centralisée. Vous animez et motivez une équipe de chefs de projets et de développeurs. Vous maîtrisez la relation avec le client et vous vous impliquez aux côtés de la direction commerciale dans les propositions de prestations. Vous suivez les affaires depuis l'amont jusqu'à la mise en route chez l'utilisateur.

■ Votre profil : Vous êtes de formation supérieure de type ingénieur ou équivalent. Vous disposez d'une première expérience significative de la fonction, acquise chez un installateur, un constructeur ou en cabinet d'ingénierie. Au-delà de votre maîtrise technique (automatismes, superviseurs...), vous disposez de réelles qualités managériales et êtes soucieux de la rentabilité de vos projets.

■ Nous vous offrons : un haut niveau de décision dans une structure favorisant la responsabilisation des hommes. De réelles possibilités d'évolution au sein d'une structure connaissant une forte croissance.

Merci d'adresser votre candidature à Vidal Associates, 98-102 rue de Paris, 92100 Boulogne, en précisant la réf. 4870 sur la lettre et l'enveloppe.



3 INGENIEURS SYSTEMES SPECIALISES GSM

Région parisienne

Nous sommes un groupe international, spécialisée dans la conception et la fabrication de matériel de téléphonie microcellulaire. Notre filiale européenne recherche, pour son implantation française, de nouveaux collaborateurs.

Le Poste : sous l'autorité du Vice Président Ventes, vous êtes responsable de l'aspect réseau : design, couverture, optimisation ainsi que l'interface avec les réseaux existants. Vous supervisez la partie software : management, détection, rerouting, etc.

Le Profil : de formation Ingénieur (Télécoms, Supélec ou équivalent) âgé d'une trentaine d'années, vous avez déjà 8 à 10 ans d'expérience de la technologie microcellulaire, et impérativement la connaissance du GSM.

L'anglais est indispensable.

Rémunération motivante.

Discrétion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9829 à notre Conseil.



Le groupe norvégien Norske Skogindustrier ASA représente une vingtaine d'unités de production de papier, de pâte et de matériaux de construction, en Norvège, en France et en Autriche. Il est le troisième fournisseur de papier journal en Europe et le deuxième pour le papier magazine SC.

L'unité de production de Golbey (330 personnes) est implantée dans les Vosges, près d'Épinal. Avec une capacité de production de 850 000 t de papier journal par an, Norske Skog Golbey compte parmi les plus modernes d'Europe.

Ingénieur développement

Ingénieur papetier (EPFG...) ou ingénieur chimiste ayant impérativement une connaissance de l'industrie papetière, vous rejoindrez l'équipe développement et serez pour mission la réalisation d'études des processus de production et des analyses de qualité. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les différents services de l'entreprise (production, maintenance, laboratoire...).

Disposant d'une première expérience professionnelle ou débutant ayant réalisé des stages significatifs, vous souhaitez valoriser vos connaissances dans des fonctions d'études et de développement.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Merci d'envoyer, lettre manuscrite, CV et prétentions, à : Norske Skog Golbey S.A. Route Jean-Charles Pellerin BP 108 - 88194 Golbey Cedex



Norske Skog
Papeteries de Golbey



Ingénieur électronique

Notre société, de plus de 800 personnes, conçoit et réalise des équipements et systèmes de haute performance destinés essentiellement à l'aéronautique.

Le Bureau d'ETUDES ELECTRONIQUES situé à PARIS recherche un INGÉNIEUR ELECTRONICIEN.

Profil : Vous avez une formation d'ingénieur en électronique (SUPELEC, ENSEEHT, ENSEA...) et maîtrisez l'acquisition et la transmission de données analogiques et numériques ainsi que les circuits logiques programmables et les microprocesseurs (88XXX). Vous connaissez l'électronique de puissance et la conversion d'énergie.

Vous avez utilisé des outils IAO/CAO et parlez couramment l'anglais.

Mission : Vous êtes apte à travailler en équipe, à prendre en charge la responsabilité de projets, et à assurer l'étude et le développement de matériels embarqués.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et numéro de téléphone à E.C.E. Direction du Personnel, BP 113, 75960 Paris Cedex 20.



Le Groupe BOEHRINGER INGELHEIM réalise 18 milliards de francs de CA dans le monde, essentiellement dans le domaine pharmaceutique. En France, avec 1200 personnes et 4 sites industriels, le CA s'élève à plus de 1,4 milliard de francs. Nous recherchons pour notre Division des Achats un

ACHETEUR H/F

En étroite collaboration avec les Services de l'entreprise, vous assurez les achats des biens généraux, des matériels et les investissements informatiques.

Vous avez entre 28 et 35 ans, une formation d'ingénieur avec une expérience dans un environnement industriel (3 à 4 ans) qui vous a permis, après une formation Achats (MAI, ESAP...), d'acquérir un réel savoir-faire dans le domaine des Achats.

Vous êtes organisé et autonome. Vous appréciez le travail en équipe et possédez de réelles qualités de négociateur mais aussi d'animateur.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, l'allemand est un plus.

Ce poste est basé à Reims (51).

Si cette opportunité de carrière est de nature à vous intéresser, merci de faire part de vos motivations en adressant un dossier complet (lettre + CV + photo + prétentions) en précisant la référence cal/sjo à BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE - Direction des Ressources Humaines - 6, rue Leo Delibes 75116 Paris.

Groupe international leader sur ses marchés recherche un

Assistant au Directeur Recherche et Développement Groupe PARIS

pour assurer la gestion administrative de la R&D au plan du Groupe.

Ses responsabilités consisteront également à organiser la relation du Groupe avec les communautés scientifiques internationales et à superviser les systèmes de veille active.

De formation supérieure, école scientifique spécialisation biologique ou physico-chimique, le candidat justifiera d'une expérience réussie de 4 à 5 ans dans une fonction de développement d'un grand groupe international.

Une expérience en marketing et en administration de la Recherche sera appréciée.

Anglais impératif

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à référence SCI226LM à Stéphane CHABERT NICHOLSON INTERNATIONAL - Search & Selection Consultants - 14, rue Pergolée 75116 PARIS. Tél. 44.17.81.81 Fax : 45 00 03 20.



Allemagne - Australie - Autriche - Belgique - Brésil - Chine - Espagne - Hongrie Hong Kong - Inde - Israël - Italie - Pays-Bas - Pologne - Portugal République Tchèque - Roumanie - Royaume-Uni - Russie - Turquie



LABORATOIRE CENTRAL DES INDUSTRIES ELECTRIQUES

INGENIEUR Analyser- Simplifier - Diriger

Nous sommes en France le premier laboratoire spécialisé dans les mesures, les essais et le contrôle des matériels électriques et électroniques. Nous sommes aussi l'un des plus importants en Europe.

Les exigences de qualité croissantes des industriels nous obligent à adapter constamment nos services pour répondre, avec précision et rapidité, à des demandes où se rencontrent la technique, l'économique et le juridique.

C'est dans cet univers en pleine mutation que nous créons un poste d'ingénieur, adjoint au Chef du Département "Sécurité Electrique".

Vous aurez à analyser le fonctionnement de cette entité d'une quarantaine de personnes, à proposer des améliorations dans tous les domaines puis à les mettre en œuvre pour ajuster nos performances à l'accroissement des demandes. Mission accomplie, des responsabilités élargies vous attendent.

Vous êtes ingénieur ou scientifique de haut niveau. Vous avez l'expérience de l'industrie, vous aimez diriger des hommes. Vous savez gérer des situations complexes. Vous parlez anglais.

Nous sommes pressés de vous rencontrer. Nous vous dirons comment nous entendons relever les défis de la croissance. Avec vous.

Merci d'adresser votre dossier sous la référence LEH 391 LM à notre conseil SEFOP, 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Je vis à l'iso

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 19 MARS 1996 / IX

SECTEURS DE POINTE

Vous attendez de votre entreprise qu'elle vous donne des défis. Normal !



MOTOROLA - 140 000 personnes qui donnent le meilleur d'elles-mêmes dans toutes les activités de l'électronique professionnelle : composants, radiocommunications et téléphonie cellulaire, informatique industrielle et bureautique, électronique de contrôle pour l'automobile et l'industrie. **MOTOROLA** - 10 % du CA investis en recherche et développement. **MOTOROLA** - une forte implantation en Europe avec 10 usines, 12 centres de recherche et des dizaines de bureaux de vente et de service.



Pour tous ces postes, des qualités relationnelles, le sens de l'autonomie et la rigueur sont indispensables. La pratique de l'anglais est primordiale car vous évoluerez dans un environnement international. Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à Motorola Electronics Automotive, Direction des Ressources Humaines, 8 bd Charles-Denis, 91840 Evry-Courcouronnes Cedex.



MOTOROLA

Inventons le futur

Aujourd'hui, Motorola Angers - fabricant de systèmes et de modules électroniques destinés au marché automobile européen - lance un nouveau produit de haute technologie. La création d'une ligne de fabrication dédiée à ce produit nécessite la constitution d'une équipe très compétente et très impliquée pour relever ce défi.

CHEF DE PROJET

Véritable animateur et coordinateur de projets, vous apporterez toute votre expertise technique à la réussite de cette ligne de fabrication. Ingénieur mécanicien (Mines, Arts et métiers, INSA...), vous avez une expérience d'environ 10 ans en conception d'équipements ou assimilés et connaissez donc parfaitement les techniques de conception (analyse de valeur, analyse fonctionnelle...). réf. LM1803/1

INGÉNIEURS PROCÉDÉS/ÉQUIPEMENTS

Vous développerez, mettrez en place et optimiserez les procédés et équipements de production de cette ligne de fabrication. Ingénieur généraliste à dominante mécanique (Mines, Arts et métiers, INSA...), vous avez 3 à 4 ans d'expérience industrielle en technologie hybride couches épaisses et en production grande série. réf. LM1803/2

INGÉNIEURS TESTS ET SYSTÈMES

Vous assurerez le développement, la mise en place et le support des équipements de tests de notre nouveau produit (tests fonctionnels et in situ). Ingénieur électronicien (Supélec, Enseigt...), vous avez une expérience similaire de 3 à 4 ans en production grande série. réf. LM1803/3

ADMINISTRATEUR SYSTÈME UNIX

Responsable de l'administration des systèmes Unix pour l'ensemble du site d'Angers, vous intervenirez sur les réseaux TCP/IP et Ethernet. De formation supérieure en informatique, vous avez une expérience de 3 à 4 ans en administration de système Unix (HP, IBM RS6000) et connaissez les bases de données Oracle. réf. LM1803/4

INGÉNIEUR ASSURANCE QUALITÉ

Vous serez chargé de l'amélioration de la qualité des composants semi-conducteurs et, pour cela, travaillerez en étroite collaboration avec les fournisseurs, le site de production d'Angers et nos centres de design. De formation bac + 3 en micro-électronique, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en semi-conducteurs et, de préférence, dans le domaine de l'assurance qualité. réf. LM1803/5

INGENIEUR DEBUTANT

CHARGÉ DE PROJETS EN MÉCANIQUE
OUEST DE LA FRANCE

Mission : en liaison avec les unités de production, vous proposez des solutions techniques en réponse aux demandes de modifications. Vous avez la responsabilité d'actions de développement technologique, menées avec des partenaires internes ou externes. Vous élaborez et faites appliquer les normes de vos domaines de compétences. Vous agissez au sein d'une équipe pluridisciplinaire d'ingénieurs et de techniciens.

Profil : • ingénieur diplômé d'une grande école : formation généraliste à dominante mécanique, avec de bonnes connaissances en mécanique des fluides • bonne aptitude au travail en équipe, sur des sujets pluridisciplinaires • curiosité technique • esprit novateur.

Nous vous offrons : • un travail passionnant au sein d'une équipe performante et innovante • une formation solide • un site d'envergure à la pointe de la technique • de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 73.366/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

elf congo

Pour compléter ses équipes d'exploitation pétrolière à Pointe Noire, ELF Congo recherche des :

Opérateurs Exploitation

Vous êtes : BTS et DUT (Bac+2) Impérativement spécialisés dans les domaines suivants : • Génie Chimique et Chimie • Génie électrique et électricité • Génie mécanique et mécanique • Génie thermique • Maintenance industrielle • Mécanique et automatisme industriel (MAI) • Mesures physiques • Contrôle industriel et automatisme programmables (CIRA) • Bureau d'études • Electromécanique.

Après une période de formation, vous serez affectés dans votre pays d'origine et intégrerez les équipes d'exploitation.

Le travail s'effectue à terre ou en mer, en rotation à partir de Pointe Noire, au Congo.

Une rémunération de départ attractive vous est proposée en fonction de votre expérience professionnelle.

De réelles possibilités de carrière vous sont offertes au sein d'une entreprise solide et innovante, en fonction de votre potentiel et de vos résultats.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photocopie du diplôme, photo innovante, en fonction de votre potentiel et de vos résultats).

Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photocopie du diplôme, photo innovante, en fonction de votre potentiel et de vos résultats).

Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photocopie du diplôme, photo innovante, en fonction de votre potentiel et de vos résultats).



ipedex

Exploitation

Ingénierie : Cette importante société d'ingénierie, filiale d'un puissant groupe, se développe surtout sur le marché national qu'international. Elle est spécialisée dans la conception et la réalisation de stations de traitement de l'eau. Elle offre de réelles opportunités de carrière à des ingénieurs souhaitant s'investir dans la préservation de l'environnement et la régénération de l'eau.

Ingénieurs d'Affaires

Paris, Lyon, Toulon, Nancy, Toulouse

Basés dans les directions régionales et sous l'autorité du directeur, ils seront en charge de la détection et de l'analyse des opportunités, principalement auprès des collectivités locales, de l'établissement des offres commerciales, en plaçant les services internes des sociétés, de la défense des offres, ainsi que de l'établissement des marchés. Ces opportunités interviennent des ingénieurs grandes écoles, âgés de 30 ans minimum, ayant une première expérience commerciale acquise dans l'ingénierie, le TP ou chez un assembleur. Des candidats issus des secteurs Études ou Réalisation et ayant un bon potentiel commercial sont également de nature à nous intéresser. RÉF. 7134A/M

Ingénieur Etudes de Prix International

Au sein de la direction internationale basée à Paris et en étroite relation avec le bureau d'études central et les ingénieurs d'affaires, il interviendra sur la phase chiffrage des projets export de «stations de traitement de l'eau l'unité importante». Il se prononcera sur la partie coût des solutions envisagées, proposera des choix techniques et économiques, établira des cotations détaillées de chaque projet. Il travaillera en équipe et sera aidé par les moyens et outils performants du groupe. Ce poste nécessite des déplacements dans le monde entier (Amérique du Sud, Asie du Sud-Est...). Le candidat devra parler couramment l'anglais. Ingénieur de formation, votre technicien expérimenté, il aura une expérience significative de la cotation d'usines clés en main (industrie lourde, chimie, agro-alimentaire, automobile...). RÉF. 7134B/M

Les entretiens auront lieu à Paris ou à Aix-en-Provence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle en précisant la référence et la ville choisies à QUADRA, BP 302, 13798 Aix-en-Provence cedex 03.



Henri Macheron & Associés

Filiale d'un Groupe d'Ingénierie, Serete Industries accompagne depuis plus de 40 ans ses clients dans leur développement en France et à l'étranger. Elle intervient dans les domaines les plus variés : en particulier, l'énergie, la chimie, l'environnement... Elle souhaite renforcer ses équipes en recrutant plusieurs :

CHEFS DE PROJETS

Chimie

Vous interviendrez dans la mise en œuvre d'investissements concernant des installations de process lourds. A 30/40 ans, Ingénieur Généraliste avec une spécialisation en génie des procédés, vous avez déjà une expérience dans la conception et la réalisation d'unités industrielles chimiques, en maîtrise d'œuvre ou clé en main.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à : Serete - Elisabeth Normandin - 86, rue Régnauld 75013 Paris.



serete
INDUSTRIES

Le Monde

هكذا من اجل

سكيات الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 19 MARS 1996 / XI

INFORMATIQUE RÉSEAUX/TÉLÉCOMMUNICATION

MONÉTIQUE

Un des acteurs principaux du monde de la MONÉTIQUE et des moyens de paiement, organisme à taille humaine - Paris Opéra - nous recherchons dans le cadre de notre développement un

Responsable Méthodes et Exploitation

Bilingue anglais

De formation Ingénieur ou Ecole de Commerce, vous avez une expérience de 8 à 10 ans en informatique dans une fonction à forte composante technique et organisationnelle.

Une connaissance de la monétique et/ou des moyens de paiement est indispensable pour réussir dans cette fonction.

Des contacts permanents et de haut niveau avec nos partenaires en France et à l'étranger requièrent une parfaite maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit.

Négociateur, autonome, vous serez une force de proposition pour notre Direction des Systèmes d'Information et encadrerez une équipe de 3 personnes.

Pour un candidat actuellement en poste dans une banque, le poste peut être pourvu par détachement.

Si vous êtes enthousiaste, doté d'excellentes qualités de rigueur, merci d'adresser votre candidature sous réf. RME à EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui vous garantira toute confidentialité.

EL Conseil - 67, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

**LA BANQUE DE FRANCE RECRUTE
PAR CONCOURS LE 11 MAI 1996**

5 CONCEPTEURS ANALYSTES

Sous l'autorité d'un chef de projet, le concepteur analyste étudie, propose et met en place des solutions d'organisation et d'automatisation des traitements et procédures.

3 ANALYSTES SYSTÈME OU D'EXPLOITATION

L'analyste système ou d'exploitation participe aux études concernant la mise en place, l'usage et l'évolution de ressources informatiques (matérielles et logicielles).

1 ANALYSTE RÉSEAUX

L'analyste réseaux prend une large part aux études concernant la mise en place, l'usage et l'évolution de ressources réseaux (matérielles et logicielles).

Ces métiers s'exercent dans les environnements IBM, BULL, TANDEM, UNIX et sur stations de travail (CTOS, WINDOWS). Ces postes d'encadrement sont à pourvoir en Région Parisienne.

Rattachés à un pays membre de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, les candidats (hommes ou femmes - libérés ou non des obligations du service national) doivent être âgés de moins de 28 ans au 1^{er} janvier 1996 (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) et ne peuvent concourir que pour un seul des profils d'emplois proposés.

De très bonnes connaissances théoriques confirmées par des stages ou éventuellement une courte expérience professionnelle, des aptitudes à rédiger et la maîtrise de l'anglais technique font partie des compétences requises.

Ce concours s'adresse aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 1^{er} cycle d'études supérieures en informatique, d'une maîtrise d'informatique (MST, MAGE...), d'un diplôme national scientifique de 2^e ou 3^e cycle, ou d'un diplôme d'ingénieur. Les étudiants en dernière année de diplôme sont admis à composer, les diplômés étant exigés à la date du recrutement.

Inscriptions reçues du 4 mars au 3 avril 1996 (dossiers disponibles à partir du 4 mars ; aucun formulaire ne pourra être adressé aux candidats par voie postale après le 29 mars 1996).

Documentation et renseignements à la
Banque de France
Direction Générale du Personnel
56-1508 Recrutement Concours
31, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01
Tél. (1) 42 92 40 17 - Minitel 3615 LABDF

BANQUE DE FRANCE

ORIGIN/France,
filiale du groupe ORIGIN
(110 000 personnes - 6,3 Mds de FF de CA),
deuxième SSII européenne, est spécialisée
dans l'intégration de logiciels et de
MFG/Pro, SAP, TRITON.

Pour accompagner notre développement, nous
recherchons des

CONSULTANTS

dans les domaines
Finances et Gestion de Production.

La maîtrise de ces métiers et l'expertise acquise
en entreprise, associées à un bon niveau d'anglais,
sont indispensables (CPIM serait un plus).

Merci d'envoyer votre dossier de candidature
à **ORIGIN/France**, Département Intégration,
48 avenue des Champs Pierres,
92000 NANTERRE.

ORIGIN

A L'ORIGINE, IL Y A L'HOMME.

LAFARGE CEMENTS

Jeune chef de projet informatique

La direction des Systèmes et Organisation Informatique de Lafarge Ciments (4 milliards de francs de CA, 2 000 personnes) met en place et gère l'ensemble du système d'information de gestion dans un environnement distribué (mini-ordinateurs et micro, bases de données relationnelles).

Nous vous proposons une véritable responsabilité de « compte client » en interne, avec dans un premier temps, une orientation prioritaire pour les projets à mener avec la Direction des Ressources Humaines :

- animation de la relation avec le « client interne » ;
- évaluation et pilotage opérationnel des projets ;
- encadrement des équipes ;
- coordination du suivi des applications existantes.

Vous êtes ingénieur diplômé (avec si possible une formation complémentaire en gestion), vous avez une expérience réussie de 5 ans environ dans les études et le développement informatique dans un environnement distribué. 2 ans d'expérience de mise en œuvre de SIGAPale constitueront un atout supplémentaire.

Avec votre sens de la méthode, vous souhaitez exploiter vos qualités d'écoute, votre esprit moteur et vos capacités d'animation.

A un candidat de valeur, ce poste ouvrira des perspectives d'évolution diversifiées dans l'ensemble du groupe.

Poste situé à Saint-Cloud.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 9608, à notre conseil : BONNEL Conseils Associés, 27-29 rue Raffet 75016 Paris.

LAFARGE

LES MATERIAUX POUR CONSTRUIRE LE MONDE

L'Entreprise mode d'emplois.

Cahiers Initiatives.
Lundi et mardi.

Le Monde

INGENIERIE et SERVICE en INFORMATIQUE Industrielle
Jeune entreprise de 200 personnes en région parisienne

Réf : Q963 - Chefs de projets / Qualificien : vous avez de 2 à 7 ans d'expérience professionnelle, vous avez participé à la conduite de projets en informatique industrielle, vous connaissez la qualité et les outils du génie logiciel. Instinct du service et de l'engagement indispensable.

Réf : Q964 - Consultants télécom : vous avez de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle dans le milieu des télécoms, vous avez déjà piloté des projets (réseaux internationaux, radiocom, voies/données, interconnexion et services associés), vous avez le sens de la communication, du service et du conseil, les concepts de la qualité vous sont familiers.

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser CV, photo et lettre de motivation manuscrite en précisant votre rémunération actuelle et la réf du poste choisi à **Isabelle VALAGEAS - SINFOR - 11 rue Charles Schmidt - 93583 SAINT OZEN CEDEX.**

SINFOR

INFORMATIQUE / RÉSEAUX / TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ingénieur. Pour quel monde ?



Hewlett Packard, 3^e constructeur informatique mondial, connaît cette année encore une réussite exceptionnelle. Cette réussite, HP la doit à une capacité d'innovation et de remise en question permanente. C'est là tout le talent de femmes et d'hommes audacieux et créatifs qui possèdent une vision mondiale de leurs responsabilités.

Basée à Grenoble, la division Ordinateurs Personnels développe, à l'échelle mondiale, l'ensemble des produits PC destinés aux grandes et petites entreprises. Avec 70% de croissance en 1995, la division PC se donne les moyens de son ambition et recrute des professionnels de haut niveau qui sauront s'exprimer dans l'univers d'HP.

Nous proposons des opportunités dans nos laboratoires de Recherche & Développement, de Qualification et en Production.

ORDINATEURS PERSONNELS

Ingénieurs électroniciens

Ingénieurs développement software ou hardware

Ingénieurs en industrialisation

Ingénieurs Operating Systems

Ingénieurs spécialisés dans le développement des PC BIOS

250-350 KF

Grenoble

Vous possédez une expérience de 3 ans minimum de l'univers PC, soit en production, soit en Recherche et Développement et une connaissance approfondie de certains des domaines suivants :

- architectures PC • Systèmes d'exploitations PC • Production PC • OS/2 ou NT
- graphique/vidéo/3D • Développement BIOS • Assembleur INTEL
- Process de production logiciel.

Vos compétences techniques alliées à une forte culture client vous permettent de vous adapter à des projets complexes et diversifiés. Bon communicant vous pourrez enrichir vos compétences et apporter votre contribution originale dans un environnement international stimulant qui favorise l'autonomie et la créativité.

En rejoignant le site de Grenoble, vous évoluerez dans un environnement multiculturel où grâce à votre maîtrise de l'anglais et votre ouverture d'esprit, vous communiquerez avec des interlocuteurs de toutes nationalités.

Si le goût de la réussite partagée vous stimule, nous vous donnerons les moyens de vous exprimer.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM10 à CTA, 72 rue du Faubourg St Honoré, 75008 Paris.

HEWLETT
PACKARD

L'ÉNGÉNIEUR S G S M

En conjuguant la puissance de la technologie de Matra Communication, (Nortel Matra Cellular), à l'expertise de l'industrie française, nous nous imposons aujourd'hui comme l'un des leaders mondiaux des systèmes de communications. Globales et novatrices, ses technologies de l'ingénierie des réseaux sont la pierre angulaire d'une infrastructure des télécommunications mondiale implantée en France, et exportée dans plus de 100 pays. Nous gérons les activités développées sur les marchés suivants :

PRODUCT MANAGERS

Marché européen (réf. PMS/M)

Marché Asia Pacifique (réf. PMA/M)

Chargé d'analyser et d'anticiper les besoins des clients en matière de télécommunications, vous définissez les stratégies et assurez la cohérence de l'évolution technique et commerciale des produits par rapport au développement de chaque marché.

Vous veillez aux spécifications produits et travaillez pour cela en collaboration étroite avec le département R & D.

Ingénieur Télécom, vous possédez, outre 5 ans d'expérience dans le secteur des télécoms, une expérience de "product management" ou "network design" acquise chez un constructeur GSM. Une bonne connaissance du marché GSM/DCS 1800 est nécessaire. Anglais indispensable pour ce poste nécessitant un bon relationnel et des déplacements réguliers à l'étranger.

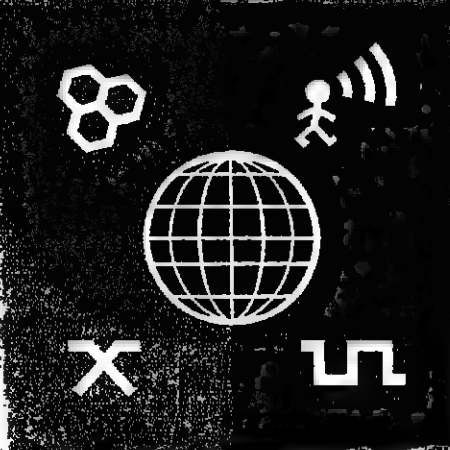
INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS RÉEL

Vous êtes chargé de spécifier, réaliser et suivre les évolutions fonctionnelles des logiciels de télécommunications (multi-processeurs à base de microprocesseurs 16 bits INTEL, MOTOROLA et DSP). Vous assurez la maintenance et l'évolution des logiciels existants.

Ingénieur Informatique/Électronique, vous possédez une expérience confirmée (3 à 5 ans) en développement de logiciels temps réel, si possible dans le cadre d'un gros projet. Connaissance de C et des outils de mise au point logiciel (émulateurs, analyseurs de protocoles) nécessaire. Anglais nécessaire. (réf. BTS/M1)

Pour ces postes basés à Guyancourt (78), adressez votre lettre de motivation, curriculum vitae, photo et prétentions, sous la référence choisie, à Nortel Matra Cellular, DRH, Armelle Commelin, 1, place des Frères Montgolfier, 78042 Guyancourt.

Bâtiment de la communication mobile.



for a mobile generation

INGÉNIEUR OPTIMISATION RÉSEAUX

Au sein du service "Technical Field Operations", vous assurez la qualification radio ou l'optimisation d'un réseau GSM ou DCS. Responsable des campagnes de mesure sur le terrain et de l'analyse des données collectées, vous proposez les actions correctrices qui permettent d'atteindre des critères de qualité de service prédéfinis.

Pour animer cette mission organisée en binôme, vous êtes Ingénieur Radio/Réseaux et votre expérience de 2 à 5 ans dans les mesures radio vous confère une bonne maîtrise des campagnes de mesure sur

INGÉNIEUR VALIDATION ET SUPPORT OUTILS

Au sein du Département "Network Engineering" dont la mission pour la Division des Opérations Industrielles de Nortel Matra Cellular est d'assurer l'ingénierie des réseaux GSM clients, vous prenez en charge la validation, l'installation et le diagnostic pour nos utilisateurs.

Responsable du suivi de la progression des actions à mener pour résoudre les problèmes rencontrés, vous prenez en compte les demandes d'évolution sur les outils internes "Groupe Nortel". De formation ingénieur informatique et/ou Télécom, vous avez une bonne expérience en programmation sur station de travail et maîtrisez parfaitement Unix.

Une expérience en support technique utilisateur est fortement souhaitée, tout comme la connaissance du GSM.

Anglais courant indispensable. (réf. VSO/M1)

NORTEL MATRA
CELLULAR

مكتبة الرياض

Télécom : à qui profite la loi ? Comment on assassine un livre

par Jacques Lemerrier

Le projet de loi de réglementation des télécommunications - ou LRT - est désormais connu. Le 1^{er} janvier 1998, la téléphonie vocale sera ouverte à la concurrence, les monopoles, abrogés. On peut regretter ce choix des gouvernements européens, néfaste pour les consommateurs et l'emploi. Mais il a été émis. Dès lors, il convenait de légiférer pour définir un nouveau cadre d'activités qui fût salubre et des appétits.

De l'automne 1995 à janvier 1996, le ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace a ouvert une consultation publique sur le sujet. Les acteurs concernés se sont exprimés à partir d'un rapport ministériel. D'emblée, l'opérateur avait souligné le caractère ambigu d'un texte où les références au service public étaient étouffées par des dispositions faisant la part belle aux opérateurs privés.

La mouture qui circule aujourd'hui accentue l'équivoque. Habilement rédigée, elle autorise une double lecture censée satisfaire les libéraux comme les tenants du service public.

Cette approche ambiguë s'illustre particulièrement dans l'exposé des motifs. De prime abord, d'aucuns peuvent en effet se réjouir des références convenues au service public et des affirmations répétées sur la prééminence de « l'opérateur historique » France Télécom. Sur un autre plan, d'autres se félicitent des signes indiquant la volonté d'ouvrir le réseau national à d'autres opérateurs et de leur confier des missions de service public. Quant à la création d'une « autorité de régulation », ceux qui y voient un simple appendice de l'État le disputent aux interprètes qui perçoivent cette instance comme un chef d'orchestre.

Si cette double lecture, destinée à plaire à tous, s'impose dans ce prologue étrange, il n'en va pas de même dans le projet de loi proprement dit. S'il n'est pas amendé, il sonnera le glas pour France Télécom, le service public et les emplois affectés.

● Qui s'acquittera des missions de service public ? Il est dit que ce sera France Télécom, qui jouira « pour longtemps » d'une « position dominante ». Le service public est désormais structuré en trois niveaux : le service universel du téléphone ; les services obligatoires de télécommunications ; les missions d'intérêt général. Laissons de côté ces dernières qui concernent les questions de défense et de sécurité, d'enseignement supérieur et de recherche publique, pour nous attacher aux deux aspects les plus importants.

Le service universel implique « la fourniture à tous (...) d'un service téléphonique de qualité à un prix abordable, ainsi que l'acheminement gratuit des appels d'urgence, la fourniture d'un service de renseignements et d'un annuaire d'abonnés (...) et la desserte du territoire national en cabines installées sur le domaine public ». Ces prestations, classiques et minimales, sont réputées être confiées à France Télécom. Pourtant la possibilité est d'ores et déjà offerte à des opérateurs d'assurer, « sur une zone géographique déterminée », la desserte des cabines téléphoniques, le service des renseignements universels et l'annuaire universel. Autrement dit, à peine formulé, le postulat de la prééminence de France Télécom est vidé de sa substance.

● Qui financera le service public ? S'agissant du service universel, deux modalités complémentaires sont envisagées : le paiement d'une redevance versée lors de l'interconnexion et le règlement d'une contribution à un « fonds de service universel ». Les soupçons s'éveillent lorsqu'on lit que le système de la redevance s'effacera quand « les déséquilibres tarifaires seront résorbés au regard du fonctionnement normal du marché ». Pour les rédacteurs, « le fonctionnement normal du marché », c'est la concurrence sans entraves, la fin de la péréquation tarifaire. Le principe d'égalité, chef de voûte du service public, volerait alors en éclats. Ne subsisterait que le fonds de service universel, reposant sur les contributions des opérateurs entrants, qui s'exercerait d'une participation à l'amortissement des infrastructures existantes qu'à leur maintenance et à leur modernisation.

Deux autres exemples confirment cette tendance destructrice. Le premier paraît anodin. Lorsque des alvéoles destinées à faire passer des câbles souterrains seront disponibles, France Télécom ne pourra pas s'opposer au « droit de passage » (sic) d'un concurrent. Le financement de cette servitude sera livré aux aléas d'une « contribution négociée avec l'opérateur ». Le deuxième exemple est relatif à ce que les techniciens appellent la « portabilité » (la possibilité laissée à un utilisateur de conserver le même numéro de téléphone s'il change d'opérateur). Il est évident que seul France Télécom est à même de mettre en œuvre les logiciels de transfert d'appel nécessaires à ce genre d'opération. Ce qui représenterait un gouffre financier. Venait-on vraiment acheter France Télécom ?

● Qui assurera la tutelle et la régulation ? Là encore, si l'on s'en tient à l'exposé des motifs, le verrou du gouvernement semble posé : « La fixation des règles du jeu ainsi que le contrôle du service public et du service universel relèveront du ministre chargé des télécommunications ». Tandis que la Commission supérieure du service public est confirmée, on annonce

Derrière les mots du service public, l'objectif véritable est de livrer les télécommunications à une concurrence totale

la création d'une Autorité de régulation indépendante. Ses attributions sont volontairement minimes : elle est cantonnée dans un rôle consultatif auprès du gouvernement, chargée du règlement des litiges liés à l'interconnexion et à l'accès au réseau. Elle se retrouve introduite dans la sphère du pouvoir régulier : ce modeste arbitre délivrera après accord du ministre les autorisations d'entrée sur le réseau de France Télécom, définira les principes et les modalités de financement du service universel. Ce qui veut dire que l'avenir de France Télécom, service public national, reposera sur trois « sages » inamovibles élus pour six ans.

Comment ne pas dénoncer un projet qui utilise les mots du service public comme autant d'appâts pour détourner les regards de son objectif véritable : livrer les télécommunications à une concurrence totale ? Si par malheur ce texte acquiesce à l'état de fait, le destin de France Télécom serait scellé. La marginalisation progressive guetterait l'exploitant public, engagé dans la double spirale de l'augmentation des tarifs et des compressions d'effectifs. Le chiffre de - 50 000 en dix ans n'est pas excessif, compte tenu de l'exemple des pays étrangers.

Il est encore temps d'effacer ce qui ferait de ce texte une loi dangereuse. France Télécom doit demeurer l'unique opérateur du service public. La représentation nationale et le gouvernement doivent conserver leur tutelle sur un domaine qui, selon la Constitution, est « la propriété collective de la nation ».

Jacques Lemerrier est secrétaire général de la fédération FO des travailleurs des postes et des télécommunications.

Michel Gonod, journaliste, est coauteur du *Grand Secret*.

Golden Boy ou Gribouille par Françoise Billon

GOLDEN Boy et Gribouille n'ont pas seulement en commun la première lettre de leur nom. Jugez plutôt : 705 000 emplois créés en février aux États-Unis, le meilleur chiffre depuis douze ans ; un chômage tombant à 5,5 % atteste la vigueur de la reprise américaine. Il faut être président des États-Unis pour s'en réjouir. Effarés que deux fois plus d'Américains qu'espérés accèdent enfin à un salaire, les stratèges de Wall Street auraient provoqué aussitôt la panique boursière sans les « coupe-circuits » mis en place après le krach d'octobre 1987. Car leurs ordres de vente se déclenchent selon une équation simple : emploi = dépense = inflation = hausse des taux = baisse des titres.

Anticiper, anticiper, voilà le maître mot dans les salles de marchés. Que l'inflation redoutée ne soit ni actuelle ni prévue, n'importe ; elle pourrait advenir, cela

par Michel Gonod

EN France, l'interdiction ou la saisie d'un livre est une décision de justice. La faute doit être grave si la sanction est aussi sévère, doivent penser les Français qui n'ont pas eu la chance de trouver *Le Grand Secret* avant la chute du couperet. Pendant quatorze ans, ils ont lu - et lisent encore - des journaux et des écrivains qui ont bâti leur fonds de commerce sur l'hostilité, voire la haine envers François Mitterrand, et qui n'ont cependant jamais été inquiétés. Voilà maintenant deux auteurs, dont l'un a soigné le président disparu pendant deux septennats et l'autre n'a jamais dissimulé sa sympathie pour lui, et qui, pourtant, sont sévèrement pénalisés.

Le Grand Secret n'est pas le livre scandaleux et nauséabond que la famille Mitterrand présente par la voix de son avocat. C'est un récit honnête, propre en ce sens qu'il ne vise pas à salir l'image de l'ancien président et ne révèle rien de sordide. Il est unique parce que sa source est inimitable. L'appartenance à l'histoire, car désormais plus aucun écrivain ne pourra l'ignorer s'il veut restituer honnêtement la vie extraordinaire de François Mitterrand.

La force de ce livre piraté en toute impunité par Internet, cité et repris dans les journaux du monde entier, publié en feuilleton dans un journal quotidien d'outre-mer, vendu au marché parallèle dix fois son prix, photocopié et réduit à un samizdat comme si la France était un pays totalitaire privé de liberté, est que ce qu'il raconte n'est pas contestable. Parmi les témoins directs ou événementiels relatés, médecins ou politiciens, personne ne s'est levé pour nier la imposture. Au contraire, il nous revient des confidences de familles, qui veulent demeurer anonymes, attestant qu'il n'y a rien à reprocher à

ces cent quatre-vingt-dix pages prétendues sulfureuses.

Alors, pourquoi cet acharnement suspect, pourquoi ces contorsions juridiques ? Mercredi 15 mars, la cour d'appel de Paris a rendu un arrêt qui confirme l'interdiction fixée par l'ordonnance de référé du 18 janvier, alors que l'avocat général avait souhaité sa levée. Imaginez une cour d'assises où l'accusé serait condamné à mort alors que le ministère public aurait demandé son acquittement ! C'est pourtant ce qui est arrivé.

Les palinodies de Danielle Mitterrand, qui a déclaré publiquement, et à plusieurs reprises, qu'elle n'avait jamais demandé l'interdiction du *Grand Secret*, puis a écrit au

Leur obstination primaire à ne voir dans *Le Grand Secret* qu'une violation du secret professionnel ne concernant qu'un Français comme les autres ne résiste pas à l'analyse, heurte le bon sens et jette un trouble sur le fonctionnement de la justice. Dans ses attendus, la cour d'appel dénie à Claude Gubler le droit d'apporter sa contribution à la recherche de la solution du problème que pose le contrôle de l'état de santé du chef de l'État, problème qui est précisément au cœur du livre. Parce que Claude Gubler est médecin, il fallait que l'opinion reste ignorante, comme en 1974 avec Georges Pompidou, dont l'état de santé fut aussi un grand secret protégé par l'appareil de l'État.

François Mitterrand avait déclaré, parlant de sa famille politique : « Nous sommes sans équivoque contre toute forme de censure parce que nous ne sommes pas les défenseurs d'un ordre moral »

Juge pour affirmer le contraire, n'ont même pas été retenues par la cour d'appel. Mieux, cette légèreté a été récompensée puisque la justice lui a donné un mois supplémentaire de réflexion pour demander un jugement sur le fond.

Conclusion de cette incompréhensible attitude : le référé, synonyme d'urgence et de provisoire, aura été prolongé de trois mois et, à moins d'un sursaut de la famille qui considérerait que les choses doivent en rester là, le livre est tué. Les noms de Danielle Mitterrand et de ses deux fils, ainsi que celui de Mazarine Pingeot, entreront alors dans l'histoire de l'édition aux pages peu glorieuses de la censure et de l'intolérance.

On a entendu l'avocat de la famille Mitterrand expliquer que si le livre n'avait pas été signé par le docteur Gubler, il n'y aurait pas eu de poursuites. Le contenu de l'ouvrage ne serait donc pas en cause ! Étrange raisonnement, à moins que ce ne soit que de l'hypocrisie ! Quant à l'accusation retenue en référé par un juge qui débordait ainsi le cadre de la plainte, concernant un « délit de décection » que n'auraient pas respecté les auteurs, comment ne pas la retourner contre la veuve du chef de l'État ? Deux mois à peine après le décès, elle assure la promotion de son propre livre en racontant sa vie privée devant micros et caméras, distribuant bonnes et mauvaises notes et surtout en se présentant comme une professionnelle de la justice et de la liberté. Pas à plein temps.

Voilà l'histoire d'un livre qu'on assassine. Souvenons-nous, méthodiquement. Une histoire exemplaire qui ne devrait laisser personne indifférent. On nous brandit le principe absolu du secret professionnel : qu'on nous permette de lui opposer le principe absolu de la liberté d'expression qui n'est pas moindre. Un livre interdit, détruit ou brûlé est toujours une régression culturelle et morale. C'est un acte sur lequel toute la lumière doit être faite et toutes les responsabilités établies.

Dans ces colonnes, il y a quelques années, François Mitterrand avait déclaré, parlant de sa famille politique : « Nous sommes sans équivoque contre toute forme de censure parce que nous ne sommes pas les défenseurs d'un ordre moral ». Ses héritiers et exécuteurs testamentaires auraient pu s'inspirer de cette forte pensée avant de se lancer dans cette mauvaise action et de rallier un camp qui ne devrait pas être le leur.

Françoise Billon est économiste de banque.

Michel Gonod, journaliste, est coauteur du *Grand Secret*.

coverage

via the World's Daily Newspaper



Comprehensive yet concise, informed yet impartial, the affairs of the world unfold on the pages of the World's Daily Newspaper.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Allary, directeur général ;
Jean-Pierre Baudouin, directeur général adjoint ;
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeur adjoint de la rédaction : Thomas Bernier, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Bessis, Bruno de Camille, Pierre Gaspard, Laurent Goussier, Danielle Heymann,
Bernard La Courbe, Jean-Pierre Lamy, Marcel Lebert, Luc Lemaître
Directeur artistique : Dominique Kervelle
Rédacteur en chef technique : Eric Azam
Secrétaire générale de la rédaction : Alice Fournier
Directeur éditorial : Eric Planchon ; directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Métier : Jean-Louis Lamy
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Stéfani, vice-président
Associés directeurs : Hubert Bonne-Méry (1994-1995), Jacques Foccart (1994-1995),
André Laurens (1992-1993), André Foccart (1995-1996), Jacques Lecaune (1991-1996)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Droits de la société : copyright 1996 par la SA Le Monde
Capital social : 50 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs de la presse »,
Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des locataires du Monde,
Le Monde Entreprises : Le Monde Investissement, Le Monde Presse, New Presse, Le Monde Prévisions
RÉDACTION ET GÉNÉRAL : 10, rue Talma, 75008 PARIS CEDEX 10
Tél. : (01) 46-46-25-25 Télécopieur : (01) 46-46-25-49 Telex : 206 806 L
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Bonne-Méry 92023 NANTY-SEINE CEDEX
Tél. : (01) 46-46-25-25 Télécopieur : (01) 46-46-25-49 Telex : 206 806 L

Le Monde

ÉDITORIAL

La responsabilité de l'Iran

YASSER ARAFAT est venu, dimanche 17 mars, ajouter sa voix à tous ceux qui désignent l'Iran comme le principal instigateur de la vague de terrorisme dont Israël vient d'être le théâtre. Le chef de l'Autorité palestinienne est en bonne compagnie. Il reprend la thèse défendue par le premier ministre israélien, Shimon Pérès, le président Bill Clinton et le roi égyptien, Hosni Moubarak, parmi d'autres. Tous incriminent le régime des mollahs de Téhéran, qu'ils accusent d'être à la fois l'inspirateur idéologique et le pourvoyeur de fonds du terrorisme proche-oriental, et même le commanditaire des attentats qui ont ensanglanté Israël. Aucun doute, disent-ils, tout est parti de Téhéran.

Il est vrai que les indices ne manquent pas. L'agence officielle de presse iranienne s'est félicitée des morts de Tel Aviv et de Jérusalem. L'Iran s'affirme résolument opposé au processus de négociation entre Israël et l'OLP, qualifié de trahison d'une cause islamique qui ne saurait avoir qu'un objectif : « chasser les sionistes de la région ». Avec la Syrie, l'Iran apporte son soutien aux mouvements palestiniens du « front de refus ». Le régime de Téhéran n'a jamais hésité à pratiquer le terrorisme hors de ses frontières, notamment quand il s'agissait de faire assassiner ses opposants en Europe. C'est ce qu'est opportunément venu rappeler la justice allemande, vendredi dernier, en lançant un mandat d'arrêt contre le ministre iranien des renseignements, accusé d'avoir été l'ordonnateur d'un quadruple assassinat politique à Berlin.

Mais un ensemble d'indications, même aussi significatif, ne donne pas une certitude. Et si l'on est tout disposé à croire que la main de Téhéran a pu tremper dans les bains de sang provoqués par quelques kamikazes palestiniens, on en attend toujours la preuve. MM. Arafat, Clinton, Moubarak et Pérès ont lancé nombre d'accusations ; ils n'ont pas fourni le

moindre indice matériel direct à la presse – qui se ferait un devoir de les publier. C'est là où le discours public qui s'installe dans les médias, celui qui tend à faire de l'Iran tout à la fois une sorte de *Deus ex machina* et de bouc émissaire du terrorisme, pêche par simplisme.

Car tout se passe comme si en désignant ainsi l'Iran, chacun cherchait à occulter ce qui l'embarasse par ailleurs. On évacue le rôle possible d'une Syrie, pas moins impliquée que Téhéran dans le soutien au « front de refus » palestinien, mais que l'on cherche à ménager ; on passe très vite sur la Libye, avec laquelle Le Caire entretient les meilleures relations (notamment d'affaires) ; on évite de parler d'un financement privé du Hamas essentiellement arabe (en particulier saoudien) ; on omet de rappeler que les négociations israélo-palestiniennes traversaient, avant même les attentats, une phase extrêmement difficile.

Parce qu'elle est trop lourde de menaces pour l'avenir et la paix, la récente vague de terrorisme sera d'autant mieux jugulée que les responsabilités matérielles et morales auront été établies sans complaisance, mais avec discernement.

La droite remise en ordre

Suite de la première page

Il fut compris et admis par tous, seuls Edouard Balladur, par reconnaissance pour l'un de ses partisans, et Pierre Méhaignerie, président de la commission des finances, exprimant leur regret de voir puni un député qui n'avait jamais exprimé autre chose qu'un sentiment largement répandu au sein de la majorité. Au même moment, Valéry Giscard d'Estaing et François Bayrou reprochaient à François Léotard d'avoir critiqué publiquement Alain Juppé et encouragé Philippe Séguin, dont l'apparente et opportune conversion à la monnaie unique, saluée par le même François Bayrou, était ramenée soudain aux dimensions d'une péripétie.

Jacques Chirac était passé par là, avec un discours dépourvu de la moindre ambiguïté et tenu invariablement à ses divers interlocuteurs : périlleux quand sa propre popularité était atteinte et sa position affaiblie, un changement de premier ministre devenait tout bonnement inutile alors que les sondages témoignaient de l'appartenance de ce qu'Alain Juppé a appelé, dimanche 17 mars, sur TF1, « un vrai climat de confiance » entre le chef de l'Etat et les Français. Ceux qui s'échappaient à traquer des combinaisons de rechange, « séguino-balladurien », ou « balladuro-séguintistes », perdaient leur temps et risquaient d'irriter les députés, obsédés par leur réélection en 1998.

Après l'élection d'Alain Madelin du gouvernement en août 1995, la sanction infligée à Philippe Auberger est ainsi une autre page tournée sur l'élection présidentielle. La mise en place du nouvel équilibre politique, appuyé sur un président de la République qui a retrouvé, en effet, l'écoute des Français, permet d'en finir avec les séquelles de la compétition du printemps 1995. A l'intérieur du camp chiraquien, la querelle des deux inspirateurs de la campagne – le libéral Madelin et le républicain Séguin – est réglée, pour l'heure, au profit d'Alain Juppé, qui s'était gardé de choisir entre les deux souffles idéologiques venus gonfler les voiles de son candidat. A l'extérieur, s'agissant des relations avec ceux qui avaient pris parti pour Edouard Balladur, l'hypothèque est levée.

LA LOI D'AIRAIN

La candidature de François Léotard à la présidence de l'UDF a contribué paradoxalement – car telle n'était sans doute pas l'intention de l'ancien ministre de la défense – à consolider la position du gouvernement sur ce versant de la majorité et à faire taire les ressentiments et les doutes. Allié avec François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale et numéro trois du gouvernement, contre Alain Madelin, évincé de ce même gouvernement, le maire de Fréjus ne pouvait qu'être contraint de défendre la politique d'Alain Juppé. Il le devait d'autant plus que la composition du collège électoral, au sein de l'UDF, l'oblige à lui apporter la garantie de bonnes investitures pour les élections législatives, dont Alain Juppé, en sa double qualité de premier ministre et de président du RPR, détient la clé. Enfin, comment faire campagne sur une critique d'inspiration libérale sans apporter par là-même de l'eau au moulin d'Alain Madelin, lequel pourrait offrir lui aussi, avec l'appui de Jacques Chirac, des assurances électorales à ceux qui le suivraient ?

Matignon observe la compétition avec la certitude que, quel que soit le vainqueur, l'UDF, affaiblie dans un cas, éclatée dans l'autre, sera un

allié docile en 1998. En tout état de cause, analyse-t-on dans l'entourage du premier ministre, si la droite remporte les élections législatives et si Alain Juppé se voit désigner, alors, un successeur, il ne pourra pas être choisi parmi ceux qui le critiqueraient aujourd'hui, mettant en cause du même coup le choix du président de la République de le maintenir en fonctions. Comme le disait Charles Millon quelques semaines après l'élection de Jacques Chirac et l'arrivée d'Alain Juppé à Matignon, ceux qui croient pouvoir trouver ou retrouver le chemin du pouvoir en attaquant le premier ministre n'ont rien compris à la loi d'airain de la V^e République.

Si Alain Juppé semble venir à bout, pour le moment, des turbulences politiques qui, à droite, nuisent à son confort, la partie est loin d'être gagnée. Outre son impopularité persistante, le premier ministre doit compter avec une opposition de gauche dont la renaissance, pour laborieuse qu'elle soit, n'en est pas moins de plus en plus assurée. Autant, sinon plus, que les partisans colloques organisés par Lionel Jospin et Robert Hus, les électeurs y travaillent, semaine après semaine, en envoyant des députés socialistes représenter à l'Assemblée nationale les circonscriptions, parfois, les plus « ancrées à droite », comme, dimanche, la sixième du Var.

Jean-Marie Le Pen, qui croit jouer au plus fin en encourageant ses partisans à voter à gauche plutôt que pour le RPR, a dû lire distraitement les résultats du récent sondage de la Sofres (*Le Monde* du 8 mars) montrant que le PS est redevenu le parti le plus apprécié par les Français, tandis que la très grande majorité d'entre eux, dans une proportion sans précédent (72 %), excluent de pouvoir donner un jour leur voix au Front national. Certes, comme le dit Jean-Pierre Chevènement, le PS profite davantage, pour le moment, de l'impopularité du pouvoir que de sa propre dynamique. Mais l'argument peut aussi être retourné : les déçus du 7 mai partent vers la gauche et non vers l'extrême droite.

Patrick Jarreau

L'oncle américain par Carlos Nine



La justice devant ses critiques

L'Union syndicale des magistrats (USM) avait écrit une lettre au ministre de la justice pour lui demander d'engager des poursuites contre une avocate qui avait sévèrement critiqué le fonctionnement de la cour d'assises dans un commentaire publié par *Libération*. Le cri de ce défenseur, dont le client fut lourdement condamné à Versailles sous les applaudissements de la salle, ou celui de Lionel Jospin et de bien d'autres avant lui, sont-ils « contraires à la loi » ?

Il existe effectivement un texte, l'article 226 du code pénal, devenu le 434-25 dans le nouveau code, qui punit de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende « le fait de chercher à jeter le discrédit publiquement, par actes, paroles, écrit ou images de toute nature, sur un acte ou une décision juridictionnelle ».

Mais il faut que le discrédit soit « de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ». Même si cette dernière formule est extrêmement vague, elle n'interdit ni la critique ni le commentaire, comme on l'entend trop souvent.

Ce texte, issu d'une ordonnance du 23 décembre 1958, a toujours été mal aimé avec une extrême prudence. Destinée, à l'origine, à tracer une limite entre « la liberté et la licence », il provoqua un tel tollé lors de sa promulgation que le

garde des sceaux, Edmond Michelet, déclarait le 13 mars 1959 qu'il ferait l'objet de l'interprétation « la plus libérale ».

Dans une étude de Danielle Mayer, professeur de droit, sur cette incrimination (Sirey-Dalloz), on constate que les rares condamnations observées concernent surtout de petites publications à caractère politique qui contestaient la justice dans son ensemble.

« Que l'opinion publique s'intéresse au contenu d'un jugement, en discute et le critique, cela est normal »

« C'est le pouvoir judiciaire tout entier qui doit être mis en cause », souligne M^{me} Mayer. Un arrêt de la Cour de cassation de 1964 relève que le délit est caractérisé « lorsque, par sa violence, un article dépasse toutes les limites de la critique normale à laquelle les décisions des juges ne peuvent pas et même ne doivent pas échapper ».

Mais la jurisprudence a encore évolué. En 1987, l'APM avait tenté de poursuivre Raymond Forni, à l'époque président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui avait dit, sur une station de radio, qu'une décision judiciaire était « absurde et imbécile ».

On frôlait l'injure, mais les tribunaux puis la Cour de cassation ont débouté l'APM en observant que cette poursuite était strictement réservée au parquet, avant d'ajouter que les infractions à l'article 226 « ne sont punissables que lorsqu'il est porté atteinte à l'intérêt de la justice comme institution fondamentale de l'Etat et non aux magistrats qui concourent à la justice ».

En commentant cette décision, l'Association d'étude et de recherche de l'École nationale de la magistrature observait : « On doit se montrer (...) très réservé face à de telles incriminations qui, en voulant certes limiter les critiques abusives ou malveillantes de la presse, risquent vite d'aboutir à l'instauration d'une véritable obligation de réserve pour les journalistes, totalement incompatible avec leur liberté d'opinion proclamée par ailleurs ».

En avril 1992, les commentateurs les plus violents ont inondé la presse après l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris accordant un non-lieu à Paul Touvier. Personne n'eut la maladresse d'adres-

ser une quelconque mise en garde aux commentateurs. Assimilable à un délit d'opinion, la loi semblait désuète et elle ne figurait plus dans le projet du nouveau code pénal.

Mais les parlementaires l'ont remplacée sans qu'il soit certain, malgré une jurisprudence restrictive, que cette loi soit compatible avec la liberté d'expression telle qu'elle est consacrée par la Convention européenne des droits de l'homme.

Au palais de justice de Paris, un adage, dont l'origine se perd dans les arcanes de la procédure de l'Ancien Régime, prétend qu'après une décision « on a vingt-quatre heures pour maudire ses juges ».

En cette fin du vingtième siècle, la malédiction, même aussi brève, a perdu son sens. Mais en se donnant le nom d'une vertu, la justice a pris le risque de s'exposer aux regards les plus sévères. Des regards que Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, jugeait nécessaires quand il déclarait, en 1990, à l'audience solennelle de la haute juridiction : « Veillons à nous enrichir de la critique (...) ». Que l'opinion publique s'intéresse au contenu d'un jugement, en discute et le critique, cela est normal. Et c'est aussi une règle fondamentale de la vie en démocratie.

Maurice Peyrot

Les banques helvétiques doivent leur rentabilité au développement de leur implantation à l'étranger

La morosité de l'économie suisse a toutefois pesé sur leurs résultats en 1995

Les banques helvétiques ont affiché de bons résultats en 1995. Leur situation financière apparaît toutefois contrastée. En Suisse, la morosité

de l'économie et la crise de l'immobilier les ont obligées à passer d'importantes provisions. Mais la rentabilité de leurs implantations à l'étranger,

très dynamiques sur les marchés de capitaux et dans le domaine des fusions et acquisitions, leur a permis de compenser largement ces pertes.

BERNE

de notre correspondant

Les années se suivent sans forcément se ressembler pour la Société de banque suisse (SBS), l'Union de banque suisse (UBS) et le Crédit suisse (CS), les trois grandes banques helvétiques. Selon les résultats de l'exercice 1995 qu'elles viennent successivement de publier, elles peuvent encore se prévaloir de bonnes affaires. Mais elles n'échappent pas, à des degrés divers, à l'impact de la morosité de l'économie suisse. Afin de couvrir les risques de crédit sur leur marché national, elles ont été amenées à consolider leurs provisions, alors que se poursuivait leur implantation à l'étranger.

Derrière à faire connaître ses résultats, mercredi 13 mars, la SBS a réalisé un bénéfice de 1,053 milliard de francs suisses (4,4 milliards de francs français), en hausse de 30 % par rapport à 1994. Après avoir vu son bénéfice chuter de 40,6 % l'année précédente, la troisième banque du pays a réussi à in-

verser la tendance et a enregistré la plus forte progression en 1995. Comparés à ce chiffre, les bénéfices affichés par ses deux rivaux peuvent paraître modestes : +4 %, à 1,663 milliard de francs suisses pour l'UBS, et +5 %, à 1,401 milliard pour le Crédit suisse holding (CS). La rentabilité (bénéfices rapportés aux fonds propres) de la SBS augmente de près de 2 points, à 7,5 % en 1995. Elle reste inférieure à celle de CS (8,7 %) et égale l'UBS (7,5 %).

Les responsables de la SBS attribuent en partie son redressement au renforcement de la présence de la banque à l'étranger. Ainsi, en 1995, le troisième groupe bancaire helvétique a acquis Brinson Partners aux Etats-Unis et la prestigieuse banque d'investissement britannique CG Warburg à Londres. Stimulée par ces opérations, la SBS a vu ses produits d'exploitation nets augmenter de 34 %, à 8,877 milliards de francs suisses en 1995. Signe de cette expansion, les effectifs du groupe dépassent

27 000 personnes, soit près de 4 000 de plus qu'une année auparavant et dont plus de 9 000 sont employées à l'étranger.

CRISE DE L'IMMOBILIER

La première banque du pays, l'UBS, doit également l'augmentation de son bénéfice au renforcement de ses activités à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis. Conséquence de la stagnation économique en Suisse, le bénéfice de la maison mère a baissé de 7 %, à 1,14 milliard, malgré un cash-flow en hausse de 13 %, à 3,13 milliards.

Commentant ces résultats, la direction de la banque ne cachait pas, dans une lettre aux actionnaires, que « l'exercice 1995 laisse une impression contrastée. S'il a apporté des possibilités d'affaires intéressantes, ajoutées, il s'est également soldé, une nouvelle fois, par des provisions élevées pour réserves dans les crédits en Suisse ». C'est surtout « la crise durable de l'immobilier » qui a contraint l'UBS à doubler ses provisions, à

1,08 milliard de francs suisses. Pour les mêmes raisons, le CS holding a également vu sa rubrique « Pertes, amortissements et provisions » croître de 11 %, à 2,605 milliards de francs suisses, dans ses comptes 1995. De son côté, la SBS a doté le même poste de réserves de plus de 1 milliard, en hausse de 85,8 % par rapport à 1994.

Se sentant à l'étroit à l'intérieur des frontières helvétiques, et en attendant une reprise de la croissance toujours hypothétique en Suisse, les trois grandes banques regardent de plus en plus vers l'extérieur pour assurer leur expansion. Après l'euphorie de 1993 qui s'était soldée par des bénéfices mirobolants, il aura bien fallu revenir sur terre. Mais avec un bénéfice cumulé de 4,13 milliards de francs suisses, soit environ 17 milliards de francs français, l'Union de banque suisse, le Crédit suisse et la Société de banque suisse ne se portent, dans l'ensemble, pas si mal.

Jean-Claude Buhner

Le directeur général de Lucas prendrait la direction du britannique GEC

L'ACTUEL DIRECTEUR GÉNÉRAL de l'équipementier automobile et aéronautique britannique Lucas, George Simpson, devrait succéder à Lord Weinstock à la tête de GEC à l'automne. Lord Weinstock, aux commandes du premier groupe industriel britannique depuis 1963, doit quitter la société à l'occasion de la prochaine assemblée générale, cet été. George Simpson, pressenti depuis plusieurs jours, a annoncé vendredi 15 mars qu'il ne renouvellerait pas son contrat avec Lucas, qui vient à expiration en mars 1997. Il a confirmé, lundi 18 mars, au quotidien britannique *Daily Telegraph*, qu'il était sur le point de rejoindre GEC mais que GEC négocierait avec Lucas des compensations financières pour le laisser partir avant l'échéance de son contrat.

■ SCANIA : le groupe suédois Investor, holding de la famille Wallenberg, a annoncé que le prix de vente des titres de sa filiale de poids lourds Scania devrait se situer aux environs de 155-185 couronnes (115-137 francs) par action. Cette fourchette évaluerait le cinquième constructeur mondial de poids lourds entre 31 et 37 milliards de couronnes (23 et 28 milliards de francs). Investor avait annoncé en février son intention de céder en Bourse de Stockholm et de New York 50 % du capital de Scania.

■ SUPERSONIQUE CIVIL : les industriels aéronautiques russes et américains vont mener en commun une série d'expériences en vol sur le supersonique russe Tupolev-144 exploité quelques années après son lancement en 1968. Ces expérimentations, d'un coût de 15,5 millions de dollars (78 millions de francs), s'inscrivent dans le cadre du programme de recherche sur l'avion supersonique du futur, pour lequel l'administration américaine compte allouer, d'ici à 2001, 1,9 milliard de dollars (10 milliards de francs) à ses industriels.

■ LIGGETT : le fabricant américain de cigarettes a conclu le 15 mars avec la Floride, la Louisiane, le Massachusetts, le Mississippi et la Virginie-Occidentale, un règlement négocié, le mettant à l'abri des poursuites judiciaires engagées par ces Etats contre les compagnies de tabac. Cet accord prévoit le versement d'une partie du bénéfice impossible à faire suite au règlement amiable, accepté 48 heures auparavant par Liggett avec les avocats du procès dit « Castano », au nom des Américains se disant victimes d'une dépendance envers le tabac (*Le Monde* du 15 mars).

Un an après son rachat par SBS, SBC Warburg renoue avec les profits

La banque d'affaires britannique s'est profondément transformée

LONDRES

de notre correspondant dans la City

Transformer la plus prestigieuse des banques d'affaires britanniques, spécialisée dans le conseil aux entreprises et l'analyse financière, en un mastodonte mondial dans la plupart des métiers, doté d'un réseau international, d'une capacité de placements et de capitaux à la hauteur de l'enjeu : telle était la mission que s'était fixée Marcel Osep, lors de son arrivée à la tête de SBC Warburg, en mai 1995, à la suite du rachat de S. G. Warburg par la Société de banque suisse (SBS). Malgré l'exode des cerveaux subi par la nouvelle entité et la perte de clients prestigieux, le directeur général a tenu son pari, comme l'atteste, le 13 mars, l'annonce d'un profit de 365 millions de livres (2,8 milliards de francs) au cours de l'exercice 1995.

La semaine dernière, la Halifax Building Society défrayait la chronique en retirant à SBC Warburg son mandat de chef de file de sa prochaine introduction en Bourse.

A l'instar des autres clients prestigieux, qui ont léché le vénérable établissement de Finsbury Avenue, la société de crédit hypothécaire Invoguit, à l'appui de sa décision, les nombreux départs de banquiers de renom, débauchés à grands frais par des concurrents, exode préjudiciable à la continuité nécessaire aux bonnes affaires.

UNE CULTURE JUGÉE DÉPASSÉE

« Le résultat correspond à nos ambitions et est conforme à nos objectifs à moyen terme, malgré les difficultés inhérentes à une fusion d'une telle ampleur », Marcel Osep, banquier bâlois au caractère d'acier derrière une suave enveloppe, ne sourcille guère face aux attaques qui déferlent sur lui depuis le camouflet de la Halifax. Qu'importe : SBC Warburg est à nouveau bénéficiaire, alors que l'ancienne banque d'affaires était dans le rouge à la suite de graves erreurs de gestion.

La vieille garde de SG Warburg, symbole d'une culture jugée dépassée - prise de décisions consensuelles, prééminence du travail en

commun ou tradition de la communication écrite - a été éliminée au profit de jeunes loups, moulés à l'école SBS-Londres, qui passait pour la banque d'investissement la plus profitable de la City, principalement grâce aux transactions sur produits titrés. Tirant parti de la force de frappe redoutable constituée par les importants capitaux de la maison mère, SBC Warburg ne s'est pas contenté d'établir une relation féconde et bon enfant avec la clientèle. Tels des démarcheurs, ses banquiers s'efforcent de vendre désormais toute la gamme de leurs produits financiers. Le licenciement de quelque 2 000 employés, le zèle puritain d'Osep, sauter dans le « gras » pour garder le « muscle », et l'introduction d'un nouveau système de prime, reparté équitablement entre les directeurs plutôt que déterminé d'après la performance, lui ont valu l'une des réputation les plus mauvaises de la place. Et un sobriquet au vitriol, « Ceausescu ». Tandis que les autres maisons britanniques de tra-

dition - Barings, Kleinwort, Morgan Grenfell - se flattaient de leur indépendance par rapport à leur nouveau propriétaire continental, SBS dégage peu, veille au moindre détail et décide seule.

L'irruption de ce foucœur dans le « club » de la haute finance fait-elle un effet déploratoire auprès des barons de la City ? Marcel Osep n'a cure des penchons des gardiens du Temple, symbole à ses yeux de l'impuissance en affaires. Le passé est effacé. Comme le déclare un concurrent, admiratif, « son but n'est pas de préserver à tout prix un portefeuille impressionnant de clients britanniques, mais de bâtir une nouvelle banque à l'échelle planétaire. Ses méthodes de travail sont venues à créer des synergies ». From director général de la SBS, Marcel Osep va pouvoir quitter Londres, en mai, avec la fierté du travail bien accompli.

Marc Roche

Trop de gestionnaires, pas assez d'entrepreneurs

CELA COMMENCE BIEN. ASÉRIX contre Tartarin. En France, note Patrick Fauconnier dans *Le Talent qui dort*, « Tartarin le causeur a pris le pas sur Astérix le combattant ».

Beaucoup de nos maux, selon lui, n'ont pas d'autre explication. Les gestionnaires s'importent sur les entre-

preneurs, les viraux, les créatifs, les imaginatifs, aussi bien dans le privé que dans le public. Il met une belle allure à défendre cette thèse et sa plume allège fait souvent mouche.

D'où vient cette panne d'entrepreneurs ? Essentiellement d'une école inadéquante qui méprise le concret, l'enseignement professionnel, et qui décourage avec le « capitalisme de l'orientation », le labyrinthe des filières, la monification de l'éducation nationale. Le reste

suit. Charles de Gaulle disait : « Le plus dur n'est pas de sortir de Polytechnique, c'est de sortir de l'ordinaire. » Le manque de curiosité affecte particulièrement les responsables hexagonaux : peu de globe-trotters parmi eux, peu de préoccupations de l'avenir à moyen ou long terme. « La France fonce dans le brouillard. » Manque de souplesse, de sens pratique, d'esprit d'équipe, d'audace, d'humilité : les péchés de nos dirigeants, publics ou privés, défilent à qui mieux mieux. Tout n'est pas de la faute des décideurs. L'hydre administrative empêche les entreprises de « se défoncer ».

« Apprendre à être », demandait jadis Edgar Faure. Ce qui implique que l'on enseigne davantage le sens des responsabilités. Sur ce thème, le livre de Nicole d'Almeida, *L'entreprise à responsabilité illimitée*, vient fort à propos dans un monde où l'on parle en France d'« entreprise citoyenne ».

■ COMPLEXE DE RESPONSABILITÉ

Notre auteur rappelle d'abord l'« effritement des médiations » (cise du syndicalisme, contrats de travail en miettes avec la précarité sociale ou organisée). Du même comp, l'individu est chargé d'une responsabilité professionnelle disproportionnée par rapport aux problèmes que les entreprises et la société maîtrisent de moins en moins. Il faut donc qu'une nouvelle « initiative managériale » apparaisse et que la firme devienne une sorte de « tribu organisée ». Ce n'est plus l'entreprise qui est une affaire de société mais la société qui devient affaire d'entreprise. On passe de la lutte contre l'exploitation à la lutte contre l'exclusion.

Un des chapitres qui donnent le plus à réfléchir est celui que Nicole d'Almeida consacre au « conflit des responsabilités ». Dans la dialectique entrepreneuriale, la dictature de l'urgence (restructuration) s'oppose parfois à la vision de l'avenir. La réparation des dommages causés à la nature par l'entreprise est un pis-aller par rapport à la prévention des conséquences de ses actes. Nicole d'Almeida regarde avec bonheur vers la voie de l'économie solidaire qui vise à résoudre le dilemme existant entre le caractère socialisant du travail et la rarefaction de celui-ci dans les économies européennes. Son livre rend, d'un coup, poussiéreux maints ouvrages sur les astuces du management.

Pierre Drouin

★ *Le Talent qui dort, la France en panne d'entrepreneurs*, de Patrick Fauconnier, Editions du Seuil, 304 p., 120 F.

★ *L'entreprise à responsabilité illimitée*, de Nicole d'Almeida, préface de Jean Mattéoli, Editions Liaisons, 226 p., 175 F.

SOPRA.

RÉSULTATS 1995

S'établissant à 870 millions de francs, le chiffre d'affaires 1995 du Groupe SOPRA consolide la croissance constatée en 1994. Cette activité se répartit pour moitié en Ingénierie et Intégration de systèmes et moitié en Projets et activités associées. L'activité à l'international, avec 75,3 millions de francs facturés dans 35 pays, est en croissance de 32,5 %, hors Espagne actuellement non consolidée.

Le résultat net, part du Groupe, qui supporte la perte issue de la mise en règlement judiciaire de la Banque PALLAS STERN (-4 MF) et la perturbation des prises de commandes projiciels, traditionnellement concentrées sur décembre, provoquée par les difficultés de fin d'année (-15 MF), s'élève à +13,4 millions de francs. Le résultat d'exploitation s'établit à +38,6 millions de francs et le résultat net, part du Groupe, avant amortissement des survalues, à +20,6 millions de francs.

Une des caractéristiques marquantes de l'année 1995 réside dans l'effort exceptionnel de Recherche et Développement qui a été porté à plus de 100 millions de francs intégralement comptabilisés en charges d'exploitation, ce qui représente 12 % du chiffre d'affaires consolidé, et 24 % du seul chiffre d'affaires projiciels. Cette décision permet à SOPRA de disposer début 1996, d'une part d'une offre en Ingénierie et Intégration parfaitement définie, d'autre part d'une offre « Projiciels » modernisée et performante, dans les domaines Banque - Immobilier - Santé - Comptabilité - Gestion de Production - Traduction et Transfert inter applications, tout en poursuivant la modernisation de l'offre Gestion des Ressources Humaines qui sera disponible, en version renforcée, en 1996.

Avec la disparition de tout endettement d'exploitation, SOPRA dispose d'une structure financière solide pour poursuivre son développement. Ses fonds propres devraient être renforcés lors de l'arrivée programmée de la Société Générale à son capital pour 16 %. Forte de son offre renouvelée, de l'acquisition projetée, d'une part, de la branche Ingénierie de SG2, d'autre part, de la ligne des produits PLEADES de SEMA, SOPRA annonce un chiffre d'affaires, en année pleine, de 1 300 millions de francs avec un objectif de marge nette de l'ordre de 5 %.

Société Anonyme au capital de 81 288 000 Francs
RCS Annecy 8 328 820 005
Sgpe social : PAF Les Clapiers - 74 940 ANNECY-LE-VIEUX
Direction générale : 3, rue Lauriston 75116 PARIS.

GFC

BENEFICE EN LEGERE PROGRESSION A FISCALITE CONSTANTE DIVIDENDE MAINTENU PERSPECTIVES EN AMELIORATION

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 13 mars 1996 sous la présidence de Mademoiselle Eliane SERMONDADAZ.

COMPTES DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires est resté stable à F.361.071.000 (y compris les loyers de la SCI avenue de Villiers). Le bénéfice, à fiscalité constante, s'est établi à F.188.779.000 en amélioration de 2,28 %. Après surtaxe exceptionnelle de 10 %, le bénéfice net enregistre un léger recul à F.177.480.000.

DIVIDENDE MAINTENU

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale convoquée le 13 juin 1996, le maintien du dividende unitaire à F.18,50, assorti d'un avoir fiscal de F. 9,25, soit une distribution unitaire de F. 27,75 et un montant total de F.162.092.634.

ACTIVITE DE LA SOCIETE

L'exploitation des premiers mois de 1996 est en progrès par rapport à l'exercice précédent. A fin février 1996, le taux d'occupation des immeubles d'habitation est de 98 %, et celui des immeubles de surfaces commerciales est passé de 87 % à fin septembre 1995 à 90,63 % à fin février 1996.

PATRIMOINE

Au cours de l'année 1995, les arbitrages d'immeubles se sont intensifiés. Les cessions ont porté sur 166 appartements contre 139 en 1994. En contrepartie, le patrimoine s'est enrichi d'un immeuble neuf et d'un immeuble haussmannien, à PARIS (17e), tous deux d'excellent standing. Le Conseil d'Administration a, en outre, décidé la cession de deux ensembles immobiliers.

PERSPECTIVES

L'amélioration du taux d'occupation, la reprise des renouvellements de baux d'habitation et leur incidence cumulative sur les loyers, ainsi que la fin prochaine de la période des renégociations de baux commerciaux permettant d'espérer une amélioration des résultats d'exploitation dès l'exercice 1996.

Communication Financière : Tour Franklin

Défense 8 - 92042 PARIS LA DEFENSE CEDEX - Tél. : 49.01.93.02

Joyco 1550

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 18 MARS
Liquidation : 22 mars
Taux de report : 4,13
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40
↓

-0,23 %
CAC 40 :
1845,60

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	% variation 31/12 (1)
EDF-CDF 3%	940	922	-0,28	1,68
B.N.P. (T.P.)	775	785	+0,13	1,68
C.I.Journaux (T.P.)	850	860	+0,12	1,68
Renault (T.P.)	1.835	1.861	+0,27	1,68
Rhone-Poulenc (T.P.)	2.020	2.040	+0,09	1,68
Saint Gobain (T.P.)	1.280	1.285	+0,04	1,19
Thomson S.A. (T.P.)	1.065	1.075	+0,09	1,68
Accor	705	707	+0,28	1,18
AGF-Ass. Gen. France	871	881	+0,68	0,65
Alcatel-Alsthom	430,40	435,90	+0,02	0,72
Liquidale	420	425	+0,12	0,72
Alpi	469	471	+1,28	0,65
AGF-Ass. Gen. France	415	419	+1,57	0,65
Assi	299,90	302,50	+0,40	0,65
Azime	537	540	+0,57	0,65
Bnl Invest.	863	860	-0,34	0,36
Banque (Cie)	508	509	+0,24	0,65
Banque, Ville	508	509	+0,24	0,65
Bertrand Faes	1.635,00	1.645,00	+0,61	0,65
BHC	552	557	+2,35	0,65
BIS	465	469	+1,05	0,65
B.N.P.	190,50	191,50	+0,50	0,65
Bollors Techno.	2660	2660	—	0,65
Bongrain	569	569	—	0,65
Bouygues	476	476	—	0,81
Cap	1079	1079	—	1,35
Cap Gemini Societ	1.680,00	1.680,00	—	1,35
Caminaudnet	210	207	-1,29	0,65
Carrefour	9420	9420	+0,04	0,65
Cashio Guichard	175,28	175,28	+0,05	0,65
Casino Guich.ARD	175,28	175,28	+0,05	0,65
Castorama (D.IL)	880	880	+0,11	0,65
C.C.F.	398,40	398,40	—	0,65
COYOL (COMCI LY)	478	478	+0,62	0,65
CEP Communication	454	454	+1,32	0,65
Centus Europ. Reun	87,10	87,10	+0,91	0,65
CEP	1000	1000	+0,40	0,65
CCIP	1000	1000	+0,40	0,65
Chargeurs	1918	1920	+0,13	0,65
Christian Dior	605	605	+0,39	0,65
Cinéma P. Priv. S.	251	250	-0,39	0,65
Cler	611	611	+0,39	0,65
Club Mediamer	484	484	+1,34	0,65
Colson	171	171	+0,21	0,65
Colte	494	494	+2,21	0,65
Compt. Entrep.	1.480	1.480	+0,67	0,65
Comptrol Inter	1.039	1.039	+0,67	0,65

Enx France	430	60	-	0.35
Enx France	74,50	35,50	-0,52	0,35
Enx France	412	75,70	-4,07	0,35
Enx France	22,30	2,25	+0,31	0,35
Enx France	385	305	-	0,35
Enx France	28,50	28,50	-1,06	0,35
Enx France	4450	1440	-0,22	1,00
Enx France	760	760	-0,52	0,44
Enx France	476,10	4,28	-1,28	0,35
Enx France	279	279,50	-1,25	0,35
Enx France	46,20	46,20	-0,25	0,35
Enx France	51,10	51,10	-0,19	0,35
Enx France	344	34,50	+0,61	0,35
Enx France	870	870	-0,25	0,35
Enx France	129	139,00	+1,24	0,35
Enx France	49	49,00	+0,30	0,35
Enx France	106,2	106,2	-1,31	0,35
Enx France	749	749	-0,25	0,35
Enx France	330	343,30	-0,31	0,35
Enx France	3670	368,30	-0,72	1,35
Enx France	857	85,4	-0,25	0,35
Enx France	123	123	-0,16	0,35
Enx France	624	62,7	-0,93	0,35
Enx France	185	185,1	-0,25	0,35
Enx France	507	507	-0,48	0,35
Enx France	1290	1290	-0,16	0,35
Enx France	6	6	-0,83	0,35
Enx France	73,10	73,10	-0,25	0,35
Enx France	73,10	73,10	-0,13	1,26
Enx France	481	481	-0,20	0,35
Enx France	5980	5980	-1,50	1,00
Enx France	173	173	-0,25	0,35
Enx France	148	148,20	-1,21	0,35
Enx France	408	408	-0,18	0,35
Enx France	2000	2000	-	1,00
Enx France	397	397	-0,25	0,35
Enx France	392	392	+0,25	0,35
Enx France	491	491	-0,61	0,35
Enx France	99	99	-0,25	0,35
Enx France	173	173	+0,15	0,35
Enx France	699	699	-0,12	0,35
Enx France	1664	1664	+0,60	0,35
Enx France	400	400	-0,77	0,35
Enx France	201	201	-0,25	0,35
Enx France	730	730	-0,28	0,35
Enx France	330	330	+0,37	0,35
Enx France	330	330	+1,33	0,35
Enx France	330	330	-0,25	0,35
Enx France	330	330	-0,35	0,35
Enx France	312,30	312,30	-0,25	0,35
Enx France	690	690	+1,80	0,35
Enx France	748,30	748,30	-0,25	0,35
Enx France	330	330	-0,25	0,35
Enx France	123,80	123,80	-1,82	0,35
Enx France	299	299	-0,66	0,35
Enx France	330	330	-0,25	0,35
Enx France	883	883	-0,25	0,35
Enx France	238,30	238,30	-0,25	0,35
Enx France	690	690	+1,96	0,35
Enx France	488	488	-0,25	0,35
Enx France	171	171	-0,25	0,35
Enx France	1148	1148	-0,69	0,35

Iranian Exile	457.50	456	-0.32	-3.28	UAF
Iranian	418.80	418	-0.24	-2.40	UAF
Ir-Hachette	123.50	120.30	-2.59	-33.64	UC
Italy	30	31.70	+3	+13.63	UC
Journalist Inter.	22.20	22	-0.34	-6.817	UJ
Journalist	22.20	25.80	+3.60	+20.07	UJ
Journalist	85.50	84.70	-0.77	-9.16	UJ
Migration Milan	800	840	+40	+20.48	UJ
Mid-East	142	142.80	+0.56	+35.53	UJ
Minister (NY)	460	467	+1.52	-6.82	Val
MIPAR	58	58	0	73.55	Val
MIPAR	104.30	125	+0.56	11.54	Val
Minsky	282.40	283	+0.31	+3.49	Wor
Minsky	216.50	216.50	-	-27.50	Wor
Minsky CIP	227	227	0	27.50	Wor
Minsky Inter.	106	106	-	-34.28	Wor
Mod-Rikard	310	311	+0.32	7.11	Wor
Mohr	717	762	+1.16	17.95	Wor
Mohr, Red.	111	114	+0.36	3.85	Wor
Multi-Corp (NY)	430	430	-	-27.57	Wor
Nager	511	585	+1.56	26.46	Wor
Nager	492	497	+1.01	22.74	Wor
National	121.3	120.9	-0.26	-2.40	Wor
National	358	368	+1	-27.59	Wor
National	495.20	510	+3	36.13	Wor
Ny Cointreau	144.70	140.80	-3.90	-7.24	Wor
Ny Cointreau	141	141.30	+0.30	3.85	Wor
Ny Cointreau	105.5	106.6	+1.52	38.89	Wor
Ny Cointreau	124.50	125.60	+1.10	17.92	Wor
Ny Cointreau	53.20	53	-1.07	-0.15	Wor
Ny Cointreau	105	105	-	-27.59	Wor
Ny Cointreau	420	429	+9	19.20	Wor
Ny Cointreau	175.50	181	+0.83	5.90	Wor
Ny Cointreau	915	825	-31	-17.27	Wor
Ny Cointreau	105	105	-	-27.59	Wor
Ny Cointreau	1449	1430	-1.81	-10	Wor
Ny Cointreau	3197	3190	-21	-11.52	Wor
Ny Cointreau	434	434	-	-35.59	Wor
Ny Cointreau	785	785	-	-27.59	Wor
Ny Cointreau	2186	2182	-1.09	-17.11	Wor
Ny Cointreau	1380	1389	+0.65	12.50	Wor
Ny Cointreau	211.20	213.30	+2.10	30.40	Wor
Ny Cointreau	186.10	185	-0.20	-21.50	Wor
Ny Cointreau	75.5	75.5	-	-27.59	Wor
Ny Cointreau	354	360	+1.69	10.76	Wor
Ny Cointreau	195.10	195.80	+0.10	10.02	Wor
Ny Cointreau	105	105	-	-27.59	Wor
Ny Cointreau	108	108	-	-17.27	Wor
Ny Cointreau	128	125.30	-2.18	-16.46	Wor
Ny Cointreau	1276	1277	+0.07	-9.26	Wor
Ny Cointreau	463	463.10	+0.05	0.05	Wor
Ny Cointreau	1039	1037	-0.07	-17.27	Wor
Ny Cointreau	1768	1729	-1.92	-26.83	Wor
Ny Cointreau	460	460	-	-13.64	Wor
Ny Cointreau	546	565	+1.18	13.88	Wor
Ny Cointreau	1781	1801	+20	13.64	Wor
Ny Cointreau	1592	1605	+1.04	36.83	Wor
Ny Cointreau	225.20	222.80	-2.40	-7.63	Wor
Ny Cointreau	530	534	+1.63	30.40	Wor
Ny Cointreau	342.60	342.60	-	-27.59	Wor
Ny Cointreau	199	190	-1.21	-7.63	Wor
Ny Cointreau	391	391	-	-27.77	Wor
Ny Cointreau	46	46	-	-26.83	Wor
Ny Cointreau	113.30	113	-0.30	-3.85	Wor
Ny Cointreau	320.30	320	-0.30	-3.85	Wor

[illegible]

Gold	66	66	—	+52,77
	45,30	45,30	- 0,20	- 3,60
	1695	1717	+ 2,20	+ 25,29
	575	581	+ 1,37	+ 37,21
	73,75	72	- 1,57	- 20,43
	277,10	279,90	+ 1,81	+ 7,82
	79,50	79,40	- 0,12	- 0,63
Co	259,40	257,20	- 0,84	+ 16,48
Co	312	314,70	+ 0,86	- 2,72
Corpus	59,70	60	+ 0,50	—
Corpus	555	563	+ 1,84	+ 1,94
Corpus	42,50	42,50	0,00	+ 3,67
Nom. N.	5680	5720	+ 0,70	+ 5,14
Sp	73,50	73,80	+ 0,40	+ 0,40
Sp	7,46	7,47	+ 0,06	+ 0,61
Sp	1414	1411	- 0,21	- 7,17
Sp	475,70	472	- 0,77	+ 7,71
Sp	104,90	100	- 0,93	+ 13,69
Sp	139,10	140,60	+ 0,71	+ 20,80
Sp	62,30	617,60	+ 1,62	+ 1,80
Sp	21	—	—	+ 1,85
Sp	41	41,38	+ 1,66	+ 25,53
Sp	215	211	- 1,26	+ 21,38
Sp	697	689	- 0,28	+ 2,04
Sp	71,30	72,20	+ 1,26	+ 3,14
Sp	218	218	—	- 16,15
Sp	39,10	38	- 2,81	- 42,85
Sp	396,60	388,70	- 1,78	+ 15,22
Sp	177	180	+ 4,80	+ 1,06
Sp	64,80	64,40	- 0,61	- 1,78
Sp	28,20	28,20	- 0,63	- 5,61
Sp	500	320	—	- 2,04
Sp	96,30	99	+ 0,81	- 6,60
Sp	349	351	+ 0,30	—
Sp	80,05	78	- 1,17	+ 19,32
Sp	57,30	57	- 0,35	+ 5,13
Sp	687	694	+ 0,43	—
Sp	567	581	+ 1,05	+ 23,75
Sp	653	660	+ 0,67	+ 20,46
Sp	1820	1810	- 0,54	+ 10,69
Sp	114,20	117	+ 2,45	+ 19,88
Sp	239	236	- 1,25	+ 42,22
Sp	118,60	118,80	+ 0,45	+ 8,13
Sp	3,43	3,38	- 2,01	+ 95,37

COMPTANT
Une sélection Cours relevés
LUNDI 28 MARS

OBLIGATIONS	9
BICE 98 97-02	113

[illegible]

ACTIONS	
FRANCAISES	
ARBEI	104,54
BAINS C MONROE	108,05
BIZ L'UNIVERS	101,25
BIODROME INTL	107,25
B T F (G) DE	109,18
CAMBIOGE	99,85
CARTELO LORRAINE	107,29
CBC	109,82
CANTIERE BIANCO	105,60
CHATELAIN (IND)	115,28
CIT URBAIN (CI)	109,20
CIT URBAIN (BI)	111,61
CSC	111,59
CONCRETE ASS BANG	111,80
CSC	107,75
CSC	88,50
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25
CSC	107,25
CSC	109,18
CSC	99,85
CSC	107,29
CSC	109,82
CSC	105,60
CSC	115,28
CSC	109,20
CSC	111,61
CSC	111,59
CSC	111,80
CSC	107,75
CSC	104,54
CSC	108,05
CSC	101,25

Cours précéd.	Derniers cours	Foncière Euri...	196
295	296	France I.A.B.D.	410
389	390	France S.A.	1132
250	250	From. Paul-Henri	2050
110	110	Gaumont P.	134
7,60	7,60	Gazefin.	1400
102,5	102,5	G.T.T. (Transport)	97,20
26,60	26,60	Immochem.	707
14,90	14,90	Immochem.	6350
350	350	Immochem.	1910
210	210	Immochem.	185
18	18	Immochem.	156
30,30	30,30	Immochem.	435
660	660	Immochem.	14,43
440	440	Immochem.	73,10
174	174	Immochem.	1300
520	520	Immochem.	228
45	45	Immochem.	1390
97,90	97,90	Immochem.	210
97	97	Immochem.	369
		Immochem.	155

189,10	Rosario	•	191,20	191,26
19,0	Rouglér ?		300	490
1806	S.A.S.P. Alcan		314,20	328
1151	Sage		160,10	158
3542	Sallés du Midi		495	494
100	Savonnerie (M)		130	131
13	SBC		770	765
1000	S.L.P.H.		167,40	167,40
130,50	Sofia	•	105	108
100	Sofin	•	261,30	257,30
74	Sofincom acca rep.	•	67,70	67,79
1028	Sofing		3790	3790
130	Société Autogène		540	540
130	Société		340	340
670	Talborç		1685	1684
10	Tour Eiffel		260	260
58	Tva		185,10	184,10
153	Viciz		483	483
6450	Vitr		199	195,30
1630				
79,90				
108				
226,50				
969				
314				
230				
196				

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Baye-Versins Bank	1130	1130
Commerzbank AG	1592	1585
Deutsche Cred.	16,80	16,50
Geacart	296	296
Gold Fields South	156	156,50
Kubisa Corp	52,40	52,40
Merrilldown jetco	10,05	10,05
Olympus Optical	45,10	45,40
Oriondomestic Fin.	176	176
Reheco	867,10	868,40
Rodamco N.V.	139,20	139,20
Rollinco	390,80	395
Solvay SA	2996	2996

SECOND MARCHÉ

VALEURS

[illegible]

209	ECO Trans Tempo Ly
205	Emmi-Logistics (Ly)
394	Europ. Sealing (Ly)
1408	Europ. Population
427	Expand S (Ly)
203,40	Packstream
311	Pactelvis (Ly)
390	Finacor
230	Finatino
1447,70	Fininvest
390	Gauster France (Ly)
390	CG 2000
394	CG Industries (Ly)
390	Chloride (Ly)
319	CLM S.A.
319	Chromatonic Printco (Ly)
210	Cho. Cullin (Ly)
333,30	Kiary (Ly)
475	Coselabs
236	Harmes Internat'l (Ly)
439	Harel Dobels
236	ICBT Groupe (Ly)
395	I.C.S.
167	Idemovra
57,50	Immob.Hotel (Ly)
371	Instalun (Ly)
382	Int. Converter (Ly)
382	Invest-Paris
341	IPBA

403	Manitou	177
408	Manzan	665
244.50	Maria Ribault	620
680	Mazo-LimesProf.	280
280	McCauley	139.30
680	Moses (L)	95
309	MCI Coslear	291
125	Mel Talery	258
450	Monterey Joist Lyl	60
917	Neuf Ad	60.50
313	Horbert Derruss	87.50
80.05	N.S.C. Schum, N.	910
300	North Oren Gas P.	743
55	Ones	9
250	Pet Product L	119
250	P.C.W.	18
188	Pest Bio	120
188	Pocher	1086
344.30	Procedur Est (Net)	230
1330	Radiall	630
542	Rallye/Cathedral	190
164.50	Royell (Industial)	106
71.50	Rouless-Gulhard	49
25.50	Sacredies	74
302	Sadver	28
87	Serbio	21.20
147	Sipares (Lyl)	983
69	Smoby (Lyl)	680

680*	Sorbus	♦	412	712
500	Sorpey	♦	135	185
1211	Sorpey (Fin)		707	712
336	Sopra		345	338.50
139.20	Stéph. Audran #		109.90	105
75	Sylva		480	475
291.70	Yatesho-France		215	215
79	TFI - I		500	500
40.40	Thomson Hold(Ly)		657	440
42.80	Troncy Carvin #		100	100
546	Unifrance		489	475
915	Union du France		534	535
110	Via Croiret(Banque)	♦	121.60	121.60
193	Viel et Cie #		139.50	149.95
1.65	Vilnorin et Cie #		425	425
712	Videx		678	677
1086				
235				
530				
1.89				
1039				
1300				
427				
75				
30.10				
262				
91				
470				

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 18 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C.	0,13	0,08
C.N.P.	121	131
Générale Occidentale	45,75	45
Mutual	975	975
Nobel	180	180
Ses leçons du Monde	301	132,10

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Lj = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation ; sans indication
c/coupon détalché ; c/cours précédent ; c/coupon
détaillé ; @ droit détalché ; o = offert ;
d = demandé ; ? offre réduite ; & demande
réduite ; * contrat d'animation.

SICAV
Une sélection
Cours de clôture le 15 mars

VALEURS	Unité Franc
Actimontaire C.....	360
Actimontaire D.....	317

Agil Amplitude (Asta)	11,495,013	80,458	Esopar
Amplic	759,89	741,26	Esor. Action
Antoine Monse D	804,58	804,58	Esor. Bénéf
Autogre Trésorerie	936,275	936,275	Esor. Bénéf
Arbitr. Court Terme	676,99	676,99	Esor. Cléve
Arbitr. Primeire	1,747,10	1,747,10	Esor. Invest
Arbitr. Sécurité	69,86	69,86	Etandé D
Aste 2000	381,129	381,129	Em. 2000
Astoria Premierie	113,532	113,532	Em. 2000
Associe	130,31	130,31	Em. 2000
Azot Amérique	97,24	97,24	Esopar
Azot Asia	566,96	566,96	Esopar
Azot Futur C	540,82	540,82	Esopar
Azot Futur D	1,953,13	1,953,13	Esopar
Azot Asia PER	154,68	154,68	Esopar
Cadence 1	107,070	107,070	Esopar
Cadence 2	105,517	105,517	Esopar
Cadence 3	106,36	106,36	Esopar
Cadence 4	198,835	198,835	Esopar
Cadence 5	172,739	172,739	Esopar
Cadence 6	126,625	126,625	Esopar
Cadence 7	177,46	177,46	Esopar
Cadence 8			Esopar
Cadence 9			Esopar
Cadence 10			Esopar
Cadence 11			Esopar
Cadence 12			Esopar
Cadence 13			Esopar
Cadence 14			Esopar
Cadence 15			Esopar
Cadence 16			Esopar
Cadence 17			Esopar
Cadence 18			Esopar
Cadence 19			Esopar
Cadence 20			Esopar
Cadence 21			Esopar
Cadence 22			Esopar
Cadence 23			Esopar
Cadence 24			Esopar
Cadence 25			Esopar
Cadence 26			Esopar
Cadence 27			Esopar
Cadence 28			Esopar
Cadence 29			Esopar
Cadence 30			Esopar
Cadence 31			Esopar
Cadence 32			Esopar
Cadence 33			Esopar
Cadence 34			Esopar
Cadence 35			Esopar
Cadence 36			Esopar
Cadence 37			Esopar
Cadence 38			Esopar
Cadence 39			Esopar
Cadence 40			Esopar
Cadence 41			Esopar
Cadence 42			Esopar
Cadence 43			Esopar
Cadence 44			Esopar
Cadence 45			Esopar
Cadence 46			Esopar
Cadence 47			Esopar
Cadence 48			Esopar
Cadence 49			Esopar
Cadence 50			Esopar
Cadence 51			Esopar
Cadence 52			Esopar
Cadence 53			Esopar
Cadence 54			Esopar
Cadence 55			Esopar
Cadence 56			Esopar
Cadence 57			Esopar
Cadence 58			Esopar
Cadence 59			Esopar
Cadence 60			Esopar
Cadence 61			Esopar
Cadence 62			Esopar
Cadence 63			Esopar
Cadence 64			Esopar
Cadence 65			Esopar
Cadence 66			Esopar
Cadence 67			Esopar
Cadence 68			Esopar
Cadence 69			Esopar
Cadence 70			Esopar
Cadence 71			Esopar
Cadence 72			Esopar
Cadence 73			Esopar
Cadence 74			Esopar
Cadence 75			Esopar
Cadence 76			Esopar
Cadence 77			Esopar
Cadence 78			Esopar
Cadence 79			Esopar
Cadence 80			Esopar
Cadence 81			Esopar
Cadence 82			Esopar
Cadence 83			Esopar
Cadence 84			Esopar
Cadence 85			Esopar
Cadence 86			Esopar
Cadence 87			Esopar
Cadence 88			Esopar
Cadence 89			Esopar
Cadence 90			Esopar
Cadence 91			Esopar
Cadence 92			Esopar
Cadence 93			Esopar
Cadence 94			Esopar
Cadence 95			Esopar
Cadence 96			Esopar
Cadence 97			Esopar
Cadence 98			Esopar
Cadence 99			Esopar
Cadence 100			Esopar

Capital	167,714	1,000,000	Accounting
MID AF	11,846	1,000,000	International Fax
Chen T	832,937	1,000,000	Jeuneperme
Ind. Dis	95,46	1,000,000	Latitude C/O
	22,200,044	1,000,000	Lon 2000A
Long T	22,225	1,000,000	Lon Association
Monde	117,511	1,000,000	Long
Quatre	109,178	1,000,000	Longius
	133,51	1,000,000	Lon Theor.
	127,83	1,000,000	Liver Bourse Inv.
future	205,46	1,000,000	Liver Portland
Cont	1,000,000	1,000,000	Monaco
	7,027,745	1,000,000	Monetel CIC
	285,54	1,000,000	Monk-Dis
ment	189,99	1,000,000	Monk-UK
	124,67	1,000,000	Monk-UD
	91,774,341	1,000,000	Monk-UK
one D	105,19	1,000,000	Mutualité de
	465,14	1,000,000	Natio Court Terme
	301,49	1,000,000	Natio Court Terme
	161,60	1,000,000	Natio Epagne
	127,271	1,000,000	Natio Ep. Capital C/D
	166,613	1,000,000	Natio Ep. Confiance
ations	49,107	1,000,000	Natio Ep. Obligations
	59,467	1,000,000	Natio Epargne Releve
	59,467	1,000,000	Natio Epargne Valor
	115,88	1,000,000	Natio Epargne Valeur
ons	1,621,45	1,000,000	Natio France Inter
	802,73	1,000,000	Natio Immobilier
	50,021	1,000,000	Natio Inter
	198,842	1,000,000	Natio Mondiale C/D
	1,000,000	1,000,000	Natio Opportunite

[illegible]

1069.65	Silverface	876.98	879.77
1149.92	Silverton	467.02	457.87
582.62	Silverton	231.20	236.66
269.65	Silverton	375.51	351.51
359.64	Silverton	139.60	139.60
1142.92	Sogefin d'Or	1288.90	1265.95
3770.43	Sogefin d'Or	308.01	304.04
226.10	Sogefin	1236.21	1231.91
1754.24	Sogefin	1723.47	1692.66
5592.49	Sogefin	2347.35	2341.55
566.81	Strategic Actions	89.49	86.93
1603.89	Strategic Rendement	1747.49	1692.66
1505.54	Strategic Rendement	1093.34	1012.32
1068.63	Thibon C	89.93	83.93
48.76	Thibon C	82.93	82.93
4321.33	Thibon C	1740.37	1721.31
12833.27	Thibon Trimestriel	1022	1017.21
11158.26	Trisonic	1701.44	1701.44
973.49	Trisony	25530.68	25590.68
162.25	Trilion	5257.93	5189.93
2036.22	Uni-Associations	130.40	130.40
4165.31	Uni-Fonction	1372.20	1372.20
1638.67	Unifrance	624.65	619.65
546.62	Uni-Garantie C	1654.93	1654.93
699.78	Uni-Garantie D	1545.93	1530.93
2205.50	Uni-Regions	1368.57	1330.57
1775.70	Univer C	298.05	298.05
3487.85	Univer D	298.05	298.05
101.24	Unions Actions	1719.08	1719.08
8753.79	Unions Obligations	2106.57	2106.57
1136.55	Valorg	2380.16	2364.16
1136.55	Valorg	3404.81	3404.81
1193.38	Wetherthur St-Honord	256.59	249.59

*** Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.**

SYMBÔLES
 ♦ cours du jour; ◇ cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (t) 44 43 76 26

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12h30

LUNDI 18 MARS

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C.	•	0,08	0,08
CFIPE	•	131	131
Généraliste	•	45,75	45,75

Murphy	♦	975	975
Nobis	♦	180	180
Ses lectrices du Monde	♦	301	132,10

ABBREVIATIONS
 B = Bordeaux; LI = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 catégorie 3; ♦ cours précédents; # coupon
 détaché; @ droit détaché; o = offert;
 d = demandé; ? offre réduite; ↓ demande
 réduite; * connot d'animation.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

AUJOURD'HUI

SPORTS

PARIS-NICE Laurent Jalabert démarre 1996 aussi bien que 1995. Il a remporté pour la deuxième année consécutive Paris-Nice, couru du 10 au 17 mars. Le Français, numéro un

mondial, a survolé la course par étapes malgré une lourde chute, vendredi 15 mars, qui lui a laissé un gros hématome au genou et des contusions au visage. ● LA GÉNÉRA-

TION à laquelle appartient le champion mazzamontain, né en 1968, arrive à maturité. Elle a trusé les premières places. Chris Boardman, qui a également vingt-sept ans, a terminé troi-

sième du classement général et remporté le contre-la-montre final. Le Texan Lance Armstrong, dauphin de Laurent Jalabert, est plus jeune encore. ● LUC LEBLANC, après une an-

née 1995 sombre, a fait une réapparition remarquée en tête du peloton. Il souffre toujours d'une faiblesse à une jambe, mais semble avoir retrouvé une confiance un temps disparue.

Laurent Jalabert et les « soixante-huitards » prennent le pouvoir

La génération des coureurs nés en 1968 arrive à maturité. Elle a dominé la 63^e édition de la course du soleil. En attendant sans doute mieux encore sur le Tour de France, où elle s'apprête à affronter Miguel Indurain

NICE
de notre envoyé spécial
Nice a vécu, dimanche 17 mars, une drôle de manif. De jeunes révolutionnaires ont défilé en bon ordre sous une bande-roule. Leur revendication était claire : cette génération demandait rien de moins que le pouvoir. Les tribulations prétendaient renverser l'ordre établi, par la force du jargon. Ils affirmaient que la rue était à eux. Sous la Promenade des Anglais, la plage.

Ils étaient emmenés par un Mazzamontain, fils d'ouvrier, un dénommé Laurent Jalabert. Un agitateur professionnel celui-là, chef de file de la contestation depuis un an. Il a gagné, comme d'habitude. Il a remporté son deuxième Paris-Nice consécutif, sa sixième victoire de la saison et confirmé, à vingt-sept ans, son aptitude aux plus hautes fonctions. Même une double fracture du scapuloïde au mois de décembre n'a pas ralenti sa marche en avant.

Mais d'autres impétrants du même âge ont également affiché leur prétention à goûter très vite au pouvoir. L'Anglais Chris Boardman prenant la troisième place de l'épreuve et Laurent Brochard la cinquième, il y avait donc trois coureurs nés en 1968 dans les cinq premiers du classement général de Paris-Nice. L'Américain Lance Armstrong, deuxième, et le Belge Franck Vandembroucke, quatrième, affichaient, eux, respectivement vingt-quatre et vingt et un ans. Ils sont plus jeunes, mais certainement pas moins impatients.

Certains absents de Paris-Nice n'en ont pas pour autant perdu leurs dents. Le Suisse Alex Zülle, compagnon de Laurent Jalabert chez Once, vainqueur de Paris-Nice en 1993 et deuxième du Tour de France en 1995, est également né en 1968. L'italien Ivan Gotti a vu le jour à peine plus tard, en mars 1969. Ces deux-là, plus Laurent Jalabert, cela fait déjà

trois « soixante-huitards » ou assimilés dans les cinq premiers du dernier Tour de France. La prise de pouvoir n'est pas loin.

En élargissant légèrement la période de recensement, il est encore possible de découvrir Laurent Madouas, né en 1967, Richard Virenque, né en 1969, ou encore le Russe Evgueni Berzine et l'Espagnol Abraham Olano, nés en 1970. « C'est une nouvelle vague qui est en train de chasser l'ancienne », affirme Bruno Roussel, directeur général de Festina. Ils arrivent à maturité physique. Ils maîtrisent l'ensemble des aspects techniques du métier. Ils connaissent toutes les courses et les tactiques. C'est pour eux le moment de passer. S'ils ne le font pas là, ils ne le feront jamais. »

« C'est un stade intermédiaire idéal pour faire les épreuves par étapes. Les coureurs ont encore la vélocité nécessaire et ils ont déjà acquis la résistance suffisante »

Déjà renards, pas encore ringards, le bel âge en somme pour un coureur cycliste. Bernard Thévenet confirme cette théorie. Il a lui-même gagné son premier Tour de France à vingt-sept ans. « C'est à ce moment-là que j'ai le mieux cerné de quoi j'étais capable, jusqu'où je pouvais aller dans l'effort », se souvient-il. « Physiologiquement, c'est un stade intermédiaire idéal pour faire les épreuves par étapes », explique Gérard Nicolet, médecin de Paris-Nice.

Les coureurs ont encore la vélocité nécessaire et ils ont déjà acquis la résistance suffisante. Qui plus est, un sportif plus vieux a tendance à

trop s'écouter et à fixer ses limites trop tôt. « Un monsieur très digne et d'âge respectable est pourtant seul en mesure de mettre à la raison la bande à Jalabert. A l'abri des regards, il sort tout doucement de son hibernage. Il réchauffe actuellement ses vieux os dans la douceur printanière de l'Espagne, bien à l'abri au cœur du peloton. Il déteste être bousculé en début de saison. Il faut dire qu'il n'a plus vingt ans. Alors il se ménage et soigne son asthme chronique. Il attend son heure, son Tour. La révolution est en marche, seul Miguel Indurain peut l'arrêter. »

Le nom fait réfléchir même les plus audacieux. Bruno Roussel a beau répéter qu'il n'a « ni Dieu, ni maître », il n'empêche que le bonhomme force son respect. Même le patron d'équipe le plus iconoclaste, le plus impétueux du peloton, Manolo Saiz, est contraint à une certaine diplomatie. « Une année d'apprentissage supplémentaire sera pour nous une bonne chose, explique le directeur sportif de Once. Nous pourrions tester si nous sommes en mesure de gagner le Tour de France dans deux ans. »

Autrement dit après la retraite ou le déclin supposé du « Vieux », qui devrait fêter ses trente-deux ans en juillet, sur les routes de France.

Intouchable depuis cinq années, en lice pour une sixième victoire historique et « tranquille » dans la Grande Boucle, Miguel Indurain, dont le frère Prudencio est également né en 1968, affiche toujours la même sérénité de façade. Le Navarrais doit cependant se souvenir d'un détail : il avait lui-même vingt-sept ans lors de sa première victoire dans le Tour de France.

Benoît Hopquin

Luc Leblanc à nouveau d'attaque

NICE
de notre envoyé spécial

Attaquer demande un esprit sain dans un corps sain. Pour se croire plus fort qu'un peloton hostile, il faut de l'assurance et du mollet. Depuis une éternité, Luc Leblanc avait perdu les deux. Les jambes en panne, la confiance aussi, le champion n'avancait plus. Il ne s'agissait plus d'oser quitter la meute, mais de simplement pouvoir y rester. Les seules sorties de Français ne se faisaient plus que par l'arrière, de lâchages en abandons. Jusqu'à ce 63^e Paris-Nice.

« J'ai hésité quelques secondes et puis je me suis lancé. » Quelque part entre Saint-Tropez et Antibes, vendredi 15 mars, le Français a décidé de lâcher et ses compagnons et ses complexes. La tentative a échoué. Les coéquipiers de Laurent Jalabert y ont très vite mis un terme. Le candidat à l'escapade était trop bien placé au classement général pour obtenir l'indispensable bon de sortie. C'est peut-être là le principal motif de satisfaction : Luc Leblanc est redevenu un homme dangereux. « Cela faisait longtemps que je n'avais pas tenté quelque chose », explique l'intéressé. Si longtemps qu'il ne se souvient plus vraiment à quand remonte son dernier coup de force. Peut-être était-ce en 1994, au milieu des ruines antiques d'Agrigente, en Sicile,

quand il s'extirpa de la masse pour s'adjuger le titre de champion du monde ? Une imparable accélération finale dans le bien nommé col Della Vittoria allait permettre au meilleur coureur français de la saison de se parer du maillot arc-en-ciel. Il n'aurait jamais l'occasion de faire jaillir sa fanelle multicolore du peloton l'année suivante. « 1995 ? J'ai tiré un trait dessus, raconte Luc Leblanc. Je ne tirerai aucun enseignement de cette année tellement elle fut effroyable. Tout juste a-t-elle permis d'endurer un peu plus l'individu. » La saison, fût-elle humiliante, n'est rien. Sans doute est-il heureux qu'elle ait été écourtée par la fin abusive du Groupement à l'été. La formation qui offrit un contrat de 5 millions de francs sur trois ans au champion du monde se révéla une fumerie. Ses ambitions s'effondrèrent aux premiers tours de roue.

QUAND LA JAMBE FAIT MOINS MAL
Son leader ne fut jamais non plus dans l'altière. Luc Leblanc invoqua une défaillance physique plutôt que mentale. Il est chez lui particulièrement difficile de dissocier les deux. Depuis un dramatique accident d'enfance, où son frère trouva la mort, l'homme traîne de douloureuses séquelles à la jambe gauche. Cette faiblesse est devenue une obsession. Il y a

quand la jambe fait mal et quand elle fait moins mal. Depuis 1987, la carrière professionnelle du champion a toujours oscillé entre ces deux pôles. Les radios l'attestent : ce ne sont pas des lésions d'hypochondrie. Plutôt un thermomètre de l'état général qui serait niché là et gradué sur une échelle de douleur. Alors que les plus pessimistes envisageaient déjà sa retraite, avant même ses trente ans, Luc Leblanc a trouvé le secours en Italie. Giosue Zoni, son nouvel entraîneur chez Polti, a redonné confiance au coureur. Il lui a préparé un programme spécifique durant l'hiver. Le problème physique est encore loin d'être réglé. Malgré une opération en juillet et deux mois d'arrêt total, sa jambe le gêne encore. Elle a tendance à partir de guingois. La position sur le vélo s'en ressent. « Il faut que je rééquilibre tout ça », explique le coureur.

Même à cloche-pied, Luc Leblanc veut enfin retrouver son rang. Les huit mois de galère dont il sort auraient été encore plus rudes sans l'arrivée inopinée d'un rayon de soleil. En juillet, au plus profond de sa détresse, le coureur héritait d'Alexis. « Il a changé ma vie, raconte le jeune père. Avec lui, je passe des moments formidables, bien meilleurs que sur un vélo. »

B. H.

Mike Tyson reprend sa couronne mondiale

A vingt-neuf ans, le boxeur américain n'a peut-être jamais été aussi fort

ATLANTA
correspondance

Le travail a été exécuté si vite qu'il a pu sembler bécoté. Moins de trois rounds. A peine huit minutes de combat. Mais cela a suffi à Mike Tyson pour se défaire du long chapelet de doutes et d'interrogations qu'il portait au cou depuis sa sortie de prison. Vainqueur de l'Anglais Frank Bruno par KO technique peu avant la fin de la troisième reprise, samedi 16 mars à Las Vegas, « Iron Mike » n'a pas seulement repris un titre mondial abandonné depuis près de six ans. Il a également prouvé au monde que trois années passées en cellule n'avaient pas abîmé son talent de boxeur. « Il est meilleur que jamais », assurait Don King, son manager, peu après la fin de la rencontre. Une certitude que son vainqueur n'a pas osé démentir. « Ce type est vraiment plus fort que je le croyais, soupireait Frank Bruno à sa descente du ring, le visage encore ensanglanté par une arcade sourcilère ouverte depuis le premier round. J'ai essayé de profiter de ma plus grande allonge pour le maintenir à distance. Mais cela n'a pas vraiment eu l'air de le gêner. Bon Dieu que ce gars est rapide. »

Un an, presque jour pour jour, après sa sortie de prison, Mike Tyson a donc repris sa place. Il a quitté le ring du MGM Grand de Las Vegas, samedi soir, la taille enveloppée d'une ceinture de champion du monde. La première, celle de la WBC. Les deux

autres, WBA et IBF, lui échappent encore. Mais il ne fait plus de doute aujourd'hui qu'il saura les retrouver, l'une après l'autre, le jour où bon lui semblera. « Mike va unifier le titre mondial », a déjà prouvé Don King, les cheveux plus hérissés que jamais. « Je me fous totalement de connaître aujourd'hui le nom de mon prochain adversaire », avoue l'intéressé. Je combattrai celui que Don King mettra sur mon chemin. Et je le batrai. »

Ces accents de triomphalisme, Mike Tyson n'avait pas attendu de bousculer Frank Bruno pour en saupoudrer ses propos d'homme libre. Il en avait fait de même après sa victoire sur Peter McNeeley, le 19 août 1995, un premier succès ramassé en seulement quatre-vingt-neuf secondes. Puis il avait repris le refrain en cognant sur son deuxième adversaire, Buster Mathis Jr., un colosse ventripotent renvoyé par le fond en seulement trois reprises. Dans les deux cas, Mike Tyson avait juré n'avoir rien perdu de son punch. Mais la faiblesse de ses deux opposants lui donnait encore trop peu de crédit. Aujourd'hui, le doute n'est plus permis. A trente-quatre ans, Frank Bruno a sans doute laissé un peu de sa puissance s'envoler avec les années. Mais le boxeur britannique passait, jusqu'à ce dernier samedi, pour être le plus consistant des trois champions du monde de la catégorie. « Je peux vous dire pourquoi Mike a choisi de

rencontrer Frank Bruno plutôt que les deux autres tenants du titre, expliquait Teddy Atlas, l'homme qui entraîna Tyson au temps de sa carrière amateur. Frans Botha (IBF) est vraiment un adversaire trop facile. Quant à Bruce Seldon (WBA), il aurait risqué de s'évanouir pendant l'hymne américain. Rien de tel ne s'est produit avec Frank Bruno. A la veille du combat, le boxeur londonien

« Je n'ai pas vraiment eu l'air de le gêner, soupireait Frank Bruno. Bon Dieu, que ce gars est rapide ! »

avait prouvé son caractère en dénonçant tout haut le curieux partage de la fortune amassée par le combat. « C'est moi le tenant du titre, mais je ne vais recevoir que 6 millions de dollars, s'était-il plaint. Tyson, lui, touchera cinq fois plus alors qu'il n'a pas remporté la moindre couronne mondiale depuis six ans. » Une fois sur le ring, Frank Bruno a supporté sans défaillir le regard de son adversaire. Mais son arcade a éclaté comme un fruit mûr peu avant la fin du premier round. Et l'avalanche de coups frappés par Mike Tyson

pendant la dernière minute de la troisième reprise l'a renvoyé vers les cordes, avant de le contraindre à plier les genoux, assommé et battu.

Signe des temps : Mike Tyson a enveloppé sa victoire de tous ces gestes nouveaux que trois années d'emprisonnement lui ont appris. Il a posé les genoux à terre, étendu les bras et ébauché une courte prière. Puis il s'est frayé un chemin vers le coin de son adversaire pour lui baiser le front et lui glisser quelques mots d'encouragement. Enfin, Mike Tyson a remercié Allah, l'islam et ses amis musulmans. Avant de quitter le ring d'un pas tranquille.

A vingt-neuf ans, le nouveau champion du monde des poids lourds n'a peut-être jamais été aussi fort. Mais les regards qu'il promène sur son existence de milliardaire trahissent son mal de vivre. « A vingt ans, j'étais encore un sale gosse, confiait-il au début de ce mois. Je croyais vraiment que j'étais capable de battre la terre entière, de mettre KO d'un seul coup de poing ses cinq milliards d'habitants. Aujourd'hui, je voudrais être un homme meilleur. Mais je ne sais pas toujours m'y prendre. J'ai sûrement tout pour être heureux, mais le bonheur m'est encore une chose inconnue. » Samedi soir, Mike Tyson a retrouvé sa couronne mondiale. Mais il semble toujours à la recherche de lui-même.

Alain Mercier

Le Sri Lanka oublie ses divisions en gagnant la Coupe du monde de cricket

NEW DELHI
de notre correspondant

Le temps d'une soirée de douce folie, les Sri-Lankais ont oublié la guerre, les attentats et les Tigres tamouls. Après la victoire de leur équipe dans la Coupe du monde de cricket, dimanche 17 mars, des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Colombo, dansant, buvant de l'alcool et allumant des feux d'artifice. Depuis samedi, les habitants de la capitale avaient fait provision de nourriture et de boisson afin de pouvoir soutenir un siège devant leurs téléviseurs.

Le succès de l'équipe srilankaise en finale contre les favoris australiens est une douce revanche. Les Australiens avaient en effet décidé de s'abstenir de jouer dans l'île, fin février, un mois après qu'une bombe d'un commando suicide des séparatistes tamouls eut fait plus de quatre-vingts morts en plein Colombo. Les Sri-Lankais avaient évidemment très mal accueilli cette décision qui domait de leur pays l'image d'une région dangereuse pour les étrangers et les touristes.

FIERTÉ NATIONALE
Dans les casernes des zones du « pays insurgé » tamoul, au nord-est et à l'est du pays, les soldats étaient ravis, dimanche, à leur poste de télévision, relâchant un peu leur garde pour compter les points marqués par leur équipe dans la lointaine Lahore (Pakis-

tan). « Nous devons tout de même rester vigilants, commentait un officier, on a un combat à mener qui est plus important que le cricket. »

Après le délogement des indépendantistes tamouls de leur bastion de Jaffna, à l'automne dernier, le succès remporté sur les pelouses du cricket est un nouveau motif de fierté nationale pour le Sri Lanka, même si les combats continuent dans l'est de l'île et que la question tamoule est loin d'être réglée. « La passion pour le cricket ne résout certes pas nos difficultés, mais elle montre que le Sri Lanka n'est pas seulement un pays qui a des problèmes », remarquait un parlementaire du parti au pouvoir, Ravi Karunaratne.

Ce sport, le « jeu national », selon l'expression d'un haut fonctionnaire, pourrait bien être aussi un facteur d'unité nationale, puisque la grande majorité de la minorité tamoule soutient l'équipe srilankaise. Il n'y a pourtant qu'un seul joueur d'ethnie tamoule dans l'équipe. Interrogé à Paris par l'agence Reuters, le porte-parole des LTTE, le mouvement des Tigres de libération de l'Éclat tamoul, Lawrence Thilakar, hésitait cependant quant à l'attitude à adopter face à une victoire srilankaise : « Les Tamouls du Sri Lanka aiment tous le cricket, mais, pour nous, il est difficile de souhaiter que l'équipe nationale remporte le tournoi : nous regardons ce match comme des étrangers... »

Bruno Philip

لعب في 1995

L'automobile de luxe résiste à la crise

Les véhicules de prestige séduisent toujours un club très restreint d'amateurs fortunés, passionnés de ronce de noyer et d'innovations technologiques

BEAUCOUP boucleraient un tour du monde, d'autres opteraient pour une maison de campagne, un bateau, une piscine, mais ils n'achèteraient sûrement pas une voiture. Pourtant, l'année passée, quelque quatre mille personnes ont acquis une automobile d'une valeur de plus de 350 000 francs. Un choix très rationnel lorsque l'on compte déjà quelques périples autour du globe, un joli bassin tout juste creusé dans sa résidence secondaire, que l'amour de la voile commence à vous coûter cher... et que la somptueuse limousine en question est, comme c'est souvent le cas, déclarée au nom d'une société (ce qui impose toutefois quelques contreparties fiscales).

En 1995, pendant que le marché des voitures ordinaires faisait du surplace, le segment des véhicules de prestige a progressé de 11 %. Signe d'un creusement des inégalités ? « En 1991, il se vendait six mille voitures de plus de 350 000 francs. Avec quatre mille unités, nous sommes encore loin de rattraper la dégringolade de ces dernières années », plaide Dominique Poinat, responsable des études chez Mercedes-Benz.

Il est vrai que le marché français de l'auto de prestige a toujours eu une petite mine à côté des quinze mille à dix-sept mille luxueuses limousines, coupés de race et distingués cabriolets qui trouvent chaque année preneur en Grande-Bretagne ou en Allemagne. Sur les trois mille deux cents Ferrari produites chaque année, pas plus de deux cents sont destinées à la France.

IDÉOLOGIQUEMENT TYPÉ

L'absence de réels compétiteurs nationaux (en deux ans, Renault n'a placé que trois cent soixante exemplaires de sa Safrane V6 Biturbo, à plus de 400 000 francs l'unité, sur le marché intérieur) n'explique pas tout. En France, soupirent les importateurs, rouler en berline de luxe reste suspect : derrière le somptueux volant, on se retrouve malgré soi en représentation. Ces conducteurs privilégiés ont l'impression de sentir le regard des autres.

Contrairement à la décennie précédente, les années 90 n'al-

ment pas les riches. « Symbole de réussite sociale, la voiture de prestige n'est pas toujours bien perçue : elle reste idéologiquement et socialement typée », constate Didier Maitret, président de BMW-France. Regardez les dirigeants d'entreprise qui sont amenés à nouer des contacts de haut niveau avec l'administration : leur voiture de fonction est française. Sinon, cela fait désordre. »

RADAR DANS LE PARE-CHOCS

L'essentiel de la progression du marché du luxe en 1995 tiendrait, selon les responsables de ce secteur, à l'effet d'entraînement provoqué par le renouvellement simultané de la gamme des leaders du marché que sont les constructeurs Mercedes, BMW, Porsche et Jaguar, et non à l'arrogance de quelques nantis.

Côté porte-monnaie, chefs d'entreprise, cadres dirigeants ou professions libérales seraient même un peu timorés : durant les dix jours qui ont suivi l'annonce du plan Juppé sur la Sécurité sociale, BMW n'a pas vendu la moindre série 7. Last but not least, le diesel commence à introduire la notion d'économie parmi les voitures de prestige. Il totalise les



deux tiers des ventes de la Mercedes classe S, sera disponible en avril sur la BMW série 7 et apparaîtra dans trois ans dans le catalogue Jaguar.

Malgré la mauvaise conscience sociale que la pression collective tente sournouement d'instiller dans leur esprit, les propriétaires de bijoux automobiles ne rament pas les murs. Au contraire, ce sont plutôt des gens heureux. Un club très fermé de marques prestigieuses, impérativement issues d'une longue tradition (c'est pourquoi les japonais n'ont jamais pu y accéder), se dispute

pour satisfaire leurs exigences et assouvir leur passion. A grand renfort de cuir pleine fleur, de ronce de noyer et d'innovations technologiques.

Les esthètes du créneau - il en existe - jubilent grâce au petit radar situé dans le pare-chocs arrière de la BMW série 7 et de la Mercedes classe S. Celui-ci informe le conducteur, par le biais d'un signal sonore à intensité va-

riable, de la distance qui sépare sa propre voiture du véhicule contre lequel il cherche à se garer.

Mercedes a lancé un étonnant système anti-dérapiage capable de prendre le relais du conducteur baptisé ESP (Le Monde du 25 janvier), alors que BMW propose un volant chauffant et, comme Renault, un équipement qui facilite la conduite grâce à l'utilisation d'un satellite géostationnaire (25 000 francs). Les Jaguar, dont les ventes ont bondi de 48 % en France l'an passé, peuvent connecter le son du radiotéléphone sur les haut-parleurs ar-

rière et les sièges, mémoriser trois positions de réglage, dont deux peuvent être sélectionnées à distance.

« Très sensible aux nouveautés, le client est assez peu regardant sur le prix », souligne Stéphane Roux, de Porsche, dont les ventes (à partir de 530 000 francs) ont progressé d'un tiers. « Chez nous, assure-t-il, le client ne négocie pas. Cela tombe bien : nous non plus ! »

« Il se peut qu'un acheteur discute. Mais cela se fait en gentleman, pas de façon dure, estime pour sa part Yves Niepce, président d'Automobiles Charles Pozzi, célèbre concessionnaire Ferrari et BMW parisien, qui précise que « 99 % des acheteurs de Ferrari paient plein tarif ».

A TOUS LES TOURNAIENTS

« En retour, poursuit-il, il faut savoir qu'une voiture de très haut de gamme ne tombe jamais en panne et que son propriétaire est en droit d'attendre beaucoup de l'après-vente. Ajouté au plaisir de conduire, tout cela engendre un attachement envers une marque que l'on choisit pour exprimer sa personnalité. »

« Avec ces gens qui ont plein d'argent et sont des dingues de voitures, on voit des choses que l'on croirait d'un autre temps, confie un professionnel. De temps en temps, on en voit offrir une voiture à leur maîtresse. Un cabriolet chic, en général. » Pour célébrer la flamme de la passion, la BMW Z3 (180 000 francs) est une charmante attention, mais s'il s'agit d'un cadeau de rupture, c'est un roadster Mercedes SL (à partir de 219 000 francs) qui s'impose. Dans cet univers, il faut savoir tenir son rang en toute circonstance.

Jean-Michel Normand

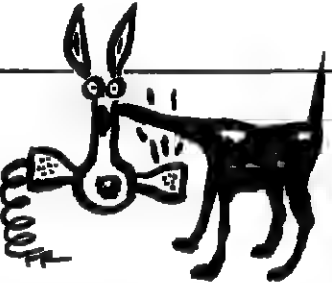
Du sentiment sur commande

LA prochaine fois qu'un de vos proches vous souhaite votre anniversaire, vérifiez donc, avant de le remercier d'avoir si gentiment pensé à vous, qu'il n'est pas abonné à un nouveau service Minitel : le 3615 code Le pense fêtes. On pouvait déjà déléguer à des sociétés extérieures de nombreuses missions relevant de la vie privée, des courses aux démarches administratives, mais voilà qu'un service « aide-mémoire » se propose désormais de rappeler tout au long de l'année les anniversaires et les fêtes qu'il serait fâcheux d'oublier.

Lorsqu'il eut l'idée de ce service, Frédéric de Clercq travaillait comme un damné à la tête des services administratifs et financiers d'un grand groupe. « Je me sentais de plus en plus coupé de mes amis, dont je n'avais même plus le temps de fêter l'anniversaire. J'ai donc eu envie de faciliter la vie de ceux qui me ressemblaient : ma secrétaire me rappelait parfois certaines

dates inscrites sur mon agenda, et je me retrouvais à chercher des cadeaux à 11 heures du soir... » Il poursuit : « Faites le test : demandez aux gens la date d'anniversaire de leurs parents. Les résultats sont affligeants ! Un quart des Français oublient de souhaiter les anniversaires de mariage, et 32 % de ceux qui marquent les anniversaires sur leur agenda les oublient quand même... »

Pour 145 francs par an les dix rappels de dates, 249 francs les vingt rappels et 400 francs les trente, le 3615 Le pense fêtes évite donc cette panique de dernier moment. Une fois entrées sur Minitel les dates-clés de l'année, accompagnées d'un prénom et d'un motif, l'abonné au service reçoit, quelques jours avant chacune des échéances, un courrier, confidentiel il va de soi, qui le rappelle à ses devoirs sentimentaux, amicaux ou familiaux... et lui propose accessoirement un choix de trois cent cinquante cadeaux



de 100 à 700 francs livrés à la personne voulue en vingt-quatre heures, avec un message personnel. Selon son créateur, ce service pourrait séduire un peu plus d'un million de personnes en France, « surtout des jeunes cadres débordés de 25-35 ans, plutôt dans les grandes métropoles. Bref, le marché de la "non-contrainte", comme disent les Américains, de tous ces gens pressés qui n'ont plus le temps de s'occuper d'eux ».

Après une petite campagne publicitaire à la télévision, Le pense fêtes, qui a démarré au début du mois d'octobre 1993, compte déjà cinq mille cinq cents abonnés. Frédéric de Clercq se dit « étonné » d'un démarrage aussi rapide pour un service totalement nouveau, qui lui a par ailleurs réservé quelques surprises : sa clientèle est légèrement plus féminine que masculine, beaucoup plus provinciale (à 75 %) que parisienne, avec un fort contingent corse.

Les dates les plus demandées sont les anniversaires de mariage, tous les anniversaires en général - avec une présence des amis bien plus forte que celle des oncles et tantes par exemple -, la Saint-Valentin, la première rencontre, mais aussi l'anniversaire de son ex. Alors que l'abonnement minimal donne droit à l'inscription de dix dates, la moyenne n'est que de quatre ou cinq ; et plus les abonnés sont âgés, moins ces dates sont nombreuses.

A ceux qui lui reprochent de pousser toujours plus loin l'assistanat, qui jugent « inacceptable, même monstrueux, d'avoir affaire à une société extérieure pour penser à ses proches », Frédéric de Clercq croit pouvoir répondre que ses abonnés ont « envie de faire plaisir, de préserver ce cocoon de gens qu'ils aiment en étant présents au bon moment ». « Ils veulent aussi éviter de commettre des impairs, ajoute-t-il. Un anniversaire de mariage oublié, c'est une semaine de discorde et de cadeaux pour se faire pardonner... »

Pascal Krémer

TOYOTA FRANCE
CENTRE LEXUS
- GS 300
- LS 400
de 92 à 95
Garantie 24 mois
Crédit exceptionnel
Jean Yves PATALANE
46.13.46.72

CLIO Baccara 1.8 Auto.
280 km, 96 : 109 000 F
CORSA VIVA 1.4 L. 105 opt.
12 000 km, gris mét. 96 : 65 000 F
GOLF TDI 5P des opt.
18 000 km, gris argent. 96 : 94 500 F
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33

SUZUKI VITARA Cab. J.LXI
Juil. 94 (mod. 95) - Première Main
Gris anthracite verni - Tatouage
Glaces électriques - Coupe circuit
Direction assistée - Jantes alu
Pare Brûle chromé - Jamais T.T.
Radio K7 Alpine 4 HP.
20 000 Km - PRIX : 85 000 F
Tél : 60.38.02.78 (Dom.)

TOYOTA FRANCE
- SUPRA Biturbo - 96
- BMW 525i Bte auto.
Pack - 93 - 77 000 Km
Jean Yves PATALANE
(1) 46.13.46.72

PEUGEOT 406 ST 1.8
(7 cv) Nov. 95/Mod. 96. 5.000 Km
Bleu de Chine métallisé
D.A. - Clim. - Airbag
PRIX : 125.000 F
(Valeur neuf avec options : 142.000 F)
46.42.17.98

Peugeot 806 STD..... - 21%
sur prix France avec option
605 SRDI..... - 25%
sur prix France avec option
306 XTDT..... - 18%
sur prix France avec option
Mandat CEE 123/95
CARS CHEAP IMPORT
88 rue Desnouettes - 75015 PARIS
Tél : 45.31.96.00

300 OCCASIONS
TOUTES MARQUES, GARANTIES
Notre sélection, cette semaine :

SIERRA TD GL 1.8 AM 93.....	63 000 km
CLIO 1.2 RL 3700 AM 95.....	405 km
405 STYLE Autom. 1.8 AM 95.....	350 km
BARCETTA ABS AM 96.....	10 km
FIAT ULYSSE Tdo D EL Clim. AM 96.....	10 km
DELTA 1.8 LE AM 96.....	4 650 km
GOLF 90 SP AM 96.....	21 500 km
3181 4P AM 96.....	27 420 km
TIPO Tdo D SX SP AM 96.....	12 500 km
TWINGO AM 95.....	PRIMO

229, Bd. Anatole-France
93200 SAINT-DENIS
49.33.60.60

à 200 m du centre Mairie de St-Denis

REPRISE MINIMUM
DE VOTRE VOITURE
12 000 F* TTC

* OU PLUS, SI SON ETAT LE JUSTIFIE
POUR L'ACHAT D'UNE CITROËN RÉCENTE,
ZX, XANTIA, ÉVASION, XM, .
7 000 F* TTC
POUR L'ACHAT D'UNE CITROËN AX

♦ GARANTIE ♦ PRIX INTÉRESSANTS ♦
♦ CRÉDIT À LA CARTE ♦
* EN ÉCHANGE DE CETTE PUBLICITÉ

PARIS 15e	10, Place Edouard Pernet	Tél. (1) 53 88 15 15
PARIS 14e	50, Boulevard Jourdan	Tél. (1) 45 89 47 47
PARIS 18e	59 bis, Avenue Jean-Jaures	Tél. (1) 42 08 86 80

CITROËN FÉLIX FAURE, moi j'aime...

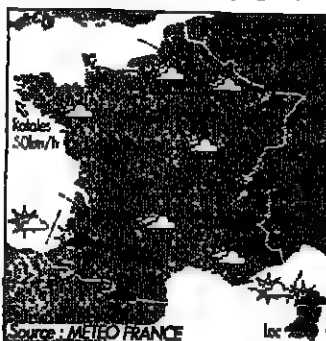
CHAQUE SEMAINE, RETROUVEZ NOTRE ANNÉE "AUTOMOBILE"
Pour vos annonces publicitaires contactez Paula GRAY 44.43.76.23 - (Fax : 44.43.77.31)

Je vis à l'ère

Un temps plutôt agréable

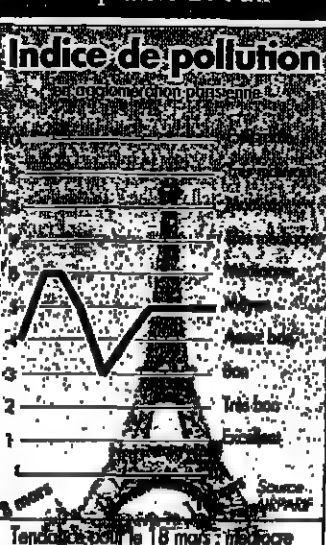
UNE ZONE dépressionnaire va rester stationnaire au sud-ouest de l'Irlande. Une perturbation située au large du Portugal remontera vers le golfe de Gascogne mardi. Les pressions restent élevées sur la Russie. Entre ces centres d'action, le flux général s'oriente au secteur sud-est sur la France, amenant de la douceur.

Mardi matin, dans le Nord, la Picardie, la Champagne, les



Prévisions pour le 19 mars vers 12h00

La qualité de l'air



Ardennes, la Lorraine, l'Alsace, la Normandie, l'Île-de-France, la Bourgogne, la Franche-Comté, l'Anvergne, et dans la région Rhône-Alpes le ciel sera très nuageux avec un risque d'averses côtières en Normandie. En Bretagne, dans les Pays de Loire, le Poitou-Charentes, le Limousin, le Languedoc-Roussillon et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le ciel sera ensoleillé avec peut-être quelques nuages bas matinaux sur le Nord-Ouest. En Aquitaine et dans la région Midi-Pyrénées les nuages élevés envahiront le ciel et quelques ondées se produiront sur le Pays basque.

Dans l'après-midi les nuages deviendront moins nombreux sur une grande partie nord-est et le soleil fera de belles apparitions. A l'ouest, c'est-à-dire en Bretagne, dans les Pays de Loire, le Poitou-Charentes, l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées, le ciel sera très nuageux avec quelques ondées. Ailleurs le temps sera plutôt agréable. Le vent tournera au sud-est sur le Languedoc-Roussillon.

Les températures seront douces. Il n'y aura quasiment plus de gelée matinale, il fera entre 0 et 5 degrés sur le Nord, le Nord-Est, le Centre-Est et le Sud-Ouest. Ailleurs, de la Bretagne à la Méditerranée, les températures seront comprises entre 2 et 8 degrés. L'après-midi, le thermomètre indiquera 10 à 15 sur la moitié nord et 13 à 17 sur la moitié sud.

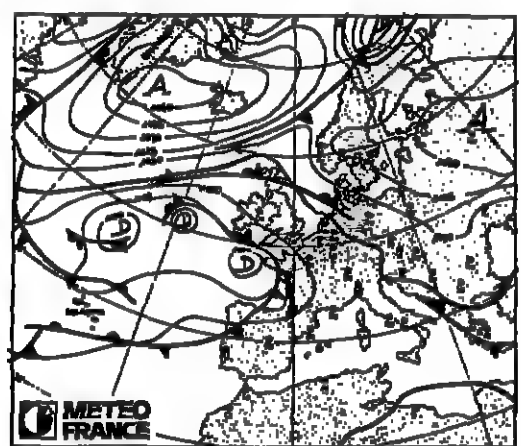
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES du 17 mars maxima/minima	GRENOBLE	TOURS	CHICAGO	LISBONNE	PRETORIA
10/4	10/4	18/2	4/-3	17/8	25/12
LILLE	13/-1	STRASBOURG	0/-1	LONDRES	RABAT
13/-1	17/5	0/-1	13/9	RIO DE JANEIRO	17/6
LYON	17/5	ALGER	17/5	LOS ANGELES	15/26
MARSEILLE	12/8	AMSTERDAM	10/5	LUXEMBOURG	13/8
NANCY	6/1	ATHENES	15/10	MADRID	14/-4
NANTES	14/5	BANGKOK	28/25	MARRAKECH	18/11
NICE	14/9	BARCELONE	15/5	MEXICO	27/11
PARIS	12/6	BERGAMO	6/0	MILAN	10/5
PAU	13/1	BERLIN	10/0	MONTECARLO	14/10
PERPIGNAN	14/5	BOMBAY	32/24	MONTREAL	3/-10
PORTO-A-LIS	23/19	BRASILIA	27/19	MOSCOW	15/13
RENNES	14/5	BRUXELLES	6/0	MUNICH	6/-3
SARREBRUNN	20/13	BUCAREST	1/-3	NAIROBI	27/13
ST-ETIENNE	4/4	BUDAPEST	6/0	NEW DELHI	26/17
STRASBOURG	11/-1	BUENOS AIRES	31/12	NEW YORK	15/0
TOULOUSE	12/6	CARACAS	7/-	PALMA DE MAJORQUE	16/1
				PRAGUE	4/-2



Situation le 18 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 20 mars, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

L'affaire Petiot

MARCEL PETIOT comparait cet après-midi devant la cour d'assises de la Seine. Cette affaire, qui dépasse toutes celles qu'avaient jusqu'à ce jour enregistrées les annales judiciaires, avait, on s'en doute, attiré au palais, bien avant l'heure fixée, la foule des curieux ; de curieuses surtout à en juger par l'arc-en-ciel des chapeaux féminins qui ponctuaient de notes claires le sombre va-et-vient allé des avocats toujours affairés et papillonnants.

Entassés jusqu'à mi-hauteur du riche plafond lambrissé, environ quatre-vingts valises, paniers ou cartons à chapeau ayant appartenu aux victimes de Petiot offrent simplement le plus émouvant spectacle qui soit et le plus accablant aussi. Marquées et griffées des mille et une circonstances qui les entraînent à la suite de leurs malheureux propriétaires jusqu'à ce dépôt sinistre, luxueux ou plus modestes, le regard ne peut s'en détacher.

Précédé de peu par M. René Floriot, avocat de l'accusé, la cour fait son entrée à 13 h 25. Elle est présidée par M. Leger, entouré de deux assesseurs, en robe rouge comme lui. Petiot est peu après introduit. Il suscite dans la foule un vif mouvement de curiosité...

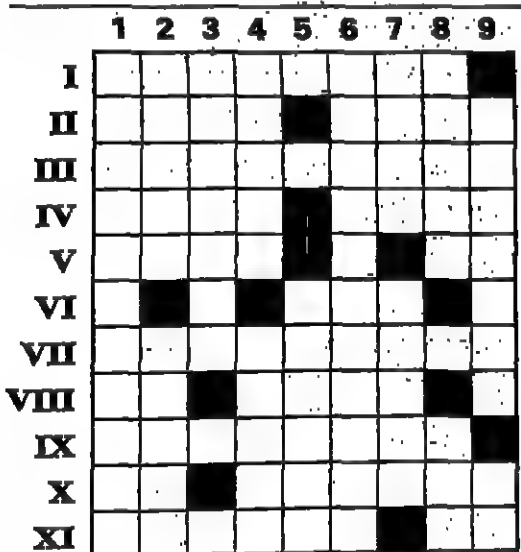
Le visage glabre et pâle, les paupières battues, il ne paraît aucunement gêné de se trouver en un tel lieu et, souriant, s'entretient avec son avocat. Faciles de batracien où tout semble fané, fêtré, éteint : dans sa fixité et son acuité, le regard noir profondément enfoncé dans les orbites frappe, c'est l'évidence même.

La voix qui l'accuse le trouve insensible. Il lui en faut davantage pour l'émouvoir, lui qui, vingt-sept fois, « a volontairement donné la mort ». Non pas vingt-sept mais soixante-trois, surenché-

(19 mars 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6780



HORIZONTALEMENT

I. Vient quand on appelle... II. Le droit chemin. Meuble ancien... III. De belles retraites... IV. N'est pas bâtarde quand il est parisien. Sont parlois en tas... V. Supprimée. Pas exprimé... VI. N'est pas un livre sérieux... VII. Dont on peut prendre la taille... VIII. Préfère. Un beau

payage... IX. Quand son taux augmente, il y a beaucoup de moutons... X. Interjection. Malgré récompense pour le travailleur... XI. Attaqué par un virus. Participe.

VERTICALEMENT

1. Des malades qui ont besoin de distractions... 2. Au pied du Jura. Bien assis... 3. Fins, ce sont de bons poudres... 4. Coule en Allemagne. Est dans le code s'il est bon... 5. Plus autour d'une graine... 6. Est très utile quand on veut broder... 7. Plus forte que l'amour. Rendu plus dur... 8. Ont un comportement très attachant. Quartier d'Anvers... 9. Débarassés des poussières. Terme de jeu.

SOLUTION DU N° 6779

HORIZONTALEMENT
I. Modestement. Ses... II. Opéra. Prouvette. III. Ut. Ruches. Nuée... IV. Taper. Epi. Pro... V. Omis. Plus. Copia... VI. Nul. Main. Visées... VII. Smaragdine. Es. Nil... VIII. Sable. Ecru... IX. Motte. Stase... X. Utricule. Sage... XI. Sées. Ramail. Ira... XII. Sol. Onc. Bleu... XIII. Arias. Ondulées... XIV. Danger. Cédée. Tu... XV. Née. Pèse. Rien.

VERTICALEMENT

1. Moutons. Muscade... 2. Optimum. Oté. Rd... 3. Dé. Pâle. Inn... 4. Erres. Rattissage... 5. Saur. Malec. Osée... 6. Page. Uri... 7. Ephélie. La... 8. Mle. Unl. Semons... 9. Erres. Net. Andes... 10. Nô. Canicule... 11. Tuniciers. Lâ... 12. Eu. Ossues. Béer... 13. Steppe. Alle... 14. Adrien. Agreste... 15. Sa. Osses. Eau. Un.

Guy Brody

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue du G^e Lecomte - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 49-60-32-90.

Je choisis la durée suivante : ☐ 1 an ☐ 6 mois ☐ 3 mois

Prix : 1 890 F / 1 038 F / 536 F

Prix : 2 086 F / 1 123 F / 572 F

Prix : 2 960 F / 1 560 F / 790 F

LE MONDE (ISSN 0183-1229) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 11, place de la Madeleine, 75001 Paris, France.

POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 11, place de la Madeleine, 75001 Paris, France.

For the subscription service, contact: LE MONDE, 11, place de la Madeleine, 75001 Paris, France.

Virginia Beach VA 23462-2903 USA Tel.: 800-421-3813

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : _____

● par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 CODE LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 CODE LE MONDE

CompuServe 36 63 81 22

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 CODE LMDOC

ou 36-29-04-56

CD-ROM (1) 44-08-78-30

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province :

36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gungorbo, 94852 Ivry-Cedex, 1994

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Moras

Membres du comité de direction : Dominique Lévy, Gildas Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

MAROC

Air Liberté ouvrira, dimanche 31 mars, une liaison Paris-Casablanca. La compagnie, qui assurera dans un premier temps trois vols hebdomadaires, prévoit d'en effectuer quatre et de desservir Marrakech et Agadir, à raison de deux vols par semaine, dès la fin du mois de juin. - (AFR)

GUIDES. Les éditions Aéro-Guide viennent de publier quatre guides à l'intention des personnes handicapées appelées à emprunter les aéroports parisiens de Roissy-Charles-de-Gaulle 1, Roissy-Charles-de-Gaulle 2, Orly-Sud et Orly-Ouest. Outre des informations pratiques sur l'accessibilité de chacune des aéroports (hauteur des comptoirs d'enregistrement, distance entre le contrôle des passeports et l'embarquement, localisation des escaliers et des tourniquets, etc.), ces guides donnent quelques conseils à suivre pendant le vol et indiquent comment se rendre à l'aéroport et en repartir. Edités à quatre mille exemplaires pour l'instant - une réédition à cent mille exemplaires est prévue - ces guides sont remis gratuitement aux passagers à mobilité réduite par les services d'assistance des aéroports de Roissy et Orly.

KAZAKHSTAN. L'aéroport d'Alma Ata, capitale du Kazakhstan, suscite l'inquiétude d'une dizaine de grandes compagnies aériennes, qui se plaignent de l'insécurité du personnel, de la mauvaise qualité du carburant et de l'imprécision des prévisions météorologiques. - (AP)

ESPAGNE. Baptiste Concha-Espina en hommage à l'écrivain espagnol de Santander, le premier des huit Airbus commandés par Iberia a été mis en service, lundi 18 mars, sur la ligne Madrid-New York. Trois autres appareils seront livrés cette année et assureront les liaisons à destination de Mexico, Bogota et Sao Paulo.

LAOS. Le Vietnam et le Laos ont signé un contrat pour la réfection de deux routes qui traversent Vientiane, la capitale laotienne, et relient des provinces méridionales du Laos et celles du centre, voisines du Vietnam. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Mercredi 20 mars

■ L'OPÉRA-BASTILLE (55 F + prix d'entrée), 11 heures, hall d'entrée (Mathilde Hager).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée), Les Noces de Camille de Vézard, 12 h 30 ; La Boîte à l'encre de Maastricht, 19 h 30 ; la peinture française du XVIII^e siècle, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ CITÉ DES SCIENCES : exposition « Les Ingénieurs de la Renaissance » (50 F + prix d'entrée), 14 heures, hall d'entrée au pied des escaliers roulants (Odysse).

■ MUSÉE BOURDELLE (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 16, rue Antoine-Bourdelle (Institut culturel de Paris).

■ LES INVALIDES (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Latour-Maubourg (Pierre-Yves Jaslet).

■ MARAIS : le quartier juif (37 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Monuments historiques).

■ LA MONTAGNE SAINTE-GENEVIÈVE (50 F), 14 h 30, portail de l'église Saint-Etienne-du-Mont (Paris pittoresque et insolite).

■ MUSÉE D'ART MODERNE (25 F + prix d'entrée), exposition « Passions privées », 14 h 30 ; pour les 6-9 ans, approches de l'art contemporain, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ LES CATACOMBES (25 F + prix d'entrée), 14 h 45, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).

■ LE CIMETIÈRE DU MONTPARNAISE (40 F), 15 heures, 3, boulevard du Montparnasse (Sauvegarde du Paris historique).

■ MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

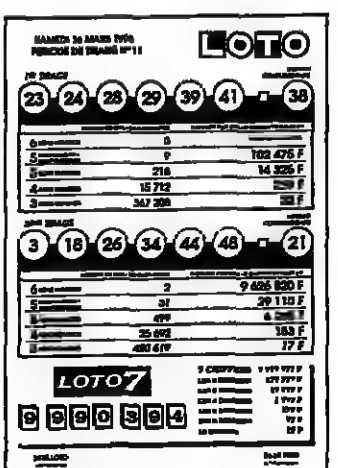
■ MUSÉE CERNUSCHI : exposition « Idées du Népal et du Tibet » (40 F + prix d'entrée), 15 heures, 7, avenue Vélazquez (Approche de l'art).

■ LES SALONS DE L'HÔTEL GALLIFET (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 50, rue de Varenne (Paris et son histoire).

■ LE VAL-DE-GRACE (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 1, place Alphonse-Laveran (Sabine de Murard).

■ MUSÉE DE LA MONNAIE (37 F + prix d'entrée), 18 heures, 11, quai de Conti (Monuments historiques).

JEUX



Le Monde

LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoyez par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

CULTURE

LE MONDE / MARDI 19 MARS 1995

ARCHITECTURE Le Centre Pompidou expose, à partir du mercredi 20 mars, le travail de Christian de Portzamparc. ● **PRIX PRITZKER**, en 1994, il fut le premier architecte

français à recevoir cette prestigieuse distinction, décernée par la très américaine Fondation Hyatt. Portzamparc achevait alors la Cité de la musique de La Villette.

● **SYMBOLE DU RENOUVEAU** de l'architecture française ? Cet homme de cinquante et un ans a mené sa carrière sans céder aux effets faciles du vedettariat.

● **COMME EN TÉMOIGNENT** ceux qui ont travaillé avec lui dans les années 70, dans la ville-nouvelle de Marne-la-Vallée ou dans le 13^e arrondissement de Paris, Portzamparc ne

prend pas la pose et ne délègue pas les tâches ingrates. Ils ont refait appel à lui récemment, pour une tour à Euralille et la rénovation d'un grand ensemble rue Nationale, à Paris.

Christian de Portzamparc, citoyen-architecte

Le Centre Pompidou expose des « Scènes d'atelier » du premier architecte français à avoir obtenu le prestigieux prix Pritzker. Savant urbaniste, c'est un artiste empreint « d'un hédonisme grave et d'un sens profond du chic français »

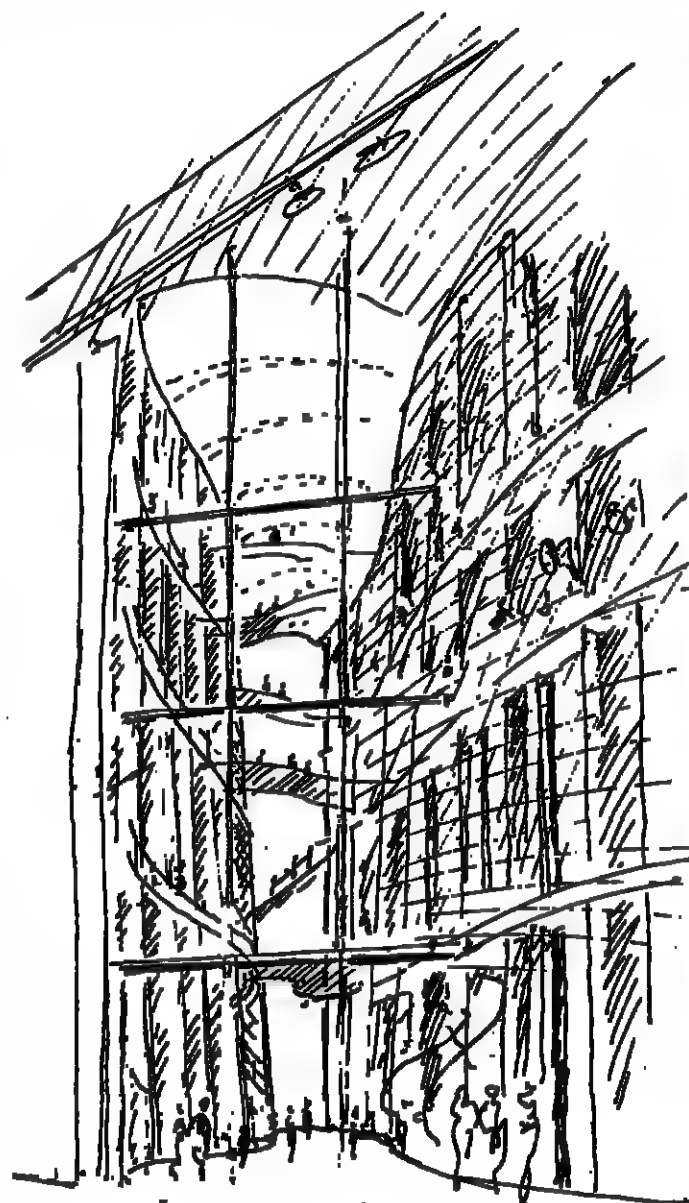
EN OFFRANT à Christian de Portzamparc un espace d'exposition, le Centre Georges-Pompidou rend hommage au premier architecte français couronné – c'était en 1994 – par le prix Pritzker, prestigieuse distinction décernée par la très américaine Fondation Hyatt et qui avait déjà par le passé honoré, notamment, l'œuvre du Brésilien Oscar Niemeyer ou celles des Américains I. M. Pei, Richard Meier et Frank Gehry. Après ces personnalités, dont Paris connaît la Pyramide du Louvre, le siège du Parti communiste place du Colonel-Fabien ou celui de Canal Plus et le centre culturel de Bercy, le jury accueillit celui qui achevait alors l'un des derniers « grands projets » de la capitale, la Cité de la musique de La Villette.

Christian de Portzamparc, symbole du renouveau de l'architecture française ? Si le choix pouvait agacer certaines coteries d'outre-Atlantique pour qui l'Europe n'est qu'un faubourg de l'empire, il confirmait des espérances partagées par tous et la place reconquise par notre pays durant les quinze dernières années.

ARISTOCRATE REBELLE

Mis sur le devant de la scène comme à son corps défendant, cet homme de cinquante et un ans (né le 9 mai 1944, à Casablanca), qui semble ne pas vouloir vieillir, a déjà derrière lui une carrière qui s'est déployée sans céder aux effets faciles du vedettariat et du show-biz architectural. Le front toujours plissé de questions et de doutes semble contredit par l'éclair vir du regard qui tient autant à la rigueur du fils d'officier qu'à l'engagement de l'aristocrate rebelle montant à la tribune aux Beaux-Arts, en 1968, et impressionnant ses congénères par son allant et sa force de conviction. « C'était déjà Jésus-Christ », se souvient l'un d'eux. Le même témoin qui venait de nous présenter Portzamparc comme l'un des plus « généreux » et des plus « ouverts » aux autres disciplines, parmi les architectes de son envergure et de sa notoriété.

Chance ou fatalité, avec lui, c'est toute une génération qui a vécu la nécessaire révolution d'un enseignement qui était alors sur le point d'atteindre son degré zéro. Révolté, dès le milieu des années 60, contre l'archaïsme des ateliers, la méfiance affichée envers toute réflexion qui s'écarterait des rituels imposés, la quasi-interdiction de s'intéresser au logement, tandis que le pays bâtissait à tout va ces grands ensembles dont on ne sait plus aujourd'hui comment corriger les



Esquisse pour le projet du concours de l'Opéra-Bastille.

fautes de conception. « Mal » avait commencé aux Beaux-Arts avant 1968.

Venu de Rennes à l'appel d'une vocation éveillée devant un dessin de Le Corbusier représentant La Main ouverte, à Chandigarh, Christian de Portzamparc rejoignit l'atelier de Georges Candilis, le seul où les questions sociales commençaient d'être prises en compte. Ses dons de dessinateur – il avait pensé devenir peintre – ne l'empêcheront pas de lire les philosophes critiques du marxisme, en même temps qu'il entreprendra un périple initiatique des villes d'Europe avec son alter ego Antoine Grumbach. Agité par la tentation de renoncer à l'architecture, il séjourne plusieurs mois

à New York, mais cela ne fera qu'aggraver sa prise de conscience urbaine, se composant dès ce moment une personnalité intense et complexe dont la suite montrera qu'elle ne néglige ni l'art ni la politique.

ANCIEN « MAO »

Fidélité et constance. L'architecte, devenu célèbre, ne prend pas la pose et ne délègue pas les tâches ingrates, comme en témoignent deux maîtres d'ouvrage qui l'ont fait travailler dans les années 70, l'un dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, l'autre dans le 13^e arrondissement de Paris, et qui ont refait appel à lui récemment, pour une tour de bureaux à Euralille et pour la



Conservatoire national de musique et de danse (Paris-19^e).

rénovation en douceur d'un grand ensemble, rue Nationale, à Paris.

Est-ce parce qu'il avait consacré deux années, une fois diplômé en 1969, au sein d'un groupe de sociologues et de psychologues, à « entendre » la parole des habitants, de « ceux qui souffrent de l'espace », que l'ancien « mao » saura, vingt-cinq ans plus tard, être attentif aux soucis des cinq cents familles de la rue Nationale ? Il étonnera en tout cas par sa « qualité d'écoute » le même Michel Lombardini qui, à la Régie immobilière de la Ville de Paris, avait « découvert » le jeune Portzamparc et réalisé avec lui cette rue des Hautes-Formes fameuse (1979) et qui lui confiait, il y a peu, ce programme de réhabilitation aussi contraignant que peu glorieux. En l'acceptant, Portzamparc se montrait toujours conscient de sa responsabilité « civique ». A l'égard de la ville et de son évolution, préoccupations réaffirmées à Paris-Masséna, à Toulouse, où l'architecte, d'un manier de formes qui ne se veut pas seulement créateur d'objets isolés dans la cité.

Architecture d'auteur, œuvre personnelle issue du travail d'une équipe soudée, unitaire, où l'impulsion créatrice est donnée, ou concentrée par celui qui signe et authentifie ainsi son geste, les édifices construits par Christian de Portzamparc ont pourtant en commun d'être mis en situation de dialogue avec la ville. Là où un Jean Nouvel bouillonne et remue le sang de l'époque, Portzamparc égalise, harmonise et réconcilie des courants contraires. Ou, mieux, il exalte leur opposition dans une figure de synthèse. Souvent accomplie par le mouvement d'une spirale. Du château d'eau de Marne-la-Vallée (1971) à la rue intérieure de la Cité de la musique (1995), de la tour du conservatoire Erik-Satie (1984) dans le 7^e arrondissement à l'escalier magistral de l'Ecole de danse de l'Opéra, à Nanterre (1987), sans oublier l'esquisse non réalisée de son Opéra pour la Bastille, le mouvement s'empare de la forme et l'emporte vers le ciel. La symbolique, pourtant, n'est jamais artificielle, le geste jamais gratuit. On a beaucoup dit de cette architecture qu'elle était

musicale, et le destin a voulu que plusieurs concours mettent Portzamparc en tête pour des programmes liés à cet art. A la Bastille, hélas !, il ne fut que second – parce que le jury croyait à tort avoir reconnu une main célèbre derrière le projet qu'il classa premier et qui se révéla être d'un obscur besogneux, à la déception générale.

LYRISME

Paris a perdu là une occasion unique de faire de cette place un véritable lieu, mais l'énergie et l'imagination de l'architecte déçu se reportèrent sur le concours de La Villette, où, malgré dix longues années (1985-1995) de réalisation pour l'ensemble, conservatoire d'un côté, salle de concerts et musée de l'autre, l'obstination et la patience des maîtres d'œuvre se sont presque venues à bout des nombreux contretemps politico-administratifs. Pour un achèvement salué de toutes parts comme une réussite. Là encore, la diversité des volumes, les correspondances avec les environnements multiples de l'endroit, la valeur d'usage et l'agrément immédiat qu'y ressentent ceux qui y vivent – les treize cents élèves du conservatoire –, ou ceux qui y viennent pour un concert, sont à mettre au crédit du chef d'orchestre qui n'a cessé de tendre l'oreille à tous.

Savant urbaniste, Portzamparc demeure l'artiste qu'il n'a jamais cessé de nourrir en lui. La musique, justement, la peinture moderne, celle qu'il pratique et celle qu'il admire, ont des résonances dans ses bâtiments. L'usage qu'il fait de la couleur, aplats de pastels, luminosité contrastée par les effets de textures sèches, est sa manière à lui d'animer les espaces, après qu'il a renoncé à multiplier les matériaux.

Et si sa précoce culture politique a laissé une marque sur son comportement en société, sa composition esthétique l'a incité à regarder autour de lui des plasticiens – catégorie où il rangerait volontiers le cher Corbu, débarrassé de ses vaines théories urbaines – que de l'histoire de l'architecture. Chapiteaux et colonnes n'étaient pas chez lui des citations entre guillemets, pour plaisanter, mais une écriture analysée, et repensée, et assimilée. Avec son lyrisme propre.

Pour la critique d'architecture du *New York Times*, Ada Louise Huxtable, membre du jury du Pritzker, l'architecture de Christian de Portzamparc est empreinte « d'un hédonisme grave et d'un sens profond du chic français ».

Et si le charme de cette architecture est sans fragilité, sa virtuosité exempte d'afféterie, si l'on peut y reconnaître la force et l'esprit moderne du siècle des Lumières, on ne s'étonnera pas alors que cette œuvre ait rencontré l'intérêt d'un Philippe Sollers. L'architecture de Portzamparc aurait ainsi l'insigne titre de gloire d'avoir fait entrer cette discipline dans le champ visuel de l'intelligentsia française. Ce qu'elle a obtenu de longue date chez nos voisins italiens.

Michèle Champenois

★ Portzamparc, de Jean-Pierre Le Dantec. Professeur à l'école d'architecture de Paris-La Villette, il analyse le travail de l'architecte dans un ouvrage encyclopédique et fort documenté (350 illustrations, dont 200 en couleurs, Ed. du Regard, 280 p., 590 F.).
★ Voir aussi la numéro spécial de la revue *L'Architecture d'aujourd'hui* (n° 302, décembre 1995, avec des textes de l'architecte, une présentation et critique des projets récents, des entretiens) et le numéro spécial de la revue japonaise *GA Document* (monographie).

M. Ch.

Projets et distinctions

- 1971-1974 : construction du château d'eau de Marne-la-Vallée et concours pour le quartier de la Roquette, à Paris.
- 1975-1979 : construction de l'ensemble de logements des Hautes-Formes, à Paris-13^e (associée : Georgia Benamo).
- 1988 : Equerre d'argent pour l'école de danse de l'Opéra de Paris, à Nanterre. Projet Euro Disney à Marne-la-Vallée.
- 1990 : Grand Prix d'architecture de la Ville de Paris.
- 1992 : Grand Prix national de l'architecture.
- 1993 : Projets pour un équipement culturel à Rennes (à l'étude) et pour le palais de justice de Grasse (en cours de réalisation).
- 1994 : prix Pritzker. Projets pour le complexe culturel Bandai, à Tokyo, et pour l'extension du Palais des congrès, à Paris.
- 1995 : Equerre d'argent pour la Cité de la musique, à Paris. Projet de tour LVMH, à New York. Responsable de l'urbanisme du secteur Masséna, à Paris-13^e.

CHRISTIAN DE PORTZAMPARC, SCÈNES D'ATELIER. Textes de Marc Bédarida, Alain Guilleux et Philippe Sollers, ainsi qu'un entretien de l'architecte avec Richard Scofield. CENTRE GEORGES-POMPIDOU, galerie Nord. Du 20 mars au 27 mai. Catalogue, 96 p., 73 ill., 160 F.

Parce que « le public se plaint toujours de ne rien comprendre aux expositions d'architecture », Christian de Portzamparc ne voulait pas d'une exposition qui se borne à commenter des bâtiments ou des plans. Invité à concevoir cette présentation anthropologique – la première à Paris depuis celle de l'Institut français d'architecture en 1984 –, avec le commissaire, Marc Bédarida, il a souhaité montrer l'architecture au cours de sa conception. Avancées et repentirs, esquisses

lancées sur une nappe de bistro, croquis tracés durant une conférence et bientôt faxés aux architectes de l'agence, maquettes d'études et « rendus » définitifs. Plus de douze cents documents, à l'encre, au crayon, au pastel, à la gouache, ébauches de volumes en papier, en balsa, en polystyrène, collages de photographies des sites, perspectives et axonométries.

L'abondance est ordonnée par grands thèmes, eux-mêmes rangés dans des cabinets de lecture, dont la volumétrie forme une sorte de « morceau de ville » à l'intérieur de la galerie. Les projets se répondent, des filiations apparaissent. La continuité de la réflexion apparaît. Méthodique quand il s'agit d'ordonner un quartier, de créer un espace non pas vide mais libre, au cœur d'un flot neuf pour faire « respirer » la ville (porte d'Asnières aujourd'hui, comme autre-

fois lors du concours de la Roquette, non suivi de réalisation).

L'INDICIBLE

Poétique quand l'enjeu est plus formel, quand l'architecte invente un paysage-décor et lui donne un relief en superposant des plans colorés, comme au théâtre (projet réalisé à Fukuoka, au Japon, qui s'inspirait d'une idée, non retenue, pour un grand hôtel à Euro Disney). Lyrique, quand la commande, à New York pour Louis Vuitton, ou pour Bandai, à Tokyo, invite à sortir des normes habituelles et incite à dessiner une silhouette qui se distinguera dans la ville : jeux d'éclairages monumentaux, au Japon, portant à l'échelle du bâtiment une expérience imaginée pour la salle de concert de La Villette ; drapé de façade évoquant l'histoire des gratte-ciel, à Manhattan, pour un building-bijou dont on nous montre une impression-

nante succession de maquettes, traces de l'évolution de l'idée et du projet.

L'intérêt de ce choix est double, encore qu'il exige du visiteur une sérieuse attention et une grande disponibilité : montrer une pensée en mouvement, dans un domaine, celui de l'espace, qui est aussi, selon Portzamparc, celui de l'indicible (bien qu'il ait lui-même beaucoup écrit sur le sujet) ; mettre en évidence, aussi, la pensée de l'auteur à travers ses travaux plus intimes, peintures et dessins, réunis dans une « galerie de l'imaginaire » à laquelle répond une « galerie du réel » (les bâtiments réalisés). Entre les deux, un cerveau collectif nous ouvre ses tiroirs, laboratoire de création formé autour d'une personnalité dont on notera que la plupart des documents graphiques présentés sont de sa main.

Jeviscolico

سلا م لا

CULTURE

LE MONDE / MARDI 19 MARS 1996 / 25

Hélène et les mauvais garçons

Jean-Pierre Vincent met en scène « Tout est bien qui finit bien » dans une nouvelle traduction, au Théâtre des Amandiers, à Nanterre

Jean-Pierre Vincent présente la pièce de William Shakespeare au Théâtre des Amandiers, à Nanterre, jusqu'au 13 avril. La mise en scène de cette « pièce à problème » s'appuie sur une nouvelle traduction qu'il a effectuée avec Jean-Michel Déprats et qu'ils ont pu-

blée dans la collection « Folio théâtre ». Le dramaturge en propose une lecture fraîche, amusée, ne craignant pas le clin d'œil, mais n'évacuant pas la permanence des enjeux décrits par le poète dans un texte qui n'a rien perdu de son actualité brûlante.

TOUT EST BIEN QUI FINIT BIEN, de William Shakespeare. Mise en scène : Jean-Pierre Vincent. Nouvelle traduction de Jean-Michel Déprats et Jean-Pierre Vincent (Folio Théâtre, 260 p., 32 F). Décor : Jean-Paul Cham-bas. Lumières : Hervé Audibert. Costumes : Patrice Cauchetier. Avec Marc Bodnar, Bertrand Bossard, Rémy Carpentier, Cé-cile Cholet, Olivier Dupuy, Hé-lène Fabre, Frédéric Fisbach, Bernard Freyd, Pierre Marelli, Madeleine Marion, Myrto Proco-piou, Laurent Sauvage, Josée Schuller et Jean-Jacques Simon-nian.

THÉÂTRE DES AMANDIERS, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nan-terre. RER : Nanterre-Préfecture (navette gratuite). Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 h 30. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 13 avril.

Tout est bien qui finit bien cache sous un titre presque badin une œuvre complexe qui lui a valu sa classification, à la fin du siècle der-nier, en *problem play*, ou « pièce à problème ». L'argument original, inspiré du *Décameron* de Boccace, est simple : Hélène (Hélène Fabre), la jeune fille d'un médecin disparu, est amoureuse de Bertrand (Laurent Sauvage), jeune comte de Roussil-lon qu'elle est décidée à épouser coûte que coûte. Elle y arrivera dès le deuxième acte : tout est bien qui finit bien. Mais la pièce de Shakes-peare compte trois actes supplé-mentaires et, là, la chose se complique : le comte, dans son im-pétueuse impatience, préfère aux épousailles avec une « inférieure », les promesses charmantes de la cour

du roi de France (Bernard Freyd) et la gloire des champs de bataille.

La scène est donc en Roussillon, à Paris et à Florence, avec un détour par Marseille que le décorateur Jean-Paul Cham-bas figure par une toile peinte réjouissante, inattendue quand elle surgit des cintres à l'avant-scène. En Roussillon, les ci-gales chantent dans la lumière dorée des garigues. Clin d'œil à la comé-die. A Paris, l'ambiance est crépus-culaire, le palais royal résonne de bruits inquiétants. Clin d'œil à la tragédie. A Florence, une solda-tesque de carnaval s'active au pied d'un caséiet de carton-pâte dans la fureur d'explosions minuscules. Clin d'œil à l'opérette. Jean-Pierre Vincent nous a habitués à ces partis pris, à cette distance souvent amu-sée qu'il met entre lui et les textes.

Evidemment, certains regrette-ront une fois encore l'étriquette dra-maturgique de son projet où des êtres de chair et de sang s'affrontent sans jamais lever les yeux vers le ciel, sans l'ombre d'une chance de transcendance, et donc sans le ly-risme, la poésie foncière de Shakes-peare qui n'a pas son pareil pour *mettre en scène le dessous et le des-sus*, le bourbeux et le sublime, l'hu-main et le surnaturel.

LA VANITÉ DES LÂCHES

Qu'à cela ne tienne, la mise en scène a sa propre cohérence, tenue d'un bout à l'autre de son dévelop-pement. Ce qui a intéressé Vincent est d'abord le thème du voyage eu-ro-péen, ce qui est, indubitablement, dans l'actualité. Son Europe, la nôtre, est divisée, incertaine de son avenir. Ses monarques ne paraissent pas les mieux armés pour l'inventer. Les aînés multiplient les enseigne-ments à destination de la jeunesse, mais, celle-ci, papait, mal préparée à

les entendre. Au premier rang, ce Bertrand bien né et pourtant mal élevé, décalque saisissant des arché-types actuels du mauvais garçon, as-sez sexy, un peu voyou, pas très ma-lin.

Dans ce cadre peu propice à un quelconque optimisme, une jeune fille se lève, Hélène, qui veut dé-montrer que les femmes ont en elles les moyens de changer la face du monde. Donnée pour la jumelle de la Jeanne d'Arc de Dreyer, la voici presque magicienne, détentrice de secrets qui lui permettent de guérir France de sa langueur, et le royaume avec lui. Plus tard, elle est fautive pélerine en quête de son dieu d'ancêtre, Bertrand, qu'elle confond à Florence par l'entremise d'une autre jeune fille, Diana (Myrto Pro-copiou), savoureux épisode qui lui permet de dire son fait à la gent masculine et de démontrer sa dupli-cité. La voici femme enfin, de plein droit, maîtresse d'elle-même et des siens, prête à vivre dans toute sa di-gnité.

Tout est bien qui finit bien, donc, mais, au passage, on aura noté la vanité des lâches qui se drapent dans les *crispeaux des fous*, comme ce sacré Paroies (Marc Bodnar), frère d'armes de Falstaff, qui porte à lui seul toutes les tares de ceux qui étouffent l'action sous le verbe. On aura compris aussi que la noblesse d'une âme est infiniment supérieure à celle de la naissance. Bertrand et ses semblables, promus à la direction des affaires publiques, devront trou-ter dans une morale neuve et vieille comme le monde les forces néces-saires pour justifier la confiance qu'on leur porte : Shakespeare est à Nanterre pour quelques semaines et il se porte plutôt bien.

Olivier Schmitt

Kafka, l'ivresse glacée dans son château

LE CHÂTEAU, d'après le roman de Franz Kafka. Mise en scène : Giorgio Corsetti. Avec Jacques Gamblin, Jean-Jacques Levasseur, Daniel Dupont, Donatien Guilhot, Vincent Voisin, Elisabeth Maze, Martine Thimières et Christine Vuilliez.

THÉÂTRE NATIONAL DE BRE-TAGNE, 1, rue Saint-Hélène, Rennes. Tél. : 99-30-88-88. Mar-di, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30 (sauf samedi 23, à 15 heures) ; mercredi à 19 heures ; dimanche à 16 heures. 90 F et 110 F. Jus-qu'au 23 mars.

« Ferme les yeux et le noir des caractères va faire apparaître les lumières de la ville », écrit Peter Handke à la première page du *Chinols de la douleur*. Giorgio Corsetti ferme les yeux, du noir de la scène, fait appa-raître les lumières du *Château*. Le livre de Kafka est une pièce blanche à voir dans l'obscurité, autrement dit une définition du théâtre dans ce qu'il a de plus évident et de plus mystérieux : la lumière jaillie de l'ombre, et, avec elle, la parole donnée par des comédiens, dans un temps irréductible à la durée.

Le *Château* ne commence pas

et ne finit pas. Non parce que Kafka laisse son manuscrit ina-chévé, mais parce que, dès la première phrase, le lecteur est happé, comme renvoyé à un souvenir de souvenir. Certains livres ouvrent ainsi par un voyage qui a déjà débuté.

« Es war spät abend als K. ankam. » Première phrase du *Château*, premier abîme pour les traducteurs. « Il était tard lorsque K. arriva » choisi par Alexandre Vialatte et Georges-Arthur Goldschmidt, devient « C'était le soir tard, lorsque K. arriva », avec Bernard Lortholary. On n'est pas obligé de pré-férer cette traduction aux pré-cédentes ; mais elle présente l'avantage de convenir au théâtre. Bernard Lortholary co-signe avec Corsetti l'adaptation du *Château*. De ce casse-tête ef-froyable, ils ont su tirer un parti pris. Sans renier la chronologie ni offenser les personnages, ils avancent dans le récit en extra-yant les passages embléma-tiques, qu'ils déposent sur la scène comme des petits cailloux blancs.

Un plan incliné émerge de l'ombre. Autour, du vide. La scé-nographie de Corsetti est une pente ouverte sur le rêve du spectateur. A chacun d'entrer dans *Le Château* de la façon qui

lui convient. Seul guide, les mots ; seule invite, les comé-diens. Jacques Gamblin joue K. On ne pouvait imaginer meilleur choix, parce qu'il rompt avec l'image convenue de Kafka - manteau noir et regard sombre. La présence de Jacques Gamblin tient à son alsace. Son corps qui se suit, son sourire avenant, sa beauté tranquille. C'est un être qui glisse en chaus-settes dans la neige et force le regard à ralentir.

Sept comédiens l'entourent, aubergiste, instituteur, aides, fonctionnaires et servantes, bien sûr, dont la ronde Peppi (Elisa-beth Maze) et la mince Frieda (Christine Vuilliez), amour im-possible de K. Tous dégagent l'allégresse défunte qui sied au roman de Kafka. Le vocabulaire de leurs gestes est clair. Dégagé de l'emprise des vidéos qui ont donné un style rigoureux mais froid à ses précédentes mises en scène (dont quatre étaient inspi-rées de Kafka), Corsetti « écrit » sans fioritures le spectacle sur l'espace de la scène. Ainsi, il at-teint à l'essentiel du *Château* : l'ivresse glacée du lecteur, sans cesse pris entre le sentiment de la faute et celui de la rédemp-tion.

Brigitte Salino

4 NOMINATIONS OSCARS DONT MEILLEUR ACTEUR

ANTHONY HOPKINS



UN FILM DE OLIVER STONE

NIXON

Il a transformé le monde et trahi son pays

ANDREW D. VAJNA PRÉSENTE UNE PRODUCTION HELIUM ENTERTAINMENT GROUP / CINERGI UN FILM DE OLIVER STONE ANTHONY HOPKINS "NIXON" JOAN ALLEN POWERS BOOTH ED HARRIS BOB HOSKINS DAVID PAYMER DAVID HYDE PIERCE PAUL SORVINO MARY STEENBURGEN J.T. WALSH JAMES WOODS MUSIQUE JOHN WILLIAMS CO-PRODUCTEUR ERIC HAMBURG DAN HALSTED COSTUMES RICHARD HORNUNG MONTAGE HANK CORWIN BRIAN DERBAN GÉOGRAPHE VICTOR KEMPSTER PHOTO ROBERT RICHARDSON, A.S.C. COUPÉ PAR STEPHEN J. RIVELLE & CHRISTOPHER VILKINSON & OLIVER STONE PRODUIT PAR CLAYTON TOWNSEND OLIVER STONE ET ANDREW D. VAJNA RÉALISÉ PAR OLIVER STONE © 1995 BY PICTURES ENTERTAINMENT INC. CINÉMA PRÉSENTATION N° 100. TOUTS DROITS RÉSERVÉS

CINÉMA 20 MARS

DANSE THÉÂTRE DE LA VILLE PARIS MAR. 19, MER. 20, VEN. 22 ET SAM. 23 MARS 20H30 **WIM VANDEKEYBUS** BEREFT OF A BLISSFUL UNION création pour 12 danseurs et 12 musiciens sur scène LOCATION 2 PLACE DU CHATELET 42 74 22 77

19, 22 MARS 1996 **RUE DE PALANKA**

LE CARGO **GALLOTTA** CENTRE CHOREOGRAPHIQUE NATIONAL GRENOBLE

13, 14, 16, 20, 21, 23 MARS 1996 **DOCTEUR LABUS**

RESERVATION : 76 24 49 36 / BILLETTERIES A GRENOBLE : LE CARGO ET MAISON DU TOURISME

CONCERTS

LUNDI 19 MARS - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Felicity PALMER
mezzo
Schubert - Strauss - Rossini - Pachelbel
Tél. rés. : 49-53-05-07

MARDI 20 MARS - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Nelson FREIRE
piano
Brahms - Schumann - Debussy - Chopin
Tél. rés. : 49-53-05-07

MERCREDI 21 MARS - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Igor OISTRAKH
violin
N. Zertsalova, piano
Lecclair - Beethoven - Mendelssohn - Brahms
Tél. rés. : 49-53-05-07

MERCREDI 21 MARS - 12 h 45
THÉÂTRE DU CHÂTELET
MIDIS MUSICAUX
« Grands Prix Internationaux »
Denitsa Kazakova, violon
Vincent Coq, piano
Lecclair, Beethoven

Salle Pleyel
me 20, je 21 mars - 20 h 30
ORCHESTRE DE PARIS
direction : Antonio PAPPANO
soprano : Karita MATTILA
HAYDN - STRAUSS
60 à 240 F - Tél. : 45.63.07.96

JEUDI 22 MARS - 20 heures
GRAND AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE
47, rue des Écoles 75005 PARIS
M^{re} Claudine Sorbome
L'ORCHESTRE DU XVIII^e SIÈCLE
LA CHOEUR DE CHAMBER NEERLANDAIS
sous la direction de FRANK BRUGGEN
PASSION SELON SAINT-MATTHIEU
Jean-Sébastien BACH
FRANC & 3015 PARIS
Tél. : 47.48.75.00

VENDREDI 22 MARS - 12 h 45
THÉÂTRE DU CHÂTELET
MIDIS MUSICAUX
Hélène Mercier-Amault, piano
Louis Lortie, piano
MOZART, STRAVINSKY

AUDITORIUM DU LOUVRE
40.20.51.86 - (25 F, 15 F)
MUSIQUE FILMÉE
Vendredi 22 mars - 20h30
avec K. Russell et F. Scheffer
avant première mondiale :
CONDUCTING MAHLER
(Scheffer, 1996)
Abbado, Muth, Hahn, Chailly,
Rattle dirigent Mahler
PROKOFIEV (Russell, 1961)

Samedi 23 mars
13h30 - 18h - 20h30
JOURNÉE KEN RUSSELL
Delius, R. Strauss, Elgar, Walton,
Tchaikovsky sur par K. Russell

Samedi 23 mars
PLEYEL 45 61 53 00
CLAUDE KAHN
MOZART - CHOPIN - LISZT

DIMANCHE 24 MARS - 11 h 30
THÉÂTRE DU CHÂTELET
DIMANCHES 11 h 30
Solistes et Musiciens
de l'Orchestre de Paris
SCHUBERT

LUNDI 25 MARS - 12 h 45
THÉÂTRE DU CHÂTELET
MIDIS MUSICAUX
Emmanuel Strosser, piano
MOZART, SCHUMANN

SAM. 23, LUNDI 25, MERC. 27 MARS
VENDREDI 29 MARS 19 h 30
DIMANCHE 31 MARS 17 heures
MARDI 2 AVRIL 19 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Rossini : Le Turc en Italie
Dir. musicale IVAN FISCHER
Mise en Scène, décors et costumes :
Ursel et Karl Ernst HERRMANN
BANKS, BUDAY-BATKY, DUESING
FABRICINI, GRÉGOIRE, PITTSINGER
RINALDI, STANISCI

Orchestre du Festival de Budapest
Chœur du Théâtre Royal de la Monnaie
avec le soutien de la Fondation France Télécom
France-Musique partenaire
Prix des places de 60 à 170 F
Paris et Loc. : 49-53-05-00

LUNDI 25 MARS - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Inva MULA
soprano
Prix Placido Domingo 93
Bellini - Rossini
Tél. rés. : 49-53-05-07

MARDI 26 MARS - 20 h 30
SALLE GAVEAU
Patrice FONTANAROSA
Gabriel TACCHINO
Poulenc - Saint-Saëns - Franck
Vallières
Tél. rés. : 49-53-05-07

IRCAM Centre Georges Pompidou
ensemble INTERCONTEMPORAIN

Jeudi 28 mars
20 h
Ircam, Espace de projection
44 78 48 16
Julian J. Yu

Philharmonie, création française,
commande de l'Ensemble
Intercontemporain

Claude Lenners

Euphonie, création, commande de
l'Ensemble Intercontemporain

Michael Jarrell

...chaque jour n'est qu'une trêve entre
deux nuits... (Aronson V)

James Dillon

Vernel Shivers

Ivan Fedele

Richards

Maryanne Le Diez, violon
Pierre Szeczk, violoncelle
Technique Ircam
Christophe de Condouche, Laëlle
Stuck, compositeurs

SAMEDI 30 MARS - 19 h 30

SALLE GAVEAU
J.-M. Fournier Productions
Action Musicale
PHILIP MORRIS CS INC.
L'HEURE DU CONCERTO
Orchestre des Concerts
LAMOUREUX
Direction
Ari OSTROWSKI
piano
Patricia PAGNY
violin
J.-Marc PHILLIPS
Saint-Saëns - Wieniawski
Tél. : 130 - 65 F
Tél. rés. : 49-53-05-07

site de la musique

cycle JS Bach

30 et 31 mars

Chiara Banchini

Françoise Lengellé

Gustav Leonhardt

The Age of Enlightenment
Conservatoire de Paris

Porte de Paris
1.44 84 44 84

Quand Paris célèbre la nuit
avec Yves Saint Laurent

Le couturier sait toujours combiner
la ligne et la grâce comme personne,
pour le bonheur des femmes

AVEC YVES SAINT LAURENT, largement applaudi, le noir s'allume de paillettes, à la recherche d'un monde perdu. Sur les podiums, les mannequins jouent les divines.

Dans une ambiance de poursuite glamour à travers Paris, les défilés de l'hiver 96-97 font souffler un vent d'irréalité et d'intimité. Les mannequins retrouvent les poses des beautés de l'entre-deux-guerres, dans le scintillement des sweaters de paillettes (Gianfranco Ferré chez Christian Dior), des colonnes de crêpe illuminées d'un fillet de strass (Michel Klein chez Guy Laroche). Parcours d'orange, de rouges de brasse, le noir triomphe. Célébrant la femme à la cigarette, le pardessus de cuir sur un tailleur noir (Myriam Shaefer chez Nina Ricci), le trench de Mariene Dietrich jeté sur un fourreau de paillettes, Paris devient la capitale d'un grand bal des années de tournante. Dernière à magnifier les épaules, les jambes, l'allure rétro devient l'unique parade à la confusion des sexes, à cette mode « bi » des adolescents livrés à eux-mêmes, à leur propre codes. A bord d'un glorieux Titanic, où chaque soir un groupe de girls vient distraire le public, on navigue entre deux mondes de plus

en plus indéfinis, un genre qui ne s'apparente ni tout à fait au prêt-à-porter ni tout à fait à la haute couture. A la femme-série de Milan, Paris oppose sa femme-caméléon. Les « collections d'atmosphère » défilent, alors qu'on se rend à un défilé comme à une fête lointaine, pleine d'apparitions et de songes, dont John Galiano aura été le Monsieur Loyal ; il prouve que l'imagination est peut-être aujourd'hui plus moderne, c'est-à-dire plus féconde, que le marquage d'images formatées par les années 80, dans une arrogance jamais vue de l'argent et du pouvoir. Mais son défilé de prêt-à-porter chez Givenchy semblait très conventionnellement sorti d'une garden-party chez John Major.

RENDEZ-VOUS DE TOUJOURS

Entre le respect qui fige, et la fausse insolence qui efface, le ton est difficile à trouver. Chez

Lauren, Olivier Versolato a offert un défilé à l'arsenal, sur le thème « la chair est triste ». Chez Grès, Frédéric Molénac s'est cru obligé de diffuser des phrases de la célèbre dame au turban pendant de l'avent pour justifier cette collection passe-muraille et impersonnelle. Obsédés par la réussite de Karl Lager-

feld chez Chanel, les financiers de la mode sont aujourd'hui en train de fabriquer, à coups de contrats en or massif, des écoles de mercenaires au service des grandes griffes couture. Pendant ce temps-là, Yves Saint Laurent défile, combinant la ligne et la grâce pour convier les femmes à ses rendez-vous de toujours : c'est un trench tampe sur un pantalon de flanelle, ce sont les rêves d'un monde perdu, et pourtant incarné par ces mannequins qui retrouvent les mesures d'un rôle. Où l'on revêt

endroits : la galerie Brownstone et la toute nouvelle Maison européenne de la photographie (MEP). « Son musée », écrit Paris-Match à propos de cette maison fondée par la Ville de Paris. Il est vrai que cette

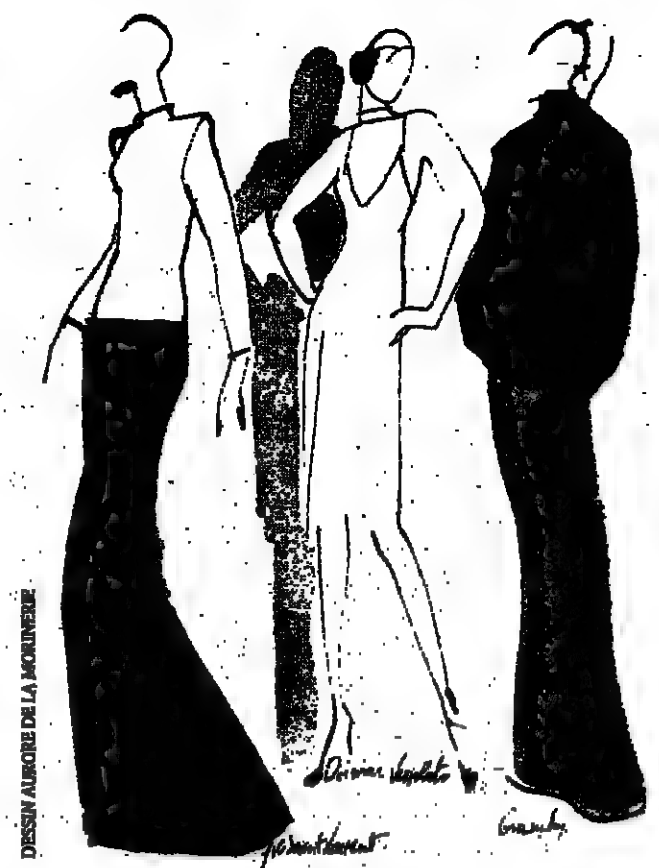
filiale du célèbre commissaire-priseur Maurice Rheims est un peu chez elle dans la capitale : elle a obtenu le Grand Prix photo de la ville de Paris en 1994, et le patron de Paris Audio-visuel et de la MER Jean-Luc Monterosso, a toujours ardemment soutenu son travail. Il n'est pas le seul. Bettina Rheims a été montrée dans les trois festivals de France de l'image fixe : Perpignan (reportage), Cahors (plasticiens) et Arles. Elle a été défendue par les amateurs de la regrettée galerie Texbrun (ils ont d'ailleurs exposé son meilleur travail, *Portraits d'animal*), par le critique Bernard Lamarche-Vadel ou l'écrivain Serge Bramly, qui a été son mari. Elle a également bénéficié d'une exposition personnelle au Centre Pompidou en 1981, trois ans après avoir réalisé ses premières images : des nus de strip-teaseuses foraines et d'acrobaties publiés dans la revue *Egoïste*.

A CONTRE-EMPLOI

Et puis il y a Paris-Match. Les lecteurs avertis ont régulièrement rendez-vous avec cette portraitiste aux yeux clairs qui affectionne les pantalons de cuir et qui n'a pas de concurrent, mis à part Newton, pour convaincre les célébrités de se déshabiller. Ses portraits sont sans nuance, accompagnés de la griffe Bettina Rheims en bonne place, et dévoilent plus des sous-vêtements coquins que la personnalité de Caroline de Monaco, de Sharon Stone et de Sophie Marceau.

La singularité de Bettina Rheims n'est pas vraiment dans ses images mais plutôt dans cette faculté sans égale d'exister dans toutes les familles de la photographie, si écartée aujourd'hui : l'art et la publicité, le musée et la presse, le livre et les fanzines de collectionneurs. Ainsi la belle Karen Mulker, le visage dissimulé par un masque en argile, existe de la même façon dans Paris-Match et à la galerie de Gilbert Brownstone. Ce dernier résume de ce que le public qui vient très nombreux « n'est pas celui de la mode, comme c'était le cas avec Peter Lindbergh qui avait exposé précédemment, mais un public averti qui aime la photographie ». Sa réaction ? « Les gens se demandent pourquoi elle fait ça, et trouvent que c'est un peu macho. Et puis, ils déclinent l'humour qui se cache derrière ces portraits ».

Dans ces dernières images, Bettina Rheims décline en effet son sa-



feld chez Chanel, les financiers de la mode sont aujourd'hui en train de fabriquer, à coups de contrats en or massif, des écoles de mercenaires au service des grandes griffes couture.

Pendant ce temps-là, Yves Saint Laurent défile, combinant la ligne et la grâce pour convier les femmes à ses rendez-vous de toujours : c'est un trench tampe sur un pantalon de flanelle, ce sont les rêves d'un monde perdu, et pourtant incarné par ces mannequins qui retrouvent les mesures d'un rôle. Où l'on revêt

les noirs et les brillances des Dames du bois de Boulogne, de Robert Bresson, sur fond de paillettes et de longues jupes mouventes de crêpe. Les jambes tendent l'étoffe, se dévissent toujours, même sous une grande jupe de taffetas, portée naturellement avec un tee-shirt scintillant couleur de lune. Beaucoup de capes, d'étoiles, d'enveloppements de cachemire. Quelque chose de doux et de profond se dégage.

Laurence Benaim

Bettina Rheims entre clichés, savoir-faire et provocation

POURQUOI M'AS-TU ABANDONNÉE ? de Bettina Rheims. Galerie Brownstone, 20, rue Saint-Gilles 75004 Paris. Tél. : 42.78.43.21. Jusqu'au 28 mars. BETTINA RHEIMS. Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, 75004 Paris. Tél. : 44.78.75.00. Jusqu'au 31 mars.

On l'aime ou on la déteste. Il y a les groupes et les anti, les admirateurs et les censeurs. On l'accuse d'être macho et d'avoir pillé quelques collègues (Newton, Bourdin, Penn) pour concocter une recette efficace : des photographies de femmes ambiguës, androgynes ou transsexuelles, parfois perdues, entre la poupée Barbie et le mannequin célèbre, Madonna ou bien les pin-up anonymes. Le tout livré sur papier glacé ou grand format d'exposition. Bettina Rheims est-elle une bonne photographe ? Peu importe.

Cet ancien mannequin de quarante-quatre ans accumule les publications dans la presse, les expositions et les livres, les commandes pour la publicité, le cinéma (l'affiche du film *Vivement dimanche !* de François Truffaut) ou la mode, les prix et distinctions, les films de publicité pour les collants Swell ou le N° 5 de Chanel. Que ça plaise ou pas, elle est partout, enrichit chaque année un CV sans égal, perçoit des cachets confortables et expose au Japon et aux Etats-Unis, vend cher en galerie (45 000 francs le tirage). Bref, elle est en train de devenir, un peu comme Robert Doisneau en son temps, la photographe la plus connue de France. Elle fixe son objectif quasi exclusivement sur des femmes mais on lui doit d'avoir « croqué » le premier des Français : Jacques Chirac en personne, dont elle a réalisé le portrait officiel - emprunté, sourire accueillant, costume de ville, posant devant le château de l'Élysée - qui orne les 36 000 mailles de France.

En ce moment, on peut voir les images de Bettina Rheims en deux

endroits : la galerie Brownstone et la toute nouvelle Maison européenne de la photographie (MEP). « Son musée », écrit Paris-Match à propos de cette maison fondée par la Ville de Paris. Il est vrai que cette

filiale du célèbre commissaire-priseur Maurice Rheims est un peu chez elle dans la capitale : elle a obtenu le Grand Prix photo de la ville de Paris en 1994, et le patron de Paris Audio-visuel et de la MER Jean-Luc Monterosso, a toujours ardemment soutenu son travail. Il n'est pas le seul. Bettina Rheims a été montrée dans les trois festivals de France de l'image fixe : Perpignan (reportage), Cahors (plasticiens) et Arles. Elle a été défendue par les amateurs de la regrettée galerie Texbrun (ils ont d'ailleurs exposé son meilleur travail, *Portraits d'animal*), par le critique Bernard Lamarche-Vadel ou l'écrivain Serge Bramly, qui a été son mari. Elle a également bénéficié d'une exposition personnelle au Centre Pompidou en 1981, trois ans après avoir réalisé ses premières images : des nus de strip-teaseuses foraines et d'acrobaties publiés dans la revue *Egoïste*.

A CONTRE-EMPLOI

Et puis il y a Paris-Match. Les lecteurs avertis ont régulièrement rendez-vous avec cette portraitiste aux yeux clairs qui affectionne les pantalons de cuir et qui n'a pas de concurrent, mis à part Newton, pour convaincre les célébrités de se déshabiller. Ses portraits sont sans nuance, accompagnés de la griffe Bettina Rheims en bonne place, et dévoilent plus des sous-vêtements coquins que la personnalité de Caroline de Monaco, de Sharon Stone et de Sophie Marceau.

La singularité de Bettina Rheims n'est pas vraiment dans ses images mais plutôt dans cette faculté sans égale d'exister dans toutes les familles de la photographie, si écartée aujourd'hui : l'art et la publicité, le musée et la presse, le livre et les fanzines de collectionneurs. Ainsi la belle Karen Mulker, le visage dissimulé par un masque en argile, existe de la même façon dans Paris-Match et à la galerie de Gilbert Brownstone. Ce dernier résume de ce que le public qui vient très nombreux « n'est pas celui de la mode, comme c'était le cas avec Peter Lindbergh qui avait exposé précédemment, mais un public averti qui aime la photographie ». Sa réaction ? « Les gens se demandent pourquoi elle fait ça, et trouvent que c'est un peu macho. Et puis, ils déclinent l'humour qui se cache derrière ces portraits ».


Dans ces dernières images, Bettina Rheims décline en effet son sa-

voir-faire en matière de provocation : convoquer quelques mannequins cotés - Kristen McNamany, Karen Mulker, Estelle Hallyday, Elisabeth Berkley - pour les utiliser à contre-emploi : elle leur prête des sentiments fragiles, fait pleurer sous le rimmel, les réduit à des poupées, les affiche dans des intérieurs de « pauvres », leur met un mégot dans la bouche, laisse entrevoir la culotte blanche sous la jupe écriquée.


Ces belles plantes ne sont pas à leur avantage mais ont encore de la force. Le titre de la série, *Pourquoi m'as-tu abandonnée ?*, laisse entendre que toutes ces femmes ont été quittées. Avouons qu'on croit peu à cette avalanche de stéréotypes ou de conventions sur la solitude amoureuse. Saluons aussi le savoir-faire et les images qui sont séduisantes et agréables à l'œil. On y retrouve tout ce qui fait le succès de Bettina Rheims, en ce temps où

la photographie contemporaine accumule les images difficiles, voire rebutantes, de corps malades, meurtris, déformés ou morts et, dans un autre registre, se dévissent toujours, même sous une grande jupe de taffetas, portée naturellement avec un tee-shirt scintillant couleur de lune. Beaucoup de capes, d'étoiles, d'enveloppements de cachemire. Quelque chose de doux et de profond se dégage.

Michel Guerin



Savannah Bay
de Marguerite Duras
mise en scène Jean-Claude Amyl
avec Gisele Casadesus
Martine Pascal
20 mars - 14 avril
salle Gemier / 47 27 81 15
Théâtre National de Chaillot



Ellington Bolling Savary
22 mars - 6 avril
salle Jean Vilar / 47 27 81 15
Théâtre National de Chaillot

السيرة الذاتية

« Les Bonnes » en territoire occupé

Jawad Al Assadi adapte la pièce de Genet

DANS LE CADRE de la manifestation Liban 96 organisée par la Maison des cultures du monde, Jawad Al Assadi, metteur en scène irakien originaire de la ville de Kerbala, a choisi d'adapter en arabe (sur titres en français) *Les Bonnes*, de Jean Genet. Il s'agit toujours de l'histoire de deux bonnes liées passionnément à leur patronne, ici enfermées dans un décor, un territoire hermétiquement clos, métaphore de l'enfermement des territoires palestiniens et du contrôle syrien du Liban. De cette métaphore où le désir est aux prises avec l'oppression, avec la servitude, de



cette histoire d'amour et de domination, Jawad Al Assadi, aujourd'hui exilé à Beyrouth, a senti avant tout la force politique et a choisi de dire son mot à une société moyen-orientale « bâtie sur le principe d'autorité du père, du groupe et de l'Etat ».

★ Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6^e. M^e Saint-Pierre, Notre-Dame-des-Champs. Les lundi 18, mardi 19, jeudi 21, vendredi 22, à 20 h 30 ; le samedi 23, à 19 heures ; le dimanche 24, à 17 heures. De 45-44-41-42. Durée : 1 heure. 80 F et 100 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Raphaël Oleg, Sonia Wieder-Atherton. Le violoniste Raphaël Oleg et la violoncelliste Sonia Wieder-Atherton donnent un concert au Théâtre des Bouffes du Nord au profit de l'Académie de musique de Sarajevo. Ils jouent des pièces de Gilels, Bartók, Kodaly et Schubert. « Aller jouer à Sarajevo, c'est bien, mais ce dont nous sommes le plus sûr, c'est d'aider par la musique, des partitions, des bourses d'études... », a déclaré Raphaël Oleg, directeur de l'Académie et lui-même violoniste.

Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. 20 h 30, le 18. Tél. : 46-07-34-50. 100 F. Thierry Robin. Cette expérience originale de Thierry Robin, joueur d'oud, de bouzouk et de guitare, met en parallèle le chant flamenco, les musiques du Rajasthan, base des musiques tziganes. Son dernier album, *Gitanos* (Aurville), est une promenade très fine dans les univers croisés des Balkans et surtout des gitans de l'Andalousie. Avec Paco El Lobo (chant, guitare), Amar et Joseph Saadma (chant, guitares rythmiques), Bernard Sbert (clarinette-contrabasse), Francis Vardis (accordéon) et Abdelkader Sami (darbouka). Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^e Bastille. 20 h 30, les 18, 19 et 20. Tél. : 47-00-57-59. 80 F et 100 F. André Ceccarelli Quartet. Le batteur de Dee Dee Bridgewater vient de fonder un quartet dynamique qui le rapproche du jazz, celui des années 50 et 60 dans lequel il a évolué. Sa jeune et fine équipe comprend Jean-Michel Pilc au piano, Sylvain Baer au saxophone et Thomas Bramerie à la contrebasse, tout régulièrement fêtés par le public et la critique pour une fois d'accord.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 heures, les 18 et 19. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Georges Chelon. Adolescent éternel, Chelon ? Homme mûr, que les jeunes filles qui reprennent en chœur *Le Père prodigue* ont enfoncé dans un coin de leur mémoire ? C'est tout cela à la fois, mais c'est aussi un style romantico-silencieux, que cette vedette de la chanson des-d'été n'a jamais abandonné.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^e Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 18. Tél. : 47-42-45-49. 150 F. Festival de danse pour l'enfance. L'enfant danse avant de parler, avant d'écrire, pourtant seules quelques compagnies chorégraphiques s'intéressent au jeune public. Serge Kreutz, avec le soutien du Val-d'Oise et de l'Adiam 95, a eu l'idée d'un festival consacré aux enfants. Ainsi, à Enghien-les-Bains, à Fosses, à Franconville, à Cormeille-en-Parisis, les danseurs en herbe pourront assister à *Pierrot ou les secrets de la nuit* (Théâtre chorégraphique pour la jeunesse), aux *Mystères de l'île de la Tortue* (J. Dombrowski), à *Tout Petit Bobo* (Compagnie du Carré blanc) et à *Mamie* (Gigi Cachin).

Festival : 8, villa M.-de-Vlaminck, 95 Jouy-le-Moutier. Du 19 mars au 13 avril. De 15 F à 20 F. Tél. : 30-73-11-56. François Verret. Verret et ses danseurs emportés par les percussions excentriques de Jean-Pierre Dronet inventent une danse martellée de mots, de barbes de phrases qui s'accrochent autour de la danse qui avec le fracas mélodieux et « percussif ». Rapport pour une académie est une pièce inspirée de la nouvelle homonymie de Franz Kafka. Elle est présentée aux Laboratoires d'Antbervilliers, lieu de création où le chorégraphe tente une nouvelle approche du spectacle vivant.

Laboratoires d'Antbervilliers, 35, rue Léopold, 93 Aubervilliers. 20 h 30, jusqu'au 23 mars. Tél. : 48-33-88-24. 50 F. Places limitées.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

LES CAHIERS RETROUVÉS. DE NINA VYROUBOVA. Film français de Dominique Delouche, avec Nina Vyroubova, Cyril Atanassoff, Artillo Lala, Milorad Miskovitch, Delphine Moussin, Isabelle Claravola (1 h 35). Elysees Lincoln, 8^e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16^e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillet, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10). VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 2^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14 ; Paramount Opéra, 1^e (36-68-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33) ; UGC Gobellins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15^e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10). EL DORADO. Film canadien de Charles Binamé, avec Robert Broutillet, Pascale Bussières, James Hyndman, Macha Limonchik, Pascale Montpetit (1 h 44). UGC Ciné-cité Les Halles, 1^{er} (36-68-68-58) ; Espace Saint-Michel, 9^e (44-07-20-49) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de 12 ans.

panorama, 15^e (36-68-75-15 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16^e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Maillet, 17^e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18^e (36-68-20-22 ; réservation : 40-30-20-10). VF : Rex, 2^e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 2^e (36-65-70-14) ; 36-68-70-14 ; Paramount Opéra, 1^e (36-68-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-62-33) ; UGC Gobellins, 13^e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, 14^e (36-68-04-73 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15^e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10). EL DORADO. Film canadien de Charles Binamé, avec Robert Broutillet, Pascale Bussières, James Hyndman, Macha Limonchik, Pascale Montpetit (1 h 44). UGC Ciné-cité Les Halles, 1^{er} (36-68-68-58) ; Espace Saint-Michel, 9^e (44-07-20-49) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10. (*) Films interdits aux moins de 12 ans.

CLASSIQUE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 19 MARS

Ensemble Musique oblique. Hershant : Sextuor, Janacek : Sonate pour violon et piano, Brahms : Quatuor pour piano et cordes op. 25. Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4^e. M^e Châtelet-les Halles. 20 h 30, le 18. Tél. : 42-36-13-50. 100 F. Felicity Palmer (mezzo-soprano), Malcolm Martineau (piano). Œuvres de Beethoven, Schubert, R. Strauss, Rossini, Havel et Schiller. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 18. Tél. : 49-53-05-07. De 85 F à 350 F.

MARDI 19 MARS

La Grande Duchesse de Gérolstein d'Offenbach. Béatrice Burley, Anna Holroyd (la grande duchesse), Agnès Bove (Wanda), Pierre Catala, Eric Vignau (Fritz), Maurice Xiberras, Hervé Henniquin (le général Boun), Eric Vignau, Jean-Pierre Chevalier (le prince Paul), Eric Perez (le baron Puck), Chœur et orchestre d'Opéra éclairé, Joël Schubert, Didier Pouchet (direction), Olivier Desbordes (mise en scène). Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Briancourt, Paris 15^e. M^e Porte-de-Vanves. 20 h 30, les 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 mars et le 2 avril ; 17 heures, les 24 et 31, jusqu'au 11 mai. Tél. : 45-31-10-06. Location Fnac, Virgin. 160 F. Nelson Freire (piano). Beethoven : Sonate pour piano op. 81 « Les Adieux », Schumann : Études symphoniques, Debussy : *Children's Corner*, Chopin : *Polonaise-fantaisie*, *Marzurrus*, *Impromptu*, *Scherzo* n° 1. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 18. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 270 F. Sequenza. Œuvres de Köln, Le Chancelier, Singen et Santa Maria. Église Saint-Séverin, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. 20 h 30, le 19. Tél. : 45-61-54-99. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 130 F.

MERCREDI 20 MARS

Orchestre de Paris. Haydn : Symphonie n° 22. R. Strauss : *Vier Lettres* Ueders. Ainsi parlait Zarathoustra. Karita Mattila (soprano), Antonio Pappano (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 h 30, les 20 et 21. Tél. : 45-63-07-96. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 240 F. Igor Oistrakh (violin), Natalia Zertova (piano). Locatelli : Sonate pour violon et piano « Au tombeau ». Beethoven : Sonate pour violon et piano op. 47 « A Kreutzer ». Mendelssohn : Sonate pour violon et piano op. 11. Beethoven : *Wienawski* : Fantaisie brillante sur Faust. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 20. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 230 F.

JEUDI 21 MARS

Eugène Onéguine de Tchaïkovski. Dwayne Croft (Onéguine), Galina Gorchakova (Tatiana), Gerlinda Lorenz (Larina), Baris Stone (Olga), Frank Lopardo (Lenski), Mikhail Kit (Grenine), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Alexander Anisimov (direction), Willy Decker (mise en scène), Adrien Fariol. Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 1^{er}. M^e Bastille. 19 h 30, les 21, 27 et 30 mars et les 2 et 5 avril ; 15 heures, le 24. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 590 F. Orchestre du XVIII^e siècle, Nederlands Kammerkoor. Bach : *Passion selon saint Matthieu*, Niccolò Van der Meel (l'évangéliste), Kristin Sigmondsson (le Christ), Emily Van der Meer, Cynthia Sieders (soprano), Patricia Spence, Claudia Schubert (altos), Jan Bostridge, Toby Spence (tenors), Peter Kooy, Harry Van der Kamp (basses), The Netherlands Kammerkoor, Orchestre du XVIII^e siècle, Frans Brüggen (direction).

Amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. 20 h 30, le 21. Tél. : 42-62-71-71. Location Fnac, Virgin. De 130 F à 260 F. Janos Starker, Marc Coppey (violin), Alain Plasson (piano). Kodaly : Sonate pour violoncelle et piano op. 4. Boccherini : Sonate pour deux violoncelles. Popper : Suite pour deux violoncelles op. 16. Brahms : Sonate pour violoncelle et piano op. 99. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. M^e Solferino. 20 heures, le 21. Tél. : 42-47-17-130 F. Le Séminaire musicale. F. Couperin : *Leçons de ténébres* pour le mercredi saint. Steve Dugardin (basse-contre), Gérard Lussu (alto), Joseph Cabré (baryton). Église Saint-Séverin, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. 20 h 30, le 21. Tél. : 48-24-16-28. Location Fnac, Virgin. De 110 F à 200 F. Laurent Naouri (baryton), Noël Lee (piano), Quatuor Ludwig. Jolivet : *Dances rituelles*, Emmanuel Quatuor, Hahn : *Quintette pour piano et cordes*, Poulenc : *Métopes*. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 20 h 30, le 21. Tél. : 49-53-05-07. De 90 F à 200 F. Tristan d'après Wagner. Marcel Quillevéré (Tristan), Cécile Perin (Isolde), Etienne Oumédjane (comédien), Yann Haym (cor), Erika Guimard (piano), Max Charruyer (mise en scène). Pénelope Opéra, 200, quai de Jemmapes, Paris 10^e. M^e Jaurès, Louis-Blanc. 21 heures, les 21, 22 et 23 ; 17 heures, le 24, jusqu'au 4 avril. Tél. : 43-49-08-15. 120 F.

VENREDI 22 MARS

Hélène Merder-Arnaud, Louis Lortie (piano). Mozart : Sonate pour deux piano KV 448. Stravinsky : *Petrouchka*, mouvements. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}.

M^e Châtelet. 12 h 45, le 22. Tél. : 40-28-28-40. 50 F. Orchestre national de France. Svetlanov : *L'Aube dans les champs*. Tchaïkovski : Concerto pour violon et orchestre. Rachmaninov : Symphonie n° 3. Sergueï Stadler (violin), Evgeni Svetlanov (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. M^e Ternes. 20 heures, le 22. Tél. : 45-61-53-00. De 80 F à 150 F. Commentaires. Pascal Sauvy (violon), Christophe Huyman, Josef Heubens (comédiens), Geneviève Stroser (alto), Elena Andreyev (violin), Vincent Leterme (piano), Françoise Rivalland (percussions), Georges Aperghis (mise en scène). Nanterre (92). Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Néruda. RER Nanterre-Préfecture. 20 h 45, les 22 et 23. Tél. : 46-14-70-00. 120 F.

SAMEDI 23 MARS

Jean-Marcel Luisada (piano). Chopin : *Mazurkas*. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Miromesnil. 14 h 30, le 23. Tél. : 49-53-05-07. De 90 F à 120 F. Tchaïkovski (le général Boun), Eric Vignau, Jean-Pierre Chevalier (le prince Paul), Eric Perez (le baron Puck), Chœur et orchestre d'Opéra éclairé, Joël Schubert, Didier Pouchet (direction), Olivier Desbordes (mise en scène). Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Briancourt, Paris 15^e. M^e Porte-de-Vanves. 16 h 30, le 23 ; 15 heures, le 24. Tél. : 44-74-44-84. 75 F. La Tante Julie de Rossini. David Pittsinger (le Turc Selim), Tiziana Fabbricini (Fiorella), Barry Banks (don Narciso), Livia Buda-Batky (Zaida), André Grégoire (Albazar), Alberto Rinaldi (don Geronimo), Dale Dussing (le poète), Chœur du Théâtre royal de la Monnaie, Orchestre du Festival de Budapest, Ivan Fischer (direction), Ursel et Karl-Ernst Herrmann (mise en scène). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. 19 h 30, les 23, 25, 27 et 29 mars et le 2 avril ; 17 heures, le 31. Tél. : 48-52-50-50. De 60 F à 670 F.

DIMANCHE 24 MARS

Emma Kirkby (soprano), Evelyn Tubb (mezzo-soprano), Anthony Rooley (luth).

Maurice Vander, Pierre Michelet, Sargoma Everett. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 h 30, les 22 et 23. Tél. : 40-26-46-50. 78 F. Five O'Clock Jazz Group. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^e Gare, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 23. Tél. : 43-21-56-70. De 100 F à 150 F. Jef Sicard Quartet. Argenteuil (95). Cave Dimière, 107, rue Paul-Vaillant-Couturier. 21 heures, le 23. Tél. : 34-23-44-70. 80 F. Herbie Hancock Trio. Athis-Mons (91). Salle Ventura, rue Samuel-Desbordes. 21 heures, les 22 et 23. Tél. : 60-48-46-18. 160 F. Sylvain Beuf Quartet. Cergy-Pontoise (95). Théâtre des Arts, place des Arts. 20 h 30, le 22. Tél. : 34-10-14-14. De 70 F à 100 F. Richard Galliano, Daniel Humair, J.-F. Jenny-Clark. Drancy (93). Espace culturel du Parc, place Aristide-Brand. 20 heures, le 21. 110 F. Trio Grande. Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 20. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F. Raymond Boni, Claude Tchamitchian. Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 21. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F. Damién Lazo Quartet. Montreuil (93). Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 22. Tél. : 42-87-25-91. De 35 F à 80 F. Italian Instabile Orchestra. Montreuil (93). Auditorium du conservatoire, 13, avenue de la Résistance. 23 h 30, le 23. 90 F. Archie Shepp, Chico Freeman. Villebon-sur-Yvette (91). Centre culturel Jacques-Brel, rue Jacques-Brel. 21 heures, le 23. Tél. : 60-10-59-37. 90 F.

ROCK

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Tori Amos. Au grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris 9^e. M^e Bonne-Nouvelle. 20 h 30, le 18.

du 12 mars au 13 avril 96

Mise en scène Bruno Meyssat

Opus 1 Orage

de August Strindberg

du 19 mars au 20 avril 96

Mise en scène Yves Beaunesne de Ivan Tourgueniev

nova 101.5 48 13 70 00

Œuvres de Lawes, Purcell et Blow. Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9^e. M^e Rue-Montmartre. 21 heures, le 24. Tél. : 49-24-16-27. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 200 F. Natalia Goumova (violin). Bach : Suite pour violoncelle seul BWV 1012. Britten : Suite pour violoncelle seul op. 72. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^e Alma-Marceau. 11 heures, le 24. Tél. : 49-52-50-50. 100 F.

JAZZ

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Joey Gilmore. Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-St-Jour, Paris 17^e. M^e Porte-Maillot. 22 h 30, les 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29 et 30. Tél. : 40-68-30-42. 130 F. Ernie Watts Quartet. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 18 et 19. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Rosenberg Trio. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 h 30, le 19. Tél. : 40-26-46-50. 78 F. Antoine Hervé Trio. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^e Gare, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, les 19, 20, 21, 22 et 23. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F. Trio Urbain. Balsera, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 heures, le 20 et 21. Tél. : 42-33-37-71. De 35 F à 80 F. Wallace Roney Quintet. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 22 h 30, les 20, 21, 22, 23, 25 et 26. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F. Sarah Petronio, Alain Jean-Marie Trio. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 h 30, les 20 et 21. Tél. : 40-26-46-50. 78 F. Saxomania. Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^e Gare, Montparnasse-Bienvenue. 21 heures, le 21. Tél. : 43-26-28-59. De 95 F à 100 F. Alain Brunet Quartet. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 heures, le 21. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F. Laurent Rickabon Sextet. Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. 22 heures, le 22 et 23. Tél. : 42-33-22-88. De 78 F à 100 F.

Tortoise. Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie 10), Paris 13^e. M^e Place-d'Italie. 20 heures, le 19. Tél. : 53-79-00-71. Tarnation. Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8^e. M^e Saint-Augustin. 23 h 30, les 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29 et 30. Tél. : 42-33-15-15. 160 F. Joan Armatrading. La Cigale-Kanterbräu, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Pigalle. 20 heures, le 22. Tél. : 42-23-15-15. 160 F. Sonik Youth. Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, le 21. Tél. : 42-08-60-00. La Blue Line. La Cigale-Kanterbräu, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Pigalle. 20 heures, le 22. Tél. : 42-23-15-15. 160 F. Deena Summer. Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 22. Tél. : 42-08-60-00. De 195 F à 250 F. Michael Bolton. Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 23. Tél. : 42-08-60-00. De 215 F à 255 F. Deep Purple. Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 24. Tél. : 42-08-60-00. 192 F. Les Assolffes, Noisy Underground. Epinay-sur-Seine (93). MJC d'Orgermont, 1, rue de la Tête-Saint-Médard. 19 h 30, le 23. Tél. : 49-41-41-40. 40 F. Lucky Peterson. Maisons-Alfort (94). Théâtre Claude-Debussy, 116, avenue du Général-de-Gaulle. 20 h 45, le 22. Tél. : 43-96-77-67. 120 F. Mad in Paris. Masy (91). Centre culturel Paul-Bailly, 6, allée du Québec. 20 heures, le 23. Tél. : 69-20-57-04. 50 F.

CHANSON

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Tuba Song. Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4^e. M^e Hôtel-de-Ville. 19 heures, les 19, 20, 21, 22, 23 et 25, jusqu'au 20 avril. Tél. : 42-71-46-50. 120 F. Faust argentin. Mogador, 25, rue de Mogador, Paris 9^e. M^e Trinité, Chaussée-d'Antin, Havre-Caumartin. 20 h 30, les 19, 20, 21, 22, 26, 27, 28 et 29 ; 17 h 30 et 20 h 30, les 20, 21, 22 et 23. Tél. : 49-87-50-50. De 160 F à 250 F. Piaf, l'Alme. Cirque d'hiver Bouglione, 110, rue Amelot, Paris 11^e. M^e Filles-du-Calvaire. 20 h 30, le 19, jusqu'au 30 avril.

Frédéric François. Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^e Opéra, Madeleine. 20 h 30, les 19, 20, 21, 22 et 23 ; 17 heures, le 24. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin. De 160 F à 250 F. Anna Prunai. Déjazet, 41, boulevard du Temple, Paris 3^e. M^e République. 20 h 30, les 19, 20, 21, 22, 23 et 26 ; 16 heures, le 24, jusqu'au 28 avril. Tél. : 49-87-52-55. De 100 F à 160 F. Romain Didier. Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^e Bastille. 20 h 30, les 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29 et 30. Tél. : 47-00-02-71. 100 F. Têtes raides, la Tordue, Casse-pipe, Mirosc. Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, le 22. Tél. : 44-84-44-84. 75 F. Rachel des Bois. Colombers (92). Salle des fêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis. 20 h 30, le 23. Tél. : 47-81-69-02. 90 F. Marousse, Edgar de l'Est. Issy-les-Moulineaux (92). Fahrenheit, 161, boulevard Gambetta. M^e Cornavin. Célyon. 20 h 30, le 22. Tél. : 40-93-44-50. Daren et les Chaises. Ruell-Malmaison (92). L'Avant-scène, 6, place du 8-Avril-1945. 20 h 30, le 22. Tél. : 47-14-08-24.

MUSIQUE DU MONDE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Thierry Robin. Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^e Bastille. 20 h 30, les 19, 18 et 20. Tél. : 47-00-02-71. 100 F. Djamel Allam. Senter des Halles, 50, rue d'Aboukik. Paris 2^e. M^e Sentier. 20 heures, les 19, 20, 21, 22, 23, 25, 27, 28, 29 et 30. Tél. : 42-36-37-27. 90 F. Erik Karol. Alléure, 13, rue Beausire, Paris

Havas DOM lance la chaîne cryptée en Guyane et prévoit d'autres développements dans les départements situés hors de l'Hexagone

■ **EN PRESSE:** Le quotidien britannique *The Times* (groupe Murdoch) a annoncé qu'il avait acquis son lectorat de 4,5 %, au premier semestre 1995, par rapport à la même période 1994, tandis que son concurrent, *The Daily Telegraph* (appartenant à Conrad Black), en aurait perdu 6,2 %. Le quotidien aurait donc augmenté son prix de vente, en juillet, puis à l'automne 1995, après avoir diminué pendant la « guerre des prix » entre journaux.

■ **La direction du quotidien Le Parisien** a annoncé avoir réalisé un nouveau record de ventes mensuelles au mois de février avec 476 937 exemplaires du *Parisien* et de son édition nationale *Aujourd'hui*, soit une progression de 7,4 %. Sur l'ensemble de l'année 1995, le quotidien avait enregistré une progression de 4,5 % de sa diffusion par rapport à l'année précédente.

Radio

France-Culture

20.30 Le Grand débat
Vers l'Armée de métier ?

21.30 Fiction
La Colère du hamateur, de
Marie-Catherine Ripstein.

22.40 Accords directs
Vincent Gardeur,
commissaire de l'Éducation
Corot au Grand Palais.

0.05 Du jour au lendemain
Jean-Luc Mélenchon (Élie Ségallier)
Rép. 9.50 Coré - Kuch Inland
1.00 Les Nuits de France Culture
(rediff.). De la pelt: Voy
Indigènes : 3.30, Spécial Inde ;
5.00, 5.30, 6.00, 6.30, 7.00, 7.30, 8.00, 8.30, 9.00, 9.30, 10.00, 10.30, 11.00, 11.30, 12.00, 12.30, 13.00, 13.30, 14.00, 14.30, 15.00, 15.30, 16.00, 16.30, 17.00, 17.30, 18.00, 18.30, 19.00, 19.30, 20.00, 20.30, 21.00, 21.30, 22.00, 22.30, 23.00, 23.30, 24.00, 24.30, 25.00, 25.30, 26.00, 26.30, 27.00, 27.30, 28.00, 28.30, 29.00, 29.30, 30.00, 30.30, 31.00, 31.30, 32.00, 32.30, 33.00, 33.30, 34.00, 34.30, 35.00, 35.30, 36.00, 36.30, 37.00, 37.30, 38.00, 38.30, 39.00, 39.30, 40.00, 40.30, 41.00, 41.30, 42.00, 42.30, 43.00, 43.30, 44.00, 44.30, 45.00, 45.30, 46.00, 46.30, 47.00, 47.30, 48.00, 48.30, 49.00, 49.30, 50.00, 50.30, 51.00, 51.30, 52.00, 52.30, 53.00, 53.30, 54.00, 54.30, 55.00, 55.30, 56.00, 56.30, 57.00, 57.30, 58.00, 58.30, 59.00, 59.30, 60.00, 60.30, 61.00, 61.30, 62.00, 62.30, 63.00, 63.30, 64.00, 64.30, 65.00, 65.30, 66.00, 66.30, 67.00, 67.30, 68.00, 68.30, 69.00, 69.30, 70.00, 70.30, 71.00, 71.30, 72.00, 72.30, 73.00, 73.30, 74.00, 74.30, 75.00, 75.30, 76.00, 76.30, 77.00, 77.30, 78.00, 78.30, 79.00, 79.30, 80.00, 80.30, 81.00, 81.30, 82.00, 82.30, 83.00, 83.30, 84.00, 84.30, 85.00, 85.30, 86.00, 86.30, 87.00, 87.30, 88.00, 88.30, 89.00, 89.30, 90.00, 90.30, 91.00, 91.30, 92.00, 92.30, 93.00, 93.30, 94.00, 94.30, 95.00, 95.30, 96.00, 96.30, 97.00, 97.30, 98.00, 98.30, 99.00, 99.30, 100.00, 100.30, 101.00, 101.30, 102.00, 102.30, 103.00, 103.30, 104.00, 104.30, 105.00, 105.30, 106.00, 106.30, 107.00, 107.30, 108.00, 108.30, 109.00, 109.30, 110.00, 110.30, 111.00, 111.30, 112.00, 112.30, 113.00, 113.30, 114.00, 114.30, 115.00, 115.30, 116.00, 116.30, 117.00, 117.30, 118.00, 118.30, 119.00, 119.30, 120.00, 120.30, 121.00, 121.30, 122.00, 122.30, 123.00, 123.30, 124.00, 124.30, 125.00, 125.30, 126.00, 126.30, 127.00, 127.30, 128.00, 128.30, 129.00, 129.30, 130.00, 130.30, 131.00, 131.30, 132.00, 132.30, 133.00, 133.30, 134.00, 134.30, 135.00, 135.30, 136.00, 136.30, 137.00, 137.30, 138.00, 138.30, 139.00, 139.30, 140.00, 140.30, 141.00, 141.30, 142.00, 142.30, 143.00, 143.30, 144.00, 144.30, 145.00, 145.30, 146.00, 146.30, 147.00, 147.30, 148.00, 148.30, 149.00, 149.30, 150.00, 150.30, 151.00, 151.30, 152.00, 152.30, 153.00, 153.30, 154.00, 154.30, 155.00, 155.30, 156.00, 156.30, 157.00, 157.30, 158.00, 158.30, 159.00, 159.30, 160.00, 160.30, 161.00, 161.30, 162.00, 162.30, 163.00, 163.30, 164.00, 164.30, 165.00, 165.30, 166.00, 166.30, 167.00, 167.30, 168.00, 168.30, 169.00, 169.30, 170.00, 170.30, 171.00, 171.30, 172.00, 172.30, 173.00, 173.30, 174.00, 174.30, 175.00, 175.30, 176.00, 176.30, 177.00, 177.30, 178.00, 178.30, 179.00, 179.30, 180.00, 180.30, 181.00, 181.30, 182.00, 182.30, 183.00, 183.30, 184.00, 184.30, 185.00, 185.30, 186.00, 186.30, 187.00, 187.30, 188.00, 188.30, 189.00, 189.30, 190.00, 190.30, 191.00, 191.30, 192.00, 192.30, 193.00, 193.30, 194.00, 194.30, 195.00, 195.30, 196.00, 196.30, 197.00, 197.30, 198.00, 198.30, 199.00, 199.30, 200.00, 200.30, 201.00, 201.30, 202.00, 202.30, 203.00, 203.30, 204.00, 204.30, 205.00, 205.30, 206.00, 206.30, 207.00, 207.30, 208.00, 208.30, 209.00, 209.30, 210.00, 210.30, 211.00, 211.30, 212.00, 212.30, 213.00, 213.30, 214.00, 214.30, 215.00, 215.30, 216.00, 216.30, 217.00, 217.30, 218.00, 218.30, 219.00, 219.30, 220.00, 220.30, 221.00, 221.30, 222.00, 222.30, 223.00, 223.30, 224.00, 224.30, 225.00, 225.30, 226.00, 226.30, 227.00, 227.30, 228.00, 228.30, 229.00, 229.30, 230.00, 230.30, 231.00, 231.30, 232.00, 232.30, 233.00, 233.30, 234.00, 234.30, 235.00, 235.30, 236.00, 236.30, 237.00, 237.30, 238.00, 238.30, 239.00, 239.30, 240.00, 240.30, 241.00, 241.30, 242.00, 242.30, 243.00, 243.30, 244.00, 244.30, 245.00, 245.30, 246.00, 246.30, 247.00, 247.30, 248.00, 248.30, 249.00, 249.30, 250.00, 250.30, 251.00, 251.30, 252.00, 252.30, 253.00, 253.30, 254.00, 254.30, 255.00, 255.30, 256.00, 256.30, 257.00, 257.30, 258.00, 258.30, 259.00, 259.30, 260.00, 260

LA LISTE

DE SCHINDLER
Film de Steven Spielberg
(1993, 187 min). 51200
*Un film très émouvant, qui a
prêté aux controverses à cause
de la manière dont l'émotion
est sollicitée dans la repré-
sentation des persécutions.*

23.55

**LE CONTINENT
FANTASTIQUE**
Film espagnol de Juan Piquer Simón
(1997, V, 82 min.) 10258

Une adaptation (non précisée) au générique 1) du Voyage au centre de la Terre de Jules Verne. Médiocre en tout.

1.20 L'Affaire Pelican ■
Film américain d'Alan J. Pakula avec Julia Roberts
(1993, V, 136 min.) 570948

D'après un roman de John Grisham, un thriller politique bien ficelé, mais qui n'arrive pas à la hauteur des plus

ny

Un a

• •

3615

3615 LEMONDE

ces programmes complets
 radio, de télévision
 une sélection du câble
 ont publiés chaque
 semaine dans
 notre supplément daté
 dimanche-lundi.
 gnification
 as symboles :
 signalé dans « Le Monde
 télévision-Radio-
 uftimédia ».
 On peut voir
 ■ Ne pas manquer.
 ■ Chef-d'œuvre ou
 classique.
 Sous-titrage spécial
 ur les sourds et les
 entendants.

Marguerite Duras : pas forcément

Arte rend hommage à l'écrivain récemment disparu. Le documentaire de Michelle Porte, « Savannah Bay, c'est toi », filmé en 1983, éclaire fort heureusement une soirée hagiographique

1984. Marguerite Duras est assise dans la salle vide du Théâtre du Rond-Point. Une caméra cadre son visage engoncé, qui fait oublier qu'elle fut si belle du temps des photos en noir et blanc. Elle sourit. Elle dit : « Je me demande ce que c'est que le théâtre. Je dirais que c'est l'écriture, l'écriture même. Au cinéma, c'est l'image, et là c'est la parole qui s'écrit. Le verbe. Non pas, contrairement à ce qu'on croit, par la portée scandaleuse de la parole. Mais tout au contraire par sa portée d'exactitude, de laconisme, de justesse. Par sa mesure. La perfection de cette mesure. Pour moi, c'est ça le théâtre. C'est ça la joie incroyable du théâtre. »

On pourrait penser que c'est parce que « la joie incroyable du théâtre » survit à la mort qu'Arte a décidé de consacrer une grande partie de sa soirée à l'écrivain Marguerite Duras, dix-sept jours après que la femme Marguerite Domagala se soit éteinte, un dimanche, comme il convenait à son nom. Or ce programme était prévu de longue date. S'il témoigne que Marguerite Duras aura incontestablement marqué le siècle théâtral, fait-il pour autant verser dans l'hagiographie béate, comme trop souvent dans les documents présentés ?

Réalisé par Elisabeth Coronel et Arnaud de Mezeamat, *Marguerite Duras : théâtre* est un montage qui retrace le chemin de l'œuvre. Une entreprise difficile : comment, en trente minutes, parcourir quarante années de création ; de la première pièce, *Le Square*, en 1955, au roman



La Pluie d'été, porté au théâtre par Edic Vigner en 1993 ? Les auteurs du documentaire commencent par les images d'un paysage maritime, comme s'il fallait toujours voir des vagues quand il s'agit de Marguerite Duras. La dame flotterait-elle ? Faute de temps, on traverse une œuvre sans sentir une époque. Ainsi, la création historique de *L'Amante anglaise*, qui eut lieu en 1968, n'est reliée d'aucune manière à la période. En alternant les images d'archives, les extraits de pièces et les témoignages récents, le documentaire remplit certes un rôle informatif, mais il lui manque la respiration, chère à Marguerite Duras,

sans quoi s'efface la part mystérieuse et vivante de son œuvre. Le documentaire de Michelle Porte, *Savannah Bay, c'est toi*, arrive comme une bénédiction. Il a été filmé en 1983, pendant les répétitions de la pièce mise en scène par Marguerite Duras et jouée par Madeleine Renaud et Bulle Ogier. Un instant en révèle la grâce. Le plateau est vide. On entend Edith Piaf chanter *C'est fou ce que je peux t'aimer*. Madeleine Renaud arrive, du fond de la scène, avec ses petits pas, ses cheveux blancs. Prête, silencieuse, elle se penche vers la voix de Piaf. Une silhouette, une voix, deux présences miraculeuses : on ne peut

voir ce moment qui ouvre la représentation de *Savannah Bay* sans frémir.

Madeleine Renaud et Bulle Ogier se déplacent dans l'espace clos de la scène comme s'il était infini. Parfois, Marguerite Duras les interrompt pour leur signifier un détail, un geste, une intonation. Madeleine Renaud ne discute pas. Elle écoute et reprend la réplique, précise, juste, prodigieuse. Et quand, à l'occasion d'un passage qui pose problème, Marguerite Duras lui demande son avis, elle la regarde presque étonnée et lui répond : « Tu sais, moi, quand je suis plongée dans une œuvre comme ça, j'attends. » On ne saurait être plus durassien : c'est par ce témoignage qu'il aurait fallu commencer la soirée d'Arte.

Une soirée qui se termine avec un film de Jacques André, réalisé d'après *La Pluie d'été*, qu'Éric Vigner a mis en scène avec des élèves du Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Comment rendre compte avec un média froid d'un art qui n'a de sens que dans l'instant vir de la représentation ? Jacques André a voulu recréer l'œuvre, restituer l'ambiance des paysages de banlieue décrits par l'écrivain. Pour ambitionner que soit son projet, il verse dans un angélisme (ah ! les sourires entendus des comédiens, manuscrit à la main) qui donne une vision compassée de l'écrivain.

Brigitte Salino

« Le Théâtre de Marguerite Duras » : Arte, mardi 19 mars, à partir de 21 h 40.

Image

par Agathe Logeart

« PFFFT, ôte-toi de là que je m'y mette ! » Il fallait sûrement que le premier ministre ait des choses vraiment importantes à dire à la France pour pousser ainsi Michel Rocard du haut de la chaise que lui tendait Anne Sinclair dans le salon bleu de « 7 sur 7 ». Un peu cavalier, tout de même, cette façon de saisir à deux mains notre attention, et de remettre à la semaine suivante l'invité prévu.

Anne Sinclair eut beau tenter d'expliquer ce changement de dernière minute en disant qu'il était justifié par la prédominance, en cette fin de semaine, d'une actualité juppéenne incontournable (« un nouveau départ pour l'action gouvernementale »), on ne pouvait s'empêcher de penser qu'on lui avait peut-être bien un peu forcé la main. Il y avait quelque chose d'indélicat dans cette précipitation, qui faisait naître un vilain soupçon : on se disait que, comme au bon vieux temps, la télévision avait dû être pressée de se plier aux caprices des princes, priée de se mettre au garde-à-vous. En ces temps de renouvellement de concession, chaque geste de bonne volonté compte, on s'en doute.

Une fois la surprise avalée, on comprit vite que, dans la stratégie de communication d'Alain Juppé, « 7 sur 7 » devait représenter un filet de secours pour premier ministre en chute libre. Déjà, dans la semaine, on l'avait vu se mêlant à des exclus, dans une ville de province. De ces gens que la France compte par centaines de milliers, et qui ont, entre autres, quelques problèmes de logement. Ceux-là

avaient eu la chance non seulement de bénéficier d'un hébergement d'urgence, mais aussi de voir le premier ministre en chair et en os. Il avait même payé une tournée à la terrasse d'un bistrot, en se réjouissant de voir arriver le printemps. C'était furieusement peuplé, très « fracture sociale », comme tendance. Il y eut aussi les images du « séminaire gouvernemental », pour dire que le gouvernement, soudé, solidaire, travaille à l'union. On entre aperçut encore le maire de Bordeaux au milieu d'un carnaval brésilien venu égayer sa borne ville, sur un rythme de samba : preuve que ce maire-là sait aussi s'amuser. Bref, c'était toute une image qu'il convenait de redresser, en ne ménageant pas sa peine.

Alain Juppé fut donc tout souriant, même si, de temps à autre, on sentait dans les questions d'Anne Sinclair une légère pointe d'ironie, voire de persiflage. Il fit patte de velours, soucieux de montrer sa bonne volonté à sortir tout à la fois la France et lui-même de la mouise. Éducation, fiscalité, réforme de l'Etat : on nous dit tout ou presque du grand dessin que l'on format pour nous. Le premier ministre faisait des efforts — que certains jugeront pathétiques — pour faire craquer ses coutures, et laisser parler l'humain en lui. Il y parvint un instant, en évoquant le carnage de Dunblane et la mort absurde des petits écoliers écossais. Un instant seulement, comme un soupir qui échappe, et après lequel on se reprend bien vite, par crainte d'avoir laissé entrevoir quelque chose de soi-même...

TF 1

13.00 Journal, Métro.
13.35 Fantômes. Magazines.
13.40 Les Fous de l'Amour.
14.30 Dallas. Feuilleton.
15.25 Rick Hunter.
15.35 Inspecteur choc. Série.
16.20 Une famille en or. Jeu.
16.35 Club Dorville.
17.30 Les Amnésies.
Chasse à l'homme.
18.00 L'Un contre l'autre.
Série.
18.30 Les Noces.
19.00 Agence tous risques. Les
scorpions du désert.
20.00 Journal, Tiers.
La Minute hippique.
Métro.

20.50

SISTER ACT
Film d'Emile Ardolino.
(1992, 100 min).
20109
Une comédie caricaturale qui
repense sur Whoopi Goldberg
déguisée en nonne et sa façon
de faire swinger tout un
couvent.

22.30

**LMI, LE MAGAZINE
INFO**
Magazine présenté par Guillaume
Durand.
(95 min).
8278880
23.55 Les Rendez-vous
de l'entreprise.
Magazine. Alain Joffrin.
FDC de Kodak-Pathe.
(90 min).
8888288
0.15 L'Hôtel des passions.
Nobel mais pas sérieux. Série.
1.10 Journal, Métro.
1.30 Reportages (rediff.). 1.50 et 2.30.
3.30 171 min. 2.00 et 3.05 Histoire
nouvelles. 3.05 Histoire des inven-
tions. 4.30 Musique.

France 2

12.59 Journal.
13.45 Dérive. Une tendresse
légère. Série.
14.50 Le Renard. Mort d'un
pirate. Série.
15.30 et 5.25 La Chance
aux chansons.
16.30 Des chiffres.
16.35 Club Dorville.
17.00 Quel de nez, docteur ?
Vive Las Vegas. Série.
17.30 La Fête à la maison.
La perestroïka du principal.
18.00 Les Bons Céléstins. Jeu.
18.45 Qui est qui ?
19.15 Bonne nuit, les petits.
Une échelle, ça sert à quoi ?
19.20 et 1.45 Studio Gabriel.
Invités : Philippe Nourry,
Gérard Jugnot, Maud
Jacquin.
19.59 Journal, Métro.

20.55

**LES
SPÉCIALISTES**
Film français de Patrice Leconte avec
Bernard Giraudeau, Gérard Lanvin
(1994, 90 min).
2848874
Film d'action efficace où
l'énigme compte moins que les
exploits de Larvin et
Giraudeau.

22.35

ÇA SE DISCUTE
Présenté par Jean-Luc Delarue.
La gort peut-elle tuer le couple ?
Avec Josée Stalla, Anne Parilla, Brigitte
Lecointe, Monique Pivot, Martine
Jourd'heuil, Jacques-Antoine Ball.
(90 min).
408703
0.05 Journal, Bourne, Métro.
0.30 Le Cercle de minuit.
Raison et plaisir :
Farcissement du cerveau.
Avec Jean-Pierre Chagnon,
Rémi Eysard, Régine
Chopinot, Dominique
Simonneau, Anne et Patrick
Poirier, François Roustan.
(75 min).
233 2333333
23.55 Théâtre (rediff.). 3.30 21 heures
du 19. 4.30 Les Quatre Éléments.
5.30 Cinéma animé.

France 3

12.35 Journal, Keno.
13.10 Tout en musique.
13.45 Beau Pige.
Avec Linda de Souza.
14.48 Le Magazine du Sénat.
15.00 Questions
en gouvernement.
En direct de
l'Assemblée nationale.
16.15 Les Crouquantes. Série.
16.40 Les Minikéums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un
champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
Degas parle.
De Daniel Halsey.
18.55 Le 19-20
de l'information.
19.08 Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

**LES GRANDS
CIRQUES
DU MONDE**
Le 19e Cirque Scott.
Présenté par Sergio.
(90 min).
408845
Le plus célèbre cirque suédois
nous est présenté ce soir.
22.20 Journal, Métro.

22.50

**COULEUR
PAYS**
Magazine.
Programme des treize télévisions
régionales.
Au programme de Cinéma
étoilé, diffusé ce soir dans la
plupart des stations régionales,
un entretien avec Suzanne
Offenberg, réalisatrice de Nico
Icon (90 min).
408722
0.30 Ségnoche (rediff.). 0.45 Sidam
(rediff.). 1.05 Dystopie. Une image-
cinéma d'exception. Les images
Cinéma, entrées de Blaise, Concerto
pour improviser, de Hervé, par l'Or-
chestre philharmonique d'Oslo, dir.
Marc Soustrot (20 min).

La Cinquième

13.00 L'Œil et la Main. 13.30 La Grammaire im-
pertinente. 13.35 Attention santé. 13.40 Déclis
magazine. 14.05 Teva. 15.00 Après les images.
16.00 Le Palais de Topkapı à Istanbul. 16.30 Le
Réseau des métiers. 16.35 Rintintin. 17.30 Les
Enfants de John. 18.00 Alphabets de l'image.
Édouard Molinaro pour le film *Beaumarchais, Président*.
18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des ani-
maux.

Arte

19.00 The Comic Strip.
Série (2x12). Les cinq formidables
contre le docteur Love (90 min).
7154
19.30 7/12 (90 min).
9345
20.00 Archimède. Commémoration : le pendule de
Poucault ; formation ; roue ; entretien avec le
physicien Pierre Bergé ; les montagnes russes ;
l'écologie (90 min).
6259
20.30 8/12 Journal.

20.45

**LA VIE EN FACE :
PAROLES D'OTAGES**
Film documentaire (2x1). Le retour (50 min).
2713074
Jean-Paul Kauffmann, Gerhard Veders,
Edouard-Jean Empain, ces trois anciens otages
renourent sur les lieux de leur libération ; euphorie
des premières heures de liberté, mais vite les
difficultés commencent... Remarquable document.

21.35

**SOIRÉE THÉMATIQUE :
LE THÉÂTRE
DE MARGUERITE DURAS**
● Une ci-dessus.
21.16 Marguerite Duras : théâtre.
Documentaire (94 min).
10888086
21.30 Savannah Bay, c'est toi.
Documentaire (70 min).
9174088
Une pièce écrite par Marguerite Duras pour
Madeleine Renaud. Un moment de grâce.
22.20 La Pluie d'été.
De Jacques André, d'après le livre de Marguerite
Duras, mise en scène d'Éric Vigner (95 min).
3088567
0.55 Aelita ■
Film soviétique de Yakov Protazanov
(1924, N. m. m., 90 min, rediff.).
4434800

M 6

13.25 Secret de famille.
Télex de Jack Hobbie.
(92 min).
9767835
Une femme se rend, en
compagnie de sa fille,
chez sa mère avec qui elle
entretient des rapports
coincés.
15.00 Deux flics à Miami.
16.30 Hit Machine. Variétés.
17.05 Filles à papa. Série.
17.35 L'Étalon noir. Série.
18.05 Models Inc. Série.
19.00 Code Quantum. Série.
Coffret au pousse.
19.54 Six minutes
d'information.
20.00 et 0.05 Mode 6.
Magazine. John Galliano
pour Givenchy.
20.05 Notre belle famille.
20.35 E = M 6 junior.
L'évolution des hommes.

20.50

BIGFOOT
Télex de Corey Michael, avec
Zachary Ty Bryan, Matt McCoy.
(94 min).
572108
Un bigfoot, singe géant
mythique, est signalé dans une
forêt américaine. Dès lors,
chasseurs et chercheurs
affluent...

22.30

L'AMOUR RUINÉ
Télex de Richard Catta, avec Perry
King, Chynna Phillips (91 min).
7388384
Une jeune provinciale,
récemment installée à Palm
Beach, fait la connaissance
d'un séduisant homme
d'affaires. Coup de foudre,
mariage. Mais le conte de fées
se révèle vite se transformer en
cauchemar.
0.15 Les documents
de Zone interdite
(rediff., 105 min).
4887987
2.00 Best of 100% français. Musique.
3.30 La Saga de la chanson française.
Documentaire. Yves Montand. 4.30
Culture pub. Magazine (30 min).

Canal +

► En clair jusqu'à 13.45
13.30 La Grande Famille.
13.45 Jack l'éclair.
Film de Simon Wincer
(1994, 94 min).
3388919
15.20 Le Mystère
de la balade bleue.
Documentaire d'Al Giddings
et Rick Blue.
(52 min).
6442707
16.10 Graine de star.
Film de James Lapine
(1993, 88 min).
6308242
17.40 Surprises.
18.00 Dessin animé. Les
Exploits d'Arsène Lupin.
► En clair jusqu'à 20.30
18.24 Help ! Série.
18.35 Nulle part ailleurs.
Invité : Jean-Paul Gaultier.

20.15

FOOTBALL
En direct. Match retour du quart de
finale de la Coupe de l'UEFA :
Bordeaux-Milan AC.
(95 min).
1524829
22.30 Flash d'information.
23.35 Les Monstres
de nos cauchemars.
Documentaire
(47 min).
5771880

23.20

INTERSECTION
Film de Mark Rydell avec Richard
 Gere (1993, v. o., 94 min).
8794600
Un remake hollywoodien des
Choses de la vie de Claude
Sautet qui nous paraît
totalement inutile.
0.55 Emmène-moi
Film de Michel Spinoza
(1994, 85 min).
1889428
Une jeune femme
rencontre deux militaires
au buffet d'une gare. Elle
leur fait des avances et les
emmène dans un hôtel
dont le réceptionniste est
son ancien amant.
2.20 Surprises (40 min.).

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison.
Le Groupe des Cinq : Milhaud,
Bakst, Casse, Col, Modeste
Moussorgski, Nicolas
Rimski-Korsakov, Alexandre
Borodine (2).
20.30 Archipel Méditerranée.
L'été méditerranéen.
21.30 Grand Angle. (rediff.). Les
trajectoires en Rhône. À l'occasion
du Salon du livre de Paris.
22.40 Nuits magnétiques.
La littérature du siècle
monstrueux (1).
0.05 Du Jour au lendemain. Jacques
Derrida (Apollon) (1). 0.50 Coda. Le
Rock français (2). 1.00 Les Nuits de
France-Culture (rediff.). Chantier.
Une nuit de l'été : 2.30. La
Révolution tranquille. de Carlo
Goldoni ; 4.20 Michèle Brocard Plant.
(Dolby et comédie en Savoy) ;
4.48. André Chénid ; 5.30.
L'Échappée belle.

France-Musique

19.05 Domaine privé.
De Hubert Nysen.
20.00 Concert.
Donné le 22 février, à la Radio
classique, à Copenhague, par
l'Orchestre symphonique de la
Radio nationale danoise, dir.
Gunnar Nordström :
Agnostic, de Liszt ;
Symphonie n° 4, de Gade ;
Music of the Spheres, de
Langgaard. Chœur-Maria
Sørensen, soprano.
22.00 Soliste. Michel Chapuis.
22.30 Musique plurielle.
Présentée par le concert donné le 11 février,
par l'ensemble 28 284, dir.
Paul Méfano : Chœur en
souterrain, de Shyua Xu ;
L'Esprit de la montagne et du
vent, de Hung Chen-Hui.
23.07 Ainsi la nuit.
Œuvres de Prokofiev,
Kabalevsky.
0.00 La Culture dans tous ses états.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées
de Radio-Classique.
Concerts enregistrés en
septembre 1995, à
Saint-Nazaire, dans la Galerie
des Franciscains, Mona
Julliard, soprano, Paul Meyer,
trompette, Raphaël Oleg,
violin, Sonia Wiedner,
alto, violoncelle, Hakon
Austbo et Jeremy Menahin,
pianos ; Œuvres de Grieg ;
Dixies romantiques op. 31 ;
Melodies ; Fantasiestücke
op. 48, de Gade ; Quatre
Mélodies, de Kjerulf ; Trio n° 1,
de Mendelssohn.
22.30 Les Soirées... (Suite). Œuvres
de Mendelssohn, Rouss, Bartók. 0.00 Les
nuits de Radio-Classique.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial.
21.30 Perfecto.
21.55 Métro des cinq
continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques.
23.50 Viva.
0.30 Sokr 3 (France 3).

Planète

20.05 Himalaya.
Les vallées tropicales.
20.35 Histoire de l'aviation.
(37) L'Atlantique 1918-1922.
21.30 Raison d'État.
22.20 Pêche au gros.
(47) Espérons voliers
au Sénégal.

Paris Première

19.30 Stars en stock.
20.00 Paris modes
prêt-à-porter.
21.00 Jean-Edern's Club.
21.55 Premières loges.
22.25 Another Country ■
Film de Mark Kishor
(1983, v. o., 90 min).
6342083
23.55 Totalelement cinéma.
0.20 Concert :
Gloria Estefan.
Enregistré en 1991
(60 min).
5410882

France Supervision

19.45 CinéActu.
19.55 Basket-ball.
21.30 Chmy, une lumière
dans la nuit.
De Marc Soudrot.
22.20 Maman.
Fai encore raté l'avion
Film de Chris Columbus (1992,
120 min).
80155519

Ciné Cinéma

20.30 Paris s'éveille ■
Film d'Olivier Assayas
(1991, 95 min).
5825074
22.05 My Left Foot ■
Film de Jim Sheridan (1989,
v. o., 100 min).
27616548
23.45 Copain, copine ■
Film de Clément Jordan
(1984, 110 min).
88511345

Série Club

20.20 Ne mangez pas les
marguerites, quelle film.
20.45 (et 23.45) Jule Courat.
La malédiction du péché.
21.30 Le Club.
21.40 (et 1.00) Jim Bergerac.
Sparta.
22.30 Alfred Hitchcock
présente.
Tribune d'été.
23.00 Mission impossible.
Le chantage.
0.30 Janique aimée (90 min).

Canal Jimmy

21.00 Les monstres
nouveau sont arrivés.
21.25 The Doors in Europe.
De Paul Johnston, John
Donmore et Ray Manzarek.
22.25 Chronique balnéaire.
22.30 Angella, quinze ans.
23.15 Cambouis.
0.10 Absolutely Fabulous.
0.40 Top bah. Invité : 1999 Pop.
1.25 Le Frelon vert.
Les cadavres de l'année.
(25 min).

Eurosport

18.00 Basket-ball.
En direct. Coupe des
championnes dames.
Demi-finale. Bourges-Côme
(90 min).
188001
19.30 Patinage artistique.
En direct d'Edmonton
(Canada). Championnats du
monde. Programme court de
dame sur glace (210 min).
5884987

GUIDES
Le Monde de l'éducation
37F
Disponible en librairies et en
grandes surfaces
Le Monde
ÉDITIONS

Les programmes complets
de radio, de télévision
et une sélection du câble
sont publiés chaque
semaine dans
notre supplément daté
dimanche-lundi.
Signification
des symboles :
► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».
■ On peut voir.
■ Ne pas manquer.
■ Chef-d'œuvre ou
classique.
◆ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

Un SDF brûlé vif en plein Paris aurait été agressé par un groupe de jeunes

La brigade criminelle de la police judiciaire est chargée de l'enquête

UN HOMME, âgé de trente-neuf ans, Fabrice Gaulin, sans profession et sans domicile fixe à Paris, a été brûlé vif, lundi 18 mars vers quatre heures et demie du matin, dans le dixième arrondissement de la capitale. Ses agresseurs - un groupe de trois ou quatre jeunes gens « de type européen », selon certains témoins - ont aspergé ses vêtements d'alcool et les ont enflammés. Appelée par un correspondant anonyme, les pompiers et les policiers sont arrivés trop tard à la hauteur du 118, rue La Fayette, où le corps de la victime était déjà à moitié calciné.

Une bouteille d'alcool a été retrouvée à proximité du cadavre de cet homme, originaire du département de la Sarthe. Un deuxième homme sans domicile fixe, Maurice, âgé de trente-cinq ans, ami de la victime, a réussi à échapper aux agresseurs, mais a été blessé et hospitalisé. On ignore, lundi matin, la gravité de son état. L'homme devait être interrogé par les enquêteurs de la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne, chargée de l'enquête. Trois autres sans domicile fixe, qui se trouvaient aussi sur les lieux, ont été conduits dans les locaux de la police judiciaire afin de leur livrer leur témoignage.

Sur le fronton de l'église Saint-Vincent-de-Paul, dans le dixième arrondissement de Paris, l'apôtre des pauvres surmonte un groupe de galériens et de malades entouré de la Charité. C'est au pied de cette scène édifiante qu'est mort brûlé vif Fabrice Gaulin, SDF du

XX^e siècle, aux premières heures du lundi 18 mars. « Mon épouse a vu un homme brûler, raconte un habitant du 118, rue Lafayette dont les fenêtres font face au lieu du drame. C'était une torche vivante. Il courait, s'est agrippé à la barrière, puis s'est écroulé. Un automobiliste s'est finalement arrêté, il a éteint le feu avec sa veste. On a immédiatement appelé la police ».

ALCOOL À BRÛLER

Quelques heures plus tard, une énorme tache noire et des débris calcinés témoignent. Une équipe de la brigade criminelle, les mains gantées, tente de faire parler les nombreuses traces du dernier campement parisien de Fabrice Gaulin et de son calvaire.

L'homme devait s'être installé pour la nuit sur le bitume, au pied des escaliers qui montent à Saint-Vincent-de-Paul. Un sac de cou-

che bleu au capuchon calciné côtoie l'attirail classique du SDF : un sac de sport marqué « Profiteur de vivre » bourré de vêtements, des vivres éparpillés sur le trottoir - boîtes de pâté et de sel, quignons de pain, camembert, escalope de dinde et casseroles. D'un sac à dos kaki à demi-brûlé sortent des serviettes éponge.

C'est devant les grilles du square que la bouteille d'alcool a été retrouvée. Selon un policier, l'homme dormait là lorsqu'il aurait mis le feu à son sac à dos. Il aurait couru pour demander de l'aide avant de tomber vingt mètres plus loin devant une boutique de literie. Peu après huit heures, les bandes phosphorescentes déboulent de la gare du Nord bueut sur les voitures de police, les bandes phosphorescentes délimitant un périmètre de sécurité. Ils apprennent l'événement : « Al-

ler brûler un SDF ! C'est risqué et c'est surtout lâche », commente un commerçant.

« J'ai peur de la nuit, je ne ferme qu'un œil, témoigne un sans-logis qui, depuis des semaines, dort sur une bouche d'air chaud, place Franz-Liszt, devant l'église. Brûler un type, je ne suis pas d'accord ! » Tous les objets calcinés disparaissent dans les sacs noirs de la préfecture de police. Sur le chantier du parking souterrain, les ouvriers s'affairent de nouveau. La voie de bus, un moment neutralisée, est rouverte tandis que le parvis de Saint-Vincent-de-Paul est rendu aux passants. Sur le bitume, une bataille politique, en mettant en cause une justice « à deux vitesses » qui frappe le seul PS alors que, selon son communiqué du 13 mars, « sont enterrés de façon systématique tous les dossiers concernant le financement des partis

Philippe Bernard

Henri Emmanuelli hésite à se pourvoir en cassation

Le PS veut lancer une campagne de soutien

HENRI EMMANUELLI avait jusqu'au lundi 18 mars à minuit pour décider ou non de se pourvoir en cassation, après le jugement de la cour d'appel de Rennes, dans l'affaire Urbia sur le financement du Parti socialiste (PS), qui l'a condamné, mercredi 13 mars, à dix-huit mois de prison avec sursis et deux ans de privation de ses droits civiques. Très meurtri par ce jugement, l'ancien premier secrétaire du PS ne devait prendre sa décision que lundi après-midi. Samedi, M. Emmanuelli a déjeuné avec Lionel Jospin, Daniel Vaillant, chargé des élections, et le trésorier du PS, Alain Clays. Les socialistes veulent mener une bataille politique, en mettant en cause une justice « à deux vitesses » qui frappe le seul PS alors que, selon son communiqué du 13 mars, « sont enterrés de façon systématique tous les dossiers concernant le financement des partis

de l'actuelle majorité ». Ils veulent aussi mettre en avant le « caractère disproportionné » de la sanction contre M. Emmanuelli.

Les conditions de cette campagne ne sont pas encore arrêtées. Des comités de soutien pourraient être créés et des pétitions lancées, des questions posées au Parlement, afin de prendre l'opinion à témoin. M. Emmanuelli et Jospin doivent s'en entretenir mardi avec Laurent Fabius et Claude Estier, pour déterminer l'attitude des groupes parlementaires à l'Assemblée et au Sénat. Samedi, une déclaration de Claude Bartolone a provoqué un vif émoi au PS. Sur la chaîne d'informations LCI, le député de Seine-Saint-Denis, proche de M. Fabius, a estimé que « par une amnistie ou une grâce présidentielle », il fallait trouver un moyen de ne pas évincer le président du conseil général des Landes de la vie politique. L'intéressé a réagi avec colère, excluant de demander une telle grâce.

Pour François Hollande, porte-parole du PS, l'hypocrisie du gouvernement « a atteint son niveau maximum » avec les propos d'Alain Juppé qui, à « 7 sur 7 » sur TF 1, a indiqué qu'il s'agissait d'un « cas de ne pas commenté une décision de justice ». M. Juppé a critiqué le procureur général de Besançon qui avait qualifié de « scandaleuse » la mise en détention du directeur de l'Agence pour le développement de Beaufort : « Quand je vois un procureur général réprimander un juge d'instruction qui fait son travail, en disant qu'il est membre du même parti politique que la personne pour laquelle il prend fait et cause, je trouve cela choquant ».

H. T.

M. N.

L'inquiétude continue de régner sur la santé du pape

MALGRÉ L'OBLIGATION DE REPOS que lui avaient prescrite les médecins, le pape a fait une brève apparition publique, dimanche 17 mars, à la basilique Saint-Pierre, au cours d'une cérémonie de béatification de deux missionnaires italiens. Puis, de la fenêtre de ses appartements, il a béni les quarante mille pèlerins réunis, sous la pluie, pour la prière de l'Angelus et évoqué le « scandale de notre temps » que représente pour lui la faim dans le monde. Malgré les applaudissements, Jean Paul II est apparu physiquement épuisé.

Ce contact avec la foule était destiné à rassurer ses fidèles sur son état de santé. Pour autant, le pape, qui aura soixante-seize ans le 18 mai, n'est pas parvenu à écarter les rumeurs qui, en l'absence de communication médicale précise, continuent de circuler à Rome. Car si un bulletin de santé faisait état, dimanche, d'une « franche amélioration », des jours de repos supplémentaires lui ont été prescrits. Le voyage à Sienne qu'il devait faire mardi 19 mars a été reporté au 30 et l'audience générale du mercredi 20 a été, pour la deuxième semaine consécutive, annulée.

En l'absence de communication plus convai-

ante, certains rappellent la tumeur au colon dont le pape avait été opéré à la clinique Gemelli le 17 juillet 1992. D'autres évoquent une évolution d'une maladie neurologique, comme la maladie de Parkinson, qui lui a souvent été attribuée, mais a toujours fait l'objet de démentis. En fait, personne ne sait précisément de quoi souffre le pape, et le secret aujourd'hui entretenu semble plus lourd que lors de ses précédents embois de santé. Le mois d'avril sera un bon test de sa faculté de récupération. Outre la semaine pascalle, qui commencera le 31 mars, dimanche des Rameaux, et l'obligation à participer à de nombreuses manifestations publiques, le Vatican a pris le risque d'annoncer un voyage du pape en Tunisie le 14 avril.

En l'absence de communication plus convai-

Accès de faiblesse à Paris

LA PETITE HAUSSE initiale n'a pas tenu, lundi 18 mars, à la Bourse de Paris. En progression de 0,16 % au début des échanges, l'indice CAC 40 affichait aux alentours de 12 h 30 un repli de 0,14 % à 1947,34 points.

Le contrat notional du Matif - qui mesure la performance des emprunts d'Etat français - gagnait à la même heure dix centièmes, à 120,26 points. Sa progression était limitée par le net recul du marché obligataire américain observé vendredi, dans la soirée, à la suite de la publication d'indicateurs économiques reflétant un rebond de l'activité aux Etats-Unis. Le rendement de l'obligation à dix ans s'inscrivait à 6,75 %.

Sur le marché des devises, le dollar était stable. Il s'échangeait à 1,4715 mark, 105,75 yens et 5,04 francs. Le franc était inchangé

face à la monnaie allemande, à 3,4260 francs pour 1 deutschemark. La Bourse de Tokyo a terminé en légère hausse, freinée par les incertitudes sur le budget, alors que le marché sera clos mercredi pour une journée fériée au Japon et que la fin du mois approche. L'indice Nikkei a fini sur un gain de 94,28 points, soit 0,47 %, à 20 285,13 points.

SEANCE, 12 h 30	1803 Plus	Cotation en RF
Euro (Cde des)	74833	3724880,10
Asia	120961	36042160
Telaviv	10054	3214500,60
St. Paul	6722	3111824,50
Corée	766	2745990
Union Pacific	297701	2552181,25
IBM	22215	2502381
Procter	19409	2402184
Dynaco	3087	2502521
Petrol	10420	2301250,10

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 20190,90 +1,34 +2,09	Cote au V. en % V. en %
Hong Kong index 10557,60 +1,01 +5,59	1503 1488
	Paris CAC 40 1950,12 -0,63 +4,18
	London FT 100 3468,10 -0,37 -0,57
	Zurich 1705,77 - - +11,50
	Milan MIB 30 993 -0,40 +6,65
	Frankfurt Dax 30 2458,29 +1,20 +3,06
	Bruelles 1693,15 -0,42 +8,56
	Suisse SIB 1431,02 - - +1,54
	Madrid Iben 35 320,49 - - +2,63
	Amsterdam CBS 345,40 -0,02 +7,43

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	Cours BCF 1995	% 1995	Adm.	Vente
Allemagne (100 dm)	342,070	+0,01	330	354
Ecu	6,3410	+0,08	-	-
Euro-Unité (1 unit)	5,9205	+0,30	4,7500	5,9800
Belgique (100 F)	16,6805	+0,01	16,1000	17,2500
Pays-Bas (100 fl.)	306,3300	+0,05	-	-
Italie (1000 li.)	3,2275	+0,30	2,9800	3,4000
Danemark (100 kr)	88,7100	+0,01	82,7000	82,7000
Irlande (100 Ir)	7,9540	+0,30	7,5700	8,2000
Côte-Bretagne (1 L)	7,9075	+0,30	7,2800	8,3300
Grèce (100 drach.)	2,0990	+0,10	1,8500	2,3500
Suède (100 kr)	74,6200	+0,45	68,5000	76,2000
Suisse (100 F)	424,6600	+0,08	412	430
Norvège (100 N)	78,7100	+0,01	72,7000	82,7000
Autriche (100 sch)	48,7500	+0,01	47,1500	50,2500
Espagne (100 pes.)	4,6725	+0,15	3,7700	4,5700
Portugal (100 esc.)	3,3100	+0,15	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	3,6892	+0,08	3,3900	3,9900
Japon (100 yens)	4,7622	+0,07	4,5500	4,9500

Théorie du Monde daté dimanche 17-18 mars 1996 : 535 980 exemplaires 1-3

L'Etat contraint de procéder à une recapitalisation partielle de GIAT Industries

PARTICIPANT, samedi 16 mars, au lancement de la communauté de communes Saint-Etienne-Métropole en tant que président du conseil régional Rhône-Alpes, le ministre de la défense, Charles Millon, a annoncé à une délégation CFDT de GIAT Industries, avec laquelle il s'est entretenu, que l'Etat procéderait à une recapitalisation partielle du constructeur d'armements terrestres.

Cette opération devait faire l'objet d'un conseil d'administration du groupe, convoqué d'urgence lundi 18 mars après-midi. Elle a été rendue nécessaire pour éviter une liquidation, avant la fin de l'année, de GIAT Industries dont le capital social est de 2,9 milliards de francs et qui, entre 1990 et 1994, a accumulé des pertes de 52 milliards de francs. L'arrêté du bilan 1995 - de nouveau négatif - ne sera pas connu avant la fin avril, mais le déficit sera très supérieur aux 2,9 milliards de francs de 1994. Aux délégués CFDT, M. Millon n'a pas indiqué quelle part l'Etat prendra dans cette recapitalisation.

partielle. Selon certaines informations, elle porterait sur quelque 3,6 milliards de francs au titre des comptes 1994. Le ministre n'a pas davantage précisé si, comme il est probable dans un deuxième temps, des entreprises privées ou publiques françaises seront appelées à entrer dans le capital de GIAT Industries dans la perspective - troisième étape - de nouvelles alliances avec des groupes européens, notamment le britannique Royal Ordnance, filiale de British Aerospace. Au ministère de la défense, on affirme qu'une privatisation du groupe GIAT Industries « n'est pas à l'ordre du jour ».

La soudaineté de l'opération semble s'expliquer par la proximité du débat, mercredi 20 mars, à l'Assemblée sur le rapport d'orientation que le gouvernement a rédigé sur sa politique de défense, c'est-à-dire la révision à la baisse du « format » des armées, la rénovation du service national et aussi la restructuration industrielle (Le Monde du 7 mars).

Le PDG de GIAT Industries,

Jacques Loppion, a été chargé par M. Millon de lui présenter « un plan de retour à la viabilité » de l'entreprise que l'Etat actionnaire accompagnera d'un dispositif dit « de conversion ». Les syndicats craignent que le groupe, une fois réorganisé en deux « pôles » principaux (systèmes blindés et système d'armes et munitions), ne procède à des réductions d'effectifs et à des fermetures de sites. GIAT Industries emploie, à l'heure actuelle, 12 500 salariés, dont la plupart ont un statut d'ouvrier d'Etat.

Les suppressions d'emplois ou les transferts de postes, dans d'autres services du ministère de la défense, pourraient concerner jusqu'au tiers des personnels. GIAT Industries compte quatorze sites en France (une dizaine d'autres aux Etats-Unis et en Europe), parmi lesquels certains sont plus menacés que d'autres, comme Le Mans et Salbris, produisant des munitions, un secteur en chute libre.

Jacques Isnard

La municipalité de Grenoble reprend le contrôle de l'eau après un accord avec la Lyonnaise

GRENOBLE

de notre bureau régional

La ville de Grenoble et la Lyonnaise des eaux ont conclu, samedi 16 mars, un accord qui verra la première reprendre le contrôle du service de l'eau et de l'assainissement par l'intermédiaire d'une société d'économie mixte locale (SEML). La Cogese, l'une des filiales de la Lyonnaise, avait obtenu cette concession en 1989 pour une durée de vingt-cinq ans. Ce contrat était au cœur du procès d'Alain Carignon, ancien maire RPR de Grenoble, condamné pour corruption à cinq années de prison, dont trois fermes, le 16 novembre 1993, par le tribunal correctionnel de Lyon. Le procès en appel débute le 20 mai.

Le retour du service public de

l'eau dans le giron communal était considéré comme une des priorités de la nouvelle municipalité (socialistes, communistes, divers gauche et écologistes). La Lyonnaise des eaux - qui affirme aborder cet accord dans un « esprit de transparence » - restera le seul exploitant de l'eau. La ville a obtenu, pour 1996, une baisse substantielle du prix du mètre cube payé par les usagers, de 13,59 francs à 12 francs.

Cet accord, annoncé dimanche après-midi, est considéré par les élus socialistes comme un « retour aux sources », et par le maire de la ville, Michel Destot (PS), comme un « bon accord ». Il évite notamment l'engagement d'une procédure judiciaire qui, selon M. Destot, « aurait conduit à prendre un risque financier

important (...) et à reporter très loin l'application des décisions - prix et contrôle public - vivement attendues par la population ».

Les élus écologistes et leur chef de file, Raymond Avallier - qui, il y a quelques mois encore, écartait « toute renégociation du contrat de l'eau avec des corrupteurs et des corrupteurs » -, jugent, quant à eux, sévèrement cet accord, le qualifiant de « bel arrangement qui ne satisfait pas les usagers, et une re-légitimation de la Lyonnaise des eaux à Grenoble ». Ils affirment vouloir mettre « la pression » sur leurs partenaires socialistes jusqu'au conseil municipal du lundi 25 mars qui statuera sur ce nouveau contrat.

Claude Francillon

Pas d'acheteur pour le manuscrit d'Albert Einstein sur la relativité

ON ATTENDAIT, samedi 16 mars, une belle bagarre entre l'université de Princeton aux Etats-Unis, celle de Jérusalem et le patron de Microsoft, Bill Gates, pour l'achat du plus ancien manuscrit d'Albert Einstein contenant la fameuse équation de la théorie de la relativité, E=MC² (Le Monde du 10-11 mars). Le document était mis aux enchères à New York chez Sotheby's et son propriétaire, anonyme, en espérait entre 4 et 6 millions de dollars. Les enchères n'atteignant que 3,3 millions de dollars (16,5 millions de francs), le manuscrit a été retiré de la vente.

En 1987, ce document était déjà passé en vente chez Sotheby's et avait été acheté 1,155 million de dollars (7,5 millions de francs de l'époque).

LA POSTE : le prix du timbre passe, lundi 18 mars, de 2,80 francs à 3 francs (pour une lettre de 20 grammes), soit une hausse de 7 %, la première depuis juillet 1993. Certains tarifs baissent, notamment sur les services où La Poste est en concurrence avec des entreprises privées. Ainsi, les prix des Colissimo baissent de 2 francs et 4 francs respectivement pour les poids les plus utilisés, de 1 à 2 kg et de 2 à 3 kg.

Faits divers : Richard Lopez, douzième adjoint Front national au maire de Toulon, s'est gravement blessé, dimanche 17 mars, à son domicile du Beausset (Var), alors qu'il était en train de manipuler une grenade offensive. L'explosion de l'engin lui a arraché le bras droit. La gravité de ses blessures a imposé son transport par hélicoptère sur l'hôpital maritime de la Timone où son état a été jugé préoccupant. Officier de réserve, Richard Lopez, âgé de soixante-quatre ans, a en charge les délégations municipales du personnel et des élections. Militant actif et discret, il est délégué du FN dans la deuxième circonscription de Toulon. (Corresp.)

Jacques Isnard